

LA MORT DE L'ÉLITE PROGRESSISTE

CHRIS
HEDGES



LUX

FUTUR PROCHE

Facebook : La culture ne s'hérite pas elle se conquiert

LA MORT DE L'ÉLITE PROGRESSISTE

CHRIS HEDGES

LA MORT DE L'ÉLITE
PROGRESSISTE

*Traduit de l'anglais par
Nicolas Calvé*



Déjà parus dans la collection « Futur proche »

- Normand Baillargeon et Jean-Marc Piotte (dir.), Au bout de l'impasse, à gauche. Récits de vie militante et perspectives d'avenir
- Gaétan Breton, La dette : règlement de comptes
- Gaétan Breton, Faire payer les pauvres. Éléments pour une fiscalité progressiste
- Gaétan Breton, Tout doit disparaître. Partenariats public-privé et liquidation des services publics
- Jean Bricmont, L'impérialisme humanitaire. Droit humanitaire, droit d'ingérence, droit du plus fort ?
- Noam Chomsky, Comprendre le pouvoir
- Noam Chomsky, Futurs proches. Liberté, indépendance et impérialisme au XXI^e siècle
- Francis Dupuis-Déri (dir.), Québec en mouvements. Idées et pratiques militantes contemporaines
- Chris Hedges, L'empire de l'illusion. La mort de la culture et le triomphe du spectacle
- Edward S. Herman et David Peterson, Génocide et propagande. L'instrumentalisation politique des massacres
- Razmig Keucheyan, Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques
- Luc Rabouin, Démocratiser la ville. Le budget participatif : de Porto Alegre à Montréal
- Sherene H. Razack, La chasse aux Musulmans. Évincer les Musulmans de l'espace politique

© Lux Éditeur, 2012, pour la présente édition

www.luxediteur.com

© Chris Hedges, 2010

Titre original : Death of the Liberal Class

Nation Books, New York

Image de la couverture : Adam Gault/Getty Image

Dépôt légal : 4^e trimestre 2012

Bibliothèque et Archives Canada

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN (papier) 978-2-89596-150-5

ISBN (epub) 978-2-89596-650-0

ISBN (pdf) 978-2-89596-850-4

Ouvrage publié avec le concours du Programme de crédit d'impôt du gouvernement du

Québec et de la SODEC. Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du livre du Canada (FLC) pour nos activités d'édition.

Avertissement du traducteur

CET ESSAI, qui a pour titre original *Death of the Liberal Class*, traite de l'évolution de la gauche américaine depuis le début du XX^e siècle. Le problème qui s'est immédiatement posé à nous est celui de la traduction en français de *liberal*. Le fait est que, du point de vue d'un Européen ou d'un Canadien, la « gauche » dont parle Chris Hedges est plus au centre qu'à gauche, car l'échiquier politique est équilibré plus à droite aux États-Unis qu'ailleurs.

Pour rendre l'adjectif *liberal* en français, il était tentant d'opter pour *libéral*. Mais nous avons vite écarté cette possibilité à la lecture des définitions assez contradictoires de *liberal* que donnent les dictionnaires anglais : « Qui est favorable à un assouplissement des conventions sociales et à ce que l'État joue un rôle important en matière d'économie et de justice sociale » ; « Qui est favorable à la liberté individuelle et à une limitation de l'ingérence de l'État dans les affaires économiques » (*Canadian Oxford Dictionary*).

Bien sûr, la *liberal class* dont traite Hedges s'inscrit dans la première signification, qui correspond en gros à l'orientation politique de la gauche modérée dans les autres pays.

Le caractère contradictoire de ces définitions traduit cependant bien les origines libérales (au sens philosophique) des deux doctrines. Hedges cite le philosophe britannique John Gray, pour qui le libéralisme classique se distingue par quatre principes : « l'individualisme, qui affirme la primauté morale de la personne sur la collectivité ; l'égalitarisme, qui accorde à tout être humain le même statut moral essentiel ; l'universalisme, qui postule l'unité

morale de l'espèce ; enfin, le méliorisme, qui soutient qu'on peut, grâce à la raison critique, améliorer la condition humaine de manière indéfinie ». « A u XIX^e siècle, rappelle Hedges, le philosophe anglais John Stuart Mill (1806-1873) a redéfini le libéralisme en insistant sur ses dimensions progressistes que sont la redistribution de la richesse et la mise en place d'un État-providence. » Nous pourrions aussi évoquer les origines libérales de la pensée de Marx.

Nous aurions pu opter pour de gauche, mais l'élite progressiste dont traite ce livre, qui jadis a défendu des positions qui paraîtraient aujourd'hui radicales aux yeux de certains, n'a plus grand-chose en commun avec ce qu'il est convenu d'appeler la gauche américaine, désignée en anglais par le terme radical.

À l'instar de certains dictionnaires bilingues, nous avons donc retenu l'adjectif progressiste, ainsi défini : « Qui est partisan du progrès politique, social, économique ; qui tend à la modification de la société vers un idéal » (Le Petit Robert) ; « Qui estime qu'une profonde transformation des structures politiques et sociales permettra une amélioration des conditions de vie et une plus grande justice sociale » (Le Petit Larousse). Peut-être nous reprochera-t-on son caractère flou, mais celui-ci convient pourtant très bien, vous le verrez, à une élite intellectuelle dont les positions politiques sont tout sauf constantes et cohérentes. Progressiste a aussi l'avantage d'intégrer les principes égalitariste, universaliste et mélioriste du libéralisme énumérés par Gray, et, ce faisant, s'applique parfaitement au contexte politique américain.

Nicolas Calvé

Pour Eunice,
Tv mihi cvrarvm reqvies, tv nocte vel atra lvmen,
et in solis tv mihi tvrba locis.

Il y a en permanence une orthodoxie, un ensemble d'idées que les bien-pensants sont censés partager et ne jamais remettre en question. Dire telle ou telle chose n'est pas exactement interdit, mais « cela ne se fait pas », exactement comme à l'époque victorienne cela « ne se faisait pas » de prononcer le mot « pantalon » en présence d'une dame. Quiconque défie l'orthodoxie en place se voit réduit au silence avec une surprenante efficacité. Une opinion qui va à l'encontre de la mode du moment aura le plus grand mal à se faire entendre, que ce soit dans la presse populaire ou dans les périodiques destinés aux intellectuels.

George ORWELL^[1]

Chapitre 1

Résistance

Permettre au mécanisme du marché de diriger seul le sort des êtres humains et de leur milieu naturel, et même, en fait, du montant et de l'utilisation du pouvoir d'achat, cela aurait pour résultat de détruire la société. Car la prétendue marchandise qui a nom « force de travail » ne peut être bousculée, employée à tort et à travers, ou même laissée inutilisée, sans que soit également affecté l'individu humain qui se trouve être le porteur de cette marchandise particulière. En disposant de la force de travail d'un homme, le système disposerait d'ailleurs de l'entité physique, psychologique et morale « homme » qui s'attache à cette force. Dépouillés de la couverture protectrice des institutions culturelles, les êtres humains périraient, ainsi exposés à la société ; ils mourraient, victimes d'une désorganisation sociale aiguë, tués par le vice, la perversion, le crime et l'inanition. La nature serait réduite à ses éléments, l'environnement naturel et les paysages souillés, les rivières polluées, la sécurité militaire compromise, le pouvoir de produire de la nourriture et des matières premières détruit.

Karl POLANYI, La grande transformation^[2]

ERNEST LOGAN BELL, 25 ans, chômeur et ancien marin, marche le long de la route 12, au cœur de l'État de New York, un grand drapeau des États-Unis sanglé à son sac à dos kaki. Sa vareuse militaire le protège d'une bruine légère. Trapu et affable, les cheveux bruns coupés en brosse, il m'explique qu'il a pris l'initiative d'entreprendre une « Marche de la liberté » : au bout de 6 jours, il aura parcouru les 145 kilomètres séparant Binghamton d'Utica, campant 3 nuits sur le bord de la route et

passant les autres dans des motels bon marché. Idéaliste, il entend faire campagne comme candidat républicain, dans la circonscription numéro 24, contre le représentant sortant, le démocrate Michael Arcuri. Il s'oppose à la réforme de la santé promue par Obama et adoptée par le Congrès à majorité démocrate, demande qu'on mette fin aux guerres en Irak et en Afghanistan, prône l'abolition de la Réserve fédérale, s'élève contre le sauvetage des firmes de Wall Street par le gouvernement fédéral et souhaite que l'État vienne immédiatement en aide aux travailleurs réduits comme lui au chômage prolongé. Il arbore une pancarte manuscrite indiquant « End the Fed » (« Abolissons la Réserve fédérale »), en écho au titre de l'essai du représentant Ron Paul qu'il traîne dans son sac avec un exemplaire de U.S. Constitution for Dummies de Michael Arnheim. Il compte livrer l'ouvrage de Paul au bureau d'Arcuri, à Utica.

« Je viens de traverser la petite ville de Norwich », me raconte-t-il tandis qu'un automobiliste passe en l'encourageant d'un coup de klaxon. « Le Tea Party y est très fort. La plupart des membres du Tea Party sont simplement mécontents. Ils savent que quelque chose ne tourne pas rond et sont prêts à s'impliquer. Dans ma région, bien des adhérents sont aussi démocrates. Les gens sont déboussolés, ébranlés. Ils ne savent plus quoi penser. Mais s'imaginer que les problèmes ont commencé le 20 janvier [2009, date de l'investiture de Barack Obama] est absurde ; s'en prendre uniquement à l'actuel président en ignorant ses prédécesseurs n'aidera personne à comprendre ce qui se passe^[3]. »

Citoyen de Lansing, dans l'État de New York, Bell est représentatif du nouveau visage de la résistance. Jeune, imprégné de culture militaire, il se méfie du gouvernement fédéral, rejette l'élite progressiste et ne parvient pas à trouver un emploi. En colère, il oscille entre populisme de droite et de gauche, admirant à la fois Ron Paul, le représentant Dennis Kucinich^[4] et le Tea Party. Il a commencé à militer pendant la campagne présidentielle de 2008 en tant que partisan de John McCain, mais a déchanté

lorsqu'il a pris conscience des liens unissant le sénateur d'Arizona et le Parti républicain à Wall Street. Le jour du scrutin, il a fini par s'abstenir. Pour sa propre campagne, il a recueilli environ 1 000 dollars auprès de voisins et d'amis. Rompu aux arts martiaux, il a atteint en 2010 les demi-finales du championnat des sports de combat de la garde nationale, à Fort Benning en Géorgie ; c'est par décision partagée qu'il a perdu son dernier combat, où il s'est cassé le nez et a blessé son adversaire aux côtes et aux cuisses.

« Quand je pense à ce qui nous attend, je suis vraiment terrorisé, confie Bell. Tout indique que l'économie va bientôt s'effondrer, peut-être même avant les élections de mi-mandat. C'est pour cette raison que tant de représentants sortants passent la main, je pense. On dirait qu'ils savent ce qui s'en vient : les rats quittent le navire, sans oublier leur rente. Le gouvernement et la Fed ne peuvent plus rien faire pour calmer la douleur, ils n'ont plus aucun tour dans leur sac. Je vous garantis que ça va faire mal à tout le monde, à part bien sûr à l'élite de la finance et des milieux d'affaires. Je dis : laissons l'empire s'effondrer ; il faut parfois mourir pour mieux renaître. Le système politique tel qu'il est offre peu d'espoir de changement ou de justice sociale. Je propose que nous mettions fin à ce coup d'État en en tentant un nous-mêmes. Nous devons commencer par nous réapproprier les instruments traditionnels du pouvoir et du discours en restaurant l'intégrité de notre système électoral corrompu. Malheureusement, ça ne donnera sans doute pas grand-chose, mais l'effort en vaut la peine : nous avons le devoir patriotique de résister à la tyrannie, de briser les chaînes de l'oppression et de forcer l'État à revenir aux principes de liberté et de justice pour tous. Selon moi, manifester en brandissant des pancartes ne suffira pas à provoquer des changements fondamentaux : il est rare que le pouvoir change de main sans lutte. Nos droits inaliénables ne nous ont pas été gracieusement offerts par le gouvernement fédéral. Nous devons prendre la rue, refuser d'être réduits au silence, libérer la politique de la mainmise des milieux d'affaires et nous atteler à la reconstruction d'une structure

politique et d'une société ancrées dans les collectivités locales. La seule façon d'éviter la capitulation totale, c'est la révolution. Seules la misère et ses douleurs permettent d'espérer le déclenchement d'une authentique révolution, et il est loin d'être sûr qu'elle triomphera. La contestation doit maintenant laisser place à la résistance. Nous devons faire preuve d'audace.»

Bell a grandi à Oakwood, petite ville de l'est du Texas à mi-chemin entre Dallas et Houston. Son père, qui combat l'alcoolisme, est actuellement en cure de désintoxication. Ses parents se querellaient sans cesse : ils se sont souvent séparés puis réconciliés, et ont fini par divorcer alors qu'il avait 13 ans. Sa mère s'est retrouvée seule pour élever l'adolescent, son petit frère (aujourd'hui dans les rangs de la 82^e division aéroportée) et sa petite sœur dans un appartement d'une chambre à coucher. L'argent était rare, la mère enchaînait les petits boulots. Seuls 18 élèves de sa classe ont terminé leurs études secondaires. Oakwood ayant peu d'emplois à offrir, Bell s'est enrôlé dans l'armée, à l'instar de plusieurs de ses camarades de classe.

« Pour subvenir à nos besoins, mon père cumulait deux emplois ; malgré son alcoolisme, c'était un homme bon qui essayait d'être un père dévoué, raconte Bell. Ma mère, elle, avait ses propres problèmes. Elle vit aujourd'hui dans une cabane pourvue d'une seule pièce. Il y a quatre ans, elle a eu un cancer du sein ; elle n'est pas assurée et vit dans la pauvreté. Je sais que le système ne fonctionne pas. Sa cabane se trouve sur le terrain de sa mère ; c'est là que nous allions, mon frère et moi, quand nos parents se disputaient. Quand nous vivions avec nos deux parents, nous déménagions souvent ; maisons et appartements se succédaient. À 17 ans, j'ai quitté le foyer familial, passant du logement d'un ami à celui d'un autre, puis je suis retourné à Oakwood pour finir mon secondaire, m'installant chez mes grands-parents, qui ont eu une influence profonde sur ma vie et mes valeurs. Je menais une vie instable, typique de la classe ouvrière. Je crois que ces conditions ont contribué à forger mon caractère et ma vision du monde. Je

dois rendre à César ce qui est à César. Mon père a fait son possible.

« À Oakwood, il n'y a pas de travail », poursuit-il. Il y a deux ans, après avoir quitté les marines pour se rapprocher de Shianne, sa fillette de trois ans dont la mère ne vit plus avec lui, Bell a déménagé dans le centre de l'État de New York, où il a décroché un emploi de charpentier dans une entreprise de construction. Payé 14,50 dollars de l'heure, il touchait parfois jusqu'à 800 dollars par semaine. Puis, l'effondrement du système financier a asphyxié l'économie locale. « Dans mon immeuble, tout le monde a vu ses heures réduites, s'est retrouvé au chômage ou a été contraint de travailler au salaire minimum, relate Bell. J'ai été licencié l'an dernier. J'essaie de travailler comme charpentier à mon compte. Je n'ai pas d'assurance maladie. »

Le manque de travail, qui l'a contraint à survivre avec par moments aussi peu que 600 dollars par mois, l'a poussé à s'enrôler dans la garde nationale, même si, ce faisant, il était presque assuré d'être détaché en Afghanistan. La prime d'engagement de 20 000 dollars était trop alléchante pour laisser passer une telle occasion. L'unité à laquelle il s'est joint revient tout juste d'une mission en Afghanistan. « Nous nous entraînon pour retourner en Afghanistan, dit-il. Normalement, la garde nationale a pour rôle d'intervenir aux États-Unis mêmes : la faire patrouiller dans les rues d'Afghanistan n'est pas une bonne chose. Ses brigades sont débordées. Nous n'obtenons aucun avantage ; au contraire des soldats de l'armée régulière, nous ne bénéficions pas de l'assurance maladie. Ça ne nous empêche pas d'être mobilisés. Certains d'entre nous l'ont été à trois ou quatre reprises. »

« Quand j'ai quitté les marines, je suis retourné au Texas, où je suis resté dix mois. C'est là que j'ai pris part à la campagne de McCain, raconte Bell. J'ai vraiment perdu mes illusions quant au néoconservatisme. Je n'avais jamais fait de politique. J'ai commencé à comprendre que toutes ces troupes ne sont pas déployées aux quatre coins du monde pour "défendre la liberté",

comme ils disent, mais plutôt pour créer des nations de toutes pièces et soutenir les intérêts particuliers qui mènent ces guerres. En matière de politique extérieure et d'économie, rien ne distingue les deux grands partis. Il existe un faux clivage gauche-droite qui empêche la classe ouvrière de prendre conscience des vraies causes des difficultés qu'elle éprouve.»

Dans l'État de New York, « les hivers sont pénibles, explique Bell. L'emploi diminue et le chauffage coûte cher. Je paie environ 200 dollars par mois pour l'électricité et le gaz. Je mène une vie très frugale. Je n'ai pas le câble. Je ne dépense que le strict nécessaire. C'est une lutte de chaque instant. Mais je me console en me disant que je ne suis pas obligé de passer 40 heures par semaine à faire un travail dont le salaire ne me permettrait même pas de subvenir à mes besoins. Les gens d'ici sont vraiment dans le besoin. Le taux de chômage réel doit être d'au moins 20 %. Bien des gens travaillent à temps partiel alors qu'ils souhaiteraient travailler à temps plein. Il y a beaucoup de gens comme moi qui, parce qu'ils sont travailleurs autonomes ou propriétaires de petites entreprises, n'ont pas droit à l'assurance chômage : j'étais à mon compte même quand je travaillais pour l'entreprise de construction».

« Les gens ont peur, constate-t-il. Ils veulent vivre leur vie, élever leurs enfants, être heureux, mais ce n'est pas possible. Ils ne savent pas s'ils pourront effectuer leur prochain versement hypothécaire. Ils voient leur niveau de vie dégringoler.»

Bell est d'avis que lui et ses semblables sont au bord du gouffre. Il dit craindre les conséquences sociales et politiques de la situation.

« J'espère qu'une révolution populiste aura lieu, juge-t-il. Il faudrait que l'argent qui sert aux sauvetages d'entreprises et aux missions à l'étranger soit investi dans nos communautés. Autrement, la colère va s'intensifier et dégénérer en violence. Quand on perd tout, on en vient aussi à perdre la tête. Lorsque même les plus acharnés ne trouvent pas d'emploi, ça mène à des

fusillades aveugles, à des suicides... Il faut s'attendre à des actes de terrorisme intérieur. Pour endiguer la contestation de masse, l'État n'hésitera pas à restreindre davantage nos droits civils. On voit certes des étudiants protester, mais la grogne va bientôt s'exprimer à plus grande échelle. J'espère seulement que la contestation sera constructive, que les gens ne sombreront pas dans l'extrémisme. Mais chacun va faire ce qu'il juge nécessaire pour survivre, ce qui n'exclut pas des événements comme des émeutes de la faim. La classe dirigeante a intérêt à agir vite si elle veut faire baisser la pression. »

*

* *

Colère et impression d'avoir été trahis : voilà ce qu'expriment Ernest Logan Bell et des dizaines de millions d'autres travailleurs dépossédés. Ces sentiments résultent de l'incapacité dont a fait preuve l'élite progressiste à protéger les intérêts de la classe ouvrière et de la classe moyenne au cours des 30 dernières années, alors que la grande entreprise démantelait l'État démocratique, ravageait le secteur manufacturier, pillait le Trésor public, précipitait le pays dans des guerres impérialistes qu'il n'avait les moyens ni de financer ni de gagner, et vidait de leur substance les lois censées protéger les intérêts des citoyens ordinaires. Cette élite n'a pas pour autant renoncé au langage empesé et désuet dont elle use pour traiter des politiques et des enjeux ; elle s'abstient de braver les assauts des milieux d'affaires. C'est ce qui a permis à une droite virulente de récupérer et d'exprimer la rage, légitime, des dépossédés. Bien qu'elle s'accroche aux privilèges dont elle jouit dans ses institutions, l'élite progressiste a fait son temps.

Les principes du libéralisme classique, qui ont inspiré l'élite progressiste américaine, avaient été formulés en réponse à la dégénérescence des institutions féodales et à l'autoritarisme de l'Église. Ses théoriciens prônaient la constitution d'un État de droit

et l'indépendance de la justice à l'égard des pouvoirs législatif et exécutif. Bien qu'il reprît certaines idées des philosophes athéniens de l'Antiquité, tels les sophistes du temps de Périclès, ce libéralisme a marqué une rupture profonde tant avec la pensée aristotélicienne qu'avec la théologie médiévale. Pour le philosophe John Gray, le libéralisme classique « se distingue par quatre principes : l'individualisme, qui affirme la primauté morale de la personne sur la collectivité ; l'égalitarisme, qui accorde à tout être humain le même statut moral essentiel ; l'universalisme, qui postule l'unité morale de l'espèce ; enfin, le méliorisme, qui soutient qu'on peut, grâce à la raison critique, améliorer la condition humaine de manière indéfinie^[5] ».

Thomas Hobbes (1588-1679), John Locke (1632-1704) et Baruch Spinoza (1632-1677) ont jeté les bases de cette doctrine. Au XVIII^e siècle, leurs thèses ont été approfondies par les moralistes écossais, les philosophes français et les précurseurs de la démocratie américaine. Au XIX^e siècle, le philosophe anglais John Stuart Mill (1806-1873) a redéfini le libéralisme en insistant sur ses dimensions progressistes que sont la redistribution de la richesse et la mise en place d'un État-providence.

L'ère progressiste, qui a connu son apogée dans la seconde partie du XIX^e siècle et les premières années du XX^e, a été marquée par l'essor des mouvements sociaux luttant pour l'amélioration des conditions de travail des ouvriers, la syndicalisation, les droits des femmes, l'instruction publique, le logement des pauvres, la santé publique et le socialisme. Cette période a pris fin avec la Première Guerre mondiale. En plus de briser l'optimisme libéral en vertu duquel on considérait le progrès comme inéluctable, la guerre est venue consolider la mainmise de l'État et des milieux d'affaires sur l'économie, la politique, la culture et la société en général. On a ainsi créé une culture de masse nourrie par la consommation et le culte du soi, poussé les États-Unis dans un état de guerre permanente, et généralisé le recours à la peur et à la propagande pour intimider les citoyens et faire taire les voix indépendantes et

radicales de l'élite progressiste. Le New Deal du président Franklin Delano Roosevelt, mis en œuvre uniquement parce que le capitalisme était en train de s'effondrer, a constitué l'ultime sursaut du libéralisme classique aux États-Unis ; on procéderait cependant au torpillage systématique de ces réformes après la Seconde Guerre mondiale, souvent avec la complicité de l'élite progressiste elle-même.

Après la Première Guerre mondiale, une excroissance mutante de cette élite a vu le jour, se distinguant par sa ferveur anticomuniste et son obsession pour la sécurité nationale. Animée d'un profond pessimisme quant à la nature humaine, elle a fondé son idéologie sur les travaux de philosophes moraux comme le théologien réaliste chrétien Reinhold Niebuhr (dont les thèses étaient souvent mésinterprétées et simplifiées à outrance par ceux qui souhaitaient justifier la passivité politique et l'aventurisme impérialiste). Craignant qu'on ne les soupçonne d'indulgence à l'égard du communisme, les adhérents à ce courant soi-disant progressiste ont eu du mal à se tailler une place dans la culture contemporaine, les valeurs auxquelles ils disaient souscrire se révélant de plus en plus contradictoires avec la mainmise croissante de l'État sur la société, la perte de pouvoir des travailleurs et l'expansion du complexe militaro-industriel. Le ralliement, finalement, de ce progressisme de la guerre froide aux préceptes de la mondialisation, de l'expansionnisme et du capitalisme débridé a marqué l'abandon définitif par l'élite progressiste de toute trace des idéaux du libéralisme classique.

Il ne subsiste plus de la forme démocratique et progressiste du libéralisme que son propre mythe, brandi par l'élite du pouvoir et ses laquais pour justifier l'assujettissement et la manipulation d'autres peuples au nom de l'intérêt national et de la démocratie. Des théoriciens comme le politologue Samuel Huntington ont décrit ses restes décomposés comme s'ils constituaient encore une force philosophique, politique et sociale dynamique ne demandant qu'à être exportée, par la force si nécessaire, dans les pays jugés

moins civilisés. Piégée, affaiblie, l'élite progressiste s'est confinée dans le simple rôle, peu risqué politiquement, de critique de la barbarie communiste (et, ultérieurement, de l'islamisme) plutôt que de combattre les injustices croissantes et les abus systématiques commis par l'État-entreprise.

Malgré l'abondance de faits prouvant le contraire, l'anémique élite progressiste persiste à affirmer que la tenue d'élections et la mise en œuvre de réformes constitutionnelles sont des gages de liberté et d'égalité. Elle refuse d'admettre que les canaux censés permettre la participation du plus grand nombre à la vie démocratique sont dominés par les milieux d'affaires. La sphère juridique est probablement le dernier refuge de l'idéalisme de l'élite progressiste. Tout en se désolant de l'état des corps législatifs et de la médiocrité des débats électoraux, elle garde une foi naïve dans la loi comme outil efficace pour mener des réformes, et ce, en dépit du fait que la grande entreprise manipule le système juridique de manière tout aussi flagrante qu'elle oriente à sa guise les élections et les débats législatifs. Mentionnons par exemple les lois adoptées par le Congrès en vue de déréglementer l'économie et de la placer sous la coupe des spéculateurs, ou encore celles qui ont permis le pillage du Trésor public au bénéfice de Wall Street, suspendu des libertés civiles essentielles comme l'habeas corpus ou permis au président d'autoriser l'assassinat de citoyens américains soupçonnés de complicité avec des terroristes. Lors de l'élection présidentielle de 2000, la Cour suprême a renversé la jurisprudence établie en mettant un terme au second dépouillement des voix qui avait lieu en Floride, couronnant ainsi George W. Bush.

« C'est un libéralisme en décomposition, timoré », qui a été désarmé par « l'acharnement appréhensif et impitoyable de bandits politiques », écrit C. Wright Mills. L'élite progressiste a jugé plus prudent de se cantonner à de vaines positions morales que de s'en prendre à l'élite du pouvoir.

Il est nettement moins risqué de célébrer les libertés civiles que de les défendre activement, et il est tout aussi peu risqué de les défendre comme droits formels que de les exercer de manière politiquement efficace, poursuit Mills. Même ceux qui s'y

opposent le plus farouchement disent généralement agir en leur nom. Il est encore plus facile d'appuyer les groupes qui s'en sont prévalus dans un passé lointain que de les défendre ici et maintenant avec vigueur. La défense des libertés civiles, y compris le combat qu'on menait pour elles il y a dix ans, est devenue la priorité de nombreux intellectuels autrefois progressistes. Voilà un moyen commode de priver le domaine des idées et des revendications politiques de tout effort réflexif^[6].

*

* *

Traditionnellement, dans une démocratie, l'élite progressiste est une soupape de sûreté. Elle rend possible la mise en œuvre de réformes ponctuelles ou graduelles, et suscite des espoirs de changement en montrant la voie vers une plus grande égalité. Elle dote l'État et la mécanique du pouvoir d'un aspect vertueux, et joue un rôle de chien d'attaque en discréditant les mouvements sociaux radicaux. C'est ce qui fait d'elle une composante utile de l'élite du pouvoir.

L'État-entreprise, dans son attaque contre l'État démocratique, se targue néanmoins d'avoir fait de l'élite progressiste une de ses victimes. Les puissances de l'argent ont oublié que leur légitimité repose sur l'existence d'une élite progressiste en bonne santé. En faire une classe de courtisans n'ayant rien d'autre à offrir que leur rhétorique creuse revient à fermer la soupape de sûreté et à contraindre le mécontentement populaire à s'exprimer autrement, éventuellement par la violence.

En refusant de reconnaître que la grande entreprise a arraché le pouvoir des mains des citoyens, que la Constitution ne protège plus vraiment les libertés individuelles et que l'expression « consentement des gouvernés » a perdu toute signification, l'élite progressiste s'est enfermée dans un discours et des pratiques qui ne correspondent plus à la réalité. Elle prête sa voix aux futilités de la politique-spectacle en se disant convaincue de la persistance du débat démocratique et de la liberté de choisir.

C'est parce qu'elle tient à son confort et à ses privilèges que

l'élite progressiste refuse d'admettre l'évidence. Églises et universités (dans les universités d'élite comme Princeton, les professeurs peuvent gagner 180 000 dollars par an) sont exonérées d'impôt tant qu'elles se gardent de commenter ouvertement les enjeux politiques. Les chefs syndicaux touchent des salaires très élevés et ne sont considérés comme des partenaires par les grandes organisations capitalistes que dans la mesure où ils ont renoncé au discours de la lutte des classes. Les politiciens, tels des généraux, remplissent avec loyauté les exigences de l'État-entreprise puis quittent leurs fonctions pour devenir millionnaires en se faisant lobbyistes ou cadres supérieurs. Les artistes qui nourrissent de leurs talents les illusions et autres mythes dont on bombarde la société vivent à Hollywood Hills dans le plus grand confort.

Les médias, les Églises, les universités, le Parti démocrate, le monde des arts et les syndicats – bref, les piliers de l'élite progressiste – se sont laissé séduire par les sirènes du monde des affaires en caressant l'espoir de grappiller les miettes qu'on daigne leur jeter des hautes sphères du pouvoir. Les journalistes, qui prisent davantage leur accès aux puissants que la vérité, n'ont pas hésité à relayer mensonges et propagande pour précipiter leurs concitoyens dans la guerre en Irak. Bon nombre d'entre eux ont affirmé qu'il était prudent de confier son épargne à un système financier administré par des spéculateurs et des voleurs. On connaît la suite. Les médias, dont la prospérité repose sur la publicité, font silence sur la misère et les revendications de pans entiers de la population, qui devraient pourtant être leur principal centre d'intérêt.

Au nom de la tolérance – un mot que Martin Luther King n'a jamais prononcé –, le clergé progressiste refuse de condamner ces hérétiques qui souillent le christianisme en lui insufflant les pires aspects du culte de la consommation, du nationalisme, de l'avidité, de l'arrogance impérialiste, de la violence et de la bigoterie. Ces institutions envisagent la mondialisation et le capitalisme débridé comme des lois naturelles. Plutôt que de se préoccuper de justice,

elles nourrissent une piété individualiste, empreinte de mièvrerie, qui s'exprime par une spiritualité du « comment-je-me-sens-aujourd'hui » et une charité tout aussi moralisatrice qu'ostentatoire. Toutes ces années passées à étudier l'éthique, le droit et la morale au séminaire ou à l'école rabbinique s'avèrent bien inutiles quand vient le temps de se tenir debout devant ces puissances qui s'approprient le langage de la religion et de la morale pour leur propre bénéfice politique et financier.

Les universités ne forment plus leurs étudiants à la pensée critique, à l'examen attentif des sphères du pouvoir et des a priori culturels et politiques, aux grandes questions philosophiques et morales jadis posées par les sciences humaines, les arts et les lettres. Elles sont devenues des écoles de métiers, des viviers de gestionnaires appelés à servir l'État-entreprise. En vendant ainsi leur âme au diable, nombre de ces universités ont amassé des milliards de dollars en fonds publics et privés, gonflant les coffres de leurs fondations et les budgets d'une bonne partie de leurs facultés. Leurs dirigeants reçoivent des salaires dignes des présidents des plus grandes entreprises, et ne sont pratiquement évalués que sur leur aptitude à recueillir des fonds. En contrepartie, tout comme les médias et les institutions religieuses, non seulement ces universités ne disent mot sur le pouvoir de l'argent, mais elles réprouvent, en le taxant de faire de la « politique », quiconque ose poser en leurs murs des questions sur les méfaits de la grande entreprise ou du capitalisme débridé.

Jadis voués à la lutte des classes, au combat pour les droits sociaux et politiques de la classe ouvrière, les syndicats, là où ils existent encore, se limitent désormais au rôle de négociateurs serviles auprès des capitalistes. On disait jadis des voitures quittant les usines Ford du Michigan qu'elles avaient été construites par les syndiqués des United Auto Workers. Les revendications portées par les syndicats au début du xx^e siècle, qui ont accordé week-ends, droit de grève, journée de huit heures et sécurité sociale aux travailleurs, ont été abandonnées. Les universités, en particulier

dans les facultés de science politique et de science économique, rabâchent comme des perroquets l'idéologie discréditée du capitalisme déréglementé et n'ont pas de nouvelles idées à offrir. Le monde des arts, tout aussi avide de fonds privés que les médias et les universités, refuse de contester les disparités sociales et économiques qui affligent des dizaines de millions de citoyens. De concert avec la grande entreprise, les gourous de la croissance personnelle, Oprah Winfrey et la droite chrétienne, les artistes grand public propagent le mythe selon lequel il suffit de se livrer à suffisamment d'introspection, de viser le bonheur, de puiser dans sa force intérieure et de croire aux miracles pour obtenir tout ce qu'on désire. Matière première de l'industrie du divertissement, cette pensée magique a pour effet de dissimuler les structures économiques qui empêchent les familles de sortir de la pauvreté ou de vivre dans la dignité.

De toutes les composantes de l'élite progressiste, nulle n'est plus fautive que le Parti démocrate. Pour assurer son financement par la grande entreprise, celui-ci a délibérément trahi la classe ouvrière. En 1994, Bill Clinton, qui prétendait que les emplois n'auraient nul endroit où être délocalisés, a fait un pas de plus dans cette direction en signant l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Par la suite, il s'en est pris à l'aide sociale, puis, en 1999, il a éliminé le cloisonnement entre banques commerciales et banques d'investissement, livrant ainsi le système financier aux spéculateurs. Barack Obama, qui pour sa campagne électorale a recueilli plus de 600 millions de dollars en bonne partie auprès d'entreprises, a servi les intérêts des milieux d'affaires avec autant d'obligeance que l'a fait son parti. Il a laissé les grandes sociétés piller le Trésor américain, a refusé d'aider les millions d'Américains dont les maisons ont été saisies par les banques et s'est abstenu de prendre des mesures pour combattre la misère des chômeurs de longue durée, qui forment maintenant une véritable classe sociale.

Les populations endurent la tyrannie tant que les dirigeants

savent exercer le pouvoir de manière efficace. Toutefois, comme l'histoire l'a maintes fois démontré, quand un groupe détenant le pouvoir n'est plus en mesure d'agir – ce qui révèle son caractère superflu – et s'accroche à ses prérogatives, les classes qui lui sont assujetties le rejettent sans ménagement. Voilà le sort qui attend l'élite progressiste, qui se cramponne à ses privilèges en refusant de jouer le rôle qui était le sien dans l'État démocratique. L'élite progressiste n'est plus qu'un appendice inutile et méprisable de la hiérarchie capitaliste. Alors que les pouvoirs économiques empoisonnent les écosystèmes et poussent l'humanité vers un monde peuplé uniquement de maîtres et de serfs, l'élite progressiste, qui n'a aucun rôle à jouer dans ce nouveau scénario, se voit rejetée, éliminée. Son anéantissement signifie qu'il n'existe plus de contrepoids à un système voué à l'enrichissement d'une infime minorité et au pillage du pays, et qu'il ne reste plus le moindre espoir, si mince soit-il, d'inverser la situation. La mort de l'élite progressiste laisse présager que la frustration et la colère des classes moyenne et ouvrière vont désormais s'exprimer à l'extérieur des institutions démocratiques, au mépris des règles de civilité propres à la démocratie libérale.

En se débarrassant de l'élite progressiste, l'État-entreprise assoiffé de profit a éliminé son partenaire le plus indispensable. C'est grâce à elle que des citoyens récalcitrants pouvaient se résigner à de modestes réformes. En enrayant les mécanismes d'adoption des réformes, l'État-entreprise a créé un système clos, caractérisé par la polarisation, l'immobilisme et la politique-spectacle. Il a décapé le vernis de vertu et de bienveillance dont l'élite progressiste avait paré le régime. Dans le passé, l'effondrement d'États de droit, qu'il s'agisse de l'Allemagne de Weimar ou de la Yougoslavie socialiste, a aussi été annoncé par le déclin de leur élite progressiste. Un tel effacement crée un vide politique que s'empressent de remplir les spéculateurs, les profiteurs de guerre, les bandits et les tueurs, souvent menés par des démagogues charismatiques. Il ouvre la porte à des

mouvements totalitaires, qui se propulsent à l'avant-scène en tournant en ridicule l'élite progressiste et les valeurs qu'elle prétend défendre. Bien que ces mouvements ne proposent que de vaines chimères, leurs critiques de l'élite progressiste, elles, n'en sont pas moins fondées.

De tout temps, les progressistes modérés ont fustigé la gauche radicale parce qu'elle tenait tête aux capitalistes et persistait à tenir le discours de la lutte des classes. L'élite progressiste a ainsi connu un sort tragique : elle a été anéantie par l'État-entreprise qu'elle soutenait alors qu'elle s'évertuait à faire taire les intellectuels de gauche et les dissidents qui auraient pu la sauver. En refusant de mettre en doute les promesses utopiques du capitalisme débridé et de la mondialisation, en condamnant ceux qui osaient le faire, elle s'est coupée des idées novatrices, de la pensée vivante, des forces sociales qui, seules, auraient pu prévenir sa liquidation par l'élite du pouvoir. Elle a donc été trahie tout en se trahissant elle-même.

Le déclin de l'élite progressiste inaugure un contexte politique terrifiant. L'État-entreprise a désormais le champ libre pour démolir les derniers vestiges de protection sociale que celle-ci avait mis en place. On dénonce les syndiqués du secteur public qui profitent de « luxueux régimes d'assurance maladie » et de « généreux fonds de pension ». Les commentateurs des médias privés et les politiciens s'en prennent aux syndicats d'enseignants de Californie et du New Jersey en les qualifiant de parasites vivant aux dépens des contribuables. La mise en place d'« écoles à charte^[7] » va précipiter le déclin de ces syndicats. Malgré l'apparente protection syndicale dont ils bénéficient, les employés du secteur public se voient actuellement imposer des restrictions de plus en plus draconiennes qui mettent en lumière l'assaut final qu'est en train de mener l'État-entreprise contre les syndiqués. De leur côté, les organisations syndicales (qui comptent d'ailleurs de moins en moins de membres) contribuent elles-mêmes à la perte d'influence et à l'appauvrissement des travailleurs. En avril 2009, les enseignants de l'école à charte Renaissance de Jackson Heights

(État de New York) se sont vu imposer des compressions budgétaires d'environ 600 000 dollars par an ; non seulement leurs représentants syndicaux ont été incapables d'empêcher l'adoption de cette mesure, mais ils n'ont même pas su prévenir les enseignants. En décembre de la même année, les autorités du district scolaire West Contra Costa Unified de Richmond (Californie) ont augmenté la taille des groupes, gelé les salaires des instituteurs et réduit les prestations pour soins de santé. Le syndicat des enseignants de la ville a consenti à ces concessions, et ce, au mépris d'un vote de grève massif par les syndiqués du district.

L'élite progressiste est irrécupérable. Elle ne compte dans ses rangs ni rebelles ni libres penseurs assez courageux, tant moralement que physiquement, pour contester l'État-entreprise et l'élite du pouvoir. Les forces économiques qui font vivre les médias, les syndicats, les universités, les Églises, le monde des arts et le Parti démocrate ont débarrassé ces institutions de tous ceux qui contestaient l'hégémonie de la grande entreprise et du capitalisme débridé. Dans les années 1980, des philosophes comme Sheldon Wolin, qui critiquaient la montée de l'État-entreprise, ont commencé à voir leurs articles refusés par la New York Review of Books, le New York Times et d'autres publications. Des religieux progressistes, comme le père Daniel Berrigan, ont passé leurs dernières années de carrière harcelés par les autorités ecclésiastiques. Des économistes comme Michel Hudson, qui s'en est pris à la bulle financière et au capitalisme de casino, éprouvent de grandes difficultés à obtenir un poste à l'université. Quant à ceux qui s'y trouvent, ils n'ont ni l'ambition ni le courage de critiquer l'idéologie dominante ; ils n'ont pas d'idées de rechange à proposer, et ce, malgré la trahison flagrante par le Parti démocrate de tous les principes auxquels l'élite progressiste prétend adhérer : régime public d'assurance maladie, opposition à une économie de guerre permanente, système public d'éducation de qualité, reconquête des libertés civiles, emplois et protection sociale pour les travailleurs...

Depuis la présidence de Ronald Reagan, l'État-entreprise a forcé l'élite progressiste à entamer une marche de la mort. Celle-ci est restée de marbre devant le démantèlement de l'assise manufacturière du pays, des organismes de réglementation et des programmes sociaux ; elle n'a pas dénoncé les spéculateurs, qui, au XVII^e siècle, auraient pourtant été pendus haut et court pour avoir détourné l'économie à leur avantage. L'élite progressiste s'est plutôt repliée dans des institutions atrophiées, s'occupant à un militantisme sans envergure pour la rectitude politique. Cette marche de la mort l'a amenée à retourner sa veste. Le fait qu'elle ait pu le faire en suscitant si peu d'indignation en dit long sur sa faillite morale.

« Autrefois, la gauche vilipendait le marché pour l'exploitation qui allait avec, écrit Russell Jacoby ; aujourd'hui, elle le célèbre pour sa rationalité et son humanité. Elle qui méprisait la culture de masse pour la même raison vante désormais celle-ci pour son côté rebelle. Après avoir chanté les louanges des libres-penseurs, elle les raille maintenant pour leur prétendu élitisme, et après avoir rejeté le pluralisme pour sa superficialité, elle l'exalte à présent pour sa profondeur. Non seulement assiste-t-on à la défaite de la gauche, mais aussi à sa conversion, voire à son retournement^[8]. »

Pendant tout le XX^e siècle et au début du XXI^e, la plus grande faute de l'élite progressiste a été sa collusion enthousiaste avec l'élite du pouvoir en vue de réduire au silence, d'exclure et de mettre à l'index les rebelles, les dissidents, les communistes, les socialistes, les anarchistes, les syndicalistes radicaux et les pacifistes, bref, tous ceux qui auraient pu donner à Ernest Logan Bell et à d'autres membres de la classe ouvrière les mots et les idées avec lesquels riposter aux attaques de l'État-entreprise. Pendant et après les deux guerres mondiales, et de manière continue des années 1950 à la chute du mur de Berlin en 1989, les États-Unis ont été le théâtre de purges anticomunistes qui, dans les faits, ont avant tout écrasé les mouvements populaires. Les vieux communistes du mouvement syndical américain tenaient un

discours de lutte des classes. Ils savaient que l'ennemi, c'était Wall Street et la grande entreprise. Ils véhiculaient une conception très large de la réalité sociale, si bien que même la gauche non communiste usait d'un vocabulaire témoignant de l'impact destructeur du capitalisme. Dans les années 1940 et 1950, toutefois, quand le Parti communiste et les autres mouvements de la gauche radicale ont été éliminés en tant que forces sociopolitiques et que l'élite progressiste a prêté allégeance au gouvernement en collaborant à la chasse aux sorcières communistes, le pays s'est vu privé de la possibilité de donner un sens à la lutte contre l'État-entreprise. L'élite progressiste est devenue craintive, timorée, inefficace, aphone. Elle s'est intégrée à la structure même qu'elle aurait dû chercher à démanteler. En créant un vide idéologique à gauche, elle a cédé le discours de la révolte à l'extrême droite.

Jadis considéré par les travailleurs comme un système à combattre, le capitalisme n'est plus contesté. Les grands patrons comme Warren Buffett, George Soros ou Donald Trump sont vus comme des sages, des célébrités, des amis du peuple. Les membres de l'élite progressiste sont leurs cheerleaders. Une loyauté si mal inspirée, qu'illustrent bien ces groupes environnementaux qui refusent de condamner l'administration Obama dans le dossier de la marée noire du golfe du Mexique, masque le fait que les États-Unis ne souffrent pas d'une division entre républicains et démocrates, mais bien d'une fracture entre État-entreprise et citoyens, entre capitalistes et travailleurs. Malgré toutes leurs lacunes, les communistes l'avaient bien compris.

L'élite du pouvoir dispose d'une arme puissante : la peur. C'est en agitant les épouvantails du communisme et du terrorisme islamiste qu'elle a pu suspendre des libertés civiles, dont la liberté d'expression, l'habeas corpus et le droit d'association, que l'élite progressiste se targue de défendre. En 1947, terrorisée par les nombreuses grèves qui sévissaient dans l'immédiat après-guerre, la classe capitaliste a brandi le spectre du communisme pour forcer

l'adoption de la loi Taft-Hartley^[9] par le Congrès, qui, pour ce faire, a dû passer outre au veto du président Truman. Il s'agit du plus dur coup législatif qu'a subi la classe ouvrière américaine jusqu'à l'adoption de l'ALENA. C'est aussi la peur qui a permis à l'État de faire avaler le « Patriot Act^[10] » à la population, de pratiquer la « restitution extraordinaire » de présumés terroristes et de mettre en place, à l'étranger, des colonies pénales où sont torturés des détenus privés de leurs droits. C'est elle qui pousse les contribuables à accepter la poursuite de guerres sans fin au Moyen-Orient et à laisser docilement Wall Street puiser des milliards de dollars dans leurs poches. La frilosité de l'élite progressiste la rend particulièrement perméable à la manipulation.

Les organes de propagande qu'emploie l'élite du pouvoir pour effrayer la population nécessitent les talents d'artistes et d'intellectuels appartenant à l'élite progressiste. Les « barons voleurs » de la fin du XIX^e siècle faisaient appel à la police, à des milices ou à des fiers-à-bras pour faire taire les voix discordantes. De nos jours, ce sont des membres de l'élite progressiste bardés de diplômes qui, par l'entremise de la propagande, veillent à légitimer le pouvoir de la grande entreprise. En jouant un rôle actif dans la conception et la mise en œuvre de techniques de manipulation sophistiquées, les progressistes ont désormais financièrement intérêt à ce que cette domination soit maintenue. C'est de l'élite progressiste qu'émanent jingles, publicités, marques et produits de divertissement qui enferment la société dans ses illusions culturelles et politiques. Scellée par une généreuse rémunération, sa complicité avec les milieux d'affaires a sapé son indépendance intellectuelle et morale. Il est passablement ironique de constater que, pour maintenir son pouvoir, la grande entreprise a besoin du talent des intellectuels alors qu'elle ne les autorise pas à réfléchir et à agir de manière autonome.

En 1954, dans un article intitulé « This Age of Conformity », Irving Howe observait que « l'idée même d'une vocation intellectuelle, d'une existence consacrée à des valeurs impossibles

à concrétiser par une civilisation fondée sur le commerce, a graduellement perdu son attrait. C'est cela, bien plus que le renoncement à quelque programme, qui caractérise notre débâcle^[11]». La croyance voulant que le capitalisme soit le moteur par excellence du progrès humain, poursuivait-il, « est claironnée par tous les moyens possibles, qu'il s'agisse de propagande officielle, de publicité institutionnelle ou d'articles savants rédigés par ceux-là mêmes qui, voilà encore quelques années, comptaient parmi ses plus farouches opposants ».

Ceux qui n'ont vraiment aucun pouvoir, ce sont ces intellectuels, les nouveaux réalistes, qui s'installent dans les lieux de pouvoir et renoncent à leur liberté d'expression sans obtenir le moindre poids politique en retour, écrivait Howe. Élément essentiel de l'histoire intellectuelle américaine des dernières décennies ainsi que des rapports entre « richesse » et « esprit » : sitôt qu'ils sont absorbés par les institutions, non seulement les intellectuels renoncent-ils à leur esprit rebelle, mais ils cessent en quelque sorte d'agir en intellectuels^[12]. (C'est Howe qui souligne.)

L'espoir renaîtra avec le retour du discours de la lutte des classes et de la rébellion, discours dont le lexique de l'élite progressiste a été expurgé. Cela ne signifie pas qu'il faille partager toutes les idées de Karl Marx, qui prônait la violence et dont le culte de l'État comme instrument de l'utopie a suscité une autre forme d'asservissement de la classe ouvrière, mais il est impératif de réapprendre le vocabulaire marxiste. À l'instar de Marx et d'Adam Smith, il faut comprendre que les grandes entreprises ne s'intéressent nullement au bien commun. Elles exploitent, polluent, appauvrissent, répriment, tuent et mentent pour s'enrichir. Elles évincent des familles pauvres de leur logis, laissent mourir les personnes non assurées, mènent des guerres inutiles en vue de réaliser des profits, contaminent les écosystèmes, démantèlent les programmes sociaux, pillent le Trésor public et écrasent les mouvements populaires qui luttent pour la justice sociale. Elles adorent l'argent et le pouvoir. Le capitalisme débridé, Marx l'avait saisi, est une force révolutionnaire qui engloutit un nombre sans cesse croissant de vies humaines jusqu'à ce qu'elle finisse par se dévorer elle-même. La zone morte du golfe du Mexique offre une

métaphore parfaite de l'État-entreprise. Elle s'inscrit dans ce même cauchemar qui hante les vieilles villes désindustrialisées de Nouvelle-Angleterre et les aciéries abandonnées d'Ohio, et que vivent chaque jour les Irakiens, les Pakistanais et les Afghans en pleurant leurs morts.

À la fin du XIX^e siècle, Fédor Dostoïevski a fait la satire virulente d'une élite progressiste russe devenue inutile et dont le déclin laissait présager une sanglante période de terreur. Dans des romans comme *Les possédés*, il écrivait que l'impuissance et l'indifférence de cette élite, tout comme son incapacité à défendre les idéaux auxquels elle souscrivait, annonçaient une ère de nihilisme moral. Dans *Les carnets du sous-sol*, il brossait le portrait des rêveurs déçus de l'élite progressiste, qui expriment des idéaux élevés sans lever le petit doigt pour les réaliser. Le protagoniste et narrateur du roman pousse la faillite du libéralisme progressiste à son extrême logique. Il refuse tout élan de générosité et rejette les finalités morales, leur préférant la raison calculatrice. Au nom de ses idéaux humanistes, il se montre accommodant envers une hiérarchie corrompue, en déclin. L'hypocrisie propre à l'homme du sous-sol mène la Russie impériale à sa perte comme elle condamne aujourd'hui l'empire américain. Il y a là une rupture fatale entre convictions et action :

Je ne suis parvenu à rien, pas même à devenir méchant ; je n'ai pas réussi à être beau, ni méchant, ni une canaille, ni un héros, ni même un insecte. Et maintenant, je termine mon existence dans mon petit coin, où j'essaie piteusement de me consoler, d'ailleurs sans succès, en me disant qu'un homme intelligent ne parvient jamais à devenir quelque chose et que seul un imbécile y réussit. Oui, messieurs, l'homme du XIX^e siècle a le devoir d'être essentiellement dénué de caractère ; il y est moralement obligé. L'homme qui possède un caractère, l'homme d'action, est un être essentiellement médiocre^[13].

Chapitre 2

Guerre permanente

Un des aspects les plus lamentables de l'histoire de l'humanité, c'est que chaque civilisation affiche la plus grande prétention, assimile ses valeurs particulières à des valeurs universelles avec le plus grand aveuglement et se croit immortelle au moment même où son déclin s'amorce.

Reinhold NIEBUHR, *Beyond Tragedy*^[14]

DEPUIS LA FIN de la Première Guerre mondiale, les États-Unis ont affecté des ressources colossales à leur combat contre des ennemis réels ou imaginaires en mettant l'État au service d'une gigantesque structure militaire. Ce combat, qui a créé l'illusion orwellienne d'un état de guerre permanent, a neutralisé toute opposition à la puissance de la grande entreprise et à la tiédeur des réformes mises en œuvre par l'élite progressiste. Pendant la guerre froide, craignant d'être taxés de mollesse ou d'antipatriotisme, les progressistes ont volontairement collaboré à l'assaut de l'État contre les mouvements populaires et la gauche radicale, lancé au nom de la sécurité nationale. Pour l'élite du pouvoir, la guerre permanente constitue le moyen le plus efficace de bloquer les réformes et de faire taire la dissidence. Un état de guerre exige un plus grand secret, une vigilance constante et un climat de suspicion. Il engendre la peur et la méfiance, en particulier dans les domaines de la culture et des arts, qu'il contraint souvent au silence ou à la propagation de clichés nationalistes. Il dénature

l'éducation, corrompt les médias, détraque l'économie et neutralise l'opinion publique. L'état de guerre contraint aussi les institutions progressistes à renier leurs convictions pour se joindre à la croisade contre le boche, le bolchevique, le fasciste, le communiste ou le terroriste islamiste. Dans cette situation, l'élite progressiste est réduite à l'impuissance.

En 1946, dans son essai intitulé *The Root Is Man*, Dwight Macdonald s'est penché sur l'idéologie de la guerre permanente. Il désespérait de voir émerger un contrepoids efficace à l'État-entreprise tant que la société serait maintenue dans un tel état de guerre. L'élite progressiste, tout comme l'intelligentsia marxiste avec laquelle Macdonald a rompu pour embrasser l'anarchisme, s'est selon lui lourdement trompée en plaçant ses espoirs de progrès dans l'État. Jadis symbole d'espoir pour les progressistes et bon nombre de citoyens de gauche, celui-ci a dévoré ses propres enfants, aux États-Unis comme en Union soviétique. Et il existe une drogue puissante, capable de réduire une population à la passivité en lui faisant accepter d'être privée de tout pouvoir : la guerre permanente.

La question du recours à l'idéologie de la guerre permanente a échappé aux théoriciens des mouvements réformistes du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle, y compris à Karl Marx. Accordant toute leur attention à la lutte des classes se déroulant dans chaque pays, ceux-ci n'ont jamais élaboré « une théorie adéquate sur l'aspect politique de la guerre », note Macdonald. Tant que ce vide ne sera pas comblé, prévient-il, « le socialisme moderne restera en quelque sorte confiné à sa dimension théorique^[15] ».

Que ce soit en Russie impériale, dans l'Empire austro-hongrois, dans l'Allemagne de Weimar, dans la seconde Yougoslavie ou aux États-Unis, l'effondrement du progressisme a toujours été intimement lié à l'émergence d'une culture de la guerre permanente dans laquelle l'exploitation et la violence, même à l'encontre des nationaux, sont justifiées au nom de la protection du pays. L'apologie de la guerre peut être exprimée par une variété de

slogans, de langues et d'idéologies. Elle peut se manifester sous forme de saluts fascistes, de procès-spectacles communistes, de campagnes de nettoyage ethnique ou de croisades chrétiennes. Tout cela revient au même : une répression aveugle et impitoyable menée au nom de la sécurité nationale par l'élite du pouvoir et ses laquais de l'élite progressiste.

C'est un enlèvement dans la guerre permanente, et non l'islamisme, qui a tué les mouvements progressistes et démocratiques du monde arabe, ces mouvements qui, au début du ^{xx}^e siècle, étaient porteurs de tant de promesses pour des pays comme l'Égypte, la Syrie, le Liban ou l'Iran. La guerre permanente est aussi venue à bout des élites progressistes d'Israël et des États-Unis. Véritable maladie, elle pousse tout le monde à s'abaisser au langage simpliste du nationalisme. Elle dépouille les citoyens de leurs droits, réduit toute communication à une enfilade de poncifs patriotiques, accroît le pouvoir de ceux qui profitent des largesses de l'État au nom de la guerre, mine les débats politiques et affaiblit les institutions démocratiques.

« La guerre, observait Randolph Bourne, est la santé de l'État. »

Les budgets militaires, qui représentent plus de la moitié des dépenses discrétionnaires du gouvernement des États-Unis, ont un coût social et politique énorme : ponts et barrages en ruine, écoles délabrées, production de biens délocalisée à l'étranger... L'endettement, qui atteint des milliers de milliards de dollars, menace la viabilité même de la monnaie et de l'économie. Les pauvres, les malades et les chômeurs sont abandonnés à leur sort. La souffrance est le prix à payer pour une victoire dont la nature et la probabilité restent nimbées de mystère.

Les entreprises qui profitent de la guerre permanente ont besoin d'une population qui a peur. Grâce à la peur, les citoyens ne s'opposent pas à ce que l'État surfinance une armée déjà obèse, ne posent pas de questions embarrassantes aux puissants et sont prêts à renoncer à leurs droits et libertés en échange d'un sentiment de sécurité. La peur permet au gouvernement d'agir en secret et

assure aux firmes qui ruinent le pays de ne pas être inquiétées. Elle maintient les citoyens parqués comme du bétail.

Peut-être Dick Cheney et George W. Bush incarnent-ils le mal, et Barack Obama, la faiblesse, mais ces distinctions sont sans importance pour ceux qui cherchent à maintenir le pays en guerre : ils obtiennent ce qu'ils veulent. À l'instar de l'homme du sous-sol de Dostoïevski, les membres de l'élite progressiste ne sont plus en mesure d'influer sur le cours des choses ; ils se réfugient dans leurs abris douilletts, où ils perpétuent le culte de leur propre grandeur. Les couloirs des institutions progressistes fourmillent d'hommes et de femmes du sous-sol qui maudissent le chaos social dont ils sont responsables mais ne font rien pour corriger la situation, et qui nourrissent une amertume et un mépris croissants envers le reste de la société. Par leur propension à donner des leçons de morale, leur élitisme et leur hypocrisie, ils inspirent le mépris.

L'Église, lorsqu'elle se donne la peine de se prononcer, évite pieusement de prendre position. Elle entretient son image d'autorité morale tout en se gardant d'attaquer de front l'élite du pouvoir. Son discours moral regorge de lieux communs. En fait foi cette lettre du 25 mars 2003 dans laquelle l'archevêque Edwin F. O'Brien, qui dirige l'archidiocèse pour les services militaires, expliquait à ses subalternes que les soldats catholiques pouvaient combattre dans la seconde guerre en Irak sans craindre de contrevenir à la morale : « Vu la complexité des facteurs en jeu, dont bon nombre demeurent évidemment confidentiels, il est tout à fait convenable que les membres de nos forces armées aient confiance dans l'intégrité et le jugement de nos dirigeants, et fassent leur devoir en toute bonne conscience. » La Conférence des évêques catholiques des États-Unis a déclaré que le président irakien Saddam Hussein représentait une menace, mais qu'il était raisonnable de s'opposer à l'idée d'utiliser la force pour le renverser ; elle a cependant assuré à ceux qui appuyaient l'invasion que Dieu ne s'y opposerait pas. Le B'nai B'rith, lui, a salué une résolution du Congrès autorisant l'invasion de l'Irak. Quant à

l'Union pour le judaïsme réformé, elle a approuvé le projet d'intervention unilatérale dans la mesure où le Congrès y consentirait et où le président chercherait à obtenir le soutien d'autres pays. Y allant d'une de ses habituelles banalités, le National Council of Churches, qui représente 36 groupes confessionnels différents, a bien pressé le président Bush de « faire tout son possible » pour éviter la guerre et d'arrêter de « diaboliser ses adversaires et ses ennemis » en usant de la rhétorique du bien contre le mal, mais, comme les autres institutions religieuses progressistes, il n'a pas condamné l'invasion.

Selon un sondage Gallup effectué en 2006, « plus un Américain fréquente l'église assidûment, moins il est probable qu'il dise considérer la guerre comme une erreur ». Dans la mesure où Jésus était un pacifiste et où tout diplômé du séminaire a longuement étudié la doctrine de la guerre juste (dont l'invasion de l'Irak constitue une violation flagrante), cette tendance a de quoi étonner.

L'attrait de l'extrême droite et des fauteurs de guerre tient au fait qu'ils semblent avoir le courage de leurs convictions. Quand une Sarah Palin montre une carte sur laquelle les circonscriptions démocrates sont marquées d'une mire et qu'elle adopte des slogans comme « Don't Retreat, Instead : RELOAD ! » (« Ne battons pas en retraite : rechargeons nos armes ! »), des citoyens prêts à tout sont à l'écoute en train de nettoyer leur fusil. Quand, dans une méga-église, un pasteur fasciste dénonce en chaire le président Obama en le dépeignant comme l'Antéchrist, des fidèles sont à l'écoute. Quand, en 2010, lors d'un débat en Chambre sur le projet de réforme de la santé, le représentant républicain Randy Neugebauer crie « Tueur de bébés ! » en visant le démocrate Bart Stupak, des extrémistes violents qui considèrent la protection du fœtus comme une mission sacrée hochent la tête. Ces fanatiques n'ont plus grand-chose à perdre, et on a tout fait pour qu'il en soit ainsi. La violence qui les anime est l'expression de la violence économique et institutionnelle qu'ils endurent.

L'extrême droite américaine ne constitue pas encore un mouvement fasciste à part entière. Elle ne prône pas ouvertement l'extermination de groupes ethniques ou religieux, ni d'ailleurs le recours à la violence. Fritz Stern, universitaire qui a fui le nazisme avant de se spécialiser dans l'étude du fascisme, m'a toutefois raconté qu'il existait en Allemagne « un désir de fascisme avant même que celui-ci ne soit inventé ». C'est ce désir que l'on constate aujourd'hui aux États-Unis, et cela n'a rien de rassurant. Stern, qui voit des ressemblances entre la dégradation du système politique américain et le déclin de la République de Weimar, s'inquiète de l'avènement d'un « processus historique où le ressentiment à l'égard d'un monde séculier désenchanté s'exprime dans l'extase de la déraison ». Une société qui refuse de réintégrer les chômeurs et les démunis dans l'économie, de leur offrir des emplois et de les soulager de leurs dettes étouffantes devient sujette à une quête hystérique de délivrance extatique par la déraison. La violence et le racisme qui germent dans les marges de la société américaine risquent ainsi de prendre de l'ampleur. La promotion par l'élite progressiste de comportements civilisés et du respect de la diversité serait sans effet : la population, se sentant trahie, rejetterait autant ces valeurs que ceux qui les prônent.

« Ce qui risque fort de se produire est que les bénéfices obtenus au cours des 40 dernières années par les Afro-Américains et les Hispano-Américains comme par les homosexuels soient balayés », prévient le philosophe Richard Rorty dans son essai intitulé *L'Amérique : un projet inachevé*.

Les plaisanteries désobligeantes sur les femmes reviendront à la mode. Les mots « négro » et « youpin » s'entendront à nouveau sur le lieu de travail. Tout le sadisme que la gauche universitaire a cherché à rendre inacceptable auprès de ses étudiants refluera comme un raz-de-marée. Tout le ressentiment qu'éprouvent les Américains peu éduqués à voir leur comportement dicté par des diplômés d'université trouvera un exutoire^[16].

La haine de l'islamisme radical va se muer en haine des musulmans. La haine des travailleurs sans papiers d'Arizona va se muer en haine des Mexicains et des Centraméricains. La haine de

ceux qu'un mouvement de masse essentiellement blanc ne considère pas comme de bons patriotes américains va se muer en haine des Afro-Américains. La haine des progressistes va se muer en haine de toutes les institutions démocratiques, des universités aux médias, en passant par les organismes publics et les institutions culturelles. Dans leur lâcheté chronique, les membres de l'élite progressiste vont se laisser rayer de la carte avec les valeurs qu'ils chérissent.

L'élite progressiste a refusé de combattre le glissement de la démocratie américaine vers ce que Sheldon Wolin qualifie de totalitarisme inversé^[17]. Le totalitarisme inversé, écrit-il, correspond à « la maturité politique du pouvoir de la grande entreprise et à la démobilisation politique des citoyens ». Au contraire du totalitarisme classique, un régime totalitaire inversé est dépourvu de chef charismatique ou démagogue, et fonctionne dans l'anonymat de l'État-entreprise. De plus, les forces qui l'animent ne substituent pas de nouvelles structures révolutionnaires, de nouveaux symboles ou une nouvelle iconographie aux institutions en déclin. Aucun changement radical n'est proposé. L'État-entreprise prétend d'ailleurs respecter le système électoral, les libertés et la Constitution. Cependant, il corrompt le pouvoir à tel point que toute démocratie devient impossible.

Le totalitarisme inversé n'a pas été conceptualisé sous la forme d'une idéologie ou d'un programme politique. Il est nourri par « les détenteurs du pouvoir et les citoyens qui, souvent, semblent inconscients des conséquences profondes de leurs actes ou de leur silence », écrit Wolin. Il n'en est pas moins nuisible que les formes classiques de totalitarisme. Au contraire des régimes fascistes et communistes, il n'a pas besoin de réécrire la Constitution. Il lui suffit de tirer parti des pouvoirs légitimes en influant sur l'interprétation de la loi. C'est ainsi que les cours, composées de juges acquis à la culture des milieux d'affaires, statuent que les contributions astronomiques des grandes entreprises aux campagnes électorales sont protégées par le premier amendement,

l'article de la Constitution qui garantit la liberté d'expression. Il en va de même de leurs coûteuses activités de lobbying, interprétées comme une application du droit d'adresser des requêtes au gouvernement. L'État reconnaît aux sociétés de capitaux le statut de personnes (statut régulièrement confirmé par une Cour suprême de plus en plus conservatrice). Les dirigeants d'entreprise reconnus coupables de crimes peuvent éviter la prison en versant de fortes sommes d'argent à l'État sans « admettre la moindre action fautive », selon un raisonnement juridique tordu. Il existe un terme pour désigner ce phénomène : la corruption.

Les sociétés de capitaux emploient 35 000 lobbyistes à Washington, sans parler de milliers d'autres répartis dans les capitales d'États. Par cet investissement, elles veillent à ce que les législateurs leur taillent des lois sur mesure. Elles disposent de comités d'action politique qui sollicitent leurs employés et leurs actionnaires pour des dons destinés à financer les candidats qu'elles jugent les plus accommodants. Le secteur financier, par exemple, a affecté dans les années 2000 plus de 5 milliards de dollars à des campagnes électorales, au trafic d'influence et au lobbying. Il a ainsi obtenu la déréglementation tous azimuts qu'il souhaitait, ce qui n'a pas été sans conséquence : surexploitation des consommateurs, crise financière et pillage subséquent du Trésor public américain. En 2009, Pharmaceutical Research and Manufacturers of America, association représentant les entreprises du secteur biopharmaceutique, a contribué pour 26 millions de dollars aux deux grands partis politiques, tandis que des sociétés pharmaceutiques comme Pfizer, Amgen et Eli Lilly leur versaient des dizaines de millions de dollars de plus. La prétendue réforme de la santé va forcer les citoyens à acheter un produit coûteux et bancal, alors que l'État verse déjà aux firmes de ce domaine des subventions totalisant des centaines de milliards de dollars. Les industries du pétrole, du gaz, du charbon, de la défense et des télécommunications ont sapé les efforts de développement des énergies renouvelables et ont orchestré l'érosion constante de la

réglementation et des libertés civiles. Les politiciens se plient à la volonté des entreprises tout en faisant semblant de s'intéresser aux enjeux politiques et économiques les plus urgents. Quant à l'élite progressiste, elle a pour rôle de maintenir la fiction de l'État démocratique. La Constitution, écrit Wolin, « est mise au service du pouvoir plutôt que d'en être la conscience ».

Il n'existe plus la moindre institution nationale qui puisse être qualifiée avec justesse de démocratique. Plutôt que de participer pleinement à la vie politique, les citoyens n'ont que des opinions, le plus souvent virtuelles, sans conséquences. Dans ce régime que Charlotte Twight nomme « fascisme participatif », on ne les invite à s'exprimer que sur des enjeux insignifiants, par exemple en votant pour tel ou tel candidat à American Idol ou en répondant aux sondages menés par l'élite du pouvoir. Privés de toute influence politique, les citoyens de la Rome antique bénéficiaient d'une liberté de choix d'une vacuité comparable lorsque, au cirque, on les autorisait à voter pour épargner ou condamner un gladiateur. Wolin continue :

Le totalitarisme inversé intervertit les choses. On y fait toujours de la politique, mais il s'agit d'une politique non pondérée par le politique. Les querelles internes des partis font parfois les manchettes, et les factions, les groupes d'intérêts, les entreprises concurrentes et les médias rivaux se livrent sans relâche à des jeux politiques frénétiques. Tout cela culmine évidemment avec les élections, où les citoyens sont appelés à choisir entre des personnalités plutôt qu'entre des programmes. Le grand absent de cette comédie, c'est le politique, la recherche du bien commun : on se demande où il peut se trouver dans cette myriade de groupes d'intérêts obtus, très bien financés, remarquablement organisés, qui cherchent fébrilement à obtenir les faveurs de l'État en noyant les principes de la représentation politique et de l'administration publique dans une mer de dollars.

Comme je l'expliquais dans mon essai intitulé *L'empire de l'illusion*^[18], les industries du cinéma, de l'information et de la télévision, toutes contrôlées par la grande entreprise, sont devenues les instruments du totalitarisme inversé. Elles saturent les ondes de controverses préfabriquées, qu'il s'agisse du dernier scandale sexuel impliquant Tiger Woods, du conflit entre les deux animateurs de talk-shows de NBC Jay Leno et Conan O'Brien ou

de l'aventure extraconjugale de John Edwards. On en vient à confondre le savoir avec les réactions superficielles à ces pseudo-événements. Le contrôle draconien exercé par le département de la Sécurité intérieure, l'armée et la police ainsi que la censure pratiquée consciemment ou non par les grands médias remplissent dans un régime totalitaire inversé la même fonction que les fiers-à-bras et les autodafés de livres prohibés dans les régimes totalitaires classiques.

Que ce soit dans les universités, le monde des arts, les médias ou l'appareil d'État, les progressistes, les socialistes, les syndicalistes, les journalistes indépendants et les intellectuels, dont bon nombre ont été des voix essentielles à la société, ont été bannis ou muselés par les puissances de l'argent.

L'histoire semble se répéter : les médias affichent aujourd'hui un parti pris systématique à l'encontre de ce qui reste du progressisme, écrit Wolin. N'oublions pas qu'un des traits communs à la plupart des régimes totalitaires du XX^e siècle, qu'ils fussent fascistes ou staliniens, était l'hostilité envers la gauche, et que, aux États-Unis, la gauche est assimilée aux seuls libéraux progressistes (bien qu'on évoque à l'occasion la « gauche du Parti démocrate »), jamais aux sociaux-démocrates.

L'uniformité des opinions façonnées par les médias est renforcée par un sentiment nationaliste savamment orchestré, en vertu duquel les dissidents sont dépeints comme des êtres « timorés » ou « antipatriotiques ». Hanté par la crainte de subir les conséquences des perturbations économiques et par la perspective d'attaques terroristes, le « bon patriote » appuie invariablement les mesures de surveillance à grande échelle et la militarisation de l'État. Il ne s'émeut pas des 1 000 milliards de dollars affectés chaque année à la défense, et place l'armée et les agences de renseignement au-dessus des lois, comme si elles ne faisaient pas partie de l'État. Les plus puissants organes de contrôle social n'ont effectivement pas de comptes à rendre à la population. Les citoyens de l'empire apprennent à mépriser la bureaucratie de l'État, mais se laissent volontiers traiter en moutons par les agents de la sécurité intérieure dans les aéroports et ne protestent pas quand le Congrès autorise la surveillance et l'archivage de leurs

courriels et de leurs conversations téléphoniques. Jamais la population des États-Unis n'a-t-elle fait l'objet d'un contrôle social d'une telle ampleur.

Malgré cela, le langage civique, patriotique et politique par lequel s'exprime l'identité nationale ne change pas. La population prête allégeance aux mêmes symboles nationaux et se reconnaît dans les mêmes mythes qu'auparavant. Elle continue à vénérer les pères fondateurs. Cependant, l'Amérique dont elle chante les louanges est une illusion. Elle n'existe pas.

L'élite progressiste contribue activement à ce déclin. Tout en prétendant défendre la classe ouvrière, elle soutient des candidats qui, non sans désinvolture, prennent fait et cause pour l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et la mondialisation. Tout en disant souhaiter qu'on mette un terme aux guerres en Irak et en Afghanistan, elle persiste à appuyer un parti qui veille à leur financement et à leur extension. Tout en louant les bienfaits des libertés civiles, elle ne conteste pas les politiciens qui leur portent atteinte.

Barack Obama ment aussi impudemment, voire aussi outrageusement, que son prédécesseur George W. Bush. Dans la foulée de la crise financière, il avait promis que l'attribution de 12 800 milliards de dollars en fonds publics à Wall Street sous forme de plans de relance et de garanties de prêts faciliterait l'accès au crédit pour le consommateur moyen. Rien de tel ne s'est produit : la Federal Deposit Insurance Corporation a reconnu que les banques n'ont jamais consenti si peu de prêts depuis 1942. Lorsqu'il était sénateur, Obama s'était engagé à empêcher que des amendements soient apportés à un projet de loi modifiant le FISA Amendments Act (loi sur la surveillance et les renseignements étrangers), destiné à accorder l'immunité aux entreprises de télécommunications qui avaient pris part aux activités illégales de surveillance menées par l'Agence de sécurité nationale (NSA). Il a plutôt soutenu son adoption. Il avait aussi promis qu'il ordonnerait le retrait des troupes américaines d'Irak, fermerait la prison de

Guantánamo Bay, interdirait la torture, rétablirait les libertés civiles comme l'habeas corpus, adopterait une réforme de la santé comprenant un solide volet public et créerait de l'emploi. Des troupes se sont bien retirées d'Irak, mais lentement et de manière parcellaire. Pour le reste, Obama n'a tenu aucune de ses promesses.

Le président a imposé à la population une réforme de la santé où les quotes-parts, les franchises et les primes augmenteront sans cesse, et qui n'empêchera nullement les personnes gravement malades de faire faillite, perdant ainsi leur accès aux soins. Obama s'était engagé à mettre en œuvre d'importantes réformes environnementales, mais n'a rien fait pour que soit évité l'échec de la conférence de Copenhague de 2009 sur le climat, compromettant peut-être la dernière chance d'épargner à la planète les effets catastrophiques du changement climatique. En plus de soutenir l'impitoyable régime d'apartheid israélien, il a relancé la guerre en Afghanistan et au Pakistan, où des centaines de civils, dont des familles entières, ont été massacrés par des systèmes d'armement sophistiqués, dont les missiles thermobariques Hellfire AGM-114, qui, lancés par des drones, aspirent l'air des poumons de leurs victimes tout en provoquant la rupture de leurs organes internes. Il sème la guerre et la mort au Yémen et en Somalie, et peut-être bientôt en Iran. Obama participe d'une mise en scène politique qui table sur les perceptions plutôt que sur le pouvoir réel.

Les guerres et les occupations illégales, la plus grande opération de redistribution de la richesse vers le haut de l'histoire des États-Unis, la déréglementation qui a rendu possible la catastrophe écologique du golfe du Mexique et l'assaut en règle contre les libertés civiles (entamé sous George W. Bush) ont à peine indigné l'élite progressiste. Contrairement aux militants de droite, les progressistes ont perdu tout sens de l'empathie. Ils semblent dépourvus d'émotions, sont aveugles à la colère légitime des dépossédés et se confinent à de vaines analyses politiques. De leur côté, les contestataires du Tea Party, les partisans de Sarah Palin,

les membres des Oath Keepers^[19] et une myriade de milices patriotiques ont su embrigader des légions de travailleurs dépossédés, de libertariens aigris, de sympathisants de la John Birch Society^[20] et de gens qui n'ont jamais pris part à la moindre activité politique.

Le 18 février 2010, aux commandes de son Piper Dakota, Joe Stack s'est lancé sur un édifice de l'Internal Revenue Service d'Austin, au Texas, causant la mort d'un employé et en blessant 13 autres, dont deux grièvement. La lettre de suicide de 3 000 mots qu'il a laissée sur internet exprimait toute la frustration ressentie par des dizaines de millions de travailleurs devant la perfidie des grandes entreprises et une élite progressiste qui les a abandonnés^[21].

Lorsqu'il avait 18 ou 19 ans et qu'il étudiait à Harrisburg (Pennsylvanie), raconte Stack dans sa lettre, une vieille dame, veuve, habitait l'appartement voisin du sien. Son mari, ouvrier métallurgiste, « avait travaillé toute sa vie dans les aciéries du centre de la Pennsylvanie. Au bout de 30 ans de service, lui avaient assuré patrons et syndicat, il aurait accès à sa pension de retraite et à l'assurance maladie ». L'homme n'a cependant rien obtenu, « car la direction de l'usine, incompétente, et le syndicat, corrompu (sans parler de l'État), ont accaparé les fonds de pension, volant ainsi leur retraite aux ouvriers ». Après son décès, sa veuve a survécu grâce à l'aide sociale. Stack écrit :

Avec le recul, la situation me paraît dérisoire : pendant des mois, je ne me suis nourri que de pain et de beurre d'arachide (ou de biscuits Ritz quand j'avais les moyens de me lancer dans de folles dépenses).

Quand j'ai fait connaissance avec cette pauvre dame et qu'elle m'a raconté son histoire, son sort m'a semblé bien pire que le mien (après tout, j'avais l'impression d'avoir la vie devant moi). À un moment, alors que nous nous racontions nos histoires en compatissant l'un avec l'autre, elle m'a pratiquement donné la nausée en tentant de m'expliquer, avec ses manières de grand-mère, que je serais en « meilleure santé » si, comme elle, je mangeais de la nourriture pour chats plutôt que de me contenter de pain et de beurre d'arachides. Je n'aurais jamais pu aller jusque-là, mais cette histoire m'a marqué. J'ai résolu de ne plus me fier à la grande entreprise, de devenir l'unique responsable de ma vie et de mon avenir.

Stack n'a pas tardé à comprendre que son sort, à l'instar de celui d'Ernest Logan Bell, découlait du fait que l'État-entreprise sert ses propres intérêts au détriment de ceux des citoyens. Il a aussi compris que l'élite progressiste et ses institutions, dont les syndicats, les médias et le Parti démocrate, ne feront rien pour défendre la population. Il poursuit ainsi sa lettre :

Comment quelques voyous peuvent-ils commettre d'impensables atrocités (et le faire pendant des années, dans le cas des dirigeants de GM) puis, quand leur juteuse combine s'effondre sous le poids de leur insatiable glotonnerie et de leur infinie stupidité, voir toute la machine fédérale se porter à leur secours dans la journée, voire dans l'heure ?

Pendant ce temps, la farce qu'on ose qualifier de système de soins – et j'inclus ici les entreprises pharmaceutiques et les compagnies d'assurances – assassine chaque année des dizaines de milliers de personnes et s'enrichit à même les cadavres de ses victimes, et nos dirigeants accordent plus d'importance au sauvetage de quelques-uns de leurs ignobles et richissimes petits copains. Les « représentants » politiques (il serait plus juste de les qualifier de voleurs, de menteurs ou d'ordures n'ayant à cœur que leurs propres intérêts) ne manquent pourtant pas de temps pour débattre, année après année, du « grave problème des soins de santé ». Tant que les morts ne nuiront pas à leurs profits, il est clair qu'ils n'admettront pas la réalité de la crise.

Et que dire de la justice ?

Comment un être doué de raison pourrait-il s'y retrouver dans notre système fiscal et, d'ailleurs, dans l'ensemble de notre système judiciaire ?

Nous avons là un système si complexe que même nos plus brillants intellectuels n'arrivent pas à le comprendre. Ce qui ne l'empêche pas de tenir impitoyablement ses victimes pour responsables en invoquant la nécessité de se conformer à des lois que les experts eux-mêmes ne comprennent pas. La loi « exige » qu'on appose sa signature au bas de sa déclaration de revenus. Pourtant, qui peut prétendre avoir compris ce qu'il signe ? Si ce n'est pas de la « coercition », je me demande bien de quoi il s'agit. Si ce n'est pas une mesure digne d'un régime totalitaire, alors rien ne peut l'être.

Cette lettre de suicide exprime de manière cohérente et lucide les opinions et les préoccupations, légitimes à maints égards, de millions de citoyens sains d'esprit qui se débattent pour survivre. Tous se sentent trahis, à juste titre, par l'appareil d'État comme par l'élite progressiste.

Ce ne sont pas uniquement les travailleurs américains qui ont été trahis par la nouvelle économie mondiale. Ils ne sont d'ailleurs pas seuls à exprimer leur colère, comme en font foi les grèves et les manifestations qui touchent la Grèce, la Chine ou d'autres pays.

Dans une étude sur le marché du travail chinois, la sociologue Ching Kwan Lee montre que les travailleurs de certaines régions de Chine éprouvent une amertume et un sentiment de trahison comparables à ce qu'exprime Stack.

Lee écrit sur les travailleurs de la province de Liaoning, dans le nord-est de la Chine. À l'instar de la rust belt dans des États comme l'Ohio, le Liaoning a été abandonné par le gouvernement au profit du sud-est du pays. Il « est devenu une zone dévastée par les faillites, un foyer de révoltes ouvrières menées par ses masses de chômeurs et de retraités. Rentes et salaires impayés, soins médicaux défaillants et biens de consommation insuffisants sont les causes principales de l'agitation ouvrière dans la région^[22] ».

Dans la province de Guangdong, au sud, l'industrie tournée vers l'exportation connaît une expansion rapide. En 2000, la part des exportations chinoises en provenance du Guangdong atteignait 42 %, dont 90 % émanant de 8 villes du delta de la rivière des Perles. Cette région attire une bonne partie des 80 à 100 millions de travailleurs migrants du pays. Lee y a cependant trouvé des « usines sataniques » qui fonctionnent « à un rythme si stressant que les limites physiques de leurs employés sont mises à l'épreuve quotidiennement^[23] ». Ceux-ci travaillent parfois de 14 à 16 heures par jour et n'ont aucun jour de repos avant de recevoir leur paye à la fin du mois. Dans ces usines, il est considéré comme « normal » de travailler 400 heures ou plus par mois, en particulier dans l'industrie du vêtement. Les conditions de travail défient ouvertement la législation, qui stipule que la semaine de travail ne doit pas dépasser 40 heures, autorise un maximum de 36 heures supplémentaires par mois et accorde une journée de congé par semaine aux salariés. Il faut dire que les lois chinoises relatives au travail sont rarement appliquées. La sociologue a constaté que la plupart des employés devaient composer avec des salaires impayés, des déductions illicites et des taux horaires inférieurs aux normes. Ils font souvent l'objet de violence physique et ne reçoivent aucune indemnité en cas d'accident de travail. Chaque année, dans

la seule ville de Shenzhen, au moins une dizaine de travailleurs meurent de surmenage. Selon Lee, ces conditions de travail « dépassent les notions marxistes d'exploitation et d'aliénation^[24] ». Elle cite un sondage publié en 2003 par l'agence de presse Chine nouvelle, selon lequel trois travailleurs migrants sur quatre éprouvent des difficultés à se faire payer. Chaque année, de nombreux salariés qui n'ont pas reçu leur salaire menacent de se suicider en se jetant du haut d'un gratte-ciel ou en s'immolant par le feu. « Si le versement d'un salaire à un ouvrier en échange de son travail est une caractéristique fondamentale du capitalisme, on peut affirmer que, formellement, de nombreux travailleurs chinois ne sont pas encore des ouvriers », poursuit-elle^[25].

Selon Lee, les travailleurs chinois se sentent profondément trahis par un État qui a adhéré au collectivisme maoïste plutôt qu'à la démocratie libérale. Avec ses expressions de rage et d'amertume, ce sentiment est pourtant très semblable à celui qu'on observe aux États-Unis. Les salariés chinois sont utilisés et mis au rebut à peu près de la même façon que leurs pairs d'autres centres industriels de l'économie mondiale, du Michigan à la Corée du Sud, en passant par l'Inde et le Vietnam. La sociologue estime que la Chine compte environ 30 millions de « travailleurs excédentaires », qui, dans les faits, sont des chômeurs, même s'ils ne figurent pas dans les statistiques officielles^[26]. Elle raconte que nombre d'ouvriers qu'elle a rencontrés « ont éclaté en sanglots pendant notre conversation, tandis que d'autres peinaient à contenir leur indignation et leur colère », et constate que le « sentiment d'être victime d'injustice est très répandu dans les collectivités^[27] ». Lee pressent en Chine l'imminence d'une crise analogue à celle qui frappe les États-Unis et d'autres régions du monde où les grandes entreprises sont autorisées à exploiter la main-d'œuvre sans vergogne avant de délocaliser leur production si les salaires augmentent ou que les travailleurs s'organisent. La rage exprimée par Joe Stack contre l'exploitation de la classe ouvrière pourrait ainsi retentir aux quatre coins du monde, dans une

multitude de langues, prévient Lee.

Comme la Chine et d'autres économies émergentes, l'Inde est aussi le théâtre d'un tel désespoir. De 1997 à 2007, estime-t-on, 182 936 agriculteurs s'y sont enlevé la vie. Environ les deux tiers de ces suicides ont eu lieu dans 5 des 28 États indiens. Selon le journaliste indien Palagummi Sainath, ceux qui ont mis fin à leurs jours sont surtout des agriculteurs accablés de dettes^[28]. Au cours des 10 premières années où l'Inde a mis en œuvre des « réformes économiques » néolibérales, a-t-il constaté, la proportion des ménages agricoles endettés est passée de 26 % à 48,6 %. Une bonne partie des paysans qui se sont suicidés pratiquaient une agriculture de rente destinée à l'exportation, comme le coton, le café, la canne à sucre, l'arachide, le poivre et la vanille. Encouragé par la grande entreprise, le passage d'une agriculture de subsistance à une agriculture de rente a fait grimper les coûts de production, suscitant des niveaux d'endettement insoutenables, et mis les paysans à la merci des marchés mondiaux. Les prix des semences, fixés par des multinationales comme Monsanto, ont explosé. Incapables de composer avec la situation, bien des agriculteurs ont abandonné leurs terres^[29].

« Tout le monde parle aujourd'hui d'un important glissement du pouvoir à l'échelle mondiale en se demandant si – ou plutôt quand – la Chine et l'Inde vont remplacer les États-Unis comme puissances hégémoniques. Si cela devait se produire, le système mondial redeviendrait semblable à ce qu'il était avant les conquêtes européennes », a déclaré Noam Chomsky lors d'un discours au Left Forum, à l'université Pace de New York.

Il est vrai que ces deux pays ont connu une croissance spectaculaire de leur PIB, mais il ne faut pas s'en tenir à cela. En jetant un coup d'œil à l'indice de développement humain (IDH) de l'ONU, qui collige des données de base sur le bien-être d'une société, on constate que l'Inde demeure dans le peloton de queue. Elle occupe aujourd'hui le 134^e rang, juste devant le Cambodge, mais derrière le Laos et le Tadjikistan. Dans les faits, son IDH a diminué depuis la mise en œuvre des réformes. La Chine, elle, se classe au 92^e rang, soit un peu au-dessus de la Jordanie et au-dessous de la République dominicaine et de l'Iran. En comparaison, Cuba, qui subit depuis 50 ans un blocus implacable des États-Unis, atteint le 52^e rang, soit le plus élevé

d'Amérique centrale et des Caraïbes, et se situe ainsi légèrement au-dessous des pays les plus riches d'Amérique du Sud. L'Inde et la Chine se caractérisent aussi par de très fortes inégalités sociales : ces pays comptent plus d'un milliard d'habitants qui, si l'on calcule leur IDH, se trouvent encore plus bas dans l'échelle. En outre, une mesure plus précise du bien-être devrait tenir compte des coûts élevés que ces deux pays ne pourront plus ignorer bien longtemps : la pollution, l'épuisement des ressources naturelles et plusieurs autres facteurs écologiques^[30].

Les conjectures sur le glissement de l'hégémonie qui font la manchette, explique Chomsky :

[...] font abstraction d'un élément crucial qui nous est tous familier : les pays tenus à l'écart des institutions du pouvoir sur la scène mondiale peuvent difficilement y jouer un rôle de premier plan. Cette évidence a été révélée par l'indécrottable extrémiste qu'était Adam Smith. En Angleterre, avait-il compris, les principaux architectes du pouvoir étaient ceux à qui la société appartenait, c'est-à-dire, à son époque, les marchands et les manufacturiers. Ils veillaient à ce que soient adoptées des politiques servant fidèlement leurs intérêts, et ce, sans égard à leurs effets néfastes sur la population anglaise et, bien entendu, sur les victimes de ce qu'il appelait « la barbarie et l'injustice des Européens ». Les crimes commis en Inde par les Britanniques préoccupaient au plus haut point ce vieux conservateur épris de morale.

Chomsky admet qu'un glissement de l'hégémonie mondiale est en cours, « mais il ne s'agit pas de celui qui occupe le centre de l'attention ».

Le pouvoir glisse plutôt du travail vers le capital transnational. Ce transfert, qui s'est accéléré considérablement pendant l'ère néolibérale, a eu de lourdes conséquences, dont tous les Joe Stack des États-Unis peuvent témoigner, sans parler des paysans affamés en Inde et des millions d'ouvriers protestataires en Chine, où le travail a vu sa part du revenu total diminuer encore plus vite qu'ailleurs dans le monde.

Chomsky est un des rares intellectuels qui contestent la structure et l'iniquité du capitalisme avancé ainsi que l'état de guerre permanente dans lequel le pays est enlisé. Bien qu'il soit probablement le plus grand intellectuel américain, il fait l'objet d'un profond mépris de la part de l'élite progressiste. Son œuvre imposante, qui comprend près de 100 livres publiés sur plusieurs décennies, met au jour les mensonges de l'élite du pouvoir et les mythes qu'elle perpétue, de même que la complicité de l'élite progressiste à cet égard. Chomsky parvient à accomplir tout ce travail même si la plupart des grands médias l'ont banni et que le

monde universitaire en a fait un paria. Son indépendance d'esprit et sa rigueur intellectuelle se combinent à un grand souci du détail et à une intelligence remarquable. Il rejette sans ménagement le bipartisme américain en le qualifiant de mirage mis en scène par l'État-entreprise, condamne l'élite progressiste en l'assimilant à une caste de courtisans et compare le radotage des médias à une forme de « lavage de cerveau ». Ce dénonciateur des plus clairvoyants du capitalisme débridé, de la mondialisation et du cancer impérialiste entame sa 81^e année en prévenant ses concitoyens qu'il leur reste bien peu de temps pour sauver leur démocratie anémique et les écosystèmes.

« La situation actuelle est très semblable à celle qui prévalait dans la République de Weimar », m'a expliqué Chomsky lorsque nous nous sommes rencontrés. « Les similitudes sont frappantes. Cette époque était marquée par une profonde désillusion vis-à-vis du parlementarisme. Le phénomène le plus étonnant n'est pas l'écrasement des sociaux-démocrates et des communistes par les nazis, mais plutôt la haine dont faisaient l'objet libéraux et conservateurs, qui ont fini par disparaître en laissant un vide que les nazis ont su remplir de manière astucieuse.

« Les États-Unis sont très chanceux de ne pas encore avoir vu émerger de figure charismatique honnête, a poursuivi Chomsky. Chaque fois qu'une figure charismatique apparaît, il s'agit d'un escroc notoire qui finit par s'autodétruire : pensons à Joseph McCarthy, à Richard Nixon ou aux pasteurs évangélistes. Compte tenu de la frustration, de la désillusion, de la colère justifiée et de l'absence de solutions cohérentes aux problèmes actuels, le pays serait vraiment dans le pétrin si un personnage à la fois charismatique et honnête se manifestait. Que penseront les gens si quelqu'un leur dit "J'ai trouvé la solution ; nous avons un ennemi" ? Là, c'était les juifs ; ici, ce sera les immigrants clandestins et les Noirs. On nous dira que les hommes blancs sont une minorité opprimée, que nous devons nous défendre et sauvegarder l'honneur de la nation ; notre puissance militaire sera

louangée ; des personnes se feront agresser... Une telle force pourrait devenir écrasante. Si ça devait se produire, les États-Unis deviendraient plus redoutables que ne l'était l'Allemagne nazie, car ils sont la plus grande puissance mondiale. L'Allemagne nazie était certes puissante, mais ses ennemis l'étaient encore davantage. Je crois qu'une telle situation pourrait se présenter dans un avenir relativement proche. Si les sondages disent vrai, ce ne sont pas les républicains, mais bien les républicains les plus à droite, les républicains fous, qui vont remporter les élections [législatives de novembre 2010].

« Je n'ai jamais rien vu de tel de toute ma vie, poursuit Chomsky. Je suis assez vieux pour me souvenir des années 1930. Toute ma famille était au chômage. Les conditions de vie étaient de loin plus difficiles qu'elles ne le sont aujourd'hui. Mais il y avait de l'espoir. Les gens gardaient espoir. Le Congress of Industrial Organizations (CIO)^[31] faisait un bon travail d'organisation. Plus personne n'ose l'admettre aujourd'hui, mais le Parti communiste se trouvait alors aux avant-postes de la défense des travailleurs et de la lutte pour les droits civiques. Grâce à lui, ma tante couturière au chômage pouvait se permettre une semaine à la campagne. Le parti faisait partie de la vie. De nos jours, il n'existe plus rien de tel. Il règne ici une ambiance terrifiante. La colère, la frustration et la haine des institutions ne sont pas canalisées de manière constructive. Elles sombrent plutôt dans des fantasmes autodestructeurs.

« J'écoute la radio-poubelle. Pas pour subir Rush Limbaugh, mais pour entendre les auditeurs qui appellent. Ce sont des Joe Stack : "Qu'est-ce qui m'arrive ? J'ai fait tout ce qu'il fallait faire, je suis un bon chrétien, je travaille fort pour nourrir ma famille, je possède une arme à feu, je crois aux valeurs de notre pays, et ma vie s'effondre !" »

Dans ses ouvrages comme *Le pouvoir mis à nu* ou *La fabrication du consentement*^[32], Chomsky a, plus que tout autre intellectuel américain, rendu compte de la spirale descendante dans

laquelle est pris le système politique et économique américain. Il nous rappelle que toute démarche intellectuelle authentique est nécessairement subversive. Il met en cause les évidences culturelles et politiques, pourfend les structures et se livre sans relâche à l'autocritique. Il fait voler en éclats les mythes et les stéréotypes complaisants avec lesquels les Américains se donnent de l'importance et restent aveugles à leur complicité dans des actes de violence et d'oppression. Et ses enquêtes approfondies irritent au plus haut point les puissants et leurs courtisans progressistes.

Chomsky réserve son venin le plus puissant aux membres de l'élite progressiste qui, tel un écran de fumée, voilent la cruauté du capitalisme débridé et des guerres impérialistes. Inlassablement, il met au jour la supercherie que constituent leurs grandes envolées morales et intellectuelles. On ne s'étonnera donc pas qu'il soit plus haï, voire plus craint des progressistes que des champions de la droite, qu'il condamne aussi sans ménagement. Quand Christopher Hitchens a décidé de se faire le pantin de l'administration Bush au lendemain du 11-Septembre, une de ses premières tâches a été de rédiger un article infamant dans lequel il s'attaquait à Chomsky. Contrairement à la plupart des membres de l'élite de droite dont il s'était fait le laquais, Hitchens savait à quel intellectuel il fallait s'en prendre.

«Ça ne m'intéresse pas d'écrire au sujet de Fox News, explique Chomsky. C'est trop facile. Je préfère parler de ces intellectuels progressistes soi-disant courageux qui prétendent (et croient) critiquer le pouvoir et défendre la vérité et la justice. Il s'agit essentiellement de gardiens de la foi. Ils fixent les limites. Ils déterminent jusqu'où on peut aller. Ils claironnent : "Regardez comme je suis courageux !" Mais ne vous avisez pas d'aller ne serait-ce qu'un seul millimètre plus loin qu'eux. Les plus instruits d'entre eux sont les plus redoutables défenseurs du pouvoir.»

Parce qu'il fait fi des vieux clivages gauche-droite et se méfie de toutes les idéologies, Chomsky a été une voix essentielle du discours politique dans les dernières décennies aux États-Unis. Que

ce soit dans ses travaux sur la guerre du Vietnam ou dans ses critiques de l'administration Obama, il persiste avec ténacité dans son rôle de dissident, se méfiant du pouvoir sous toutes ses formes. Il fait partie des rares observateurs qui traitent de la réalité de la guerre, des conséquences funestes de l'impérialisme et du fait que l'économie de guerre permanente, plutôt que de traduire de bonnes intentions, gaspille et détruit des vies innocentes aux États-Unis comme à l'étranger.

« Bon nombre d'intellectuels sont convaincus d'être la conscience de l'humanité », explique le spécialiste du Moyen-Orient Norman Finkelstein, ancien étudiant de Chomsky. « Ils se pâment d'admiration pour Václav Havel. Chomsky, lui, méprise Havel. Il partage la vision du monde de Julien Benda, pour qui il existe deux ensembles de principes : d'une part le pouvoir et les privilèges, et d'autre part la vérité et la justice. Celui qui recherche la vérité et la justice le fait au détriment du pouvoir et des privilèges, et celui qui recherche le pouvoir et les privilèges le fait au détriment de la vérité et de la justice. Selon Benda, tout intellectuel devrait avoir pour credo cette parole de Jésus Christ : "Mon royaume n'est pas de ce monde." Chomsky met au jour la fatuité de ceux qui prétendent être les défenseurs de la vérité et de la justice, mais qui, dans les faits, sont attachés au pouvoir, aux privilèges et à toutes leurs dimensions malsaines^[33]. »

« J'essaie d'inciter les gens à penser par eux-mêmes, à mettre en cause les idées reçues », répond Chomsky quand je lui demande quels buts il poursuit. « Ne tenez pas les idées reçues pour acquises. Commencez par porter un regard sceptique sur ce qui relève du sens commun. Ces idées devraient se justifier d'elles-mêmes, mais elles ne passent généralement pas le test. N'hésitez pas à poser des questions sur ce qui est tenu pour acquis. Essayez d'expliquer les choses par vous-même. Il y a une abondance d'informations. Vous devez apprendre à les évaluer, à les juger, à les comparer entre elles. On ne peut survivre sans accepter certaines vérités en toute confiance, mais, quand on se trouve devant une affirmation lourde

de conséquences, il vaut mieux commencer par la mettre en doute. Chaque fois que vous lisez un énoncé anonyme, méfiez-vous. Si vous lisez dans le journal que l'Iran défie la communauté internationale, demandez-vous qui est la communauté internationale. L'Inde s'oppose à l'imposition de sanctions, tout comme la Chine et le Brésil. Depuis des années, le Mouvement des non-alignés s'oppose vigoureusement aux sanctions. Alors qui est la communauté internationale ? C'est Washington et quiconque l'appuie. Vous pouvez vous en rendre compte, mais cela demande un certain travail. Il en va ainsi de tous les enjeux^[34]. »

Chomsky a le courage de parler au nom de ceux dont la souffrance est minorée ou ignorée par la culture de masse, tels les Palestiniens. Cette détermination est un exemple pour quiconque cherche un modèle de moralité. Sans doute plus que son travail de recherche, c'est son indépendance morale qui inspire tous ceux qui rejettent les poncifs de la culture de masse et de l'élite progressiste, et qui souhaitent que jaillisse la vérité.

L'inclination de l'élite progressiste à défendre les prétendues bonnes intentions de l'élite du pouvoir était bien visible, en 1985, dans un dossier spécial de la revue *Foreign Affairs* qui marquait le 10^e anniversaire de la fin de la guerre du Vietnam. Dans ses pages, les progressistes David Fromkin et James Chace soutenaient que la « décision américaine d'intervenir en Indochine reposait sur l'idée que les États-Unis ont le devoir de regarder au-delà de leurs seuls intérêts nationaux » et que, compte tenu de leurs « responsabilités globales », ils se devaient de « servir les intérêts de l'humanité ». Autrement dit, que l'intervention militaire des États-Unis reposait sur des fondements moraux et procédait de bonnes intentions, et qu'il était juste de combattre l'« agression communiste ». Néanmoins, écrivaient ces progressistes, la guerre avait fini par devenir injustifiable parce qu'elle était irréaliste, parce que « notre bord avait toutes les chances de perdre ». L'élite progressiste a ainsi critiqué la guerre au nom de facteurs d'ordre pratique plutôt qu'en invoquant des principes moraux. Les militaristes leur ont

rétorqué que les Américains, s'ils avaient fait preuve d'une plus grande détermination, auraient pu venir à bout des Nord-Vietnamiens^[35]. Les vertus de la nation sont sacro-saintes, même dans la guerre. L'élite progressiste est incapable de les mettre en question et persiste à fréquenter l'élite du pouvoir.

Les guerres en Irak et en Afghanistan ont donné lieu au même scénario. En 2003, David Remnick, rédacteur en chef du *New Yorker*, Bill Keller, chroniqueur au *New York Times* (dont il allait plus tard devenir le directeur) et Michael Ignatieff, directeur du Carr Center for Human Rights Policy de l'université Harvard (qui allait être chef du Parti libéral du Canada de 2008 à 2011) se sont joints à Leon Wieseltier, écrivain et rédacteur à *The New Republic*, ainsi qu'aux professeurs Jean Bethke Elshtain, de la faculté de théologie de l'université de Chicago, Michael Walzer, de l'Institute for Advanced Study de l'université Princeton, et Anne-Marie Slaughter, de la Woodrow Wilson School of Public and International Affairs de Princeton, pour s'autoproclamer « faucons progressistes ». En 2006, faisant écho aux appels à la guerre de l'élite progressiste, le rédacteur en chef de *The New Republic* Peter Beinart a publié un essai intitulé *The Good Fight : Why Liberals – and Only Liberals – Can Win the War on Terror and Make America Great Again*.

Au début de la guerre en Irak, Anne-Marie Slaughter, alors doyenne de la Woodrow Wilson School et présidente de l'American Society of International Law (elle est aujourd'hui directrice de la planification au département d'État), a écrit dans *Foreign Affairs* que « le monde ne peut se permettre de détourner le regard lorsque, comme c'est le cas en Irak, un tyran sanguinaire se dote de missiles nucléaires et d'autres armes de destruction massive. Ce danger commande plutôt l'adoption d'une stratégie qui maximise la possibilité d'une action rapide, effective et concertée. À cet égard, et relativement aux changements en cours en matière d'intervention humanitaire, le principal problème de la guerre préventive de Bush est qu'elle ne va pas assez loin^[36] ».

Au moment du déclenchement de la guerre, Ignatieff a déclaré au Guardian :

Je persiste à croire que Bush a raison quand il dit que l'Irak irait mieux si Saddam était désarmé et, si nécessaire, remplacé par la force. [...] L'idéologie ne nous est ici d'aucun secours. Dans les semaines et les années à venir, il ne s'agira pas de nous demander qui nous sommes, ni quelle entreprise nous devrions conserver, ni même ce que les États-Unis devraient devenir, mais plutôt quels risques valent la peine d'être courus alors que notre sécurité dépend de la réponse et que la liberté de 25 millions de personnes pèse dans la balance^[37].

En mars 2003, invité à l'émission Fresh Air with Terry Gross, diffusée sur les ondes de National Public Radio, Ignatieff a défendu la guerre en reprenant les arguments habituels de l'élite progressiste. La guerre est un geste humanitaire, a-t-il insisté en précisant qu'il la soutenait à contrecœur, mais qu'il n'existait pas d'autre option. Sa volonté d'enduire la guerre d'un vernis humanitaire et moral et de souligner les prétendues intentions vertueuses des auteurs de guerre est la principale fonction de l'élite progressiste, la raison même pour laquelle l'élite du pouvoir la tolère.

L'élite progressiste a joué le même rôle pendant la guerre du Vietnam. Elle présente la guerre comme un mal nécessaire en usant d'une rhétorique qui en évacue la dure réalité. La plupart des progressistes, dont Ignatieff, n'ont jamais été au front. Il est rare que leurs enfants fassent leur service militaire. Ils semblent tout ignorer de la puissance dévastatrice de l'armement contemporain et de la propension des combattants, rendus fébriles par la peur et la paranoïa, à tirer sur le premier venu, qu'il soit armé ou non, et à rayer des villages entiers de la carte depuis les airs. Juxtaposée à la réalité de la guerre industrialisée, l'affirmation d'Ignatieff selon laquelle « la seule chance réelle pour l'Irak de devenir une société saine passe par la force militaire américaine » diffère peu de la propagande plus grossière que diffusait la Maison-Blanche sous Bush^[38]. L'élite progressiste s'est jointe à l'administration Bush dans la défense d'un projet jugé illégal par le droit international, qui a entraîné la mort de centaines de milliers d'Irakiens (soit

nettement plus que le nombre de victimes de Saddam Hussein) et de milliers de civils afghans et pakistanais. Les guerres du Moyen-Orient ont provoqué le déplacement de plusieurs millions d'Irakiens, de Pakistanais et d'Afghans, contraints à s'entasser dans de sordides camps de réfugiés. La guerre comme instrument du bien est une contradiction dans les termes. Il est cependant difficile de comprendre réellement cette affirmation si l'on n'est jamais allé au combat, une tâche que l'élite progressiste est parvenue à confier à la classe ouvrière depuis la Seconde Guerre mondiale.

Les voix dissidentes et isolées qui ont condamné la guerre en Irak dès le début ont été pourfendues aussi féroce­ment par l'élite progressiste que par la droite. En recevant son Oscar pour le film *Bowling for Columbine* le 23 mars 2003, le documentariste Michael Moore en a profité pour dénoncer la guerre, qui venait tout juste de commencer, et contester la légitimité du président Bush.

« Nous vivons une époque fictive », a lancé Moore, vêtu d'un smoking qui ne lui allait pas du tout, à un auditoire de plus en plus réticent. « Nous vivons une époque où le résultat des élections est fictif, qui élit un président fictif. Nous vivons une époque où un homme nous envoie faire la guerre pour des raisons fictives, qu'il s'agisse de ruban adhésif ou d'alertes orange. Nous nous opposons à cette guerre, M. Bush. Honte à vous, M. Bush ! Honte à vous^[39] ! »

Moore s'est fait huer. Il n'est pas allé à la fête qui suivait le gala, m'a-t-il raconté, ayant passé la nuit seul dans sa chambre d'hôtel à zapper d'une chaîne à l'autre. Tous les commentateurs, y compris les progressistes tels Al Franken et Keith Olbermann, le dénonçaient avec véhémence. Le cinéaste avait franchi la limite fixée par l'élite du pouvoir. En lui jetant l'anathème, l'élite progressiste remplissait son rôle politique. Elle le discréditait parce qu'il avait désobéi, et elle le faisait avec enthousiasme. Moore était présenté comme un extrémiste de gauche qu'il fallait mettre au

ban.

En 2006, Tony Judt écrivait dans la *London Review of Books* :

Aux États-Unis, les intellectuels progressistes sont particulièrement fiers de leur intransigeance, de leur aptitude à rejeter les mythes et les illusions de la vieille gauche, Pourtant, ces nouveaux progressistes « durs à cuire » présentent certaines des pires caractéristiques de la vieille gauche. Ils s’imaginent avoir migré sur la rive opposée, mais font montre du même amalgame de dogmatisme et d’esprit de clocher – sans parler de leur enthousiasme débridé pour l’imposition de changements politiques par la violence – que leurs prédécesseurs communistes du temps de la guerre froide. L’utilité de tels personnages pour un régime impérialiste et extrémiste est bien connue. On dit d’ailleurs que ce serait Lénine lui-même qui, en signalant l’existence de tels intellectuels fantoches, aurait trouvé le terme qui les désigne le mieux : de nos jours, on peut qualifier les guerriers de salon progressistes d’« idiots utiles » de la guerre contre le terrorisme^[40].

*

* *

En mai 2010, je suis allé à Washington pour participer à un séminaire public sur la guerre organisé par le représentant Dennis Kucinich. Ce démocrate de l’Ohio avait organisé l’événement dans le but de dénoncer la demande du président Obama d’allouer 33 milliards de dollars supplémentaires à la guerre en Afghanistan. Avec 16 autres représentants, il avait déposé la résolution concomitante 248, qui aurait contraint la Chambre à débattre de la nécessité de poursuivre cette guerre. Kucinich, et c’est tout à son honneur, est l’un des deux seuls représentants (l’autre étant le républicain Ron Paul) qui ont condamné l’administration Obama pour avoir autorisé l’assassinat d’Anwar al-Awlaqi, citoyen américain et imam vivant au Yémen soupçonné d’avoir joué un rôle dans l’attentat raté contre un avion qui se rendait à Détroit le 25 décembre 2009. Kucinich avait aussi invité au séminaire le journaliste Jeremy Scahill, l’écrivain David Swanson, le colonel à la retraite Ann Wright et le vétéran de la guerre en Irak Josh Stieber.

Le rassemblement, qui se tenait dans l’édifice Rayburn, a offert un triste rappel de la faiblesse de la gauche. Aucun autre membre

du Congrès n'était présent ; une poignée d'attachés politiques s'étaient déplacés. La plupart des 70 participants étaient des militants pacifistes, auxquels s'ajoutait, comme à l'accoutumée dans ce genre d'événement, une cohorte bigarrée d'adeptes des théories du complot convaincus que la Maison-Blanche a orchestré les attentats du 11 septembre ou que le sénateur Paul Wellstone, mort en 2002 dans un accident d'avion, a été assassiné. Le journaliste Scahill a offert une litanie de statistiques montrant à quel point les grandes entreprises prennent désormais en charge la sécurité intérieure et la machine du renseignement. Non seulement tiennent-elles les rênes de l'économie, gèrent-elles les télécommunications et ont-elles la haute main sur les deux grands partis politiques, mais elles se sont aussi dotées d'une armée privée. Elles sont devenues invulnérables.

C'est Scahill qui a effectué l'essentiel de la vaste enquête journalistique sur la conduite des firmes américaines privées en Irak, dont faisait partie l'entreprise de sécurité Blackwater (rebaptisée Xe à la suite du torrent de mauvaise publicité et des scandales que ses méthodes ont suscités). Cet après-midi-là, il a exposé comment le Pentagone a systématiquement confié la gestion des guerres en Irak et en Afghanistan à des firmes privées n'ayant aucun compte à rendre. Il a aussi déploré le peu d'appuis reçus par le représentant de l'Illinois Jan Schakowsky pour son projet de loi numéro 4102, connu sous le nom de Stop Outsourcing Security [SOS] Act (loi visant à mettre un terme à la sous-traitance de la sécurité), dont l'adoption forcerait « l'abandon progressif du recours à des entreprises de sécurité privées pour remplir des fonctions normalement réservées aux forces armées des États-Unis et aux fonctionnaires de l'État ». Selon Scahill, « le fait de proposer un projet de loi prônant une idée aussi simple que l'arrêt de la sous-traitance des fonctions de sécurité nationale à des entreprises privées et de ne récolter l'appui que d'une vingtaine de membres du Congrès constitue une des tristes réalités de notre époque. C'est triste à dire, mais le représentant Schakowsky sait bien que

l'industrie de la guerre est tout aussi républicaine que démocrate. Elle fait des dons aux deux partis. Pendant un temps, on aurait même dit qu'entrepreneur était devenu synonyme d'Israël. Il était impossible de trouver un représentant ou un sénateur disant s'opposer à la sous-traitance, car la plupart d'entre eux doivent leur siège à leur financement par des entreprises. Je crois aussi que l'élection d'Obama a fait en sorte que le projet est mort au feuilleton, comme bien d'autres d'ailleurs, car la Maison-Blanche n'hésite jamais à dépêcher des émissaires au Congrès pour réprimander sévèrement ceux qui ne se conforment pas à la ligne de parti^[41]».

La privatisation de fonctions de l'État renforce la prédominance des milieux d'affaires tout en affaiblissant le gouvernement dans son rôle traditionnel. Il existe 18 agences militaires et civiles de renseignement, dont 70 % du budget total est affecté aux sous-traitants. Ceux-ci acquièrent ainsi une expérience et une expertise qui leur permettent d'offrir leurs services à d'autres entreprises ou à des gouvernements étrangers. Le Pentagone, lui, a confié 69 % de ses tâches au secteur privé. Scahill souligne aussi l'impressionnante privatisation de l'effort de guerre en Afghanistan : au moment où j'écris ces lignes, 104 000 personnes travaillent pour des sous-traitants du département de la Défense, alors que 68 000 soldats sont sur le terrain. Cela représente 1,5 employé du secteur privé pour chaque membre de l'armée. Et je ne tiens pas compte ici des 14 000 sous-traitants du département d'État.

« D'ici quelques mois, il y aura en Afghanistan de 220 000 à 250 000 employés à la solde de sous-traitants engagés par les États-Unis, ce qui dépasse de loin les 70 000 soldats que tout Américain le moins attentif sait que son gouvernement a envoyés là-bas, explique Scahill. Le général James Jones, conseiller à la sécurité nationale du président, reconnaît que dans ce pays il reste moins d'une centaine d'agents d'Al-Qaïda, et que ceux-ci ne sont plus en mesure d'attaquer les États-Unis. C'est pourtant cette

organisation qui motive la présence américaine en Afghanistan ; il s'agissait de pourchasser les responsables des attentats du 11 septembre.»

Josh Steiber a pris la parole à la fin du séminaire. Ce vétéran a servi en Irak de février 2007 à avril 2008. Il faisait partie de la compagnie Bravo du 2^e bataillon du 16^e régiment d'infanterie, impliquée en juillet 2007 dans l'attaque contre des civils irakiens depuis un hélicoptère Apache, révélée en avril 2010 dans une vidéo controversée publiée par Wikileaks, cette organisation qui récupère et met en ligne des documents confidentiels émanant d'entreprises ou de gouvernements. Après avoir quitté l'armée en tant qu'objecteur de conscience, Steiber a adressé des excuses publiques au peuple irakien. Lors de notre entretien, il explique que le contenu de la vidéo, où l'on voit les pilotes de l'hélicoptère abattre nonchalamment des civils, dont un photographe de Reuters et des enfants, dans une rue de Bagdad, « ne constitue nullement une exception. Vu la situation dans laquelle nous nous trouvons, c'était inévitable. Nous menions plusieurs combats à la fois. Une bombe artisanale explosait, un tireur embusqué ouvrait le feu, et on n'avait aucune idée d'où ça venait. La paranoïa était constante ; nous étions toujours sur les nerfs. Quand on place des gens dans une situation où il y a beaucoup de civils, c'est le genre de chose qui arrive, et qui d'ailleurs est bel et bien arrivé et va continuer d'arriver tant que notre pays ne remettra pas en question ses méthodes. Maintenant que cette vidéo a été rendue publique, nous avons la responsabilité en tant que peuple et en tant que pays de reconnaître qu'il s'agit là de la réalité de la guerre au quotidien^[42] ».

La voix du bon sens et de la raison, portée par ceux qui ont encore une conscience morale, par les Kucinich, les Scahill, les Steiber, n'a plus beaucoup de chances d'être entendue. N'ayant pas su discerner les sombres intentions de l'État-entreprise et de ses laquais du Parti démocrate, l'élite progressiste en porte une certaine responsabilité.

En appuyant la guerre, l'élite progressiste s'est alliée à des seigneurs de guerre afghans tout aussi cupides qu'opposés aux droits des femmes et aux libertés démocratiques fondamentales, et dont l'implication dans le trafic d'opium est aussi grande que celle des talibans. Le prétendu fossé moral entre l'élite progressiste et les adversaires des États-Unis est pure fiction. Les discours édifiants de l'élite progressiste pour justifier la guerre en Afghanistan sont en fait de lamentables tentatives de blanchir des gestes d'une barbarie insensée. On ne peut imposer la vertu par la guerre, pas même la démocratie ou la libération de la femme. La guerre renforce le pouvoir de ceux qui ont un penchant pour la violence et ont accès à des armes. La guerre renverse l'ordre moral et met un terme à tout débat sur les droits de la personne. La guerre relègue la justice et la dignité aux marges de la société. Les armes contemporaines sont si puissantes qu'elles ne peuvent qu'entraîner la mort de civils et d'autres « dommages collatéraux ». Le drone est notre variante de la bombe artisanale. La bombe à fragmentation est notre réponse aux attentats-suicides. La salve d'un pistolet mitrailleur provoque chez les civils terreur et bain de sang, et ce, quel que soit le camp de celui qui appuie sur la gâchette.

« Il faut démasquer les seigneurs de guerre fondamentalistes qui ont remplacé les talibans après la tragédie du 11 septembre », lance la femme politique afghane Malalaï Joya, qui a été expulsée du Parlement pour avoir dénoncé la corruption du gouvernement et l'occupation occidentale^[43]. « Ils se sont parés du masque de la démocratie pour prendre le pouvoir. La supercherie perdure. Du point de vue mental, ces seigneurs de guerre sont identiques aux talibans. Ils ne s'en distinguent qu'en apparence. De 1992 à 1996, soit pendant la guerre civile, ils ont tué 65 000 innocents. Comme les talibans, ils ont violé les droits de la personne et s'en sont pris aux femmes comme à bien d'autres groupes. Il ne s'agit pas d'une guerre contre le terrorisme. Il s'agit d'une guerre contre des civils innocents. Regardez les massacres commis par l'OTAN en

Afghanistan. Regardez ce qu'ils ont fait en mai dans la province de Farâh, où plus de 150 civils, des femmes et des enfants pour la plupart, ont été tués. Ils ont largué des bombes à phosphore blanc et des bombes à sous-munitions. Le 9 septembre, 200 civils sont morts dans la province de Kondôz, surtout des femmes et des enfants, encore une fois. [...] Les États-Unis et l'OTAN occupent mon pays depuis huit ans au nom des droits des femmes et de la démocratie. Mais ils nous ont fait tomber de Charybde en Scylla. Les hommes auxquels ils ont donné le pouvoir sont des copies des talibans.»

Au cours des dix dernières années d'occupation, l'expansion du commerce de l'opium en Afghanistan a rapporté des centaines de millions de dollars aux talibans, à Al-Qaïda, aux seigneurs de guerre locaux, aux gangs, aux kidnappeurs, aux milices privées, aux trafiquants de drogue et à de nombreux membres en vue du gouvernement du président Hamid Karzaï. Le New York Times a rapporté qu'Ahmed Wali Karzaï, frère du président, recevait de l'argent de la CIA même s'il est un gros joueur du trafic d'opium. L'Afghanistan assure 92 % de la production mondiale d'opium, un commerce dont la valeur est estimée à 65 milliards de dollars par les Nations Unies. Cet opium est consommé par les 15 millions d'héroïnomanes des quatre coins du monde, qui sont 100 000 à mourir chaque année. Ces morts devraient être ajoutés à la liste des victimes de la guerre.

Antonio Maria Costa, directeur général de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), souligne que le trafic de drogue a aidé les talibans à prospérer, et ce, malgré la présence des troupes de l'OTAN : « La participation active des talibans au commerce de l'opium leur a permis de financer une machine de guerre de plus en plus grosse et sophistiquée^[44]. »

De 2005 à 2009, estime l'UNODC, les talibans ont gagné de 90 à 160 millions de dollars par an en taxant la production et la contrebande d'opium et d'héroïne, ce qui représente le double de ce qu'ils touchaient annuellement quand ils étaient au pouvoir.

Costa décrit la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan comme « la plus vaste zone de libre-échange du monde en ce qui a trait à tout ce qui est illicite », une zone gangrenée par les drogues, les armes et l'immigration clandestine. Tout est en place pour que le trafic de drogue et le terrorisme se renforcent mutuellement le long des routes empruntées par les stupéfiants en Asie centrale, prévient-il. Les profits de l'opium sont canalisés vers les groupes militants de la région, dont « une bonne partie [...] pourrait basculer dans le terrorisme à grande échelle, ce qui menacerait ses importantes ressources énergétiques ».

« En huit ans d'occupation, l'Afghanistan est devenu une plaque tournante des stupéfiants à l'échelle mondiale, explique encore Malalai Joya. Tout le pouvoir est entre les mains des barons de la drogue. Comment peut-on s'attendre à ce que ces gens mettent fin à la culture du pavot et au commerce de l'opium ? Comment expliquer que les talibans, lorsqu'ils étaient au pouvoir, ont éradiqué la production d'opium, et qu'une superpuissance se montre non seulement incapable de faire de même, mais laisse cette production augmenter ? Pendant ce temps, les partisans de la guerre invoquent les droits des femmes. Dans la plupart des provinces, la notion même de droits de la personne est une vue de l'esprit. Il y est aussi facile de tuer une femme qu'un oiseau. Dans certaines grandes villes, à Kaboul par exemple, des femmes ont certes accès au travail et à l'éducation, mais, presque partout ailleurs au pays, les femmes vivent dans des conditions infernales. Viols, kidnappings et violence conjugale sont en augmentation constante. Pendant les élections prétendument libres, les fondamentalistes ont élaboré une loi misogyne à l'encontre des femmes chiites d'Afghanistan. Cette loi a été entérinée par Hamid Karzaï. Tous ces crimes sont commis au nom de la démocratie. »

Les insurgés et les soldats étrangers ont fait des milliers de victimes chez les civils afghans. Les États-Unis et l'OTAN sont responsables de presque la moitié de ces morts. Des dizaines de milliers d'Afghans sont aussi morts de faim, de maladie, de froid,

de manque de soins ou d'agression, ou ont péri à cause des déplacements et du chaos suscités par la guerre.

En choisissant son camp dans une bataille opposant deux adversaires tout aussi violents et corrompus l'un que l'autre, l'OTAN a perdu toute légitimité dans le pays, considère Joya. Son opinion est partagée par un diplomate américain de haut rang, Matthew Hoh, qui a démissionné de son poste à Kaboul en signe de protestation contre la guerre. Dans sa lettre de démission, il a écrit que le gouvernement Karzaï est miné par une « corruption qui saute aux yeux et des magouilles commises sans le moindre scrupule. [...] Parmi les confidents et les principaux conseillers du président afghan se trouvent des barons de la drogue et des seigneurs de guerre qui se moquent de l'État de droit et des actions antidrogue^[45] ».

Malalaï Joya a toujours été sceptique à propos de ce qui allait advenir des milliards de dollars en aide internationale, qui ont fait l'objet de tant de louanges. « Où croyez-vous que sont allés les 36 milliards de dollars déversés dans le pays par la communauté internationale ? L'argent s'est retrouvé dans les poches des barons de la drogue et des seigneurs de guerre. En Afghanistan, 18 millions de personnes survivent avec moins de deux dollars par jour tandis que ces bandits s'enrichissent. Les talibans et les seigneurs de guerre contribuent à ce système fasciste pendant que les forces d'occupation bombardent et tuent des civils innocents. Si la sécurité n'est pas assurée, comment parler des droits de la personne ou des droits des femmes ?

« De nombreux Afghans se rangent du côté des talibans, poursuit Joya. Ils ne les appuient pas, mais en ont ras le bol des seigneurs de guerre et de l'injustice. Ils se rallient donc aux talibans par esprit de vengeance. Je ne suis pas d'accord avec eux, mais je les comprends. La plupart de mes concitoyens s'opposent aux talibans comme aux seigneurs de guerre ; c'est pourquoi des millions d'entre eux n'ont pas participé à cette tragédie qu'ont été les élections. »

Joya, qui demeure à Kaboul mais déménage souvent à cause des menaces de mort qu'elle reçoit régulièrement, déplore le soutien accordé au gouvernement Karzaï : « Les États-Unis gaspillent l'argent de leurs contribuables et la vie de leurs soldats en appuyant le système mafieux et corrompu d'Hamid Karzaï. Ils ont enchaîné mon pays au marché mondial de la drogue. Si Obama était vraiment sincère, il aiderait ceux de mes concitoyens qui se préoccupent de démocratie ; ils sont d'ailleurs nombreux. Mais ce n'est pas ce qu'il fait. Il s'apprête à déclencher une guerre au Pakistan en lançant des attaques dans la zone frontalière. Plus de civils ont été tués depuis le début de sa présidence que pendant tout le mandat de son prédécesseur, le criminel Bush.

« Mon peuple est coincé entre deux ennemis puissants, déplore-t-elle. Les forces d'occupation tuent des civils innocents en les bombardant depuis les airs. Au sol, les talibans et les seigneurs de guerre appliquent des politiques fascistes. Plus l'OTAN tue de civils, plus la résistance à l'occupant s'intensifie. Si les États-Unis et l'OTAN ne se retirent pas de leur plein gré, mon peuple leur servira la même leçon qu'il a infligée aux Russes et aux Britanniques, qui ont tenté à trois reprises d'occuper l'Afghanistan. Pour nous, il est plus facile de se battre contre un seul ennemi plutôt que deux. »

La réussite de la mission de l'OTAN en Afghanistan dépend de sa capacité à créer une armée nationale qui puisse à la fois combattre les talibans, garantir la sécurité des civils et assurer la stabilité du pays tout en restant loyale au gouvernement Karzaï. Malgré une décennie passée à tenter de pacifier le pays, l'Armée rouge s'était cassé les dents sur ce problème. Un siècle plus tôt, les Britanniques avaient échoué tout aussi lamentablement, et il en ira de même des États-Unis.

Selon des conseillers militaires américains qui l'assistent, l'Armée nationale afghane (ANA) est composée de soldats mal entraînés, peu motivés, indisciplinés et peu enclins au combat. Bon nombre d'unités de l'ANA, soutiennent-ils, fourmillent de brigands qui terrorisent les populations locales, pratiquent l'extorsion, se

livrent au pillage, commettent des viols et sont ouvertement de connivence avec les talibans. Cette armée regorge d'ailleurs de sympathisants talibans. Lors des combats conjoints contre les insurgés, les soldats de l'ANA se montrent inconstants et peu fiables.

Plutôt que d'évaluer l'avancée de la mission en compilant des statistiques sur le nombre de victimes ennemies, les officiers se préoccupent de la taille de l'ANA : plus celle-ci serait grande, plus la mission avancerait. La pression subie par les instructeurs militaires pour augmenter les effectifs de l'ANA a pour corollaire une quasi-absence de formation et de contrôles de sécurité des recrues.

Le processus d'initiation au service des soldats afghans commence au centre d'entraînement militaire de Kaboul. Les instructeurs américains se plaignent régulièrement de manquer de fournitures scolaires, qu'il s'agisse de tableaux, de marqueurs ou de papier. Ils doivent souvent se rendre eux-mêmes au marché pour s'en procurer à leurs frais, ou encore s'en passer. On les pousse à recevoir tous les candidats, dont bon nombre ont été absents pendant le tiers de la durée de la formation, voire la moitié. La plupart des recrues de l'ANA sont ainsi dépourvues des habiletés militaires de base.

« J'ai passé la première moitié de ma période de service au centre d'entraînement militaire de Kaboul, où je faisais partie d'une petite équipe qui travaillait étroitement avec l'ANA afin de mettre sur pied un programme de formation de base pour les officiers afghans nouvellement promus », me raconte un lieutenant américain qui souhaite garder l'anonymat. « Pour la seconde moitié de mon service, j'ai quitté le centre d'entraînement, car on m'avait affecté à une équipe de formation intégrée (ETT) chargée d'aider à la constitution d'un nouveau bataillon logistique afghan à Hérat. »

« Lorsqu'ils sortent du centre d'entraînement, les soldats afghans souffrent d'un manque de formation flagrant », m'explique le lieutenant, toujours en service. « Les instructeurs américains font leur possible pour corriger la situation, mais leurs efforts sont contrecarrés par les pressions de leurs supérieurs : les chaînes de

commandement américaine et afghane les poussent à enrôler le plus de soldats possible, et ce, le plus rapidement possible. »

Les soldats afghans quittent le centre d'entraînement pour se joindre directement à des unités de l'ANA en service actif. Chaque unité bénéficie des services d'instructeurs américains constitués en « équipes de mentorat ». L'augmentation rapide des effectifs de l'ANA a compromis la capacité de l'armée des États-Unis à fournir de telles équipes. Normalement réservées aux membres des forces spéciales (les bérets verts), celles-ci sont désormais composées de soldats américains choisis plus ou moins au hasard un peu partout en Afghanistan. « C'est ainsi que tous les membres de mon équipe ont été sélectionnés : des gens choisis de manière aléatoire un peu partout à Kaboul (provenant de l'armée de l'air, de la marine de guerre ou de l'infanterie ; soldats en service actif ou membres de la garde nationale), retirés de leurs affectations et rassemblés pour faire un travail pour lequel ils n'ont reçu aucune formation digne de ce nom, poursuit l'officier.

« On s'attend à ce que nous soyons capables, grâce à notre ancienneté et à notre rang, d'entraîner une armée étrangère à mener des opérations militaires. En plus d'être carrément irresponsable, cette politique est fondamentalement ethnocentrique en ce qu'elle postule une forme de supériorité naturelle en vertu de laquelle un soldat américain dépourvu de formation posséderait tout ce qu'il faut pour enseigner aux Afghans, qui, eux, n'auraient rien à lui apprendre.

« Celui qui reçoit ne serait-ce qu'un minimum de formation en mentorat peut s'estimer chanceux : il est vrai que des instructeurs en expliquent les rudiments dans le cadre du programme d'entraînement offert à Fort Riley (Kansas), mais, ce cours étant contingenté, la majorité des mentors sont des dilettantes. À Fort Bragg (Caroline du Nord), les soldats appelés à servir en Afghanistan n'apprennent strictement rien sur le mentorat pendant leur entraînement. On se contente de leur remettre une brochure sur le sujet. Pourtant, ces militaires risquent autant que les autres

d'être affectés au mentorat. »

Les armées américaine et afghane ne sont pas du tout structurées de la même façon. L'ANA gère la logistique autrement, sa hiérarchie n'est pas la même, ses officiers emploient une autre terminologie militaire, et son personnel a rarement recours à des ordinateurs ou à des équipements technologiques de base. Le fossé culturel fait en sorte que la plupart des instructeurs américains, qui de surcroît ne parlent pas le dari, peinent à comprendre le fonctionnement de l'ANA. Le lieutenant poursuit : « Comme mentor, je passais le plus clair de mon temps à essayer de comprendre ce que les Afghans faisaient et comment on s'attendait à ce qu'ils le fassent. Je ne pouvais ensuite donner que l'ébauche d'un conseil sur la manière de régler un problème. En d'autres termes, les conseillers militaires américains ne sont pas en mesure d'offrir une aide immédiate aux Afghans. La courbe d'apprentissage est si imposante qu'elle est parfois impossible à surmonter. Certains conseillers jouent parfois un rôle essentiel, mais nombreux sont ceux qui ont peu d'influence en tant que mentors, voire n'en ont aucune. »

La vraie fonction des conseillers américains n'est toutefois pas de former les Afghans, mais plutôt d'assurer la liaison entre les unités de l'ANA et les ressources logistiques et militaires américaines. L'ANA est incapable de coordonner ses unités d'infanterie avec l'artillerie et l'appui aérien. Elle est dépourvue de chaîne d'approvisionnement fonctionnelle et dépend des militaires américains pour des tâches essentielles. Les États-Unis paient même le gros des soldes des soldats de l'ANA. Notre officier cite quelques exemples de problèmes logistiques : « Dans l'unité où j'agissais à titre de mentor, les commandes de matériel essentiel aux missions, comme des camions de cinq tonnes, n'étaient pas exécutées avant des mois, et les vêtements d'hiver arrivaient en retard pour cause de pénurie. De nombreux soldats devaient affronter les premières semaines de l'hiver afghan sans manteau ni équipement isotherme. »

Ce qui dérange le plus les conseillers américains, toutefois, c'est la corruption généralisée qui gangrène l'ANA. Celle-ci exaspère la population afghane et offre un puissant argument de recrutement aux talibans. Le lieutenant commente la situation :

« Dans le bataillon afghan auquel j'étais intégré, le commandant lui-même pratiquait l'extorsion au préjudice d'un commerçant du coin, et les soldats se livraient régulièrement au vol à l'étalage. Dans le cadre d'une mission humanitaire à laquelle j'ai participé à Kaboul, nous devons remettre des fournitures scolaires aux enfants d'un village. Afin de conférer une certaine légitimité à l'ANA, nous avons demandé à des soldats afghans de distribuer eux-mêmes le matériel. Selon des rapports de nos services de renseignements, il s'est avéré que ce même groupe de soldats avait extorqué de l'argent aux villageois par la violence. Bref, nous faisons équipe avec des criminels notoires et des voyous dans le village même qu'ils avaient terrorisé ! Voilà qui donnait toute une image de la charité américaine. »

Les États-Unis affectent actuellement 4 milliards de dollars par mois à leur mission en Afghanistan. Pourtant, ils sont incapables d'acheter des tableaux et des marqueurs pour leurs instructeurs, les soldats afghans n'ont pas de manteaux d'hiver, Kaboul est toujours en ruine et le taux de chômage estimé atteint environ 40 %. L'Afghanistan est un des endroits du monde les plus touchés par l'insécurité alimentaire.

Qu'advient-il alors de tout cet argent ?

Pour le savoir, il faut regarder en direction des fournisseurs civils. Ce sont ces entreprises qui offrent les emplois les plus lucratifs en Afghanistan. À leur côté, l'armée américaine et l'ANA font piètre figure. Au fond, la guerre est avant tout une occasion de faire des affaires.

« À mon arrivée sur le théâtre des opérations, j'ai été estomaqué par la quantité de civils qui s'y trouvaient, raconte notre lieutenant. À Kaboul, bon nombre d'emplois sont détenus par des étrangers originaires des États-Unis, d'Europe de l'Est ou d'Asie du Sud-Est.

Une foule d'entreprises accomplissent en Afghanistan des tâches qui, autrefois, relevaient exclusivement de l'armée. Si vous étiez cuisinier militaire, votre travail est maintenant effectué par un employé de Kellogg Brown & Root [aujourd'hui KBR]. Si vous êtes logisticien ou conseiller militaire, quelqu'un de Military Professional Resources [aujourd'hui L-3 MPRI] prendra sans doute bientôt votre place. Si vous êtes technicien ou mécanicien, des employés civils de Harris ou d'autres firmes se verront confier une part de plus en plus grande de vos tâches. »

Le lieutenant a été dépêché en Afghanistan en compagnie d'une centaine de conseillers militaires. À leur arrivée, une bien désagréable surprise les attendait : « Près de la moitié des membres de l'équipe ont dû être réaffectés à d'autres tâches parce que leurs responsabilités avaient été confiées à des civils de MPRI. Même en zone de guerre, semble-t-il, les soldats risquent de perdre leur emploi à cause de la sous-traitance. Les réservistes, eux, sont dans une situation encore plus précaire. On les arrache à leur milieu, leur emploi, leur famille, leurs amis, pour un service d'un an. Arrivés en Afghanistan, ils n'ont rien à faire, car leur devoir militaire a été confié à un fournisseur civil. On finit par les expédier quelque part, où ils se joignent à une équipe de mentorat ou se voient confier quelque tâche inventée de toutes pièces. Il est de plus en plus manifeste que la présence d'entreprises en Afghanistan a des conséquences directes sur les opérations de combat. »

Les tâches jadis réservées à des militaires guidés par des considérations tactiques et stratégiques ont été accaparées par des firmes motivées par le seul profit. Or, armée et entreprises ont des objectifs contradictoires. Une diminution de l'intensité de la guerre ou un retrait des troupes feraient baisser le chiffre d'affaires des sous-traitants. L'intensification du conflit ne fait cependant qu'aggraver la précarité de la situation, affirment de nombreux vétérans, dont notre officier : « Des soldats américains et afghans risquent leur vie, des civils afghans meurent, mais le système en

place a plus à gagner à les maintenir dans cet état de vulnérabilité qu'à les sortir de là. Si nous apportions la paix et la stabilité en Afghanistan, nous en tirerions une satisfaction morale et l'humanité y gagnerait quelque chose, mais ces vertus ne contribuent en rien au résultat net d'une entreprise. En dernière analyse, la paix et les profits sont des ambitions contradictoires en Afghanistan. »

On applaudit aux puits creusés, aux écoles bâties, aux routes asphaltées et à la nourriture distribuée dans les villages afghans par les forces d'occupation, mais nul ne fait état des profits colossaux des fournisseurs privés. Seulement 10 % des sommes versées en Afghanistan servent à soulager le peuple afghan de ses souffrances, estime-t-on. Le reste est siphonné par des sous-traitants qui s'empressent de placer leurs gains dans des comptes bancaires à l'étranger. Cette affectation peu judicieuse des fonds est aggravée par le fait que les emplois les mieux rémunérés pour les Afghans reviennent à ceux qui peuvent agir à titre d'interprètes auprès des militaires américains et des entrepreneurs étrangers. Ainsi, les Afghans les plus instruits se tiennent loin de leurs institutions nationales, bien que celles-ci aient désespérément besoin de leurs compétences et de leurs connaissances. Notre lieutenant renchérit : « C'est ce système qui a détruit la base logistique de l'Afghanistan. C'est ce système fondé sur le gaspillage et l'accaparement privé de fonds publics qui maintient Kaboul en ruine. C'est ce système qui, chaque semaine, offre steak et homard aux Occidentaux installés dans le pays pendant que 8,4 millions d'Afghans (soit l'équivalent de la population de New York) souffrent d'insécurité alimentaire chronique. On n'a qu'à visiter la base aérienne de Bagram, le camp Phoenix ou le camp Eggers pour constater que le problème ne réside pas dans l'acheminement de produits en Afghanistan. La question est plutôt de savoir à qui ils sont distribués. Et après, on se demande pourquoi il y a insurrection ! »

En définitive, le problème de l'Afghanistan n'est pas militaire, mais social et politique. Ce ne sont pas les talibans qui menacent le

plus la stabilité du pays, mais l'insécurité alimentaire à grande échelle, la pauvreté écrasante, les viols, la corruption et un taux de chômage ahurissant qui augmente à mesure que les firmes étrangères s'arrogent contrats et emplois au détriment des entreprises locales. Les pratiques abusives et corrompues du gouvernement Karzaï conjuguées à la présence de fournisseurs étrangers constituent le principal obstacle à la paix. Plus on donne de pouvoir à ces forces, plus la guerre s'intensifie. L'augmentation des effectifs militaires américains et afghans ne permettra pas de venir à bout des talibans. Notre officier se pose des questions : « À quoi peuvent bien servir 250 000 soldats bien entraînés si le pays s'enfonce dans la famine ? Quelles fins une puissante armée peut-elle poursuivre si elle sert un gouvernement inepte et corrompu ? Quelles sont les chances de voir la paix triompher si, pour un Afghan, avoir un bon emploi implique de travailler pour les militaires ? À quoi bon se débarrasser des talibans si on le fait en bombardant des civils et en soutenant un gouvernement composé de criminels et de chefs de guerre misogynes ? Nous, Américains, n'aidons pas les Afghans en envoyant plus de soldats, en augmentant nos dépenses militaires, en intensifiant le chaos ambiant. Le peu d'aide que nous arrivons bel et bien à accorder n'a d'utilité qu'à court terme et, vu la crise économique qui nous frappe, ne pourrait s'éterniser. Somme toute, ni les Américains ni les Afghans ne profitent de cette guerre. Seuls les dirigeants et actionnaires des entreprises qui tirent avantage du conflit rentabilisent leurs investissements de manière satisfaisante. »

*

* *

Le Congrès a approuvé des dépenses de 345 milliards de dollars pour la guerre en Afghanistan, ce qui, selon l'inspecteur général spécial sur la reconstruction de l'Afghanistan, comprend plus de 40 milliards pour la formation et l'équipement de l'armée et de la

police. On estime que, chaque année, les États-Unis déboursent entre 500 000 et 1 million de dollars par soldat ou marine, selon qu'on ajoute ou non les dépenses relatives au logement et à l'équipement à celles que représentent les salaires, la nourriture et le carburant ; ces sommes n'incluent pas les frais médicaux et les pensions versées aux vétérans. Selon des documents émanant du département d'État et du service de recherche du Congrès, l'aide étrangère accordée à l'Afghanistan, qui comprend l'aide alimentaire et l'aide au développement, a totalisé 17 milliards de dollars depuis 2002.

Ce ne sont toutefois pas leurs coûts financiers qui rendent les guerres en Irak et en Afghanistan à ce point tragiques, dévastatrices et immorales. La guerre comme outil de changement est barbare, cruelle, froide et contre-productive. Elle entretient le mythe du héros et se drape d'objectifs absurdes et utopiques comme l'imposition d'une démocratie à l'occidentale ou de la libération de la femme. En une fraction de seconde, une guerre de haute technologie peut faire des dizaines, voire des centaines de victimes sans que celles-ci n'aient eu le temps de constater la présence de leurs attaquants. Les armes les plus sophistiquées ont une puissance stupéfiante et aveugle. Elles peuvent démolir un immeuble en quelques instants, écrasant et ensevelissant tous ses occupants. Elles sont en mesure d'anéantir des villages entiers et de réduire en pièces tanks, avions et navires. Les survivants s'en tirent avec de terribles blessures : brûlures graves, cécité, membres amputés... sans parler des traumatismes qui les marquent pour le reste de leur vie. Personne ne sort indemne d'une telle guerre. Sitôt qu'on utilise ce genre d'armes, tout argument invoquant la défense des droits de la personne ne peut être que mystification. Quiconque a été témoin de la violence des explosions qu'elles provoquent sait qu'elles tuent et mutilent inévitablement des civils, y compris des enfants.

Deux recueils de photos de guerre particulièrement obsédants, 2nd Tour, Hope I Don't Die, de Peter van Agtmael, et Afterwar :

Veterans from a World in Conflict, de Lori Grinker, montrent des images généralement soustraites au regard du grand public. Ils n'offrent certes qu'un pâle reflet de la guerre – seuls ceux qui l'ont vécue connaissent vraiment l'horreur viscérale qu'elle provoque –, mais ont au moins le mérite d'en dévoiler la barbarie.

« Ce soldat a été brûlé à 90 % quand une bombe artisanale a explosé près de son véhicule, mettant le feu au réservoir d'essence et tuant les deux soldats qui l'accompagnaient », écrit van Agtmael dans la légende d'une photo montrant le corps ensanglanté d'un militaire sur une table d'opération.

Son uniforme de camouflage, découpé par les ambulanciers qui l'ont traité dans l'hélicoptère, pend au bord du lit. Sa peau s'est détachée par lambeau et ce qui en reste est translucide. Il oscille entre inconscience et conscience, ses yeux restant ouverts par moments.

Pendant qu'on le soulevait de la civière pour le transférer dans un lit de la salle des urgences, il a hurlé « Papa ! Papa ! Papa ! » puis « Endormez-moi ! Pitié ! Endormez-moi ! » Un autre photographe qui se trouvait dans la salle a placé son appareil au-dessus de l'équipe médicale pour prendre un cliché en plongée. Le soldat a alors crié : « Enlevez-moi ce foutu appareil de là ! »

Ce sont là les derniers mots qu'il a prononcés. Six mois plus tard, par un après-midi d'hiver, j'ai visité sa tombe. La scène de sa mort me hante toujours^[46].

« Quand la Jeep a pris feu, nous étions trois à y avoir pris place », raconte le soldat israélien Yossi Ardit dans le livre de Grinker. Il relate l'épisode où un cocktail Molotov a explosé dans son véhicule. « Le réservoir était plein et pouvait exploser à tout moment, la peau de mes bras et de mon visage pendait, mais je n'ai pas perdu l'esprit. Je savais que personne ne pouvait entrer pour m'aider, qu'il m'était impossible de quitter le véhicule sans passer à travers les flammes. Je voulais prendre mon fusil, mais j'étais incapable d'y toucher parce que mes mains brûlaient. »

Arditi a passé six mois à l'hôpital. Dans les 3 années qui ont suivi l'explosion, il a subi un total de 20 opérations, soit une intervention chirurgicale tous les 2 ou 3 mois.

« Les gens qui me voient mesurent les vraies conséquences de la guerre », dit-il^[47].

Le cinéma et la photographie donnent généralement de la guerre

une image débarrassée de la peur intense, de la puanteur insupportable, du bruit assourdissant, des hurlements de douleur et de l'épuisement qui règnent sur les champs de bataille. Ils transforment la confusion et le chaos, des caractéristiques essentielles de la guerre, en scénarios bien ficelés. Bref, ils transforment la guerre en pornographie. Les soldats et les marines, en particulier ceux qui ne sont jamais allés au front, visionnent des films comme *Platoon*, censés dénoncer la guerre, autour d'une caisse de bière en savourant la puissance destructrice de l'armement. La réalité de la violence, elle, est tout autre. Tout ce qu'elle engendre est vain, insensé. Sans égard pour l'avenir, elle ne sème que la mort, la peine, la destruction.

Les reportages qui évitent de montrer des scènes de combat sont loin de rendre compte de la réalité de la guerre, que l'État et les médias, au service des fauteurs de guerre, font tout pour masquer. Si le grand public était pleinement conscient des conséquences de la guerre sur le corps et l'esprit des jeunes qui y vont, il se laisserait moins facilement séduire par son mythe. S'il devait voir les corps déchiquetés d'écoliers afghans et entendre les gémissements de leurs parents, il ne pourrait plus perpétuer les clichés véhiculés pour justifier la guerre. C'est pourquoi on prend soin d'en donner une image bien aseptisée. C'est aussi pourquoi on abreuve le public de sa sombre et malsaine intensité tout en dissimulant ses conséquences réelles. Cette mythologie entretient l'image héroïque et le caractère divertissant de la guerre. À ce chapitre, la responsabilité des médias est aussi grande que celle de Hollywood. Au moment du déclenchement de la guerre en Irak, les journaux télévisés étaient obnubilés par ce déferlement de puissance, n'ayant cure des effets concrets des balles, des obus, des bombes à fragmentation et des tirs d'artillerie. Le public a pu goûter à l'exaltation propre à la guerre, mais a été préservé des conséquences réelles de l'attaque sur les corps des victimes.

Dans cette vaste imposture, les blessés, les estropiés et les morts sont promptement relégués aux coulisses, tels des déchets de

guerre. Nul ne les voit. Nul ne les entend. Comme des esprits vagabonds, ils sont condamnés à errer dans les marges, ignorés, voire méprisés. Leur message est trop difficile à supporter. On préfère bomber le torse, célébrer la nation en entretenant le mythe de la gloire, de l'honneur, du patriotisme, de l'héroïsme, des notions qui, sur la ligne de front, perdent tout leur sens. Pendant ce temps, ceux que les circonstances obligent à regarder la réalité en face finissent souvent par détourner les yeux et s'enfuir.

Pendant la guerre civile qui a déchiré le Salvador, Saul Alfaro a perdu ses jambes. Dans le livre de Grinker, il relate la première et unique visite de sa copine à l'hôpital militaire où on le soignait : « Elle était ma copine quand j'étais dans l'armée et nous envisagions de nous marier. Quand elle est venue me rendre visite à l'hôpital, je ne sais pas exactement ce qui s'est passé, mais on m'a dit plus tard qu'elle s'était mise à pleurer en me voyant. Ensuite, elle est partie et n'est jamais revenue^[48]. »

Les hommages publics sont réservés aux vétérans qui suivent scrupuleusement le scénario que l'État a prévu pour eux. On n'exhibe en public que les plus dociles, les plus convenables, ceux qui peuvent être vus sans inspirer l'horreur, qui acceptent le mensonge voulant que la guerre soit le stade suprême du patriotisme. « Merci d'avoir fait votre devoir », est-on censé leur dire. Ces soldats sont utilisés pour perpétuer un mythe qu'on célèbre sans poser de questions.

Gary Zuspahn vit dans un espace étanche spécialement aménagé pour lui dans la demeure de ses parents à Waco (Texas). Il souffre du syndrome de la guerre du Golfe. Dans le livre de Grinker, il raconte qu'il se sent comme un « prisonnier de guerre » même si la guerre est finie : « En résumé, ils m'ont déposé sur le bord de la route et m'ont dit : “Allez, débrouille-toi.” Je vivais dans un monde imaginaire. Je croyais que notre gouvernement prenait soin de nous alors que, dans les faits, il poursuit ses propres fins. Je m'imaginai que mon contrat stipulait qu'on était pris en charge en cas de blessure ou de mutilation en service. Maintenant, je suis en

colère^[49]. »

Après avoir couvert la guerre des Balkans pour le compte du New York Times dans les années 1990, je suis retourné à Sarajevo, où j'ai constaté que des centaines d'estropiés, privés de fauteuils roulants, vivaient reclus dans des immeubles d'appartements dépourvus d'ascenseurs. La plupart étaient de jeunes hommes (dont bon nombre avaient perdu bras ou jambes) vivant aux crochets de leurs parents âgés. De glorieux héros de guerre qu'on laissait pourrir sur place.

Ceux qui survivent sombrent dans le désespoir ou se suicident. On estime que les vétérans qui se sont enlevé la vie après la guerre du Vietnam sont aussi nombreux que les soldats morts pendant le conflit. Une fois la paix revenue, les soldats et les marines sont vaincus par les valeurs inhumaines qu'on leur a inculquées en temps de guerre. C'est là l'enseignement transmis par Homère dans L'Iliade, épopée de la guerre, et dans L'Odyssée, épopée du long et difficile retour à la vie civile d'un tueur professionnel. Nombreux sont les soldats qui ne s'en remettent jamais. Incapables de rétablir les liens avec leurs conjoints, leurs enfants, leurs parents ou leurs amis, ils s'enfoncent dans l'abîme de l'angoisse et de la colère autodestructrices.

« On vous programme pour que vous ne ressentiez plus la moindre émotion. Si quelqu'un est assis à côté de vous et se fait tuer, vous devez être capable de poursuivre votre travail sans broncher », raconte Steve Annabell, vétéran britannique de la guerre des Malouines, dans le livre de Grinker.

Une fois votre service terminé, si vous avez vécu une telle situation, il n'y a aucun bouton sur lequel appuyer pour réactiver vos émotions. Vous êtes ainsi condamné à errer, tel un zombie. On ne peut pas vous déprogrammer. Si vous devenez un problème, on vous balaie sous le tapis.

Pour inciter les gens à s'enrôler, on diffuse ces messages publicitaires qui montrent des soldats dévalant des montagnes en ski ou s'adonnant à toutes sortes d'activités passionnantes. On ne montre jamais des gens qui se font tirer dessus, qui se font arracher une jambe ou qui sont en train de brûler vifs. Bref, on ne montre pas ce qui se passe réellement. C'est de la frime. En plus, on ne nous prépare pas adéquatement. On a beau nous donner la meilleure formation du monde, ce n'est jamais comme la réalité du front^[50].

Les gens qui ont le plus de traits en commun avec les vétérans sont souvent ceux-là mêmes qu'ils ont combattus, comme en fait foi Horacio Javier Benitez, qui a livré bataille aux Britanniques pendant la guerre des Malouines : « Quand on revient de la guerre, on n'est plus la même personne. L'individu Horacio qu'on a envoyé au front n'existe plus. C'est difficile de s'enthousiasmer pour la vie normale ; tout semble insignifiant. On fait face à la folie, à la dépression. De nombreux soldats qui ont servi aux Malouines se sont suicidés. Plusieurs d'entre eux étaient mes amis^[51]. »

« Ma famille me manque », dit un graffiti photographié par van Agtmael. « Plaise à Dieu de me pardonner pour les vies que j'ai enlevées et d'assurer le bonheur à ma famille si je ne reviens plus. »

En direction de la supplique pointe une flèche accompagnée d'un mot écrit au marqueur gras : « Pédé!!! »^[52]

L'écart entre le discours et la réalité de la guerre est si grand que les soldats qui reviennent du front restent souvent sans voix. Que peuvent-ils répondre à ceux qui défendent la guerre en la présentant comme un moyen d'apporter la liberté aux femmes afghanes ou la démocratie au peuple irakien ? Comment leur raconter la guerre telle qu'elle se déroule ? Comment leur expliquer que l'idée de la guerre comme instrument du bien est absurde ? Comment vivre avec le souvenir de petits enfants terrorisés qui saignent à mort, leurs corps parsemés de morceaux de fer ? Comment raconter la guerre sans verser de larmes ?

Laissons de côté les clichés nationalistes servis pour justifier la guerre. Refusons de nous laisser séduire par les armes et la pornographie de la violence. Ne soyons pas dupes de la rhétorique spéieuse d'Obama sur la nécessité de terminer le travail ou de combattre le terrorisme. Portons plutôt notre attention sur les fléaux de la guerre. La guerre commence par un appel à la destruction de l'autre, mais mène essentiellement à l'autodestruction. Elle corrompt les esprits, mutile les corps. Elle pulvérise les maisons et les villages, assassine les enfants sur le chemin de l'école. Elle ensevelit le beau, le tendre et le sacré sous

un tas de poussière. Elle donne le pouvoir à des monstres, ces seigneurs de guerre, escadrons de la mort chiites, insurgés sunnites, talibans, combattants d'Al-Qaïda ou tueurs américains qui ne parlent que l'ignoble langage de la force. La guerre est une calamité, un meurtre à l'échelle industrielle. Avant d'appuyer une guerre (en particulier celles en Irak et en Afghanistan), on devrait toujours regarder dans les yeux vides des hommes, des femmes et des enfants qui la vivent.

Chapitre 3

Agonie

Ceux d'entre nous qui maintiennent leur ferme opposition à la guerre ont constaté avec amertume l'appui unanime des intellectuels américains à l'idée de recourir aux techniques militaires pour résoudre la crise qui a fini par toucher les États-Unis.

Socialistes, professeurs d'université, spécialistes du droit international, équipe éditoriale de *The New Republic*, écrivains...

Tous ont rivalisé d'ardeur pour confirmer, en leur qualité de dépositaires du savoir, la fin de la neutralité et l'adhésion de plus de 100 millions de citoyens de ce monde au militarisme. De plus, ces gens d'esprit ne se contentent pas d'attester la réalité de nos desseins belliqueux : non sans complaisance, ils prétendent désormais en être eux-mêmes les instigateurs, contre l'hésitation et la vision trouble des masses démocratiques américaines. Une guerre choisie délibérément par les intellectuels ! Un jugement moral posé, émis après examen approfondi d'une réalité implacable ! Des masses apathiques, trop éloignées du conflit mondial pour s'en émouvoir, dépourvues des capacités intellectuelles nécessaires pour être conscientes du danger qui les guette !

Randolph BOURNE, *War and the Intellectuals*^[53]

PAR UNE SOIRÉE maussade et pluvieuse d'avril 1917, Woodrow Wilson, escorté par une brigade de cavalerie de crainte que des anarchistes ne commettent un attentat à la bombe, se rend de la Maison-Blanche au Capitole pour exhorter le Congrès à déclarer la guerre à l'Allemagne. Il parcourt le trajet de 12 minutes sans les membres de sa famille, qui, l'ayant précédé, ont déjà fait leur entrée dans la Chambre des représentants, sous un tonnerre

d'applaudissements. Son discours aux élus des deux chambres débute sur un ton détendu, convivial. Il énumère sèchement les événements qui ont eu lieu depuis que les États-Unis ont rompu leurs relations diplomatiques avec l'Allemagne. Il dénonce la guerre sous-marine menée par les Allemands, qui a fait couler deux cargos américains, en la qualifiant d'attaque contre l'humanité. Il croyait, explique-t-il, que la neutralité pouvait être une position constructive, mais a fini par prendre conscience de son inefficacité.

« Il est un choix que nous ne pouvons faire, que nous sommes incapables de faire, déclare Wilson, celui de la soumission, par laquelle les droits les plus sacrés de notre nation seraient ignorés, bafoués. »

Le juge en chef Edward Douglas White, vétéran de la guerre civile ayant fait partie du camp confédéré, est assis en face de la tribune avec les autres membres de la Cour suprême. Il commence à applaudir le président, déclenchant ainsi une vibrante ovation de toute l'assemblée. Wilson reprend :

Avec un sentiment profond de la solennité et même du caractère tragique de la décision que je crois devoir prendre, et de la responsabilité qu'elle entraîne, mais sans hésiter un instant sur ce que je considère comme mon devoir constitutionnel, je demande au Congrès de déclarer que les nouveaux procédés du gouvernement impérial allemand sont proprement des actes de guerre contre le gouvernement et le peuple des États-Unis, que celui-ci relève le défi qui lui a été jeté et qu'il adopte immédiatement les mesures nécessaires, non seulement à mettre la nation en état de défense, mais encore à rassembler toutes ses forces et à employer toutes ses ressources pour amener le gouvernement de l'Empire allemand à demander la paix et pour terminer la guerre^[54].

À ce moment, le juge White, un ségrégationniste acharné qui adore entretenir le public de ses exploits héroïques trop fabuleux pour être vrais, lance ce que de nombreux auditeurs perçoivent comme un cri de guerre. L'assistance réagit en se levant, poussant des hourras. Wilson, qui en 1916 a fait campagne pour sa réélection en brandissant le slogan « Il a nous a préservés de la guerre », vient d'opérer un virage à 180 degrés. Il demande au Congrès d'envoyer des troupes américaines dans cette terrible guerre de tranchées, ce massacre à grande échelle qui déchire

l'Europe et a déjà causé la mort de millions de jeunes hommes. Il adopte cette position malgré le fait que les Américains forment un peuple indocile, divisé, foncièrement sceptique sur la pertinence de participer à la boucherie à laquelle l'Europe est en train de se livrer. Les États-Unis, pays de 100 millions d'habitants, comptent alors 14,5 millions d'immigrés, dont 2,5 millions proviennent d'Allemagne. L'hostilité envers l'Angleterre, en particulier chez les immigrés allemands et irlandais les plus nationalistes, est viscérale. De plus, le pacifisme, hérité de la fratricide et meurtrière guerre de Sécession et défendu par de populaires orateurs tel William Jennings Bryan, demeure très répandu. Qui plus est, de nombreux citoyens vivant dans des communautés rurales reculées sont profondément isolationnistes, se méfient de l'État et sont mal informés sur les affaires internationales. Wilson devra surmonter toute cette résistance.

Néanmoins, les parlementaires s'empressent de ratifier sa décision de partir en guerre. Le Sénat l'appuie à 82 voix contre 13, tandis que la Chambre des représentants y souscrit à 373 voix contre 50. La guerre est déclarée le 6 avril, soit 4 jours après le discours de 36 minutes de Wilson.

La Première Guerre mondiale a marqué l'avènement de l'ère moderne. Elle nous a légué les massacres à grande échelle (rendus possibles par la mécanisation et la production industrielle) de même que cette énorme bureaucratie de guerre qui, pour la première fois, pouvait, des mois, voire des années d'avance, mettre en œuvre et administrer des attaques faisant des centaines ou des milliers de victimes en un instant, sans que celles-ci aient eu le temps de prendre conscience de la présence de leurs assaillants. Pendant la guerre de Sécession, les batailles duraient rarement plus de deux ou trois jours. En cette nouvelle ère de la guerre industrialisée, les batailles s'étaleraient sur des semaines, voire des mois, alimentées par un flux incessant de munitions, de fournitures produites en série et de soldats dont la livraison serait assurée par des moyens de transport motorisés, qu'il s'agisse de navires, de

trains ou de véhicules automobiles. Désormais, toute la capacité industrielle et organisationnelle d'une nation, sans parler de ses systèmes centralisés d'information et de contrôle interne, pourrait être mobilisée pour la guerre. La Première Guerre mondiale a engendré une terrible créature : la guerre totale.

Cette guerre a aussi permis l'apparition tout aussi inquiétante de nouvelles formes de propagande et de manipulation des masses, qui ont rendu possible la fabrication de l'opinion publique à l'aide d'innovations technologiques comme la radio, le cinéma, la photographie, l'édition à grand tirage bon marché et les arts graphiques. La propagande a su exploiter de manière astucieuse les nouvelles connaissances sur la psychologie des masses développées par des penseurs comme Gustave Le Bon (*Psychologie des foules*), Wilfred Trotter (*Instincts of the Herd in Peace and War*), Graham Wallace (*Human Nature in Politics*) et Jean-Gabriel Tarde (*L'opinion et la foule*), de même que par des pionniers de la psychologie comme Sigmund Freud.

Cette guerre a détruit l'identité et les valeurs américaines traditionnelles, leur substituant la peur, la méfiance et l'hédonisme propres à la société de consommation. Conçue pour faire appel à l'émotion plutôt que pour rapporter des faits, la nouvelle propagande s'est révélée très efficace pour reléguer dans la marge les idées et les valeurs portées par des voix dissidentes. Elle a su dénigrer quiconque n'employait pas le langage inculqué au grand public par l'État et la grande entreprise. C'est pour ces raisons qu'elle augurait un changement culturel et politique profond. Elle a mis un terme à une brève mais dynamique ère progressiste pendant laquelle des mouvements de masse révoltés par les abus de l'oligarchie américaine avaient balayé le pays en revendiquant des réformes. L'avènement de la propagande, rendu possible par l'industrialisation de la guerre, a tué le mouvement populiste américain^[55].

Les troubles politiques qui avaient secoué le pays dans les années d'avant-guerre avaient permis à de nombreux populistes et

réformistes d'accéder à des postes de pouvoir, comme en fait foi l'élection de maires socialistes dans des villes comme Milwaukee ou Schenectady. Certains d'entre eux sont certes restés en place jusqu'aux années 1950, mais la guerre a tout de même entraîné un important changement de cap aux États-Unis. La propagande a non seulement consolidé l'appui à la guerre (entre autres chez les progressistes et les intellectuels), mais elle a aussi discrédité les dissidents et les réformistes en les ravalant au rang de traîtres.

Le triomphe de la propagande révélait en quelque sorte celui des idées de Freud, qui avait découvert que la manipulation de mythes et d'images bien ancrés peut, combinée à l'exploitation de peurs et de désirs inconscients, mener les hommes et les femmes à accepter leur propre asservissement, voire leur autodestruction. En fait, Freud et les grands spécialistes de la psychologie des masses avaient compris que les émotions ne sont pas subordonnées à la raison, que c'est même plutôt l'inverse. Avant la Première Guerre mondiale, la plupart des intellectuels américains, suivant en cela les penseurs européens des Lumières, adhéraient au postulat de la primauté de la raison, selon lequel le débat public devait, pour avoir une portée concrète, faire appel à de solides arguments rationnels. Leur idéal était celui d'une « dialectique pure » énonçant des données, des faits, des hypothèses, des déductions ou des inductions, et débarrassée de toute émotion et de tout conditionnement. Freud, les psychologues des masses et, à leur tour, leurs héritiers propagandistes ont donc redécouvert une grande vérité de la psyché humaine qu'avaient déjà saisie (et sans doute mieux qu'eux) les philosophes et rhéteurs de la Grèce antique. Les Grecs avaient eux aussi chanté les vertus de la raison, qu'ils appelaient *noûs* et considéraient comme la traduction de la vérité divine par l'esprit humain. Avant de se mettre à la dialectique, cependant, ces philosophes apprenaient la rhétorique. Pour eux, toute argumentation logique devait avoir une résonance rhétorique ou émotionnelle pour être en mesure d'influencer et de façonner l'opinion publique. Sur la Pnyx d'Athènes ou, plus tard,

au Forum de Rome, les rhéteurs exerçaient l'art de la persuasion en faisant appel aux émotions autant qu'à la raison et aux faits. De nombreux philosophes de l'Antiquité, à commencer par Platon, étaient néanmoins conscients du fait qu'un appel à l'émotion ne peut valoir mieux que celui qui le lance. Au XX^e siècle, les créateurs de la propagande de masse ont fait fi de cette mise en garde. Il s'agissait pour eux d'influencer l'opinion, et ce, peu importe par quel moyen. Ils ont écarté l'aspect moral de la persuasion au profit d'une stimulation des émotions de la masse à des fins particulières. Les anciens Grecs le savaient, Freud et ses disciples l'avaient redécouvert : l'illusion de la « dialectique pure » n'était que cela, une illusion.

Promue à l'aide de slogans comme « La guerre qui mettra fin à toutes les guerres » ou « La guerre qui fera progresser la démocratie dans le monde », la guerre n'a pas tant fait taire les intellectuels, les artistes et les progressistes de tout acabit qu'elle les a séduits. L'appui enthousiaste à l'entrée du pays en guerre manifesté par de nombreux intellectuels et dissidents a estomaqué les quelques entêtés qui, tels Randolph Bourne et Jane Addams, voyaient avec horreur leur nation sombrer dans un délire collectif. Les grands journalistes d'enquête, artistes et progressistes qui s'étaient consacrés à la dénonciation des injustices subies par la classe ouvrière prenaient maintenant part à l'effort de guerre.

Le 22 mars 1917, 12 000 personnes, outrées par les attaques allemandes contre des cargos américains et aiguillonnées par les vives dénonciations qu'elles ont suscitées dans la presse, se réunissent au Madison Square Garden lors d'une assemblée publique organisée par l'American Rights Committee pour réclamer l'entrée du pays en guerre. Le lendemain, renonçant à leurs objections, William English Walling, Charles Edward Russell, Upton Sinclair et presque tous les autres penseurs du Parti socialiste lancent un appel à la guerre. Le mouvement antiguerre s'effrite. Les défections se multiplient, touchant même les plus farouches opposants, tel le gouverneur du Kansas Arthur Capper,

qui, le 24 mars, déclare que les États-Unis ont le devoir de se défendre contre les « assauts meurtriers [de l'Allemagne] contre la vie humaine et les droits de la personne^[56] ». Les membres les plus en vue du clergé bénissent l'appel aux armes, et les quelques voix qui s'acharnent à résister à l'intoxication belliciste font l'objet d'attaques. Par exemple, le président de l'université Princeton, John Grier Hibben, interdit à l'ex-président de l'université Stanford, David Starr Jordan, de prendre la parole sur le campus. Ce dernier se réfugie dans l'église presbytérienne de l'université pour s'adresser aux fidèles qui s'y rassemblent, mais il se fait huer par les étudiants. De grandes manifestations pour la guerre ont lieu à Philadelphie, à Denver, à Boston et à Chicago, lors desquelles il est fréquent que des dirigeants et des politiciens progressistes prennent la parole. Lorsqu'ils tentent de tenir des contre-manifestations, les chefs de l'Emergency Peace Federation, cernés de toutes parts, sont enterrés par les cris de la foule, puis interpellés et battus par la police. Le 1^{er} avril, Jordan écrit au représentant William Kent :

Nous avons fait tout notre possible pour faire connaître au président et aux membres du Congrès d'autres voies que celle de la guerre. Ce ne serait pas si difficile si les gens que la question préoccupe souhaitaient vraiment la paix. Pendant ce temps, il est manifeste que Wall Street gère cette affaire selon ses propres intérêts, et que les honnêtes hommes qui, par milliers, croient que nous [...] devrions faire quelque chose pour la France et l'Angleterre surestiment leur influence devant la perspective de voir l'Oncle Sam endosser des milliards en obligations européennes et jeter son argent avec Morgan & Company dans le gouffre sans fond de la guerre. [...] Les Allemands ont péché. Telle est la nature de la guerre. Mais l'intolérance et la tyrannie qui nous poussent à prendre part au conflit donnent un air anodin aux méthodes séditeuses par lesquelles le kaiser a déclenché la crise en 1914^[57].

Au moment où le Congrès déclare la guerre, la plupart de ces empêcheurs de danser en rond, y compris Jordan, ont laissé le nationalisme prendre le dessus sur leurs principes et se sont ralliés aux partisans de l'effort de guerre. Il subsiste bien quelques poches de résistance dans la population, mais le mouvement antiguerre a été décapité. Bourne écrit :

Une élite intellectuelle poussant doucement, par la seule force de ses idées, un peuple

dans ce que les autres nations n'ont connu qu'en raison de comportements prédateurs, de l'hystérie collective ou du délire militariste ! Une guerre non contaminée par l'égoïsme, une guerre dont l'issue consacrerait le triomphe de la démocratie et l'internationalisation du monde ! Voilà comment se dépeignent les intellectuels les plus conscients d'eux-mêmes, voilà l'image qu'ils imposent peu à peu à une population qu'un président indubitablement intellectualisé est en train de mener Dieu sait où. Et ils ont raison, car la guerre n'est certainement pas née des idéaux, des préjugés, des ambitions nationales ou de l'hystérie du peuple américain, quel que fût l'ampleur du consentement des masses et peu importe à quel point les intellectuels arrivent à démontrer la justesse de leurs intuitions^[58].

Wilson fait voter sans difficulté des lois draconiennes pour museler la dissidence, mais c'est à peine si elles sont nécessaires. En 1917, le Congrès adopte l'Espionage Act, qui criminalise non seulement les activités d'espionnage, mais aussi tout discours jugé critique envers le gouvernement. Wilson aurait souhaité y inclure une disposition autorisant la censure directe des journaux, mais le Congrès refuse. L'année suivante, le Congrès adopte un amendement, connu sous le nom de Sedition Act, qui criminalise tout propos « déloyal » ou « sacrilège » encourageant l'outrage à la Constitution ou au drapeau. Ces lois sont les armes juridiques peu subtiles de l'administration Wilson pour faire taire les progressistes et les forces populistes en déclin qui osent contester l'effort de guerre. Au nom de l'Espionage Act, le secrétaire aux Postes Albert Burleson retire aux journaux qu'il juge antipatriotiques leur admissibilité au tarif postal réduit, augmentant immédiatement leurs frais d'expédition et menant une centaine d'entre eux à la faillite. Des milliers de personnes, dont l'homme politique socialiste Eugene Debs, sont arrêtées pour avoir persisté à dénoncer la guerre et lancé des appels à l'objection de conscience et à la grève. En juin 1918, Debs est emprisonné après avoir donné un discours contre la guerre à Canton (Ohio). Le Washington Post commente sa condamnation en ces mots : « Debs est un danger public, et le pays ne s'en portera que mieux s'il croupit derrière les barreaux^[59]. » Debs passera plus de deux ans au pénitencier fédéral d'Atlanta, jusqu'à ce que le président Warren Harding commue sa sentence à Noël en 1921. Des milices, excitées par la

propagande de guerre et les appels aux armes nationalistes, s'en prennent physiquement aux opposants, allant parfois même jusqu'à les lyncher.

Marquée par un essor du progressisme, la période d'avant-guerre correspond à l'âge d'or du journalisme et des réformes sociales aux États-Unis. En 1918, cette époque était révolue. Le progressisme redonnerait bien quelques signes de vie dans les années 1930, pendant la Grande Dépression, mais serait anéanti au cours de la Seconde Guerre mondiale. Pendant la Première Guerre mondiale, les progressistes ont renoncé à leur critique de la société pour se faire propagandistes. La transition s'est faite en douceur. Les luttes en faveur des travailleurs miséreux des villes industrielles et des bas quartiers se sont muées en une croisade abstraite pour refaire le monde par la violence, pour une guerre qui mettra fin à toutes les guerres. Addams a tenu ces propos mordants : « Certains d'entre nous peinent à comprendre sur quelle expérience se fonde cette croyance lamentable dans les effets régénérateurs de la guerre, mais le monde regorge désormais de formules subtiles de ce genre. Celle-ci, qui a réconforté bon nombre de jeunes soldats, a été reprise et répétée inlassablement sans le moindre esprit critique^[60]. »

Les anciens militants socialistes étaient sans doute les citoyens les plus enclins à partager le rêve utopique wilsonien d'une Société des Nations démocratique capable de mettre un terme définitif à la guerre. Après tout, Wilson était issu des rangs de l'élite progressiste. Cultivé, il avait les idées claires, connaissait de nombreux progressistes et se sentait chez lui dans l'univers de la théorie politique et de la pensée abstraite. Il écrivait lui-même ses discours, qui traduisaient les idéaux élevés de ces courants politiques. Autrefois marginaux, ces intellectuels sont devenus de fidèles alliés du président dans son combat pour refaire le monde par la violence. On les a acclamés et louangés comme jamais auparavant, en leur conférant une aura prestigieuse. Désormais, ils ne se sentiraient plus rejetés par l'élite du pouvoir, mais plutôt

valorisés, appréciés. En mettant leur immense talent au service de la propagande de guerre, ils ont cependant commis un suicide intellectuel et moral. Très rares sont ceux qui ont trouvé la force de résister. Leur engagement concerté pour vendre l'idée de la guerre a donné un coup fatal à la culture progressiste. En d'autres termes, se plaint Bourne :

[...] les intellectuels se sont associés aux forces les moins démocratiques de la sphère politique américaine. Ils ont laissé ceux-là mêmes que la démocratie américaine a toujours combattus mener le pays à la guerre. Ce n'est que dans un monde devenu incapable de percevoir l'ironie qu'une élite intellectuelle peut entrer en guerre avec des alliés si peu progressistes dans le but déclaré de promouvoir le progrès social et la démocratie dans le monde. Il ne reste plus personne qui puisse souligner la nature antidémocratique de ce progressisme de guerre. Quand la foi triomphe, le scepticisme devient la pire des insolences.

Après avoir étudié l'histoire auprès de Wilson à Princeton, Arthur Bullard devient journaliste et correspondant à l'étranger, notamment en Russie. Son parcours est typique de celui des intellectuels et des militants qui, en épousant la cause de la guerre, abandonneront la lutte sociale au profit de la propagande d'État. Bullard, qui publie souvent sous le nom de plume d'Albert Edwards dans le périodique probolchevique *The Masses* ainsi que dans le *Harper's Magazine*, affiche une feuille de route impeccable en tant que journaliste d'enquête et militant pour les droits sociaux. Après un passage de deux ans à l'université Hamilton, il travaille comme agent de probation pour la New York Prison Association. Ébranlé par la lecture de reportages sur les dures conditions de vie de la classe ouvrière, il décide de s'installer à la maison d'accueil University, dans le Lower East Side. À son arrivée, il découvre que, en plus des travailleurs du settlement movement^[61] qui y vivent, la maison regorge d'écrivains de gauche. Parmi eux se trouvent William English Walling, cofondateur de la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP), le lauréat du prix Pulitzer Ernest Poole, Howard Brubaker, futur chroniqueur au *New Yorker*, Hamilton Hold, journaliste et rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Independent*, et Walter Weyl,

auteur et cofondateur de *The New Republic*. Ces écrivains rédigent des articles et des livres sur les conditions de logement et d'emploi des travailleurs du Lower East Side, et s'intéressent en particulier aux effets des conditions de travail inhumaines et de la pauvreté sur les femmes et les enfants. Socialistes déclarés, ils soutiennent activement les révolutionnaires russes qui cherchent alors à renverser le tsar Nicolas II. En 1905, Poole, Walling et Bullard (alors attaché de presse des *Friends of Russian Freedom in America*) vont en Russie pour couvrir la révolution avortée et ses suites. Là-bas, ils nouent des contacts avec des intellectuels, des écrivains, des artistes et des révolutionnaires. Bullard fournit une série d'articles sur la Russie (il parle un peu le russe) au *Harper's Magazine* et au *Collier's*. Dans un reportage signé Albert Edwards et publié par le *Collier's* le 28 avril 1906, il écrit :

J'ai fait ce voyage afin de constater dans quelle mesure l'armée russe arrive, en se livrant au terrorisme, à écraser le mouvement révolutionnaire. Je suis convaincu qu'elle n'y arrivera pas. Elle n'a pas réussi à capturer ses chefs. Elle n'a pas su désarmer la population. Elle s'est montrée incapable d'éteindre le feu de la révolution qui embrase la masse des paysans. Les exécutions sommaires, la flagellation et les incendies criminels n'ont fait que jeter de l'huile sur le feu, transformant l'indignation en soif de vengeance, le mécontentement en inébranlable volonté de changement, l'hostilité en haine.

L'article se conclut ainsi :

Le général Orloff est un militaire. On lui a donné l'ordre d'écraser la rébellion dans ces provinces. Il s'est exécuté, et s'exécute toujours, mais tant bien que mal, car il n'a pas suffisamment de soldats et de munitions pour aller jusqu'au bout. La position du gouvernement est parfaitement logique, mais repose sur un principe erroné, à savoir qu'on serait en plein Moyen Âge et que l'existence d'un État reposerait sur la crainte de ses sujets^[62].

Ayant été témoin de la puissance de l'idéalisme révolutionnaire et de la propagande, Bullard est d'avis que les lois rigoureuses sur la censure et l'espionnage défendues par Wilson en 1917 pourraient produire des effets contraires à ceux attendus, d'autant plus que bon nombre d'Américains considèrent que ce sont les banquiers et les industriels qui mènent le pays vers la guerre. Ceux-ci, en effet, veulent s'assurer que les puissances européennes leur

rembourseront les prêts colossaux qu'ils leur ont consentis, chose impossible en cas de victoire de l'Allemagne. Bullard a compris que la propagande peut être une arme beaucoup plus efficace que la répression en nourrissant le sentiment nationaliste et la soif de violence qui rendent la guerre possible. Orientée de manière appropriée, la population deviendrait plus encline à accueillir avec enthousiasme l'idée d'entrer en guerre. Au début de 1917, il fait parvenir un exemplaire de son livre *Mobilizing America* au président Wilson dans le but d'influencer la conduite de ses projets bellicistes. Si le gouvernement avait la haute main sur tous les mécanismes d'information et appliquait les méthodes les plus créatives pour faire passer son message, y affirme Bullard, il pourrait endoctriner la population sans recourir à la coercition : « Vérité et mensonge sont des notions arbitraires. Rien n'indique que l'une soit préférable à l'autre. [...] Il existe des vérités insignifiantes et des mensonges indispensables. [...] La force d'une idée réside dans sa capacité à inspirer les gens. Qu'elle soit vraie ou fausse importe peu. »

Bullard suggère à Wilson de former une grande « agence de publicité qui rappellerait constamment à la population l'importance d'appuyer les soldats envoyés au front. Elle réquisitionnerait une partie de la une de tous les quotidiens, formerait un “détachement” de rédacteurs chevronnés ayant pour mandat d'alimenter le public en “articles sur l'armée”, et mettrait sur pied un corps d'attachés de presse. [...] Afin de mener à fond le combat pour la démocratie, explique-t-il, il est essentiel que la population comprenne bien la situation^[63] ».

En examinant ses archives pendant tout un après-midi à la bibliothèque des manuscrits Seeley G. Mudd de l'université Princeton, j'ai constaté que Bullard plaidait sans relâche contre la censure directe que Wilson envisageait d'imposer. Le 11 mars 1917, Walter Lippmann fait parvenir à Wilson une lettre personnelle dans laquelle il reprend la proposition de Bullard de créer une agence de publicité gouvernementale. Il explique au

président qu'on pourrait vendre la guerre à une population sceptique en entretenant « une opinion publique saine^[64] ». Lippmann (en particulier dans son ouvrage intitulé *Public Opinion*, paru en 1922) se démarque comme l'un des plus sombres personnages de l'époque. En tant qu'intellectuel, il joue le rôle d'un Grand Inquisiteur : craignant le pouvoir populaire, il est assez intelligent pour savoir manipuler l'opinion publique. La guerre révélera sa grande clairvoyance, et *Public Opinion* deviendra le livre de chevet de la nouvelle élite du pouvoir.

Wilson comprend le message. Il accepte de mettre sur pied l'agence proposée par Lippmann et Bullard et d'en confier les rênes à des progressistes et à des artistes. « Ce n'est pas une armée que nous devons former et entraîner à la guerre : c'est une nation », déclare-t-il^[65]. Une semaine après la déclaration de guerre, le président institue le *Committee for Public Information* (CPI). Dirigé par l'ancien journaliste d'enquête George Creel, celui-ci prend vite le surnom de « commission Creel » et devient la première machine de propagande moderne. Le CPI n'a pas pour unique objectif de faire passer des messages favorables à la guerre : il vise aussi à discréditer ceux qui tentent de contester la participation des États-Unis au conflit, admet Creel. Ce dernier, qui connaît bien le monde du journalisme, entreprend d'anéantir les réseaux d'information, alors décentralisés et diversifiés. Pendant la période de neutralité d'avant la guerre, écrira-t-il dans ses mémoires :

[La nation] était déchirée entre mille et un préjugés, tandis que l'opinion publique était assommée et embrouillée par les propagandes contradictoires des Alliés et des Allemands. Dans l'ouest du pays, il régnait un isolationnisme persistant ; dans le nord-ouest, on ne parlait que d'une « guerre des riches » ne visant qu'à protéger les prêts consentis par Wall Street ; les hommes et les femmes d'origine irlandaise se disaient « neutres », n'ayant cure de savoir qui frappait l'Angleterre ; dans chaque État se trouvaient des démagogues pestant contre les « va-t-en-guerre », bien que les DuPont et autres prétendus « marchands de la mort » n'eussent jamais eu les moyens d'armer le moindre groupe de chasseurs d'écureuils^[66].

Les nouvelles, qui jusqu'alors reflètent les discours et les débats locaux, permettant ainsi au pouvoir d'être au fait des opinions et

des préoccupations des communautés, devront désormais émaner d'en haut. Elles devront marquer le rythme de la propagande en relayant un discours belliciste cohérent et en étouffant ou en discréditant les voix dissidentes. Le message relayé par la presse devra déteindre sur les moindres aspects de la vie culturelle américaine, du théâtre à la publicité, en passant par le cinéma et la littérature. La grande diversité des journaux et la pluralité d'opinions, de préoccupations et de perspectives qu'elle permet devront être encadrées, contrôlées. Toutes les informations sur la guerre devront émaner d'une seule source : les propagandistes devront « s'en tenir au message », comme le diront les générations suivantes. La cohésion des idées devra être totale. Les efforts de Creel, dont l'agence comptera des milliers d'employés à la fin de la guerre, auront deux conséquences : la saturation du pays par la propagande et le démantèlement de la presse locale et indépendante. Une fois la guerre terminée, le secrétaire d'État Robert Lansing portera le président aux nues en le qualifiant de « plus grand propagandiste de l'ère moderne^[67] ». Aucun président américain n'aura autant porté atteinte à l'indépendance et à la liberté de la presse ni autant nui à l'avancée des réformes sociales que Wilson.

Alimentés par Creel de propagande maquillée en communiqués de presse, les journaux entreprennent ainsi une vaste campagne de manipulation de l'opinion publique en se targuant de faire du journalisme. Non seulement ils reprennent sans broncher les pires balivernes que leur fournit le CPI, comme ces nouvelles fabriquées de toutes pièces relatant de prétendus crimes de guerre commis par les Allemands, mais ils mettent aussi en doute le patriotisme des dissidents.

« Des extrémistes s'affairent pour une paix allemande », titre le New York Times du 24 juin 1917. Le chapeau dit ceci : « Une propagande bien financée, diffusée par une légion de scribes installés dans de vastes bureaux, déferle sur le pays. Elle véhicule des idées en provenance de Russie. Elle propose qu'un conseil des

soldats et des travailleurs prenne la direction de la guerre. »
L'article se poursuit ainsi :

Un groupe d'hommes et de femmes, représentatif de tout le spectre des opinions contestataires et pacifistes, a entrepris aux États-Unis une campagne visant à susciter un sentiment favorable à la paix en reprenant des positions soutenues par les révolutionnaires russes les plus radicaux et les plus utopistes.

Autrement dit, la paix qu'ils promeuvent aux quatre coins du pays ressemble à maints égards à celle que favorise le gouvernement allemand, selon des personnes bien au fait des vues du kaiser et de ses partisans absolutistes. Des gens haut placés dans ce nouvel appareil de propagande ne démentent pas que si l'Allemagne cessait de lancer des attaques sous-marines, ils militeraient pour que les États-Unis se séparent des Alliés pour conclure une paix séparée avec Berlin.

Cet organisme prônant la paix à tout prix compte dans ses rangs un certain nombre d'Allemands et quantité d'extrémistes d'autres origines. Nommé People's Council of America, il dit bénéficier du soutien de diverses organisations, comme la Collegiate Anti-Militarist League, dont deux membres ont été récemment reconnus coupables d'une conspiration visant à entraver les lois militaires du pays, l'Emergency Peace Federation, qui était très occupée dans les jours ayant précédé la déclaration de guerre à l'Allemagne, et la soi-disant American Union Against Militarism.

Il semble que le People's Council, comme ses membres l'appellent, soit très bien financé. Il dispose de vastes bureaux dans l'Educational Building, sis au 70 de la 5^e Avenue, où une armada de sténographes et de secrétaires s'activent à envoyer des lettres et de la documentation prônant entre autres la création aux États-Unis d'un « conseil des soldats et des travailleurs » semblable à ceux qui existent désormais en Russie.

Dans une des brochures qu'il diffuse, on peut lire ceci : « Nous espérons que notre People's Council se fasse l'écho du désir de paix des États-Unis de manière tout aussi claire et efficace que les conseils de travailleurs et de soldats parlent pour la Russie. »

Un autre document affirme que l'organisme milite pour « une paix hâtive, généralisée et démocratique qui pourrait être assurée grâce à la négociation, en accord avec les principes déterminés par la nouvelle Russie ». Plus loin, on y dénonce le président en affirmant, par simple déduction, que « les États-Unis ont renoncé à l'honneur de porter la paix et participent maintenant à un carnage à l'échelle mondiale ».

« Chaque jour », affirme une autre brochure de propagande publiée par l'organisme, « les droits constitutionnels que sont la liberté d'expression, la liberté de presse et la liberté d'association sont bafoués. »

Dans les bureaux du People's Council, on admet volontiers que l'intention de ses dirigeants est d'inonder le pays de propagande et de dépêcher des orateurs et des agitateurs aux quatre coins du pays. Le chef syndical Joseph D. Cannon est chargé de faire de l'agitation chez les mineurs de l'Ouest ; A.W. Ricker, rédacteur en chef d'un magazine, a pour mission d'implanter l'organisme chez les agriculteurs du Nord-Ouest ; James D. Maurer, agitateur syndical de Pennsylvanie, veillera sur les grands centres ouvriers de son État ; enfin, le professeur L.M. Keasbey, de l'université du Texas, et

un pasteur australien connu sous le nom de Gordon tenteront de convaincre le Sud de s'opposer au président Wilson et de se prononcer pour une paix dont les modalités sont généralement reconnues comme similaires à celles qu'accepteraient aujourd'hui les Allemands.

Parmi les membres considérés comme les plus actifs de l'organisme, mentionnons : David Starr Jordan, trésorier ; L.P. Lochner, à qui l'on attribue d'avoir su persuader Henry Ford de financer le fameux navire pour la paix^[68] ; le révérend et médecin Judah L. Magnes, Algernon Lee et Morris Hillquit, des socialistes qui, récemment, n'ont pas pu obtenir de passeports pour se rendre en Europe où avait lieu la prétendue conférence de Stockholm ; Max Eastman, rédacteur d'un pamphlet extrémiste ; J. Schlossberg, chef syndical ; Fola La Follette, fille du sénateur du Wisconsin ; W.L. Dana, professeur à l'université Columbia et membre en vue de la Collegiate Anti-Militarist League ; Emily Greene Balch, ainsi qu'une foule d'autres personnes aux opinions similaires. Tous s'opposent farouchement aux politiques militaires de l'administration Wilson.

Voici un échantillon des écrits disséminés partout au pays par le People's Council :

Chers amis, vous vous réjouirez avec nous de la progression fulgurante du désir de paix. La première Conférence américaine pour la démocratie et la paix, qui a connu son apogée au Madison Square Garden, a offert une lueur d'espoir à ceux « qui baignent dans la noirceur ».

Avec dignité, vous vous êtes tenus debout pour l'Emergency Peace Federation, et je vous remercie encore de votre appui. Cette fédération fait partie des nombreux organismes qui sont en train de se regrouper en un mouvement plus large et plus fort, chapeauté par le People's Council. Je suis certain que ce nouveau regroupement pourra compter sur votre appui indéfectible.

Le comité organisateur du People's Council entreprend une tâche colossale. La prochaine réunion aura lieu le 4 août. D'ici là, les milliers de groupes de travailleurs, d'agriculteurs, de femmes, de prêtres, de pacifistes, de socialistes, de partisans d'un impôt unique sur la terre, etc., qui composent le conseil devront désigner des délégués. Nous devons dépêcher des organisateurs qui expliqueront les objectifs du conseil, tenir des centaines d'assemblées publiques et inonder le pays de documentation.

D'ici le 1^{er} août, il nous faut amasser 50 000 dollars. Nous voulons 25 000 billets d'un dollar. Une contribution d'un dollar multipliée par 25 000 personnes a une signification dix fois plus importante que la même somme émanant de gros donateurs.

Ne pourriez-vous pas nous faire parvenir un dollar ? Vous pouvez nous en envoyer plus si cela vous est possible. Intéressez vos amis à la cause, pressez-les d'y contribuer. Nous comptons sur vous.

Avec mes cordiales salutations,

Rebecca Shelly, secrétaire aux finances

Il va de soi que les autorités fédérales auront l'œil sur les activités de cet organisme. Compte tenu de l'important soutien financier dont il bénéficie de toute évidence, et vu sa volonté affirmée de condamner les politiques du gouvernement et de susciter le mécontentement à l'égard de la loi sur la conscription, le People's Council « doit être surveillé », soutiennent les autorités compétentes, même si celles-ci ne chercheront pas à entraver ses activités tant qu'il « respectera la loi ».

Les membres du People's Council l'admettent : s'il n'en tenait qu'à eux, la France

ne récupérerait pas l'Alsace-Lorraine, la Belgique ne serait pas indemnisée pour les dommages que lui a fait subir l'Allemagne, et le torpillage du Lusitania ne serait pas vengé. En d'autres termes, le monde obtiendrait une « paix allemande »^[69].

*

* *

La propagande mise en œuvre pendant la Première Guerre mondiale, à laquelle ont collaboré des journalistes, des artistes et des romanciers, a fait école : gouvernements et entreprises ont tôt fait d'appliquer son modèle à leurs stratégies de communication et de publicité. Les arguments servis par l'administration Bush pour justifier la guerre en Irak, par exemple, étaient tirés tout droit des manuels du CPI, de même que la tactique d'ExxonMobil d'allouer 16 millions de dollars au financement d'un réseau de 43 organisations « populaires » niant la réalité du changement climatique, au recrutement de savants disposés à publier des articles, non révisés par leurs pairs, contestant les données scientifiques, et à la participation répétée de ces prétendus « experts » à des émissions diffusées à l'échelle nationale afin de semer la confusion. En appliquant ces techniques de propagande, les grandes entreprises ont saturé les ondes d'images et de slogans, assurant ainsi le triomphe de la culture de la consommation et anéantissant la notion même d'information.

« Dans les années 1909-1910, 58 % des villes américaines possédaient une presse variée, tant en termes de montages financiers que de contenus », explique Stewart Ewen dans son classique, *Consciences sous influence*. « Dès 1920, ce même pourcentage représentait celles des villes où l'information était contrôlée par un seul organe [...]. On voit nettement quel rôle joua la publicité dans cette évolution. Pendant les 30 premières années du siècle, la dépense publicitaire s'était multipliée par 13 au plan national (passant de 200 à 2 600 millions de dollars), et les principaux supports de cette croissance avaient été les périodiques, quotidiens et revues^[70]. »

Creel est à bien des égards le père fondateur des relations publiques modernes. John Dos Passos le décrivait comme un « petit bonhomme aux yeux noirs ardents et au visage laid, sous une tignasse de cheveux sombres et bouclés^[71] ». Originaire de Virginie, Creel a grandi dans une famille pauvre, farouchement attachée à la cause confédérée, qui a déménagé au Missouri après la guerre de Sécession. Il a travaillé comme reporter pour des quotidiens de Kansas City, puis comme journaliste d'enquête pour des magazines de New York. Marié à Blanche Bates, comédienne bien connue, il était animé d'une inébranlable confiance en soi et d'une énergie débordante. Sa lecture de la réalité était plutôt manichéenne : il peignait le monde en noir et blanc, avec des traits grossiers. « “Pour Creel, écrivait Mark Sullivan [...], il n'existe que deux catégories d'hommes : les salopards et les plus grands hommes qui aient jamais vécu. Cette seconde catégorie comprend tous ceux qui partagent l'opinion de Creel, quel que soit le problème dont il s'occupe à ce moment-là.” Et Creel reconnaissait lui-même : “Il faut admettre que l'objectivité ne fait pas partie de ma personnalité ; j'ai bu les préjugés avec le lait maternel, pour être ensuite nourri de sectarisme.”^[72] »

Le pouvoir de Creel, qui avait un accès direct à Wilson, en irritait plus d'un à Washington. La fin de la guerre le rendrait moins utile, et, malgré de nombreuses tentatives, il ne retrouverait jamais l'influence qu'il avait eue. Dans les années qui ont suivi, il a pris part à deux affaires douteuses. La première d'entre elles était une entreprise plus ou moins honnête de vente par correspondance basée à Manhattan, le Pelman Institute of America, qui proposait un programme de perfectionnement appelé « pelmanisme ». Ses clients se voyaient promettre qu'ils apprendraient « à penser, à exploiter pleinement les capacités dont ils sont conscients et à développer celles dont ils ne sont pas conscients », et que la pratique du « pelmanisme » ferait augmenter leur salaire « de 20 % à 200 % ». Par la suite, Creel a été impliqué dans le scandale pétrolier du Teapot Dome : devant une commission d'enquête du

Sénat tenue en 1924, il a reconnu avoir accepté un pot-de-vin de 5 000 dollars afin de convaincre le secrétaire à la Marine Josephus Daniels, avec qui il avait travaillé pendant la guerre, de louer à des intérêts privés deux champs pétrolifères appartenant à l'État. En 1934, il s'est présenté contre Upton Sinclair aux primaires démocrates pour le poste de gouverneur de la Californie, mais a perdu. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le président Franklin Roosevelt – qui, tandis qu'il était secrétaire adjoint à la Marine lors du premier conflit, avait fini par ne plus supporter l'arrogance de Creel – a refusé à celui-ci la possibilité de travailler au Bureau de l'information de guerre. Dans les dernières années de sa vie, Creel s'est fait chantre de l'anticommunisme et des causes d'extrême droite, collaborant avec le sénateur Joseph McCarthy et le représentant Richard Nixon pendant la chasse aux sorcières de la fin des années 1940. Voilà une issue peu surprenante.

Mais, en 1917, Creel sait que, pour arriver à vendre l'idée de la guerre, il devra neutraliser de puissants mouvements sociaux qui non seulement s'opposent à l'engagement des États-Unis dans le conflit, mais ont aussi révélé le caractère odieux et cruel d'industriels comme John D. Rockefeller. Les syndicats, les journalistes progressistes, les pacifistes, les isolationnistes, les nombreux immigrants qui détestent les Britanniques et le million de membres du Parti socialiste dirigé par Debs (qui, le 7 mars, déclare qu'il préférerait être fusillé comme traître plutôt que de « partir en guerre pour Wall Street^[73] ») constitueront des obstacles à la guerre si on les laisse s'exprimer librement. Les Industrial Workers of the World (IWW), syndicat comptant 100 000 membres surnommés les wobblies, auxquels s'ajoutent sans doute 200 000 sympathisants actifs, dénoncent la guerre en la qualifiant d'entreprise d'exploitation capitaliste, encouragent le refus de la conscription et lancent des appels à la grève.

Les inquiétudes de Wilson quant au manque d'enthousiasme de la population envers son projet s'avèrent fondées. Les taux d'enrôlement sont dérisoires : d'avril à la mi-mai, seuls 73 000

jeunes hommes se portent volontaires. Le gouvernement se voit contraint d'imposer la conscription. C'est à ce moment que Creel se met au travail.

Creel et son équipe, qui comprend des artistes, des caricaturistes, des graphistes, des cinéastes, des journalistes et des spécialistes en relations publiques, saturent de propagande la vie culturelle et intellectuelle américaine. Ils y parviennent en repoussant les frontières traditionnelles de la propagande. Le CPI crée 19 divisions, dont une division des contenus souscrits pour laquelle travailleront des romanciers, des auteurs de nouvelles et des essayistes. Dans leurs textes, qui, estime-t-on, rejoignent chaque mois 12 millions de lecteurs, ces écrivains dissimulent un message favorable à la guerre et au gouvernement. Le pays est tapissé d'affiches et d'annonces publicitaires pour la guerre. Faisant honneur à sa réputation d'immoralité, Hollywood produit à la chaîne de populaires films de guerre, dont *The Kaiser: The Beast of Berlin*, *Wolves of Kultur* et *Pershing's Crusaders*. Le film *To Hell with the Kaiser* est si populaire que la police antiémeute du Massachusetts doit intervenir auprès d'une foule en colère qui s'est vu refuser l'admission au cinéma. La division cinéma du CPI gagne tant d'argent qu'elle pourrait presque s'autofinancer.

Le comité de Creel entretient des relations directes avec 18 000 journaux, 11 000 agences de publicité et annonceurs nationaux, 10 000 chambres de commerce, 30 000 associations de fabricants, 22 000 syndicats, 10 000 bibliothèques publiques, 32 000 banques, 58 000 magasins généraux, 3 500 succursales du YMCA, 10 000 membres du Council of National Defense, 1 000 clubs de publicitaires, 56 000 bureaux de poste, 55 000 chefs de gare, 5 000 centres de recrutement, 100 000 sections de la Croix-Rouge et 12 000 agents commerciaux^[74]. Tous ces établissements sont abreuvés quotidiennement de propagande de guerre créée sur mesure selon leurs champs d'intérêt. Les quelques organisations réticentes à relayer cette propagande sont contraintes de fermer leurs portes.

Dans un rapport de 1920 intitulé *How We Advertised America*, Creel écrit :

La guerre ne s'est pas seulement déroulée en France. Nous menions un combat pour l'esprit des gens, pour la « conquête de leurs convictions », et la ligne de front traversait tous les foyers de tous les pays.

C'est par cette reconnaissance de l'opinion publique comme force de premier plan que la Grande Guerre s'est le plus fondamentalement distinguée de tous les conflits précédents. Les forces en présence n'étaient pas seulement des groupes de soldats armés, mais aussi des idéaux qui s'entrechoquaient ; les jugements moraux avaient une valeur aussi importante que les décisions militaires. [...] En tous points, et ce, de la première à la dernière heure, nous avons mené une véritable campagne de publicité, une vaste entreprise de vente, la plus grande expérience publicitaire du monde. [...]

Nous n'avons ignoré aucun aspect de la vaste machine de guerre et nous n'avons négligé aucun support : imprimés, discours, cinéma, télégraphe, radio, affiches, enseignes... Nous les avons tous mis au service de notre campagne visant à faire comprendre à nos concitoyens et aux autres peuples les raisons qui poussaient les États-Unis à prendre les armes. [...] Ce qui s'imposait, plus qu'une unité superficielle, était une foi profonde dans la cause de notre pays, une détermination à fondre le peuple américain en un bloc ardent, mû par la fraternité, le dévouement, le courage et une détermination inébranlable^[75].

La salle de presse du CPI fabrique des nouvelles qu'elle envoie quotidiennement aux journaux du pays dans le but de faire connaître des « faits » relatifs à la guerre. Le conseil dispose aussi d'une division des langues étrangères qui, grâce à son armée de traducteurs, veille à ce que les journaux étrangers publient des articles proaméricains. Son service des conférences, lui, dépêche des orateurs surnommés « four-minute men » dans des salles de cinéma, des églises ou d'autres lieux publics bondés, voire dans la rue : ils s'y lèvent et y font de courts discours pour la guerre en invitant les gens à se procurer des obligations de guerre, les fameux Liberty Bonds. À la fin de la guerre, 75 000 orateurs auront prononcé des discours de quatre minutes spécialement préparés pour eux par le CPI. Creel les surnomme « la garde stentorienne ». Le comité publie aussi des « livres rouge, blanc et bleu », essais soutenant l'effort de guerre écrits par des universitaires et des historiens de renom, dont John Dewey et Walter Lippmann. Les journaux ne sont jamais censurés directement, mais le CPI leur donne des consignes et les inonde de documents favorables à la

guerre, qu'ils reproduisent sous forme d'articles. John Dos Passos témoigne :

On trouvait des affiches du CPI dans toutes les postes, leurs bulletins sur tous les tableaux d'affichage. Les hebdomadaires destinés aux campagnes et les journaux professionnels vivaient entièrement sur les clichés d'articles composés par Creel. Dans un laps de temps étonnamment bref, George Creel obtint que la nation entière – à l'exception évidemment d'une minorité peu honorable qui tenait à se faire une opinion par elle-même – répète tous les slogans émanant du bureau même du président, qui voulait se battre avec des mots, pour que la « démocratie puisse vivre en sécurité dans le monde »^[76].

Les quelques personnalités qui résistent, comme Bourne, Addams, Debs, Emma Goldman ou Bertrand Russell, deviennent des parias. Avec le concours de Creel, la presse les accuse de manquer de loyauté et d'appuyer l'Allemagne. La socialiste Addams, qui a fondé la maison Hull à Chicago dans le but d'aider les familles pauvres et ouvrières, est huée lorsqu'elle se prononce contre la guerre au Carnegie Hall et se voit étiqueter comme antipatriotique par le New York Times. Dès 1915, elle a noté le changement d'attitude de la presse, qui s'est mise à « donner du pacifisme une image si aberrante que celui-ci a perdu toute influence, et à discréditer les militants antiguerre à un point tel que rien de ce qu'ils pourraient dire n'est plus digne de la moindre attention ». Dans *Peace and Bread in Time of War*, elle écrira que « cet effort concerté de dénigrement de la part des journaux de toutes les tendances était pour moi du jamais vu^[77] ». Ces attaques viennent à bout des voix dissidentes. En 1902, *Appeal to Reason*, journal socialiste qui, depuis 1897, offrait une tribune à des écrivains comme Jack London, Upton Sinclair, Mary « Mother » Jones et Debs, tirait à 150 000 exemplaires, ce qui en faisait le quatrième hebdomadaire en importance au pays. En raison de son opposition à la guerre, qui n'a pourtant rien de bien marginal au début du conflit, il est bientôt soumis à une énorme pression. En appliquant l'*Espionage Act*, qui interdit la publication de matériel pouvant nuire à l'effort de guerre, l'État parvient à censurer son contenu. Un autre journal de gauche, *The Masses*, décide

d'interrompre ses activités pour la durée du conflit, tandis qu'Appeal to Reason cède à la contrainte et accepte, non sans réticences, de soutenir l'effort de guerre. Le travail de Creel a un effet cataclysmique sur le débat public et la culture.

Les écoles et les collèges abandonnèrent les cours d'allemand, écrit Dos Passos. Les plats allemands disparurent des menus. Toutes les manifestations de la culture étrangère devinrent suspectes : les opéras allemands ne figurèrent plus au répertoire et la campagne lancée contre la musique allemande atteignit son apogée avec l'arrestation du Dr Karl Muck, le chef de l'orchestre symphonique de Boston, homme âgé et admiré de tous^[78].

Le virus du nationalisme infecte toutes les sphères de la société. Les teckels sont rebaptisés « chiens de la liberté ». La City University de New York diminue le nombre d'unités de valeur attribuées à tous ses cours d'allemand. L'usage de l'allemand est banni des écoles publiques de 14 États. Les Américains d'origine allemande deviennent des boucs émissaires très commodes (comme le seront leurs compatriotes d'origine japonaise pendant la Seconde Guerre mondiale). À Van Houten (Nouveau-Mexique), une foule hargneuse accuse un mineur immigré d'appuyer l'Allemagne : elle le force à s'agenouiller, à embrasser le drapeau et à crier « Que le kaiser aille au diable ». En avril 1918, Robert Prager, un mineur de charbon né en Allemagne qui a tenté de s'enrôler dans la marine, mais qu'on a réformé pour des raisons médicales, est accusé par une meute de 500 personnes de stocker des explosifs en banlieue de Saint-Louis. Après l'avoir déshabillé et drapé dans la bannière étoilée, la foule traîne l'homme, qui titube, pieds nus, dans les rues de la ville, puis le lynche en poussant des hourras. Les meneurs du lynchage se présentent à leur procès arborant des rubans tricolores. Leurs avocats qualifient l'assassinat de « meurtre patriotique » justifié. Au bout de 25 minutes de délibérations, le jury rend un verdict d'acquittement. Un des jurés s'écrie : « Aujourd'hui, personne ne pourra nous accuser de manquer de loyauté. » À propos du procès, le Washington Post écrit : « Malgré quelques excès comme le lynchage, voilà un réveil salutaire de l'Amérique profonde. »

Jamais on ne trouvera les explosifs que Prager était soupçonné de stocker.

L'affaiblissement considérable des forces populistes pendant la guerre ouvre la voie à leur anéantissement une fois le conflit terminé. La propagande de guerre, qui a la peur pour moteur et la haine pour message, change alors immédiatement de cible, passant des Allemands aux communistes. Le jour du deuxième anniversaire de la révolution russe, soit le 7 novembre 1919, les premières rafles de Palmer ont lieu : plus de 10 000 présumés communistes et anarchistes sont arrêtés, dont bon nombre seront détenus sans procès pendant de longues périodes. Une fois sortis de prison, des émigrés russes comme Emma Goldman, Alexander Berkman, Mollie Steimer et 245 autres sont déportés en Russie. En novembre 1922, *Appeal to Reason* est réduit au silence.

En 1919, on peut lire sous la plume de Berkman et Goldman, dans *Deportation : Its Meaning and Menace* :

En menant une campagne publicitaire d'une ampleur inouïe, en se livrant au mensonge, à la fourberie, à l'exagération et à la dissimulation, en faisant constamment appel aux instincts les plus vils de l'être humain de même qu'à ses inclinations les plus nobles, en ayant recours aux méthodes les plus originales qu'on puisse imaginer, les grands intérêts financiers, aidés par tous les Junkers^[79] de ce monde, ont entraîné l'humanité dans la guerre mondiale.

La haine, l'intolérance, la persécution et la répression, leviers « éducatifs » on ne peut plus efficaces pour préparer les esprits à la guerre, imprègnent désormais le cœur même du pays et distillent leur redoutable poison dans toutes les sphères de la vie sociale. Il n'y a toutefois plus de « boche » à haïr et à lyncher. [...] Néanmoins, ces monstres de Frankenstein, nourris d'intolérance et de répression, qu'a créés la campagne pour la guerre sont toujours là, bien en vie, et cherchent un exutoire à l'amertume et à la souffrance qu'ils ont accumulées. Ah, mais voilà justement les radicaux, les bolcheviks ! Y a-t-il meilleures proies pour ces créatures^[80] ?

« Nombreux sont ceux qui ont cru que le progressisme avait pour corollaire la liberté de connaître et d'exprimer non pas ce qui est populaire ou convenable, voire patriotique, mais ce qu'ils considèrent comme vrai », écrira pour sa part Jane Addams. « Ces mêmes progressistes constatent aujourd'hui que la guerre a eu pour conséquence directe la domination de la masse sur l'individu, à tel point qu'on peut parler d'une véritable révolution dans nos

relations sociales^[81]. »

Le CPI ferme ses portes le 12 novembre 1918, soit le lendemain de l'armistice. Les activités de sa division étrangère, elles, cessent quelques mois plus tard. Ses employés n'ont néanmoins aucune difficulté à se reclasser. Le politologue Harold Lasswell, auteur de *Propaganda Technique in the World War*, l'une des meilleures études sur la puissance de la nouvelle propagande, note que la plupart des experts du conseil sont immédiatement attirés vers les bureaux du gouvernement ou des grandes entreprises à Washington et à New York. Deux ans plus tard, le directeur de la division étrangère du CPI écrira : « L'histoire de la propagande pendant la guerre vaudrait à peine qu'on s'y attarde si ce n'était d'une réalité : elle n'a pas pris fin avec l'armistice. Loin de là ! Les méthodes inventées et expérimentées pendant le conflit ont une valeur inestimable pour les gouvernements et les groupes d'intérêts particuliers. » Edward Bernays, neveu de Freud et père des relations publiques modernes, a travaillé pour Creel en Amérique latine et est devenu une figure importante du milieu de la publicité. Il prend fait et cause pour la propagande en tant qu'instrument de contrôle pour l'État et la grande entreprise : « C'est, bien sûr, l'étonnant succès qu'elle a rencontré durant la guerre qui a ouvert les yeux d'une minorité d'individus intelligents sur les possibilités de mobiliser l'opinion, pour quelque cause que ce soit », écrit-il en 1928 dans *Propaganda*. « Il était donc tout naturel qu'une fois la guerre terminée les gens intelligents s'interrogent sur la possibilité d'appliquer une technique similaire aux problèmes du temps de paix^[82]. »

Cette nouvelle entreprise de fabrication de l'opinion publique ne fait pas l'unanimité. En 1918, John Dewey s'en prend à ceux qui, au quotidien, maquillent désormais la propagande en information : « On s'inquiète de ce que les gens entendent et apprennent, écrit-il. Une fois éveillée en temps de guerre, l'attention portée avec paternalisme à la provenance des idées des gens se déplace vers les enjeux propres au temps de paix^[83]. » Dewey constate la

manipulation dont fait l'objet la couverture journalistique de la Russie postrévolutionnaire. En 1919, l'hebdomadaire *The Nation* lui donne raison en affirmant :

Ce qui concerne la Russie offre l'exemple le plus frappant de ce que peut accomplir la propagande du gouvernement. [...] Nuits de la Saint-Barthélemy qui n'ont jamais eu lieu, rumeurs les plus folles sur les femmes et le communisme, prétendus meurtres, oui-dire de massacres... Des nouvelles émanant d'obscures feuilles de chou scandinaves sont relayées avec célérité aux États-Unis, tandis que sont occultées toute information favorable aux Soviétiques, toute réussite de leur part.

Le boche, objet de haine et de mépris pendant la guerre, est remplacé par le bolchevique. La manipulation par la peur, qui a consolidé le pouvoir de l'élite au cours du conflit, est systématiquement pratiquée pour dénicher ceux qu'on qualifie d'« ennemis intérieurs » et repousser les « ennemis extérieurs ». Cependant, bien plus que les chasses aux sorcières menées par l'État, c'est la publicité d'entreprise qui s'avérera la plus funeste. Les journalistes sont confrontés à de vastes campagnes de propagande bien orchestrées et bien financées, ainsi qu'à la concurrence des instruments de persuasion par l'émotion qu'ont perfectionnés les artisans de la propagande. Comme le journalisme intègre doit s'en tenir aux faits, à une couverture équilibrée et objective, les techniques de propagande sophistiquées qui font appel aux émotions, créent des pseudo-événements pouvant être confondus avec la réalité et prennent constamment le pouls de la population à l'aide de sondages afin de lui faire croire qu'on lui offre ce qu'elle désire se retrouveront entre les mains des ennemis de la vérité. La population sera conditionnée, écrira Bourne, à employer un langage où « de vulgaires syllogismes tiennent lieu d'analyse, où la réalité est réduite aux apparences [et] où ce qu'on voit est déterminé par le désir^[84] ».

La guerre a rendu possible la destruction de la diversité culturelle américaine (les États-Unis possédaient jadis des cultures régionales bien distinctes) par la communication de masse. Celle-ci a transformé la consommation en compulsion et aplani les différences culturelles. La culture d'entreprise a pulvérisé les

vieilles valeurs relatives à l'épargne, les identités régionales avec leur iconographie, leur esthétique et leur histoire, la diversité des traditions issues de l'immigration, l'autosuffisance et la presse décentralisée qui offrait aux citoyens un regard sur leur collectivité. Les publicitaires ont créé de nouveaux désirs et de nouveaux comportements voués à remplacer les anciens. Selon les grands prêtres de la culture d'entreprise, les merveilles de la consommation de masse et de l'homogénéité culturelle permettraient d'apaiser les frustrations et le mécontentement des individus. Les cultures américaines ont été remplacées par une culture de pacotille et des mœurs politiques à l'avenant ; aujourd'hui, debout sur le tas de cendres qui en reste, on peut mesurer l'étendue des ruines. Les slogans de la culture publicitaire font désormais office de sens commun, privant les citoyens des mots qui auraient pu les aider à comprendre ce processus d'anéantissement.

Une fois la guerre terminée, alors qu'on regroupe les journaux en chaînes, les voix locales et indépendantes sont réduites au silence. Dans leurs pages, le glissement de la haine du boche à celle du rouge s'opère avec fluidité. La propagande associe dans un premier temps les communistes à la machine de guerre allemande. Le 15 juin 1919, le New York Times résume une enquête sénatoriale sur le communisme. L'article relate que des témoins anticomunistes s'y sont succédé en assurant aux sénateurs que Lénine et Trotski étaient des agents allemands et que l'Allemagne avait financé la Révolution soviétique. Des « experts » y ont déclaré que le nouveau régime soviétique, émanation de l'« Antéchrist », appuyait sans réserve des cliniques d'« amour libre ». Un témoin, le révérend George Simons, a affirmé aux sénateurs que, « pendant la prétendue révolution bolchevique, plus de la moitié des agitateurs parlaient yiddish, et [que] la plupart de ces “juifs apostats” provenaient du Lower East Side de Manhattan ». C'est ce même Simons qui a soutenu que la Révolution avait été financée par l'Allemagne, ce qui a fait dire au

sénateur de la Caroline du Nord Lee Overman : « Il serait vraiment étonnant que le mouvement bolchevique ait débuté aux États-Unis et ait été commandité par les Allemands, n'est-ce pas ? » Le sénateur de l'Utah William King a demandé au même témoin s'il est vrai que les hommes bolcheviques « violent, kidnappent et spolient les femmes comme bon leur semble ». « Certainement », lui a-t-il répondu, ajoutant qu'ils sont « les plus sales chiens » qu'il ait vus dans sa vie. Voilà des témoignages aussi fantaisistes et absurdes que la pléthore d'histoires fabriquées de toutes pièces qu'on racontait pendant la guerre, comme celle où des soldats allemands entraient dans des couvents pour violer les religieuses. Ce sont néanmoins des fabulations du genre qui pousseront le pays dans la passivité politique. Les chasses aux sorcières communistes qui auront lieu ultérieurement ne seront pas moins simplistes et grossières.

L'article du New York Times sur les huit mois d'enquête du comité sénatorial est chapeauté de ce titre : « Les sénateurs révèlent la signification du bolchevisme aux États-Unis. » On y énumère 29 « éléments clés du programme bolchevique actuellement mis en œuvre en Russie et présenté au reste du monde comme un remède à tous les maux ». Parmi ceux-ci, mentionnons : « la confiscation de toutes les usines, de toutes les mines et de toutes les industries et le transfert de leur gestion à leurs employés » ; « la séparation absolue de l'Église et de l'école » ; « la mise en œuvre, par l'entremise de lois sur le mariage et le divorce, d'un stratagème pour légaliser la prostitution dans les cas où les deux parties consentent à y prendre part » ; « le refus de reconnaître la suprématie de Dieu sur les activités du gouvernement et des tribunaux » ; « l'octroi de la citoyenneté aux étrangers sans égard à la durée de leur séjour ou aux renseignements dont on dispose sur eux^[85] ».

Le débat public et le discours politique ont été contaminés par les serments de loyauté, la crainte paranoïaque des espions et le mépris de la dissidence. Après la Seconde Guerre mondiale, on a

invoqué l'appréhension de menaces intérieures et extérieures pour convaincre la population de la nécessité d'affecter une proportion ahurissante – la moitié – des dépenses publiques à la défense. Au nom de la lutte contre le communisme à l'échelle mondiale, les États-Unis ont englouti des milliards de dollars supplémentaires dans les agences de renseignement pour soutenir de cruels dictateurs en Amérique latine, au Moyen-Orient, en Asie et en Afrique. Feuilletons et poèmes pittoresques, affaires locales, débats municipaux et autres formes d'expression populaire qui jadis occupaient l'avant-plan dans la presse ont disparu des pages des journaux de masse, remplacés par les potins sur les célébrités, la nouvelle rhétorique enragée de la guerre froide et les chroniques souscrites à l'échelle nationale. La presse est devenue tout aussi commerciale et centralisée que les autres domaines de la culture de masse.

L'industrie de la propagande a procuré des revenus publicitaires colossaux à tous les organes de communication de masse. Elle a toutefois considérablement restreint la portée de ce dont il est convenable de débattre, et a rendu possible la concentration de la presse aux mains d'une demi-douzaine d'entreprises gigantesques : de nos jours, les Viacom, Disney, General Electric et autres News Corporation diffusent pratiquement tout ce qu'on voit, entend et lit. La propagande a fait des nouvelles la chambre d'écho de l'élite du pouvoir.

*

* *

Au tournant du xx^e siècle, les mouvements progressistes et révolutionnaires adhéraient à l'idéal voulant qu'il soit possible de réaliser l'utopie en combinant détermination, intégrité et réformes aux avancées de la science et de la technologie. Ils s'appuyaient sur « l'hypothèse que l'histoire de l'humanité obéit à une logique de changement [...] irréversible allant dans une seule direction : le

progrès », écrit l'historien Sidney Pollard^[86]. Fini le temps où les pauvres devaient attendre d'aller au ciel, croyait-on : les institutions humaines apporteraient justice et prospérité.

Stimulée par l'essor de la presse indépendante, les syndicats militants, les maisons d'accueil pour ouvriers, les campagnes contre la pauvreté et la prospérité croissante des États-Unis apportée par la révolution industrielle, l'élite progressiste a soutenu les institutions – en particulier l'État – en tant qu'instruments du progrès. Cette confiance a donné naissance à une nouvelle forme de progressisme, ayant pris ses distances des variantes progressistes initiales du libéralisme classique. Bien que ces philosophies aient partagé certains éléments comme le respect des droits individuels, la nouvelle élite progressiste appartenait clairement au camp des utopistes. Elle croyait fermement que l'État devait mettre en œuvre des réformes afin de parvenir à une société juste. Tout en partageant les idéaux des Lumières, le libéralisme classique était quant à lui passablement sceptique sur la perfectibilité de l'être humain, et avait une conscience aiguë de la nature et de la puissance du mal. Le nouveau progressisme, lui, avait rompu avec cette vision pessimiste. Il concevait les institutions et l'État comme des mécanismes qui, s'ils étaient adéquatement dirigés, amélioreraient inévitablement la condition humaine.

Une telle foi dans les institutions se trouvait à la base de l'Évangile social, un courant du christianisme dont les idées ont été énoncées par le théologien Walter Rauschenbusch dans *Le christianisme et la crise sociale*, paru en 1907, puis dans *Theology for the Social Gospel*, publié dix ans plus tard^[87]. L'Évangile social a substitué à l'obsession de la damnation et du péché la foi dans le progrès humain. En est né le mouvement Chautauqua, qui a compté des centaines de sections partout au pays. Ce mouvement était favorable aux syndicats, à la négociation collective, aux services sociaux pour les démunis, aux programmes d'hygiène publique et à l'instruction publique pour tous, bien qu'il ne fût pas exempt de bon nombre des préjugés de l'époque et exclût les

catholiques et les Afro-Américains. Des organismes comme le Labor Temple de New York ou la maison d'accueil University de Chicago, tout comme le pasteur Washington Gladden, qui militait pour l'amélioration des conditions de travail à Columbus (Ohio), adhéraient à ce grisant amalgame entre religion et réformisme, variante chrétienne de la conviction de l'élite progressiste selon laquelle des réformes menées par un bon gouvernement peuvent assurer le progrès social. S'inspirant des propos du révérend Josiah Strong, qui avait déclaré « que le Christ n'est pas seulement venu sauver des âmes individuelles, mais aussi la société », des Églises ont créé des sociétés de tempérance, des bourses du travail ou des soupes populaires. Le salut, disait-on, pouvait être obtenu grâce à des interventions humaines. L'Évangile social a sécularisé l'eschatologie chrétienne traditionnelle en la fusionnant à l'utopie du progrès matériel portée par l'élite progressiste.

Dans les années qui ont précédé la Première Guerre mondiale, les réformistes progressistes avaient espoir en l'avenir. Dans une série d'articles parus en 1902 dans le magazine McClure's, Ida Tarbell a mis au jour les pratiques commerciales abusives de John D. Rockefeller et de la Standard Oil. Sa recherche, qui ferait plus tard l'objet d'un livre, a suscité un tollé général contre la société pétrolière et a été un facteur important de l'adoption par le gouvernement américain de mesures antitrust contre la Standard Oil, prélude à son démantèlement en 1911. Samuel Hopkins Adams, un contemporain de Tarbell, a écrit en 1905 une série de 11 articles intitulée « The Great American Fraud » pour le Collier's. Il y dévoilait de nombreuses allégations mensongères des fabricants de médicaments brevetés. Il avait découvert que certains d'entre eux nuisaient à la santé. Ces révélations ont mené à l'adoption, en 1906, du Pure Food and Drug Act (loi sur la qualité des aliments et des médicaments). La dénonciation par Upton Sinclair, dans son roman *La jungle*, qui a fait scandale en cette même année, de l'horreur de la condition ouvrière dans les abattoirs de Chicago a aussi contribué à la naissance de cette loi ainsi que du Meat

Inspection Act (loi sur l'inspection des viandes). Ces réquisitoires, auxquels on pourrait ajouter celui de Lincoln Steffens contre la corruption du monde municipal, cadraient bien avec les revendications de l'Évangile social, des syndicats, de l'aile gauche du Parti démocrate ou des départements universitaires de sociologie, qui, à leurs débuts, s'intéressaient beaucoup aux modalités d'application des réformes sociales.

À ces journalistes d'enquête et aux réformistes de l'Évangile social s'ajoutaient les syndicalistes, dont les anarcho-syndicalistes des IWW qui organisaient des grèves dans les usines textiles de Nouvelle-Angleterre, les mines de fer du Minnesota et les aciéries de Pennsylvanie. Avant la guerre, ils ont aidé des centaines de milliers d'ouvriers à débrayer. Pour les wobblies, les IWW n'étaient pas un simple syndicat, mais un mouvement révolutionnaire. Contrairement aux autres syndicats, ils acceptaient dans leurs rangs les femmes, les immigrés et les Afro-Américains. Comme le déclarait leur leader légendaire Big Bill Haywood aux délégués lors de leur congrès de fondation de 1905, les IWW prônaient une lutte des classes sans compromis :

Camarades travailleurs, soyez les bienvenus au congrès continental de la classe ouvrière. Nous sommes ici pour unir les travailleurs du pays en un mouvement ouvrier dont l'objectif sera d'émanciper la classe ouvrière de la servitude capitaliste. [...] Notre organisation cherchera à donner le pouvoir économique, c'est-à-dire les moyens d'assurer sa survie, le contrôle de la production et celui de la distribution, à la classe ouvrière, et ce, sans aucune considération pour les maîtres du capitalisme^[88].

Le socialisme intéressait alors un vaste public. À l'élection présidentielle de 1912, Debs a obtenu un million de voix. Le Parti socialiste publiait 29 hebdomadaires en anglais et 22 en d'autres langues, atteignant ainsi les communautés d'immigrés qui veillaient sur leur langue et leur culture. Il publiait aussi trois quotidiens en anglais et six en langues étrangères. Le syndicat de mineurs United Mine Workers of America se disait avant tout socialiste, et des socialistes se sont fait élire au Congrès ainsi qu'à la mairie d'une douzaine de villes. Les socialistes sont aussi passés à un cheveu de battre Samuel Gompers à la présidence de l'American Federation

of Labor.

La guerre a sonné le glas de cette effervescence. Une vingtaine d'années plus tard, non sans mélancolie, Dwight Macdonald déclarerait : « La gauche américaine a eu le vent dans les voiles jusqu'en 1914 ; la guerre a été le mur contre lequel elle s'est écrasée^[89]. »

On ne peut réduire le changement culturel et social qui a suivi la guerre, si bien résumé par E.P. Thompson dans son essai intitulé Temps, discipline du travail et capitalisme industriel^[90], à l'adhésion à un système économique ou au triomphe d'un nationalisme pur et dur. Comme l'a souligné Thompson, cette transformation participait d'une réinterprétation radicale de la réalité marquée par l'essor de la propagande et de la culture de masse. Dans Les tyrannies de l'intimité, Richard Sennett assimile la montée de la culture de masse à l'une des principales forces derrière ce qu'il qualifie de « personnalité collective engendrée par une projection collective^[91] ». Non seulement les grands propagandistes du ^{xx}e siècle lui donneraient-ils raison, mais ils renchériraient en ajoutant que ceux qui ont le loisir de manipuler et de répandre les chimères de la culture de masse peuvent déterminer les orientations et les opinions de cette « personnalité collective ».

Avec ses pulsions suicidaires et ses massacres à grande échelle, la Première Guerre mondiale fait paraître bien dérisoire l'utopie d'un paradis sur Terre et de l'inéluçtabilité du progrès véhiculée par l'Évangile social. En 1918, dans L'Épître aux Romains, le théologien suisse Karl Barth a taillé en pièces la conception naïve des tenants de l'Évangile social selon laquelle les humains pourraient associer la volonté de Dieu à leurs efforts. Les chrétiens, affirmait-il, ne peuvent instaurer le Royaume des cieux sur Terre et ne doivent même pas en rêver. L'Église progressiste n'a jamais trouvé de réponse suffisante aux critiques de Barth. Elle s'est réfugiée dans un humanisme tiède et une spiritualité introvertie.

Après la guerre, m'a expliqué Stuart Ewen quand nous nous sommes rencontrés à New York, les canaux de communication ont été « systématiquement conçus pour éviter de véhiculer la moindre information ou connaissance pouvant encourager la population à évaluer la situation ». La propagande a réduit à néant la notion même d'un public bien informé. « Si l'on fait exception des personnes qui s'informent par l'entremise des médias internationaux ou de sources parallèles, s'est plaint Ewen, le portrait d'ensemble du monde qu'on sert à la population est digne d'une simple bande dessinée.

« Vers la fin des années 1920, par exemple, on a vu émerger un appareil de psychologie sociale passablement élaboré, qui cherchait à prendre le pouls des émotions de la collectivité non pas pour rendre compte de ce que les gens ressentaient, mais plutôt pour façonner ce qu'ils ressentiraient, explique Ewen. Ce secteur d'activité, dont la société The Psychological Corporation a été la pionnière dès 1921, s'est développé en une vaste industrie d'enquêtes et de recherches par sondages qui s'est répandue non seulement dans le monde du commerce, mais aussi, peu à peu, dans les universités. Cette industrie est devenue de plus en plus omniprésente : pratiquement toutes les facettes de l'expérience humaine ont été l'objet de ses stratégies. Elle dispose de ressources considérables. Les sommes affectées à la “méséducation” du peuple américain dépassent largement celles qui servent à son éducation – et sont dépensées avec beaucoup plus d'enthousiasme. »

Croyant qu'elle devait s'adapter aux idées des nouveaux créateurs de slogans de l'univers des communications de masse, l'élite progressiste s'est mise à employer le vocabulaire puéril et les tournures simplistes propres aux médias commerciaux. Les débats d'idées qui caractérisaient autrefois le discours politique aux États-Unis se sont appauvris. Les progressistes se sont laissé séduire par la supposée nécessité d'être populaire, oubliant au passage, écrivait Macdonald, que, « comme dans les arts et les lettres, le degré de

communicabilité d'un propos à un vaste public est inversement proportionnel à la valeur de son contenu politique. Ce phénomène est déplorable : comme en art, il déforme les perceptions et a des conséquences désastreuses. Rien n'indique cependant qu'il soit éternel : dans le passé, des idées véhiculées par une infime minorité, voire par un seul individu, ont su faire leur chemin chez de plus en plus de gens^[92] ».

L'adhésion à cette culture de la simplification, prévenait Macdonald, revenait à réduire un peuple à s'exprimer à l'aide de clichés et de slogans prédigérés. Elle a proscrit la complexité et exacerbé la marginalisation des idées complexes, novatrices ou excentriques. Cet assaut contre la pensée non conformiste, qui par définition n'a pas sa place dans la culture populaire, a nui à certains arts, dont le théâtre.

Dans les années 1920 et 1930, un théâtre américain engagé proposait un regard neuf et convaincant sur le monde à un public qui n'avait ni le temps ni l'intérêt de lire des ouvrages de théorie sociologique. Le théâtre est ainsi devenu l'un des derniers bastions où des artistes ont pu sérieusement concurrencer, en faisant appel aux émotions comme aux faits, la culture de la consommation véhiculée par la grande entreprise. Il s'est opposé à la propagande en ayant recours à bon nombre des méthodes propres à celle-ci : ce théâtre réagissait aux bouleversements politiques d'avant la Première Guerre mondiale (mais aussi de la Grande Dépression et, dans un dernier souffle, du paroxysme de la guerre du Vietnam) par des œuvres à forte connotation politique qui, à l'instar de la propagande, cherchaient à susciter des émotions. Dans les années 1920, le théâtre Provincetown Playhouse a créé les premières pièces d'Eugene O'Neil et de Susan Glaspell. Le New Playwrights Theatre, financé par le banquier Otto Kahn, comptait dans ses rangs le communiste Mike Gold, auteur de Juifs sans argent^[93], et des créateurs de gauche comme Francis Edward Faragoh, Emjo Basshe, John Howard Lawson et John Dos Passos. Lawson, qui ferait partie des « Dix d'Hollywood », emprisonnés pendant un an

pour avoir refusé de témoigner devant la House Un-American Activities Committee (HUAC)^[94], a écrit *Processional : A Jazz Symphony of American Life*, pièce portant sur les luttes ouvrières, les préjugés et la violence à l'œuvre dans une ville minière du Kentucky.

Dans un manifeste du New Playwrights, Basshe plaidait en faveur d'« un théâtre aussi ivre, barbare et tapageur que notre époque ». Dans Greenwich Village, un drapeau rouge flottait devant le théâtre Cherry Lane, rue du Commerce, que le New Playwrights avait loué pour sa deuxième saison. C'est Dos Passos qui a rédigé le manifeste de cette saison-là, intitulé *Towards a Revolutionary Theatre*, dans lequel il appelait de ses vœux un art dramatique « s'inspirant des éléments conscients de la classe ouvrière, qui luttent pour s'approprier la masse lourde et flasque de la société capitaliste en vue de la façonner selon leurs besoins ». Ces radicaux souhaitaient réinventer le théâtre, tant sur le fond que sur la forme. Ils rêvaient d'un théâtre social qui se situât « quelque part entre la grande messe [...] et le cirque Barnum & Bailey's ».

En 1935, à l'époque du New Deal, la Works Progress Administration (WPA)^[95] a offert à Hallie Flanagan le poste de directrice du Federal Theatre Project. Ce programme, qui réunissait des radicaux et des modérés, s'est révélé être un outil efficace de changement social et a sans doute constitué le dernier contrepoids digne de ce nom à la propagande. Ses coûts de production étaient bas et ses scénographies, modestes. L'argent servait avant tout à payer les artistes et les places étaient abordables, permettant soudainement au théâtre de devenir un art auquel avait accès le plus grand nombre, et ce, partout aux États-Unis. Il y avait désormais deux scènes, soulignait Flanagan : le théâtre commercial, à but lucratif, et le théâtre public, animé par ceux qui rêvaient d'un nouvel ordre social. Au bout d'une année d'existence, le Federal Theatre Project comptait plus de 15 000 hommes et femmes sur sa liste de paye. Au moment de sa fermeture, survenue 4 ans plus tard, ses pièces avaient été jouées devant plus de 30 millions de

personnes dans plus de 2 000 salles, auditoriums scolaires, scènes mobiles et parcs publics de tout le pays^[96]. Ses comédiens, metteurs en scène, concepteurs, dramaturges, clowns et musiciens étaient des professionnels que l'effondrement de l'économie avait mis au chômage. Ils produisaient des œuvres de grande qualité abordant la vie des gens ordinaires et la misère dans laquelle les États-Unis s'étaient enfoncés. Orson Welles et John Houseman, qui dirigeaient la section afro-américaine du projet à Harlem, ont monté une version de Macbeth se déroulant à la cour d'un roi haïtien, Henri Christophe. Des guérisseurs vaudou y jouaient les rôles des trois sorcières, et la musique de scène était signée Virgil Thomson. Créée au théâtre Lafayette de New York le 14 avril 1935, la pièce a affiché complet à chacune de ses représentations. Créations, classiques, répertoire contemporain, dramatiques radiophoniques, théâtre de marionnettes ; pièces en yiddish, en espagnol, en italien, en allemand ; théâtre pour enfants, drames dansés, comédies musicales, drames religieux, vaudeville, cirque... Des centaines de productions sont nées du Federal Theatre Project, dans chacun des États de l'union. Le théâtre américain connaissait son apogée.

Parce qu'elles s'en prenaient aux propriétaires d'usines, aux banquiers, aux propriétaires de mines de charbon, aux bureaucrates de l'État et aux industriels, les pièces du Federal Theatre Project soulevaient l'ire de l'élite du pouvoir. Le 27 octobre 1936, *It Can't Happen Here*, adaptation d'un roman de Sinclair Lewis montrant comment le fascisme pourrait gagner les États-Unis, a été créée simultanément dans 21 salles réparties dans 17 États^[97]. Selon le *Hollywood Citizen News*, « le Federal Theatre Project a fait l'objet de critiques de la part de personnes affirmant que sa pièce pourrait indisposer les sympathisants des régimes de Hitler et de Mussolini ». De leur côté, Welles et Houseman étaient en train de monter une comédie musicale intitulée *The Cradle Will Rock*, dont l'auteur et compositeur était Marc Blitzstein (qui se retrouverait sur la liste noire dans les années 1950). Se déroulant dans la ville

fictive de Steeltown, la pièce raconte les efforts déployés par un travailleur, Larry Foreman, pour syndiquer les ouvriers métallurgistes. Son ennemi juré est M. Mister, industriel impitoyable ayant la haute main sur la presse, l'Église, les arts, l'université, les instances politiques, les associations et même le médecin de la ville. The Cradle Will Rock n'épargne personne, qu'il s'agisse de l'épouse philanthrope de M. Mister, de ses enfants gâtés, du révérend Salvation, qui invoque la religion pour bénir la guerre et le capitalisme, ou d'Editor Daily, rédacteur en chef corrompu du quotidien local. M. Mister, qui fait partie du conseil d'administration de l'université, oblige son recteur à congédier les professeurs qui refusent de chanter les louanges des arts virils de la guerre et du capitalisme à leurs étudiants. Les artistes Yasha et Dauber, qui se considèrent comme trop « cultivés » et redevables des largesses de M. Mister pour prendre part aux débats politiques, chantent en chœur avec la femme de M. Mister :

Et nous aimons l'art pour l'art
C'est chic, pour l'art
De corrompre, pour l'art
Son cœur, pour l'art
Et son âme, pour l'art
Être aveugle, pour l'art
Être sourd, pour l'art
Être muet, pour l'art
Ils tuent, pour l'art
Tout l'art pour l'art^[98]

M. Mister et le révérend Salvation, qui prêchait la paix et l'amour avant une guerre qu'il bénirait une fois celle-ci déclarée, chantent en duo :

Guerre ! Guerre ! Tuons tous ces sales boches !
Et tous ces Austro-Hongrois
Guerre ! Guerre ! Nous entrons en guerre !
Le Lusitania n'a pas été vengé
Souvenons-nous de Troy ! Souvenons-nous de Lafayette !
Souvenons-nous d'Alamo ! Souvenons-nous de nos femmes !
Souvenons-nous de tous ces bébés innocents, morts avant d'être nés !
N'attendons pas que George s'en charge, agissons,
Pacifions le monde pour la démocratie !

Pacifions le monde pour la liberté !

Pacifions le monde pour l'acier et la famille Mister^[99] !

« Bien sûr, nous nous battons pour la paix, ajoute Salvation. C'est la guerre qui mettra fin à toutes les guerres. »

« Amen », conclut le chœur.

« Je vois le marché s'envoler tel un oiseau magnifique », s'écrie M. Mister.

« La quête ! » lance le révérend Salvation à l'assemblée des fidèles.

Les représentations devaient commencer le 17 juin 1937 au théâtre Maxine Elliott, sur Broadway, dans un décor sophistiqué et avec un orchestre de 28 musiciens. À la dernière minute, Washington, répondant à des plaintes, a annoncé qu'aucun nouveau spectacle ne serait financé avant le début de la nouvelle année financière. Dès le 14 juin, des gardiens de sécurité de la WPA ont bloqué l'accès au théâtre Maxine Elliott : les accessoires et les costumes qui s'y trouvaient étaient propriété de l'État, faisait valoir le gouvernement. Welles, Houseman et Blitzstein ont donc décidé de louer le théâtre Venice ainsi qu'un piano. Le soir de la première, ils ont accueilli le public devant la salle fermée et l'ont invité à les accompagner, à pied, jusqu'au Venice. Des passants se sont joints à la procession, et, à 21 heures, les 1 742 sièges du Venice étaient occupés. Le syndicat des comédiens avait interdit à ses membres de jouer la pièce « sur scène ». Seul au piano, Blitzstein était prêt à interpréter tous les rôles. Sitôt qu'il s'est mis à jouer, Olive Stanton, comédienne suppléante peu connue qui dépendait de la maigre rémunération que lui versait la WPA pour assurer sa subsistance et celle de sa mère, s'est levée de son siège et a chanté son numéro d'ouverture. Ce geste était très courageux de sa part. Disséminés dans la foule, les autres membres de la troupe se sont levés à leur tour et ont joué leurs rôles. Le poète Archibald MacLeish, qui était présent dans la salle, déclarerait avoir vécu ce soir-là l'une des expériences théâtrales les plus émouvantes de sa vie. Le Federal Theatre Project s'est empressé

de congédier Houseman, puis Welles a démissionné. Les deux hommes ont alors fondé le Mercury Theatre.

« C'était manifestement un cas de censure, sous des dehors différents », a déclaré Flanagan à l'époque^[100].

À l'instar de bien des œuvres produites par le Federal Theatre Project, *The Cradle Will Rock* s'intéresse aux préoccupations de la classe ouvrière plutôt qu'à celles de l'élite du pouvoir. La comédie musicale condamne la cupidité, la corruption, la folie de la guerre, la complicité des institutions progressistes avec l'élite du pouvoir et les excès du capitalisme. M. Mister dirige la ville comme si elle était sa plantation privée. « Je considère que les journaux façonnent très bien les esprits, lance-t-il. Mon aciérie en est largement tributaire.

— Vous n'avez qu'à nous appeler, lui répond Editor Daily, et nous publierons tout. D'un océan à l'autre, du nord au sud. »

« Ô presse, presse, liberté de presse », entonnent-ils tous deux en chœur. « Jamais on n'abolira la liberté de presse. Nous devons rester libres de dire tout ce que nous dicte notre cœur, avec une petite ritournelle pour ceux qui paient le mieux. »

« Pourquoi pas une série sur le jeune Larry Foreman ? propose M. Mister à Editor Daily. Celui qui conteste et met sur pied des syndicats.

— Oui, nous en avons entendu parler, répond le rédacteur en chef. Et en bien. Il semble très populaire auprès des ouvriers.

— Trouvez avec qui il boit, avec qui il parle et avec qui il couche. Fouillez son passé jusqu'à ce que vous sachiez tout sur lui.

— Mais l'homme est pugnace, de la vraie dynamite ! Ça prendrait une armée pour le dompter, rétorque Editor Daily.

— Alors, conclut le magnat de l'acier, nous devrions pouvoir le dompter. »

« Ô presse, presse, liberté de presse », reprennent-ils en chœur. « Tu n'as qu'à suggérer ce qu'il convient de publier. Ce qui ne convient pas, nous le rendrons conforme. Avec une petite ritournelle pour ceux qui paient le mieux^[101]. »

Depuis la Première Guerre mondiale et l'avènement de l'État-entreprise, le type de censure commerciale imposé à The Cradle Will Rock a été le moyen le plus couramment employé pour assujettir le théâtre et les autres arts. La liberté qu'a connue le Federal Theatre Project constitue à cet égard une brève exception. Comme dans les autres fiefs de l'élite progressiste, l'argent récompense ceux qui savent bien se comporter, qui ne parlent pas au nom des classes inférieures. Pendant ses quatre années d'existence, le Federal Theatre Project a initié de vastes segments de la population, qui considéraient souvent les arts comme élitistes et inaccessibles, à de nouvelles formes d'expression favorisant leur liberté et leur autonomie. Toutefois, l'élite du pouvoir n'allait pas laisser la classe ouvrière s'approprier ce pouvoir de comprendre et de façonner le réel grâce à l'art.

« La réalisation la plus extraordinaire du Federal Theatre Project, celle qui, paradoxalement, serait la principale cause de son démantèlement, a été la création des Living Newspapers », affirme la dramaturge et metteuse en scène Karen Malpede. « Ces docudrames abordaient les dossiers chauds de l'actualité. Œuvres d'auteurs dramatiques nourries de recherches effectuées par des journalistes, des pièces comme Triple-A Plowed Under, Power, One Third of a Nation ou Spirochete mettaient en scène de nombreux personnages et de grands orchestres. Elles pouvaient traiter des luttes des agriculteurs, du débat entourant le projet de la Tennessee Valley Association de subventionner l'électrification du Sud rural, des causes de la crise du logement (« le tiers de la population est mal logée et mal nourrie », avait déclaré le président Roosevelt) ou de la course pour trouver un traitement à la syphilis. Exigeants, provocants, proposant une variété de nouvelles techniques de jeu et de mise en scène non réalistes, les Living Newspapers préfiguraient le documentaire, la création collective et le théâtre expérimental et politique des années 1960^[102]. »

Les Living Newspapers ont joui d'une grande popularité. Avant même la première représentation de Power, 60 000 personnes

s'étaient procuré des billets. The Nation a qualifié celle-ci de pièce sur la moralité moderne : « Power a pour thème la quête de monsieur Tout-le-monde pour l'électricité bon marché qui lui permettra d'améliorer son sort. » Harry Hopkins, lui, a parlé d'un « merveilleux spectacle » qui l'a fait rire tout en l'émouvant : « C'est de la propagande dont le but est d'éduquer le consommateur qui paie son électricité. Il était temps qu'une forme de propagande prenne fait et cause pour lui ! » Plus le Federal Theatre Project s'enhardissait et gagnait en popularité, plus on l'accusait d'être un terreau fertile pour le communisme. Dans The Revolt of the Beavers, pièce pour enfants très populaire, des castors se déplaçant en patins à roulettes devaient renverser leur chef cruel pour pouvoir manger de la glace, s'amuser et continuer d'avoir neuf ans. Des membres du Congrès s'en sont pris à cette bande de castors, l'accusant de propager le communisme.

Soutenus et financés par l'élite du pouvoir, les adversaires du New Deal ont déclaré que le président Roosevelt avait laissé des communistes infiltrer le gouvernement et des programmes financés par l'État, tel le Federal Theatre Project. Ce dernier a d'ailleurs été la première cible du comité Dies (qui en 1946 deviendrait la HUAC), dirigé par le représentant démocrate du Texas Martin Dies. Lors d'une série d'audiences tenues en août et en novembre 1938, le programme de théâtre a fait l'objet de vives dénonciations. Les membres du comité ont interrogé Flanagan à propos d'un article intitulé « Un théâtre est né », dans lequel elle comparait l'enthousiasme animant les sections du Federal Theatre à « un genre de folie à la Marlowe ».

« Ce Marlowe, dont vous vous inspirez », a demandé le représentant de l'Alabama Joseph Starnes, « est-ce un communiste ? »

« La salle a éclaté de rire, mais pas moi, se souvient Flanagan. Les emplois de 8 000 personnes étaient menacés par un comité du Congrès dont les préjugés étaient tels qu'il flairait le communisme jusque chez les classiques. Je leur ai répondu : “Je parlais de

Christopher Marlowe ! ” “Dites-nous qui il est. Comme ça, nous pourrions consulter les bons ouvrages de référence. C’est tout ce que nous voulons faire” », a répondu Starnes.

« Veuillez inscrire au procès-verbal qu’il s’agit du plus grand dramaturge de l’époque de Shakespeare, suivi de près par le Barde lui-même », a répondu Flanagan.

Le Federal Theatre Project a été aboli en 1939. Ses dernières pièces, jouées aux quatre coins des États-Unis, étaient particulièrement poignantes. Au théâtre Ritz de New York, on a donné une nouvelle conclusion à Pinocchio. « Après avoir surmonté son égoïsme et son avidité, Pinocchio ne devenait pas un petit garçon en chair et en os, raconte Flanagan. Il redevenait plutôt un pantin. » « Laissons les cloches annoncer notre deuil », entonnait le chœur pendant la dernière scène. « Sa courte vie fut vraiment trop brève. » Les machinistes démontaient ensuite le décor devant le public pendant que les comédiens déposaient Pinocchio dans un cercueil en pin sur lequel on pouvait lire : « Né le 23 décembre 1938 ; mis à mort par une décision du Congrès le 30 juin 1939^[103]. » Au théâtre Adelphi de New York, une chanson, *Ballad of Uncle Sam*, marquait le dénouement de la pièce *Sing for Your Supper*. Le chœur entonnait :

De la fraude, des cris
Des grandes gueules, des harangues patriotiques
De l’incertitude et du doute
De l’opportunisme et du crachoir en laiton
Elle reprendra
Notre marche reprendra^[104]

Le Federal Theatre Project a été l’un des premiers programmes de la WPA qu’on a supprimés, « ce qui en dit long sur le pouvoir du théâtre », explique Malpede. Comme on le lit dans le témoignage de Flanagan :

Si ce théâtre d’État, le premier de l’histoire des États-Unis, avait été moins dynamique, on l’aurait peut-être laissé vivre plus longtemps. Mais je ne crois pas qu’un seul de ses artisans regrette qu’il ait tenu tête, du début à la fin, à la réaction, aux préjugés et à l’intolérance raciale, religieuse et politique. Il se battait pour une meilleure compréhension, sous une forme plus théâtrale, des grandes forces à l’œuvre dans le

monde d'aujourd'hui ; il luttait pour un théâtre libre, expression parmi d'autres d'un monde civilisé, bien informé, dynamique. Quiconque croit que ces vertus ne valent plus qu'on se batte pour elles a perdu contact avec la réalité^[105].

Quant à la HUAC, « elle a terrorisé et divisé la communauté artistique. Pire encore, elle a incité les artisans américains du théâtre à s'autocensurer : pour le bien de leur carrière, ceux-ci ont largement souscrit à l'idée voulant qu'art et politique ne fassent pas bon ménage et que, de ce fait, toute pièce à connotation politique soit nécessairement du mauvais art », explique encore Malpede. « Arthur Miller et Lillian Hellman ont bien sûr fait exception à la règle en réaffirmant dans leurs pièces inspirées leur engagement pour la justice sociale, dimension essentielle de leur art. Le théâtre américain est néanmoins devenu essentiellement stérile, se livrant aux intérêts commerciaux les plus vils et se vouant au divertissement. »

Ce n'est pas avant l'avènement du mouvement des droits civiques que le théâtre américain a retrouvé son dynamisme. Des créateurs et des dramaturges afro-américains, tout comme de nombreux artistes blancs, ont alors coupé leurs liens avec la scène commerciale afin de pouvoir témoigner de leur propre expérience du monde. En 1968, Barbara Ann Teer, comédienne de grande renommée, s'est installée à Harlem pour fonder le National Black Theatre, qui combinerait des techniques de scène inspirées de rituels africains aux principes d'interprétation de la Méthode. En 1964, LeRoi Jones a écrit *Dutchman* et *The Slave*, puis a changé de nom pour devenir Amiri Baraka ; il a ensuite monté une éclatante production intitulée *Slave Ship*. En 1976, Ntozake Shange a écrit *For Colored Girls Who Have Considered Suicide When the Rainbow Is Enuf*.

Le Living Theatre, fondé en 1947 par Judith Malina et Julian Beck, a monté la pièce de Kenneth Brown intitulée *The Brig*, dont l'action se déroule dans une prison militaire pendant la guerre de Corée. L'Open Theatre, fondé par Joseph Chaikin, comédien ayant fait ses classes au Living Theatre, a créé une série de pièces

comme America Hurrah, de Jean-Claude van Itallie, qui dénonce la stérilité de la vie de banlieue aux États-Unis. Ces deux compagnies de théâtre comptaient de nombreux pacifistes dans leurs rangs. Leurs fondateurs ont fait plusieurs séjours en prison pour avoir pris part à des actions non violentes de désobéissance civile contre la guerre du Vietnam. À l'instar de la tourmente de la Grande Dépression, l'agitation des années 1960 a libéré les énergies d'artistes, dont bon nombre se sont installés dans des cafés du Lower East Side. Sam Shepard et Maria Irene Fornés, de même que des producteurs débordant d'imagination comme Ellen Stewart, du La MaMa Experimental Theatre Club, refusaient de se plier aux contraintes du théâtre commercial. Le Bread and Puppet Theater était au premier rang des manifestations contre la guerre. Animées par des comédiens militants, les marionnettes en papier mâché de Peter Schumann, représentation tragique de Vietnamiennes aux traits endeuillés, déambulaient sous les ailes déployées d'immenses oiseaux blancs. En 1967 a eu lieu le festival Angry Arts contre la guerre du Vietnam, auquel ont participé Schumann et Crystal Field, qui, avec George Bartenieff, fonderait en 1971 le Theater for the New City, tribune de nombreux créateurs inspirés par leur conscience sociale (en 1991, on y a joué une série de pièces contre la guerre du Golfe).

Ces compagnies de théâtre ne roulaient pas sur l'or, mais New York était alors une ville relativement abordable où il était possible de louer des locaux sans devoir déposer de fortes sommes en cautionnement. Leurs créations originales attiraient un public de plus en plus vaste, et elles ont fini par bénéficier de dons des fondations Ford, Rockefeller et Kaplan. Le président Richard Nixon, qui souhaitait apaiser les revendications d'une contre-culture dont il persistait à se méfier, a décidé d'appuyer le National Endowment for the Arts (NEA)^[106], créé en 1965 sous l'administration de Lyndon Johnson. À cette époque, le NEA finançait le théâtre engagé. Le prix des billets pouvait ainsi rester bas, et, comme dans les années 1930, les spectacles attiraient un

public vaste et diversifié.

« Que s'est-il passé ? demande Malpede. La guerre du Vietnam a fini par s'achever, mais une bonne partie du mouvement pacifiste a maintenu ses activités, s'en prenant aux guerres sales d'Amérique latine et alimentant le mouvement antinucléaire, qui prenait alors de l'ampleur. Créer un théâtre poétique et engagé devenait cependant de plus en plus difficile. Les vieux dogmes des années 1950 refaisaient surface : art et politique ne font pas bon ménage. Dès son entrée en fonction en 1981, le président Ronald Reagan a ordonné l'abolition des subventions du NEA aux petites – lire “gauchistes” – compagnies de théâtre. Le reaganisme a sapé l'idée voulant qu'une grande démocratie mérite un grand art.

« Privé du soutien de l'État, indispensable pour financer des créations novatrices et non commerciales, le théâtre a commencé à s'institutionnaliser et à s'autocensurer, poursuit Malpede. De plus en plus de théâtres régionaux ont été contraints de planifier leurs saisons en prenant soin de ne pas indisposer leurs donateurs locaux ; les théâtres institutionnels, eux, sont graduellement devenus des clubs sociaux pour nantis et philanthropes. Certaines pièces ont réussi des percées, comme *Angels in America*, qui doit aussi son succès au dynamisme du mouvement gai, mais, dans l'ensemble, le théâtre ne souhaitait plus ébranler les consciences. Les théâtres institutionnels se sont mis à “développer” des pièces, un processus visant à garantir leur financement par les quelques fondations qui, en cette ère d'austérité, persistent à soutenir les arts. La plupart des créations débutent ainsi par une série de lectures et d'ateliers lors desquels une variété de dramaturges, d'agents littéraires, de directeurs de théâtre et de directeurs artistiques donnent leur “avis”, le plus souvent assez obscur, à l'auteur, en particulier si celui-ci est jeune. Par conséquent, il arrive que le projet perde une partie de son authenticité, voire qu'il ne chemine pas jusqu'au stade de la production, ce qui est de plus en plus courant. Plus l'économie va mal, moins on prend de risques. Certains sujets sont carrément exclus, comme les critiques

virulentes du capitalisme ou de la politique extérieure américaine, autrement dit tout ce qui pourrait inciter certains donateurs à cesser leurs contributions^[107]. »

C'est ainsi que, une fois de plus, le théâtre américain a rompu avec ce qui lui donnait sa vitalité, s'est peu à peu enfoncé dans la médiocrité et n'est devenu rien d'autre qu'un spectacle, un divertissement reposant sur la participation de célébrités. Son public a diminué et vieilli. Les débats critiques ont été évacués de la plupart des scènes. Comme Macdonald le constatait déjà à son époque, le divertissement s'adresse à la masse, à des catégories statistiques, à ce qu'il appelait « le non-homme ». L'art de masse nie l'existence d'un goût individuel, d'une expérience intime, d'une conscience personnelle, de tout ce par quoi les gens se distinguent les uns des autres. L'art est pourtant une expérience personnelle. Il contraint chacun à interroger sa conscience, à élargir ses perspectives. Le divertissement déguisé en art, lui, rassemble les spectateurs en troupeau. Il limite leur perspective à celle de la masse. « Quand les artistes perdent leur autonomie et leur influence, quand ils y renoncent eux-mêmes, le théâtre cesse de jouer un rôle significatif, juge Malpede. Il n'étonne presque plus, ne choque presque plus, ne pousse presque plus son public à s'éveiller à sa propre humanité et à celle d'autrui. »

En 2008, Malpede signait *Prophecy*, une pièce explorant les conséquences tragiques des guerres (de celle du Vietnam à celle en Irak, en passant par les agressions israéliennes contre le Liban et Gaza) sur la vie des individus. Aucune entreprise n'a accepté de financer cette production. Elle a finalement été créée à Londres, où le *Time Out London* lui a attribué quatre étoiles et deux mentions « Critics' Choice ». Ce succès n'a pas empêché Malpede d'avoir toutes les peines du monde à trouver une salle à New York. Son portrait de musulmans victimes de la violence aveugle d'Israël et des États-Unis ainsi que sa condamnation sans appel de la guerre la plaçaient bien loin du spectre de la bienséance soi-disant progressiste.

« Que faire ? » se demande Malpede à propos des contraintes commerciales qui pèsent sur le théâtre. « Je ne parlerai ici que de ma propre expérience. Ma pièce Prophecy a fait l'objet de six lectures publiques auxquelles a assisté un public nombreux, attentif et enthousiaste. Pourtant, toutes les salles dans lesquelles ces lectures ont eu lieu ont refusé de monter la pièce, de même que toutes celles à qui j'ai envoyé le manuscrit. Un diffuseur a qualifié la pièce de "brillante", mais m'a confié qu'il la jugeait "trop risquée" et qu'il ne la "mettrait jamais à l'affiche" de son théâtre. Sa réponse compte parmi les plus franches de celles que j'ai reçues. Une productrice m'a dit qu'elle avait été "très émue" par sa lecture, mais qu'elle considérait que ni les critiques ni le public ne souhaitent "apprendre quoi que ce soit sur quoi que ce soit". Après avoir vu 150 personnes complètement absorbées par une lecture au Kennedy Center et entendu leurs commentaires très enthousiastes, un autre diffuseur potentiel m'a écrit, froidement, qu'il avait "reçu des courriels négatifs" et retirait son offre.

« Mon partenaire George Bartenieff et moi avons donc décidé de produire nous-mêmes la pièce. Nous avons déjà un public fidèle, et nous n'avons éprouvé aucune difficulté à recruter des comédiens talentueux. En fait, j'avais écrit la pièce pour Najla Said et Kathleen Chalfant, et toutes deux tenaient beaucoup à faire partie de la distribution. Najla est allée jouer à Londres, où Prophecy était créée dans une coproduction que nous avons financée en partie, essentiellement grâce à un petit fonds de pension qui m'était resté après qu'on m'eut refusé un poste de professeur titulaire à la Tisch School of the Arts de l'université de New York, parce qu'on avait jugé que j'étais "une artiste" plutôt qu'une théoricienne du postmodernisme. Bartenieff et moi administrons un petit organisme à but non lucratif, Theater Three Collaborative, afin de pouvoir créer le théâtre poétique, à petite échelle, que nous aimons. Nous avons déjà produit ma pièce The Beekeeper's Daughter, qui raconte l'histoire d'un réfugié bosniaque, et I Will Bear Witness, une adaptation du journal de

Victor Klemperer^[108]. Après Londres, nous avons entrepris de récolter des fonds auprès de notre public fidèle, puis vidé ce qui restait de mon fonds de retraite, si bien que nous avons enfin pu monter Prophecy à New York.»

Un théâtre de grande qualité et sensible aux enjeux sociaux ne peut se maintenir que si, à l'instar de Malpede pour sa pièce Prophecy, ses créateurs ont le plein contrôle sur leur travail. Les œuvres de ce type ne bénéficieront jamais du mécénat d'entreprise, qui, tel M. Mister, considère le théâtre et les arts en général comme un pur divertissement.

Malpede conclut : « Le théâtre doit être financé par l'État, comme il l'était d'ailleurs à Athènes, son lieu de naissance, où tous les citoyens étaient tenus d'assister aux festivals d'art dramatique : un théâtre qui marche vient corriger les excès de l'empire. En ce sens, il est essentiel au bon fonctionnement d'une démocratie, et, bien qu'il puisse parfois incommoder des fonctionnaires, il reste et restera porteur de vérité. À son meilleur, un tel théâtre élève nos sentiments, nous permet de nous sentir plus vivants, plus conscients de nous-mêmes et des autres. Il nous rend plus humains, plus humanistes, et donc plus aptes à agir sur le monde.»

*

* *

Dans Exile's Return, son histoire intellectuelle de la première moitié du xx^e siècle, Malcolm Cowley raconte la mutation de l'artiste, qui passe de rebelle à propagandiste. À partir de la fin de la Première Guerre mondiale, constate-t-il, la classe capitaliste et l'élite progressiste (dont font partie les artistes) proviennent des mêmes milieux et des mêmes quartiers, fréquentent les mêmes écoles et fusionnent en une même classe sociale. L'élite progressiste a des opinions politiques « floues, [qui] ne représentent aucune menace pour Ford ou General Motors, la guerre étant venue à bout de sa foi dans l'action politique. Elle souhaite se

mettre à l'avant-plan, et tant pis pour le prolétariat. Son modèle économique est celui du petit entrepreneur américain^[109]».

Cowley contredit l'affirmation de Max Weber selon laquelle l'éthique protestante (frugalité, ascétisme, culpabilité, etc.) constitue le principal système de valeurs du capitalisme. Il soutient que cette «éthique de la production», fondée sur «la persévérance, la prévoyance et l'épargne», est en fait celle d'une époque révolue, la révolution industrielle. Le nouveau capitalisme, dont les moteurs sont la grande entreprise et la production de masse, repose sur une éthique inédite, qui valorise les loisirs, l'hédonisme et le gaspillage, ainsi que des traits de personnalité à l'avenant comme le charme, une apparence soignée et l'amabilité. La consommation y occupe une place plus importante que la production. Après la Première Guerre mondiale, note l'homme de lettres, les artistes se lancent eux aussi dans l'expression de soi et cultivent le cynisme politique et l'hédonisme, en s'adonnant entre autres au culte du corps. Ces valeurs, qui seront célébrées par la contre-culture, sont aussi celles que le capitalisme avancé souhaite inculquer à la population. Le culte du soi, écrit Cowley, était au cœur de la bohème de l'entre-deux-guerres et de la Beat Generation des années 1950.

Lawrence Lipton, auteur d'un ouvrage sur la Beat Generation intitulé *The Holy Barbarians*, avance que les beatniks «se sont approprié» les arts, les péchés et le «privilege de transgresser les conventions» des classes supérieures. À l'instar des bohémiens qui peuplaient Greenwich Village dans les années 1920, les beatniks faisaient étalage d'un hédonisme complaisant qui reflétait l'éthique propre à la culture de la consommation. Lipton qualifie ce phénomène de «démocratisation de l'amoralité^[110]». Dans les années 1950, les beatniks ont contribué à l'éparpillement de l'élite intellectuelle en abandonnant les centres urbains, où la génération précédente d'intellectuels, dont faisaient partie Jane Jacobs et Dwight Macdonald, vivait et travaillait. La Beat Generation exprimait une vision romantique de l'automobile et du mouvement.

Dans *The Last Intellectuals*, Russell Jacoby rappelle que ses figures de proue affichaient un « dévouement » typiquement américain « à l'automobile, à la route et au voyage, qui les poussait, eux et leur petit clan d'imitateurs, à sillonner le continent », et affichaient un « amour du peuple américain » aux accents populistes^[111]. Les beatniks ont non seulement conforté l'éthique de la consommation et des loisirs contre celle du travail, mais ont aussi « anticipé la désurbanisation de l'Amérique du Nord, c'est-à-dire l'abandon des grandes villes au profit des plus petites localités, des banlieues, des cités universitaires et des zones isolées^[112] ».

La nouvelle éthique de l'élite progressiste, écrit Cowley, cultivait « l'idée du salut par l'enfant », à l'origine d'un nouveau système d'éducation « qui encouragerait les enfants à forger leur propre personnalité et à s'épanouir librement comme des fleurs, afin qu'une nouvelle génération, libre, puisse sauver le monde ». Elle favorisait la libre expression de soi, qui permet à l'individu de « réaliser son plein potentiel par l'entremise d'un travail créatif et d'une belle vie dans un environnement magnifique ». Elle nourrissait un culte d'inspiration païenne selon lequel « le corps est un temple où rien n'est impur, un haut lieu du rituel de l'amour ». Elle invitait l'humain à vivre le moment présent, « intensément, quitte à devoir en payer le prix plus tard ». Elle contestait toute forme de puritanisme et réclamait « l'abolition pure et simple de toute loi, convention ou règle de l'art pouvant nuire à l'expression de soi et à la pleine jouissance du moment présent ». Elle prônait l'égalité des sexes. Elle souscrivait à la culture thérapeutique, cette croyance selon laquelle « quiconque arrive à supprimer ses refoulements (en se confiant à un psychanalyste) peut s'adapter à toute situation et y être heureux ». Ainsi, il n'est plus nécessaire d'agir sur le milieu, « ce qui explique pourquoi la plupart des progressistes qui se sont convertis à la psychanalyse ou à Gurdjieff [figure de l'ésotérisme] ont fini par renoncer au militantisme^[113] ».

Cowley note cependant que cet engouement pour l'expression de soi et le paganisme n'a fait que susciter une demande pour de

nouveaux produits, qu'il s'agisse de meubles ou de vêtements de plage. L'appel à vivre le moment présent, soutient-il, a poussé les gens à acheter plus de biens de consommation comme des voitures ou des radios. L'accession des femmes à l'égalité a quant à elle servi d'opportunité pour doubler la consommation de certains produits, telles les cigarettes. L'irrépressible désir d'exil volontaire manifesté par les bohémiens, les intellectuels et les artistes a conféré un attrait aux objets provenant de contrées lointaines et a transformé des lieux exotiques en destinations touristiques^[114].

Les rebelles politiques, observe Cowley, se sont joints avec empressement à Woodrow Wilson dans sa croisade pour faire progresser la démocratie dans le monde et vaincre le communisme. La poignée d'entre eux qui ne se sont pas laissés séduire par la noblesse de l'effort de guerre se sont exilés dans des pays comme le Mexique ou ont été arrêtés avant d'être emprisonnés au pénitencier de Leavenworth. Cowley poursuit :

Quel que fût leur chemin, la plupart des gauchistes de 1917 ont été vaincus par les événements. Dans Greenwich Village, la tendance bohème a triomphé et la psychanalyse s'est substituée aux discussions sur la révolution. Après sa suppression et sa réapparition temporaire sous le nom de Liberator, The Masses a cédé la place à des magazines comme Playboy, Pagan (dont les noms en disent long) et la Little Review^[115].

L'expression artistique a vite abandonné toute visée sociale. Elle a institué, écrit Cowley, « la religion de l'art », qui « ne pouvait mener qu'à une impasse ». Cette rébellion stérile s'est traduite en peinture par l'expressionnisme abstrait, prolongement des mouvements apolitiques qu'étaient le dadaïsme ou la littérature et le théâtre absurdes. Cet art, poursuit-il, impliquait la suppression de « toute base psychique commune à l'humanité. Plus aucune émotion n'était partagée par l'ensemble du genre humain ; plus aucune loi n'existait à laquelle tous fussent assujettis ; plus aucun moyen de communication n'assurait à l'humain de pouvoir échanger de manière intelligible avec son prochain^[116] ». Irving Howe observe que ce sont principalement des intellectuels juifs qui sont restés intègres et fidèles à ceux pour qui ils écrivaient ou

chantaient, et ce, parce qu'ils étaient « trop pauvres pour se hasarder dans la pauvreté fabriquée des bohémiens. [...] Ces intellectuels vivaient au milieu du peuple, partageaient sa pauvreté, son labeur, ses taudis^[117] ». Les autres membres de l'élite intellectuelle et artistique, eux, ont été accueillis à bras ouverts par la culture de la consommation, se précipitant, une fois leurs généreux à-valoir négociés, pour acheter les produits qui obnubilaient le reste de la société.

*

* *

L'élite progressiste a été séduite par l'idéologie du progrès (assuré par la technologie et l'accumulation de richesses, de biens matériels et de commodités) et a été poussée à appuyer l'écrasement des mouvements réformistes et révolutionnaires par le capitalisme. Dans la mesure où elle renonçait à contester le capitalisme, on l'a laissé prendre sa place dans les Églises, les universités, les syndicats, la presse, les arts et le Parti démocrate tout en l'autorisant à professer un réformisme modéré et à exprimer son mépris pour le puritanisme. On ne pouvait cependant pas tolérer qu'elle mette en cause le caractère sacré du capitalisme. Ceux qui persistaient à s'en prendre au système et à s'engager dans la lutte des classes se voyaient bannir du temple libéral.

Une des ultimes purges subies par la gauche a été la constitution, à la fin des années 1940 et au début des années 1950, d'une liste noire d'écrivains, de comédiens, de metteurs en scène, de journalistes, de chefs syndicaux, de politiciens (tels qu'Henry Wallace), de fonctionnaires, d'enseignants, d'artistes et de producteurs de cinéma. L'élite progressiste et ses institutions, telle l'association Americans for Democratic Action (ADA), ont étroitement collaboré à cette chasse aux sorcières. Ces purges se sont avérées très utiles à ses membres les plus arrivistes – et dont le sens moral était souvent des plus douteux –, en particulier à ceux

qui souhaitaient se débarrasser de rivaux. « Dans le cadre de cette opération, des progressistes ont attaqué leurs pairs de manière plus virulente que lorsqu'ils pourfendaient les réactionnaires », observait un membre d'ADA^[118]. Henry Wallace, candidat du Parti progressiste à l'élection présidentielle de 1948 et ex-vice-président de Franklin Roosevelt, a été frappé d'anathème par la presse et l'élite progressiste. Discrédité parce qu'on le considérait comme un sympathisant communiste, il a été contraint de quitter la vie politique. La complicité de l'élite progressiste dans la chasse aux sorcières résulte en partie de l'insécurité : de nombreux réformistes avaient flirté avec le communisme pendant la Grande Dépression, alors que le capitalisme s'effondrait. Néanmoins, elle découle aussi d'un vil carriérisme et d'une soif de prestige et de confort.

Le bulletin Counterattack, ramassis de calomnies publié par une frange marginale de la droite, dénonçait des organismes qu'il considérait comme des groupes communistes d'avant-garde, dont Progressive Citizens of America (selon lui le plus important), la Methodist Federation for Social Action, la Consumers Union, la National Lawyers Guild et Allied Labor News. Ce périodique avait aussi pour mission de démasquer les syndicats « communistes ». Son équipe a publié un livre intitulé Red Channels : The Report of Communist Influence in Radio and Television, qui comprenait une liste de 151 comédiens, écrivains, musiciens et autres artisans de la radio et de la télévision. Le bulletin et le livre étaient édités par American Business Consultants, groupe mis sur pied en 1947 par trois ex-agents du FBI financés par un magnat de l'alimentation de l'État de New York, Laurence Johnson, et, ultérieurement, par un ancien agent du renseignement naval, Vincent Hartnett. Le groupe a entrepris une campagne contre des écrivains, dont des journalistes comme Richard O. Boyer, qui rédigeait des notices biographiques dans le New Yorker, et Olin Downes, critique musical au New York Times, ainsi que Dashiell Hammett, Ring Lardner Jr. et des intellectuels comme Albert Einstein. Des personnalités de la radio et de la télévision, dont bon nombre de

commentateurs et de vedettes, ont été congédiées après que leur nom eut été mentionné dans Counterattack. Parmi ceux que des employeurs ou des bailleurs de fonds nerveux ont bannis des ondes se trouvaient l'humoriste et commentateur texan John Henry Faulk, la « Singing Lady » Ireene Wicker, qui animait une émission pour enfants très suivie, et Philip Loeb, acteur qui jouait le rôle du père dans la populaire sitcom *The Rise of the Goldbergs*. Loeb a nié être communiste, mais le principal annonceur de son émission, General Foods, a insisté pour qu'il soit renvoyé.

Cette chasse aux sorcières a eu des conséquences tragiques. Dans ses mémoires intitulés *Inside Out: A Memoir of the Blacklist*, Walter Bernstein, scénariste ayant lui-même figuré sur la liste noire, relate le désarroi dans lequel elle avait plongé son ami Loeb. Ce dernier assumait seul les frais d'hébergement de son fils atteint de maladie mentale dans une clinique privée. « Il craignait constamment de ne plus pouvoir continuer à effectuer les paiements et de voir son fils transféré dans un asile public », écrit Bernstein. Loeb a dû quitter son appartement. Il a vécu pendant un certain temps chez l'humoriste et acteur Zero Mostel, qui était aussi sur la liste noire et, selon Bernstein, « adorait ce petit homme doux aux yeux tristes ».

À quelques reprises, raconte Bernstein, Mostel et sa femme Kate ont trouvé Loeb « à la fenêtre en train de crier des injures aux passants. Zero était incapable de lui remonter le moral, et ce, peu importe les efforts qu'il déployait. Je n'ai jamais vu Loeb sourire, même quand Zero atteignait le summum du comique. Il semblait complètement indifférent. Un jour, il a loué une chambre d'hôtel et s'est assuré d'avaler assez de pilules pour réussir son suicide^[119] ».

Dans une lettre publiée dans le *New York Times* à la suite de la mort de Loeb, un lecteur a écrit qu'il « est mort d'une maladie connue sous le nom de liste noire^[120] ». Après avoir été inscrite sur la liste, l'actrice Jean Muir a été retirée de la distribution de la sitcom *The Aldrich Family*, dans laquelle elle devait jouer le rôle de la mère. Le groupe folk *The Weavers*, dont faisaient partie Pete

Seeger et l'actrice Lee Grant, a disparu de la scène. Ceux qui se retrouvaient sur la liste noire voyaient leurs amis, leurs voisins et leurs connaissances couper les liens avec eux. Bernstein se souvient :

Toute ma vie tournait autour de ces amitiés. Je ne fréquentais pratiquement plus que des gens figurant sur la liste. Nous avons adopté une position de repli à l'extérieur de laquelle nous n'osions pas nous aventurer. Le matin, j'essayais d'écrire (des ébauches de scénarios, d'articles, voire de nouvelles), mais mes propos étaient déçus et manquaient de conviction. On aurait dit que j'avais besoin d'un assentiment que je n'arrivais pas à me donner moi-même. Les jours passaient, sans but, un peu comme à l'époque où j'attendais d'être appelé sous les drapeaux. Je sentais que ma vie était en suspens, ailleurs, dans l'attente d'une résurrection qui surviendrait quand le pays retrouverait ses esprits. J'ai fini par admettre que j'étais déprimé, un constat qui n'a fait qu'aggraver ma dépression. Une conspiration avait cours qui faisait en sorte que je me sentais méprisable, et je commençais à y prêter foi^[121].

De nombreuses personnalités inscrites sur la liste noire, dont Mostel, Faulk, Grant, Seeger et même Bernstein, regagneraient leur notoriété dans les années 1960, mais ces purges ont tout de même marqué l'agonie d'une époque où des artistes progressistes et révolutionnaires étaient solidaires du mouvement ouvrier et considéraient l'art comme intimement lié à l'éveil et au développement d'une conscience sociale et politique. Les idées élevées et novatrices exprimées par ces courants avant la chasse aux sorcières, en effet, ont été bannies du débat public.

« Globalement, l'incapacité de l'élite progressiste à résister aux croisades anticomunistes a laissé comme héritage un virage à droite de la culture politique américaine », écrit Ellen Schrecker dans *Many Are the Crimes: McCarthyism in America* :

Des idées et des mouvements jadis tolérés sont devenus inacceptables. Bien que les communistes et leurs alliés fussent les victimes directes des purges, les progressistes modérés et les anciens artisans du New Deal en ont tout de même subi les contrecoups. Leur indulgence à l'égard de la croisade anticomuniste ne les a pas empêchés d'être dénoncés pour avoir « perdu » la Chine ou, comme ce fut le cas du juge de la Cour suprême Hugo Black, appuyé la déségrégation dans le Sud. De plus, en raison de l'anéantissement de la gauche, les progressistes sont devenus plus vulnérables aux attaques qu'ils ne l'étaient auparavant. Bien qu'il semble évident, cet aspect vaut la peine d'être souligné. L'élimination du mouvement communiste a affaibli les progressistes américains. En se retrouvant soudain à la gauche du spectre politique

plutôt qu'en son centre, ils ont perdu une bonne partie de leur marge de manœuvre^[122].

Dans la foulée de la chasse aux sorcières, des réseaux de télévision comme CBS ont entrepris de forcer leurs employés à prononcer des serments de loyauté. Walt Disney et Ronald Reagan, alors président de la Screen Actors Guild, ont prêté main-forte à une chasse aux artistes jugés déloyaux. Ceux qui refusaient de collaborer ou qui osaient tenir tête à la HUAC étaient immédiatement mis au ban. Un de ces résistants, Paul Robeson, a comparu devant la commission en juin 1956. Chanteur et acteur de renom, Robeson a été exclu des ondes commerciales pour ses sympathies communistes et son engagement pour les droits civils. Bien qu'il fût afro-américain, il éprouverait par la suite de grandes difficultés à se produire dans des églises de la communauté noire, et passerait le reste de ses jours dans l'ombre. Des institutions progressistes bien établies, dont la NAACP, l'American Civil Liberties Union (ACLU), dont l'avocat Morris Ernst collaborait étroitement avec le directeur du FBI J. Edgar Hoover, ADA, l'American Association of University Professors et l'American Committee for Cultural Freedom, ont fermé les yeux devant l'exclusion d'artistes, de professeurs, d'écrivains, d'acteurs, de chanteurs, de scientifiques et de fonctionnaires, voire y ont collaboré.

Les nombreux congédiements de professeurs, d'enseignants du primaire et du secondaire et de fonctionnaires (en particulier de travailleurs sociaux défendus par leurs syndicats au nom de leur clientèle) se déroulaient souvent de manière discrète. En vertu du programme de loyauté instauré par le président Truman, le FBI remettait régulièrement des listes de personnes soupçonnées d'être « rouges » aux administrateurs et dirigeants des établissements d'enseignement. Ceux-ci avaient la responsabilité de congédier les indésirables, et la plupart d'entre eux s'y prêtaient sans sourciller. Les victimes étaient rarement invitées à témoigner et ne pouvaient jamais examiner les prétendues preuves. En général, leur emploi

prenait fin abruptement, et elles se voyaient évincer une fois pour toutes de leur profession. Selon Schrecker, de 10 000 à 12 000 personnes ont été éconduites de cette façon.

Centrales syndicales résolument anticomunistes et subordonnées au Parti démocrate, l'American Federation of Labor (AFL) et le Congress of Industrial Organizations (CIO) étaient autorisés à se développer, tandis que les syndicats plus militants, tels ceux d'Hollywood, faisaient l'objet de purges ou étaient contraints de cesser leurs activités. En 1949, la direction du CIO a expulsé de ses rangs plusieurs syndicats de gauche à la suite de dissensions intestines autour de la candidature de Henry Wallace à la présidence. Le CIO a brandi la menace d'autres expulsions afin d'étouffer les débats internes et de discréditer ses membres radicaux, parmi lesquels se trouvaient des anarchistes, des socialistes, des communistes prosoviétiques, des trotskistes et d'autres militants qui jouaient autrefois un rôle essentiel dans le mouvement ouvrier. Jadis pénétrés de la doctrine de la lutte des classes et animés par ceux qui se battaient pour les droits sociaux et politiques de la classe ouvrière, les syndicats ont entrepris de collaborer avec la classe capitaliste et ont intégré l'establishment progressiste. En adhérant au fanatisme anticomuniste, ils cautionnaient la suspension des libertés civiles, y compris de la liberté d'expression et de la liberté d'association, que l'élite progressiste prétendait pourtant défendre.

Adoptée en 1948, la loi Taft-Hartley, qui reste la législation ayant le plus nui au mouvement syndical, est un pur produit de l'hystérie anticomuniste. Au moment de son entrée en vigueur, environ la moitié des travailleurs américains appartenaient à un syndicat ; de nos jours, les syndiqués ne représentent plus que 12 % de la main-d'œuvre. La loi Taft-Hartley consistait en une révision du National Labor Relations Act (loi nationale sur les relations de travail) de 1935, aussi connue sous le nom de loi Wagner. Elle constituait l'une des premières lois adoptées dans les années d'après-guerre afin d'éliminer les gains obtenus par les travailleurs

en vertu du New Deal. La loi Wagner, aussi surnommée « charte des droits du travail », avait institué le National Labor Relations Board (NLRB) et interdisait aux employeurs de recourir à des pratiques injustes en matière de travail. Bien qu'elle profitât surtout aux travailleurs du Nord (les Blancs du Sud souhaitant empêcher la syndicalisation des Noirs), la loi Wagner avait marqué un progrès considérable pour la classe ouvrière. Pour la faire passer, Roosevelt avait accepté qu'elle ne s'appliquât pas aux travailleurs agricoles et aux domestiques, manière subtile d'exclure les Noirs et, ce faisant, de gagner l'appui des politiciens du Sud, démocrates pour la plupart.

Toujours en vigueur, la loi Taft-Hartley a prohibé les grèves de juridiction, les débrayages spontanés, les grèves de solidarité, les grèves politiques et les boycottages secondaires (grèves contre des employeurs qui persistent à entretenir des relations d'affaires avec une firme dont les travailleurs sont en grève). La loi a proscrit le piquetage secondaire, le piquetage sur les terrains de l'employeur et les monopoles d'embauche, et a interdit aux syndicats de contribuer aux campagnes électorales fédérales. Elle a obligé tous les dirigeants syndicaux à déclarer sous serment qu'ils ne sont pas communistes sans quoi ils seraient démis de leurs fonctions. Elle a imposé de lourdes restrictions aux ateliers syndicaux, et a autorisé chaque État de l'union à adopter des « lois du droit au travail » les interdisant. Elle a permis au gouvernement fédéral d'obtenir des tribunaux des injonctions visant à mettre fin à une grève imminente ou effective s'il juge qu'elle « menace la santé ou la sécurité de la population ». La loi Taft-Hartley a démobilisé le mouvement ouvrier en limitant sa capacité à s'organiser et à mener des grèves, et en purgeant les syndicats de leurs derniers effectifs militants. Elle a anéanti le pouvoir de riposte des travailleurs contre l'État-entreprise. Jadis moteur des mouvements progressistes radicaux, le travail est devenu aussi impuissant que les arts, les médias, les Églises, les universités et le Parti démocrate.

Chapitre 4

Politique-spectacle

Et si le monde n'était qu'un genre de spectacle ? [...] Et si nous n'étions que des talents fabriqués par le Grand Dépisteur de talents, là-haut ? Pour le grand spectacle de la vie ! Mettant en vedette tout le monde ! Et si le divertissement était le sens de la vie ?

Philip ROTH, *On the Air*^[123]

LES MOUVEMENTS CONTESTATAIRES des années 1960 célébraient le même hédonisme et le même culte du soi que les courants contre-culturels ayant ponctué les décennies antérieures du xx^e siècle. Un antagonisme profond opposait la plupart des militants pacifistes et la classe ouvrière, dont les fils étaient envoyés au Vietnam tandis que ceux de la classe moyenne obtenaient souvent une prorogation pour leurs études universitaires. Au paroxysme de la guerre, soit en 1965 et en 1966, de 20 % à 30 % des élèves sortants des écoles secondaires fréquentées par la classe ouvrière sont allés au Vietnam contre 2 % des diplômés des universités de premier cycle. Tant l'élite du pouvoir qu'une bonne partie de la classe ouvrière tournaient en dérision les étudiants opposés à la guerre, qu'ils qualifiaient de conscrits réfractaires. Elles voyaient les militants antiguerre comme des enfants gâtés, fils et filles de l'élite ou de la classe moyenne prônant l'amour libre, la consommation de drogue, le communisme et l'anarchie sociale.

Les syndicats, qui demeuraient farouchement anticommunistes,

parlaient le langage militariste de la guerre froide et s'opposaient pour la plupart aux mouvements luttant pour les droits civils et contre la guerre. Quand, lors du congrès de l'AFL-CIO de 1965, tenu à San Francisco, des étudiants ont manifesté en scandant « Partez du Vietnam ! », les délégués leur ont rétorqué « Faites-vous couper les cheveux ! » Le président de la centrale, George Meany, a ordonné aux gardiens de sécurité : « Débarrassez-nous de ces fêlés. » Une fois les contestataires expulsés, Walter Reuther, président des United Auto Workers et acteur influent de l'AFL-CIO, a déclaré que « les manifestants devraient plutôt condamner Hanoï et Pékin [...], les responsables de la guerre ». L'assemblée a adopté la résolution suivante : « Le mouvement ouvrier affirme au monde que les travailleurs et les travailleuses des États-Unis appuient l'administration Johnson au Vietnam^[124]. »

Les factions les plus radicales de la nouvelle gauche, tels les Students for a Democratic Society (SDS), s'inspiraient des luttes de libération au Vietnam et ailleurs dans le tiers-monde plutôt que du mouvement ouvrier, qu'elles jugeaient vendu au capitalisme. « À quelques exceptions près, les radicaux de la nouvelle gauche étaient d'avis que la classe ouvrière du cœur de la bête impérialiste constituait un élément [important] du problème ; ils cherchaient donc leurs alliés ailleurs », écrit Sharon Smith^[125]. C'est ainsi qu'ils se sont tournés vers Mao Tsé-toung, Joseph Staline et Léon Trotski, ce qui impliquait d'adhérer à l'idée de révolution armée. Étrangers aux préoccupations quotidiennes de la classe ouvrière, les Black Panthers, Nation of Islam et autres Weather Underground ont été tout aussi contaminés par la soif de violence, la quête de pureté idéologique, la paranoïa délirante, l'autoglorification et la répression interne que l'État qu'ils contestaient. Seules quelques centaines de maoïstes radicaux, dont bon nombre étaient membres de communes dans des villes comme San Francisco, ont rompu avec les SDS et sont allés travailler dans des usines dans le but d'organiser la classe ouvrière. Ils ne représentaient cependant qu'une infime minorité.

Dans les années 1960, l'essentiel de la contestation puisait ses racines dans le désengagement chanté dix ans plus tôt par des auteurs beat comme Jack Kerouac, Allen Ginsberg ou William Burroughs. Bien qu'il affichât un profond mépris de l'autorité, le mouvement privilégiait lui aussi un cheminement individuel, complaisant, vers la paix intérieure et l'accomplissement de soi. L'usage de drogues hallucinogènes, prôné par un Timothy Leary dans des livres comme *La politique de l'extase*^[126], la montée en popularité de l'occultisme, dans lequel s'inscrivaient la méditation transcendante, la théosophie et le courant Hare Krishna de l'hindouisme, ainsi qu'un regain d'intérêt pour le bouddhisme zen et l'étude du Yi Jing, sont des tendances qu'auraient conspuées les wobblies ou les militants du vieux Parti communiste. À l'instar de la culture de la consommation, la contre-culture des années 1960 était tournée vers l'intérieur. Le soi était sa principale préoccupation. Aux problèmes sociaux, elle proposait des solutions thérapeutiques s'inscrivant dans un projet tout aussi vague qu'utopique de changer le monde. Elle était dépourvue de perspective politique. Avec son appel à la plénitude spirituelle, le Siddartha de Herman Hesse est devenu l'emblème de la vacuité morale de la nouvelle gauche.

Les mouvements issus de la contre-culture et les célébrités qui en étaient les figures de proue, tel le leader yippie Abbie Hoffman, cherchaient l'attention des caméras de télévision, qui, elles, ne demandaient pas mieux que de se braquer sur eux. Manifestations et procès ont cédé le pas au théâtre de rue. La dissidence est devenue un spectacle de plus. Les contestataires de Berkeley ont cessé de chanter *Solidarity Forever* pour entonner *Yellow Submarine*. Le mouvement des droits civils, enraciné dans des impératifs religieux de justice et d'abnégation (valeurs qui, selon Dwight Macdonald, transcendent l'histoire), a été largement éclipsé par l'égoïsme de la nouvelle gauche, en particulier après les assassinats de Malcolm X en 1967 et de Martin Luther King l'année suivante. Dès que la guerre du Vietnam a pris fin et

qu'on a cessé d'envoyer des hommes de la classe moyenne au front, le mouvement s'est évanoui. En raison de la vacuité politique et morale de la contre-culture, il était facile de passer du statut d'étudiant contestataire à celui de membre de l'élite progressiste. À l'instar des cultures bohème et beat, la contre-culture des années 1960 était en phase avec la culture commerciale, dont elle partageait l'hédonisme, l'amour du spectacle et les préoccupations égocentriques.

Le vide moral de la contre-culture indisposait les religieux de gauche tels le père Daniel Berrigan, son frère Philip, la fondatrice du mouvement Catholic Worker Dorothy Day et le révérend William Sloane Coffin, de même que les derniers fidèles d'un Parti communiste moribond et les vieux anarchistes comme Dwight Macdonald et Murray Bookchin. Compte tenu de la frivolité de la nouvelle gauche, passer de manifestant à demandeur de subvention n'était pas très difficile, constatait Bookchin non sans amertume. Ce constat, il l'exprimait ainsi en 1980 :

Aujourd'hui, les idées de gauche se résument à la quiétude abrutissante de l'isoloir, à l'ennui mortel des campagnes de pétitions, à des slogans imprimés sur des autocollants, à la rhétorique contradictoire de politiciens manipulateurs, à des assemblées publiques auxquelles on assiste en spectateur et, enfin, à des appels révérencieux à de timides réformes.

On est loin de l'action directe, de l'engagement dans la bataille, des luttes insurrectionnelles et de l'idéalisme social qui ont marqué tous les projets révolutionnaires de l'histoire. [...] L'aspect le plus inquiétant de l'état de la « gauche » d'aujourd'hui, c'est que le vibrant appel à l'audace lancé en 1793 par Danton au faîte de la Révolution française – « De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace ! » – serait carrément incompréhensible pour ces radicaux autoproclamés qui traînent humblement leurs porte-documents bourrés de notes et de demandes de subvention d'une salle de conférence à l'autre [...] et leurs porte-voix aux manifestations^[127].

Macdonald affirmait pour sa part que tout mouvement social qui ne reste pas fidèle aux valeurs transcendant l'histoire que sont la vérité, la justice et l'amour ne peut que s'effondrer. Sitôt qu'une classe se plie aux diktats imposés par l'art de gouverner et de légiférer ou répond à quelque impératif de défense de la nation, elle perd sa voix. La foi naïve dans la science, la technologie et la

production de masse comme facteurs de progrès a accéléré l'érosion de ces valeurs. Soit on est au service de l'être humain, soit on est au service de l'histoire ; soit on obéit à des considérations éthiques, soit on se limite à des réflexions stratégiques. Macdonald critiquait les marxistes pour les mêmes raisons qu'il critiquait l'élite progressiste : les deux groupes avaient subordonné l'éthique à d'autres objectifs. En se mettant au service de l'histoire et du pouvoir, tant l'élite progressiste que les marxistes ont rendu leur pouvoir et leur autorité morale à l'État. En capitulant, notait Irving Howe, l'élite progressiste a aseptisé toutes les tendances politiques : « Elle est devenue une coquille vide, a renoncé à tout programme ; celui qui se dit progressiste n'a plus besoin de croire en quoi que ce soit^[128]. »

Malcolm Cowley abonde dans le même sens que Macdonald et Howe. Dans *Exile's Return*, il soutient que les réformateurs culturels et religieux du début du XX^e siècle ont, sans s'en rendre compte, jeté les bases de leur propre extinction. En louant la puissance de l'État comme agent de changement et en adhérant à l'idée voulant que confort et consommation soient les critères à l'aune desquels on mesure le progrès humain, ils ont contribué à la montée de la société de consommation, du culte du soi et de l'État-entreprise. La foi dans les bienfaits de l'État, qui a amené la plupart des réformistes progressistes à soutenir l'effort de guerre, a permis à celui-ci d'acquérir, en particulier pendant la guerre, le pouvoir incontesté de façonner les perceptions de la population. Une fois qu'il obtiendrait ce pouvoir, il n'y renoncerait jamais.

L'élite progressiste s'est mise à croire que le progrès était inévitable et a renoncé aux valeurs qui, rappelle Macdonald, constituaient l'essence de son militantisme et auraient dû le rester. Elle aurait dû considérer la culture de masse et l'État (véhicule de ses espoirs et de ses rêves) comme les ennemis à abattre. Le fossé séparant l'élite progressiste des mouvements sociaux et politiques radicaux est devenu abyssal. Par cette rupture, elle s'est coupée des sources de nouvelles idées^[129].

Le Museum of Modern Art de New York (MOMA) proposait récemment deux expositions illustrant la différence entre, d'une part, un mouvement artistique qui était partie prenante de la social-démocratie et cherchait à éliminer les barrières séparant artistes et artisans, et, d'autre part, un courant qui n'était motivé que par ses propres désirs élitistes. La première exposition consistait en une vaste rétrospective du Bauhaus, tandis que la seconde, qui avait lieu simultanément quelques étages plus bas, portait sur l'art américain d'après-guerre et offrait à voir un ennuyeux ramassis de camelote tout aussi stérile qu'autoréférentielle. Avoir la haute main sur l'art est essentiel à l'élite du pouvoir, tout autant que sur la sphère politique, l'économie, les universités, les médias, le mouvement ouvrier et la religion. Le langage de l'art permet aux gens de se comprendre et de comprendre leur société. Les classes dirigeantes ont donc intérêt à ce que l'expression artistique ne menace pas leurs privilèges.

L'élite progressiste, en particulier ses éléments les plus snobs, a contribué à éloigner l'art des masses, qu'elle jugeait trop peu éduquées et trop peu raffinées pour apprécier et comprendre l'expression artistique authentique. Par la voix de leurs conservateurs arrogants, les musées se sont érigés en arbitres de la haute culture. Ces institutions progressistes ont impitoyablement écarté les œuvres qui révélaient ou critiquaient les côtés sombres de l'élite du pouvoir. De grandes familles de philanthropes, tels les Rockefeller, les Whitney, les Paley, les Bliss, les Warburg et les Lewisohn, dont bon nombre ont aussi financé les grandes universités, sont à l'origine des plus importantes collections muséales des États-Unis. Elles ont promu et enrichi leurs artistes préférés, se faisant les chantres de peintres expressionnistes abstraits comme Jackson Pollock, qui avait renoncé aux convictions d'extrême gauche qui l'animaient à ses débuts.

À l'instar de nombreux créateurs d'art abstrait adoptés par l'élite, Pollock cherchait à transformer le processus même de la création en spectacle. Qualifiés d'action painters, ces artistes « se

servaient de leur toile comme d'un écran de cinéma voué à la création ; ils se posaient en héros romantiques, bondissant, se débattant, se déchaînant sur leur toile-écran et laissant une œuvre dans leur sillage », écrit Neal Gabler. Pollock disait se trouver littéralement « dans la peinture, comme s'il jouait dans un film^[130] ». C'est Andy Warhol qui finirait par relever que le plus important mouvement artistique du XX^e siècle n'aura pas été le fauvisme, le cubisme ou le surréalisme, ni même le minimalisme, l'op art ou le pop art (dont il était l'une des figures de proue), mais plutôt la célébrité. Peu importe qui était l'artiste et à quelle école il appartenait, la société du spectacle faisait de sa célébrité son œuvre plutôt que de le rendre célèbre pour son œuvre. Comme bien d'autres aspects de la culture américaine, l'art visuel est devenu un pur prétexte, un moyen permettant d'atteindre la célébrité, qui, elle, constitue l'œuvre réelle^[131].

De riches mécènes soutenaient des organismes comme la Federation of Modern Painters and Sculptors, fondée pour faire contrepoids à l'American Artists' Congress, jugé trop actif politiquement. Cette fédération « s'intéressait plus aux questions esthétiques qu'à l'action politique », écrit Max Kozloff, qui constate par ailleurs des similitudes entre la « rhétorique américaine de la guerre froide » et le credo individualiste et existentialiste des peintres expressionnistes abstraits. L'expression artistique a été domestiquée, dépolitisée, tout comme l'ont été le syndicalisme, le journalisme, la recherche et le discours politique.

« Proclamée dans l'ensemble du “monde libre” au moment où, après la Seconde Guerre mondiale, l'art abstrait faisait un retour, la prétendue séparation entre art et politique s'inscrivait dans la tendance générale des milieux intellectuels à valoriser l'“objectivité” », écrit l'historienne de l'art Eva Cockroft :

La notion d'engagement politique était à ce point étrangère aux milieux apolitiques en plein essor des années 1950 (dont faisaient partie non seulement des artistes, mais aussi des intellectuels) que le sociologue Daniel Bell a fini par décréter que la période d'après-guerre avait marqué « la fin des idéologies ». L'expressionnisme abstrait répondait parfaitement aux besoins de cette supposée nouvelle ère. En donnant à leur

peinture une dominante individualiste et en renonçant à toute figuration, les peintres expressionnistes abstraits ont réussi à créer un mouvement artistique important. Ils ont aussi contribué, qu'ils en aient été conscients ou non, à un phénomène purement politique : le prétendu divorce entre art et politique, qui a si bien servi les intérêts des États-Unis pendant la guerre froide^[132].

Les écoles d'art sont devenues aussi utilitaristes que les écoles de journalisme. Elles ne forment pas leurs étudiants à agir sur la société, observe pour sa part l'historienne de l'art Carol Becker, mais « à s'intégrer au monde de l'art, qui ne correspond pas au monde tel qu'il est. On constate cela dans le système scolaire public, où l'art est marginalisé comme un quelconque loisir ». L'art, poursuit-elle, « est relégué à la nostalgie, à la haute culture ou au divertissement. La plupart des gens diront qu'il a pour rôle d'insuffler au monde beauté et vitalité. À part dans les milieux de l'art, personne ne le conçoit comme un espace valable de débats et de controverses. Dans notre société, l'art est exclu de la sphère du vrai pouvoir, c'est-à-dire de la politique^[133] ».

Tout comme les facultés de science ou de technologie, les écoles d'art produisent des spécialistes, des experts soigneusement formés pour se conformer aux goûts de l'élite du pouvoir. Ceux-ci doivent maîtriser des sujets tout aussi pointus qu'hermétiques plutôt que de réfléchir aux structures du pouvoir et de les confronter. Ils règnent sur de minuscules domaines souvent dépourvus d'intérêt, et font fi des nécessaires questions morales et sociales qui exigeraient une compréhension plus large de la condition humaine. L'expert laisse les questions politiques à l'élite du pouvoir. Il justifie son abdication morale en croyant ce qu'on lui a dit de croire. Il n'est qualifié que pour discuter des menus détails de sa discipline ou de son champ d'études. Dès qu'il maîtrise l'objet de son ésotérique spécialisation, qu'il s'agisse de la porcelaine du XVII^e siècle ou du rôle des paris chez les aristocrates russes au XIX^e siècle, le spécialiste exclut le non-spécialiste en usant d'un vocabulaire et de données inutilement opaques.

Des médias aux universités, en passant par les musées, les institutions progressistes déterminent qui est autorisé à diriger ces

domaines hautement spécialisés. La population en général, conditionnée à s'en remettre aux experts pour interpréter la réalité (qu'il soit question de finance, de politique ou d'art), est nourrie d'hypothèses homologuées. Qui plus est, ce système a été conçu pour assumer lui-même sa propre reproduction. En exigeant de ses futurs professeurs l'obtention d'un doctorat (portant presque toujours sur un sujet étroit, obscur et approuvé par un comité de professeurs), l'université regarnit ses rangs de gens médiocres et peu audacieux.

De même que l'expert et le professeur, l'artiste est partie prenante d'un système qui le contraint à satisfaire les intérêts et les goûts de l'élite du pouvoir. Les artistes ont certes le choix entre haute culture et culture commerciale, mais, comme les autres membres de l'élite progressiste, ils sont peu enclins à risquer de perdre leur prestige et leur emploi en bravant les structures du pouvoir. C'est ainsi que des dramaturges finissent par écrire d'ineptes scénarios pour la télévision, que des illustrateurs dessinent ou font des films d'animation pour les grandes entreprises, que des comédiens paient leur loyer en jouant dans des messages publicitaires et en faisant des voix hors champ, que des réalisateurs, des rédacteurs et des écrivains se vendent à des agences de publicité. Quant à ceux qui fréquentent les hautes sphères de la culture, qu'ils soient professeurs titulaires, critiques d'art, poètes admirés ou historiens de l'art, ils ne s'adressent qu'à leurs pairs, tels des théologiens médiévaux. La création artistique, tout comme la recherche universitaire, est soutenue par un réseau de clubs sélects étroitement liés les uns aux autres. Ceux qui, tel le documentariste Fred Wiseman, persistent à conserver leur indépendance sont exclus. Quiconque écrit, pense, peint, filme ou sculpte d'une façon qui ne convient pas aux spécialistes ou aux exigences de la culture commerciale doit se passer du soutien des institutions dirigées par l'élite progressiste.

Alan Magee, dont les images et sculptures évoquant la guerre et les mauvais traitements explorent avec force l'immoralité de la

violence, a commencé ses études au département d'illustration du Philadelphia College of Art en 1967. Il ne montrait aucun intérêt particulier pour l'illustration, mais ce département était alors l'un des rares endroits où des étudiants en arts visuels pouvaient faire de la peinture figurative sans devoir se justifier. Partout aux États-Unis, les écoles des beaux-arts, qui avaient un penchant pour l'art abstrait ou l'art conceptuel, assimilaient la figuration à l'illustration. Les artistes attirés par la peinture figurative étaient donc généralement reconnus comme illustrateurs.

« Pendant mes études en art, j'étais à la recherche d'un langage plastique s'inscrivant dans la tradition réaliste, mais permettant d'aborder des questions et des idées contemporaines, m'a expliqué Magee. Le surréalisme avait offert un bon exemple du potentiel de communication de l'art figuratif. J'ai étudié en profondeur les œuvres de Magritte ainsi que celles de George Tooker, de Philip Pearlstein et du peintre canadien Alex Colville. Au Musée d'art de Philadelphie, trois peintures marquantes (Construction molle avec haricots bouillis [Prémonition de la guerre civile] de Salvador Dalí, Les stigmates de saint François de Jan van Eyck et Groundhog Day de Andrew Wyeth) ont confirmé ma volonté de devenir illustrateur.

« À l'extérieur des salles de classe, des courants inspirants se manifestaient dans les magazines, sur les affiches, dans le graphisme européen, poursuit-il. Il y avait beaucoup de choses à voir, à admirer et à tenter d'égaliser. Selon les normes d'aujourd'hui, les éditeurs de magazines et de livres d'alors ne manquaient pas d'inventivité et de courage politique. Les meilleurs directeurs artistiques ne s'ingéraient pas dans le travail de l'illustrateur et ne s'attendaient pas à ce qu'il réfrène ses excentricités dans l'accomplissement de sa tâche.^[134] »

Magee a commencé à travailler comme illustrateur à New York en 1968. On lui laissait une entière liberté de création ou presque, raconte-t-il : « On me confiait par exemple une série de romans de Graham Greene ou de Bernard Malamud afin que je les lise et les

interprète à ma façon. Dans la mesure du possible, je tentais d'établir une correspondance symbolique ou métaphorique à l'œuvre plutôt que de représenter littéralement ses protagonistes. On acceptait régulièrement mes premières esquisses. Le cynisme relatif aux profits que devrait générer un livre n'était pas encore très répandu, et les grands groupes de presse n'avaient pas encore avalé les petits éditeurs indépendants. Tout cela est arrivé plus tard, et l'érosion des libertés que je tenais pour acquises est l'une des nombreuses raisons pour lesquelles j'ai abandonné ma carrière d'illustrateur pour me consacrer à ma propre peinture.

« Dans les années 1970, le sculpteur minimaliste Donald Judd installait des boîtes en aluminium poli dans les galeries, et Carl Andre disposait des rangées de briques sur le plancher des musées ; de nombreux artistes se réclamaient ainsi du minimalisme, de l'art conceptuel et de courants similaires. Nul doute que ces mouvements cherchaient en partie à élargir les possibilités de l'art, et il était en ce sens difficile de s'y opposer. Cependant, l'essor de ces pratiques opaques a eu pour effet d'isoler le grand art de la vie des gens ordinaires. Depuis ce temps, l'art "qui compte" s'est fait encore plus distant et abscons. »

José Ortega y Gasset et Ernst Gombrich, rappelle Magee, s'inquiétaient de voir l'art moderne perdre son humanité. Ortega y Gasset envisageait qu'on puisse brandir un art intentionnellement hermétique pour insulter les classes inférieures de manière implicite quand il serait devenu inacceptable de les dénigrer ouvertement. Gombrich, lui, prédisait qu'on afficherait son appartenance au mouvement moderniste « comme on porte une insigne », si bien que des artistes ou des œuvres ainsi homologués ne pourraient plus être analysés ou critiqués de l'intérieur.

« Ces deux prédictions se sont réalisées, déplore Magee. J'ai fini par saisir qu'il ne fallait pas prendre le "discours" du milieu de l'art au sérieux, et je me souviens du moment où il m'est apparu évident que l'avant-garde n'avait rien de progressiste ou d'humanitaire, qu'elle était en fait conservatrice au sens politique du terme,

qu'elle ne cherchait pas à être comprise ou avalisée à l'extérieur de son cercle d'initiés. J'avais cru naïvement que tout l'art moderne s'inscrivait encore dans un mouvement vers l'intégrité, qu'il était un pendant aux diverses luttes pour l'égalité et la justice qui se déroulaient à l'extérieur de son milieu. Mais la réalité était tout autre. La compassion et l'empathie avaient été bannies de l'art "important" : elles n'étaient pas payantes. De nos jours, les œuvres qu'on sanctifie sont essentiellement des véhicules financiers dépourvus de toute cette encombrante humanité.

« Mais quel est le problème avec la frivolité, les jeux de coulisses entre initiés du milieu de l'art ou l'exposition d'objets déroutants dans les musées ? demande Magee. Il n'y a rien de mal à tout cela, bien sûr, sauf si l'accumulation de tels phénomènes entrave la diffusion d'œuvres ou d'idées valables. Ce qui me brise le cœur quand je visite les salles du MOMA consacrées à l'art contemporain (et je pourrais dire la même chose de celles de tout autre musée, dans la mesure où l'on n'y véhicule plus qu'une seule vision), c'est qu'une dimension jadis essentielle du lien unissant les êtres humains est occultée par des objets qui nient la notion même de lien. Je vois les visiteurs qui errent dans ces vastes salles, l'air absent, voire à moitié endormis, se disant probablement qu'ils ne sont pas assez malins ou éduqués pour être touchés par la grâce du grand art. Ça m'attriste de les voir partir à la découverte de l'art, pleins de bonne foi, convaincus que celui-ci élèvera leur esprit, les rendra plus sensibles, un peu comme s'ils étaient restés chez eux à lire un bon roman contemporain. On induit les visiteurs en erreur quant à la portée de l'art contemporain et à ce qu'il peut leur offrir.

« Il se crée aujourd'hui des œuvres riches de sens, mais, comme l'a souligné le peintre John Nava, l'art qui a été choisi pour nous représenter s'inscrit dans la lignée de Marcel Duchamp. Sa Fontaine, un urinoir fabriqué en usine et signé "R. Mutt" qu'il avait proposé en vue de l'exposition de la Society of Independent Artists à New York en 1917, a été élue œuvre d'art la plus influente du XX^e siècle par un jury composé de 500 professionnels du milieu de

l'art britannique. Duchamp souhaitait dénoncer l'esthétique raffinée et "choquer la galerie". Son geste, fort réussi, arrivait à point nommé, mais on n'avait aucune raison de le répéter pendant un siècle.

« Ma déception devant la dérive de l'art contemporain est intimement liée à mon admiration pour certains mouvements et artistes des débuts du modernisme européen, tels Dada et la peinture ou le cinéma expressionnistes allemands (quoique, dans les années 1920 et au début des années 1930, tous les arts semblaient en pleine effervescence). À l'origine, le modernisme était largement moral, au sens où l'entendait [l'homme de lettres américain] John Gardiner, et ce, même s'il était effrontément cru et rebelle (ou en raison de ce fait). Tels les premiers chrétiens, ces artistes étaient des marginaux. C'est sans doute leur dissidence qui m'a attiré vers les arts visuels, la poésie, le cinéma, la musique et la littérature de cette époque et de cette partie du monde.

« J'ai dû réécrire l'histoire de l'art pour y trouver mon compte, conclut Magee. Peut-être devrions-nous tous le faire. Je dois ignorer les hiérarchies du monde de l'art pour donner une place à ces artistes de tous les domaines qui me procurent une expérience authentique et qui, à l'occasion, changent le cours de ma vie. Certains d'entre eux sont très connus. D'autres sont comme des secrets, complètement invisibles à ceux qu'on désigne sous le nom de "professionnels de l'art". Parmi ces artistes faisant partie de ce que j'appelle "mon histoire de l'art en marche" se trouvent l'animateur et sculpteur tchèque Jan Švankmajer, le sculpteur italien Giacomo Manzù, les peintres espagnols Antonio López García et Cristóbal Toral, les sculpteurs français Louis Pons et Antoni Clavé, et le créateur suisse de "machines poétiques" Paul Gugelmann. Je dois aussi mentionner les Allemands Adolph Menzel, Otto Dix, Hannah Höch et, tout particulièrement, Käthe Kollwitz. J'essaie de faire connaître ces artistes au lieu de dire du mal de la profusion d'œuvres contemporaines largement financées, mais futiles. »

Le peintre Rob Shetterly^[135], quant à lui, fait le constat suivant : « J'ai l'impression que le plus grand obstacle auquel font face les artistes engagés n'est pas le milieu de l'art. Il s'agit plutôt des grands médias. En choisissant d'ignorer l'art engagé sérieux, ils le marginalisent. Des millions de personnes qui pourraient regarder, lire, écouter ces œuvres n'en ont pas l'occasion. Ainsi, rien ne vient confirmer le bien-fondé de leurs questionnements, de leurs idées et de leurs sentiments, dont l'art peut se faire l'écho fidèle. L'art peut les aider à comprendre qu'il est acceptable d'avoir des idées et des sentiments impopulaires. Sans cette assurance, elles se retrouvent souvent isolées, seules avec leur perception de la réalité, et finissent par se replier dans le confort de l'orthodoxie et du patriotisme, même si celui-ci bafoue les idéaux qu'il prétend défendre.

« Je pense souvent à la musique des années 1960, à Phil Ochs, à Dylan, à Joan Baez, à Odetta, à Peter, Paul and Mary, etc., poursuit Shetterly. On entendait partout leurs chansons sur les droits civils ou l'iniquité de la guerre du Vietnam. Les grands médias n'avaient pas encore compris qu'ils pouvaient limiter considérablement la diffusion des idées en s'abstenant tout simplement de faire jouer cette musique. Des millions de jeunes gens se sont radicalisés et ont décidé de militer non pas en lisant des essais ou en suivant des cours, mais en se laissant inspirer par l'art. L'art leur disait qu'ils avaient la conscience éclairée. Ils pouvaient faire confiance à Bob Dylan, mais pas à Johnson ou à Nixon. Essayez d'imaginer le mouvement des droits civils ou le mouvement pacifiste sans la musique !

« Les grands médias ont bien compris la leçon des années 1960, explique-t-il. S'ils avaient pour objectif d'établir un consensus favorable au profit, et si le profit découlait de la guerre, de l'exploitation et de l'impérialisme, ils n'avaient qu'à cesser de couvrir ou de diffuser l'art porteur de messages de paix et de résistance. Ce n'est pas de la censure. Les artistes restent libres de s'exprimer et de créer comme bon leur semble. Mais ils

n'atteignent plus qu'un public restreint. Parce que les grands médias, cette sacro-sainte presse libre, sont indubitablement parties prenantes de la machine de propagande du complexe militaro-industrialo-politique, les artistes doivent s'en prendre à eux au même titre qu'ils contestent les profiteurs de guerre et les menteurs élus, ce qui diminue leurs chances d'être couverts. Les médias détestent qu'on mette au jour leurs partis pris. »

Peinte par Shetterly, *Americans Who Tell the Truth*, une série de portraits d'Américains épris de vérité comme Sojourner Truth ou Cindy Sheehan, a été boudée par les médias.

« Pour moi, un mensonge est un mensonge, et non une divergence d'opinions, explique Shetterly. Un crime de guerre est un crime de guerre, et non une erreur. Il en va de même de la complicité des médias dans les mensonges et les crimes de guerre : il s'agit de complicité. Je constate souvent un antagonisme profond entre capitalisme et démocratie.

« Les préjugés du milieu de l'art contre l'art engagé reposent en partie sur la conviction sincère que l'art est lié à l'affirmation de notre humanité la plus profonde, à notre sens du beau, à nos élans spirituels, à nos plus hautes aspirations, poursuit-il. L'art engagé peut susciter des débats, des divisions, là où l'on devrait adopter une attitude méditative. L'art ne devrait-il pas être un refuge, le lieu d'une incessante réflexion sur les réalités les plus belles ? Selon moi, l'art doit avoir – et peut avoir – de multiples facettes. S'il traite de beauté, il doit aussi parler de vérité, même si elle est laide et que son dévoilement irrite les beaux et les puissants. En un sens, une jolie nature morte n'est jamais futile. Mais si la survie de l'humanité est en jeu, peut-être importe-t-il que des artistes se demandent pourquoi, avec tout le sens de l'urgence et de la vérité dont ils savent faire preuve.

« Le plus curieux, c'est que nous vivons une époque où l'"art" correspond à tout ce que l'artiste ou le critique définissent comme étant de l'art, conclut Shetterly. Les médias acceptent cette définition... sauf s'il est question d'art engagé ! »

« Que sait-on des sociétés et des civilisations du passé ? »
demande Carol Becker :

On les découvre à travers leur art, qui témoigne de l'état d'esprit des gens qui y vivaient. En réfléchissant à l'art, on réalise que les idées qu'on y trouve sont à la base de la civilisation occidentale. Pourtant, on dévalorise l'artiste. On refuse de reconnaître la légitimité de son travail, voire de considérer ce dernier comme un effort digne de ce nom. Pensons par exemple à l'artiste sud-africain William Kentridge, qui a vécu et créé sous l'apartheid. Il s'est montré capable de brasser la cage à une époque où personne n'osait contester le pouvoir. Bref, les artistes souvent ne craignent pas de se placer dans des situations difficiles. Les médecins et d'autres professionnels savent aussi faire face à des situations difficiles, mais ils n'en produisent pas de représentations pouvant transformer le regard qu'on porte sur le monde. En fait, j'aimerais que les artistes sentent qu'ils peuvent jouer un rôle moteur dans le monde, qu'ils peuvent refuser de voir leur travail relégué à ce qu'on appelle « le monde de l'art »^[136].

*

* *

« Apprendre à quelqu'un à faire marcher un tour, ou à lire et à écrire, c'est surtout enseigner une capacité », écrit C. Wright Mills dans *L'élite du pouvoir* :

Provoquer chez les hommes la compréhension de ce qu'ils veulent vraiment tirer de leur existence ou discuter avec eux des modes de vie stoïcien, chrétien et humaniste, c'est surtout enseigner des valeurs. Mais contribuer à faire naître chez un groupe d'hommes cette sensibilité culturelle, technique et politique qui ferait d'eux les membres authentiques d'un public authentiquement libéral, c'est enseigner à la fois des capacités techniques et des valeurs. Cela englobe une sorte de thérapie dans le sens que les anciens donnaient à ce mot, c'est-à-dire une clarification de la connaissance de soi ; cela englobe l'enseignement de toutes les capacités de controverse avec soi-même, que nous appelons pensée, et de controverse avec autrui, que nous appelons discussion. Et le produit fini de cette éducation libérale de la sensibilité est simplement l'homme ou la femme capable de s'instruire et de se cultiver.

C'est la capacité, dont est dépourvu l'expert, de comprendre la dimension sociale des problèmes personnels, « de voir leur signification par rapport à sa communauté et la signification de sa communauté par rapport à eux », qui devrait constituer l'aboutissement de toute ambition artistique ou intellectuelle, écrit Mills. « Les hommes de la masse ressentent les difficultés

personnelles, mais ils n'ont pas conscience de leur véritable signification ni de leur véritable source », poursuit-il. Et c'est aux artistes et aux intellectuels que revient « de traduire continuellement les ennuis personnels en problèmes généraux et d'exprimer ces problèmes en fonction de la signification qu'ils prennent pour l'individu ». Leur incapacité à faire correspondre le savoir et l'expression artistique à la réalité humaine (ce qui constituait l'objectif du Bauhaus dans l'Allemagne de Weimar) a fait en sorte que le « citoyen ne peut pas aujourd'hui voir les racines de ses préjugés et de ses frustrations », qu'« il ne peut pas réfléchir sur lui-même, ni même, au fond, sur quoi que ce soit^[137] ».

Dans son essai *Les cols blancs*, qui comprend un chapitre intitulé « Société anonyme des cerveaux », Mills constate que les « esprits brillants, énergiques, imaginatifs » ne sont plus appréciés dans les universités. Celles-ci « sont rarement favorables au développement d'un esprit indépendant ». Le professeur « devient membre d'une hiérarchie mesquine, enfermée presque complètement dans un milieu petit-bourgeois où la vie intellectuelle et la vie sociale ne coïncident jamais » et où « la médiocrité [...] règne et impose son image de la réussite idéale ». Cependant, l'intellectuel qui œuvre à l'extérieur de l'université, dans le secteur privé, ne fait pas mieux. Il a renoncé à la politique, lui préférant une carrière d'administrateur et la quête de réussite personnelle. « L'abandon de la volonté, voire des idées par les intellectuels », écrit Mills, n'est pas simplement le résultat « de la défaite politique et de la déliquescence des partis de gauche » : en acceptant des postes bien rémunérés dans les bureaucraties de l'éducation, de l'État, des institutions et des médias, l'élite progressiste a vendu son âme^[138].

La nouvelle gauche des années 1960 n'aura été qu'un mirage. Au moment de son émergence, le progressisme américain avait été à ce point décimé qu'elle était dépourvue de racines. Elle est née dans un vide historique. Bien que, au paroxysme de la guerre du

Vietnam, elle attirât des foules, elle n'a jamais eu la force du front populaire des années 1930, dans lequel la classe ouvrière et une variété de mouvements sociaux, syndicaux et politiques s'étaient unis. L'historienne Ellen Schrecker définit la nouvelle gauche comme « un mouvement fragmenté, déraciné, qui n'a jamais su rebâtir l'unité culturelle et idéologique de ses prédécesseurs et surmonter ses divisions. Encore aujourd'hui, les courants considérés comme étant de gauche, ces groupes identitaires qui trop souvent divisent leurs sympathisants plutôt que de les unir, ne cultivent pas ce sens de la solidarité qui caractérisait le mouvement communiste américain avant son anéantissement^[139] ». Plutôt que de perturber la production ou les systèmes dirigés par l'élite du pouvoir, la plupart des manifestations sont devenues des happenings prisés par les médias, comme on l'a vu à l'occasion de la convention démocrate de Chicago en 1968. Gauche et droite se sont mises à jouer leurs rôles devant les caméras. La politique était désormais un spectacle.

La conscience collective n'avait plus le moindre souvenir du militantisme des générations précédentes. Tout comme le mouvement beat qui l'avait précédé, la contre-culture était vouée au désengagement plutôt qu'au changement. L'émergence de personnalités politiques intègres comme George McGovern ou Eugene McCarthy a bien suscité un peu d'espoir, mais l'establishment du Parti démocrate a comploté avec Richard Nixon pour écraser McGovern à l'élection présidentielle de 1972 tout en s'empressant de revoir les règles relatives à l'investiture afin que, à l'avenir, de tels candidats ne puissent plus se faire élire. Il n'était désormais plus nécessaire de pousser l'élite progressiste, représentée sur la scène politique par le Parti démocrate, à défendre les intérêts de l'élite du pouvoir : elle faisait maintenant partie du club.

Dans les années 1980, la stérilité politique de la nouvelle gauche a trouvé son expression savante dans les thèses du poststructuralisme français sur la littérature et la culture. La

parodie de contestation avait maintenant son pendant universitaire : la parodie de pensée critique. Des professeurs américains ont adopté les thèses de penseurs comme Jacques Derrida, Jacques Lacan et Roland Barthes. Ils ont cependant pris soin de les débarrasser des projets politiques qui les avaient influencées, se retranchant dans la sémiologie, l'étude du langage et l'analyse de textes. L'analyse marxiste est ainsi passée des départements d'économie (dont la plupart avaient de toute façon été accaparés par les idéologues du libre marché) aux départements de littérature et de philosophie, où elle ne menacerait jamais les structures de pouvoir.

Les marxistes étaient désormais des critiques éclairés de la culture et de la littérature. Ces théoriciens se sont investis dans le multiculturalisme en développant des spécialités comme les études féministes, les études queer ou les études afro-américaines. Cette inclusion de voix souvent tenues à l'écart du canon de la recherche a certes enrichi le monde universitaire, mais, plutôt que de déboucher sur une critique des structures responsables de l'exclusion et de l'appauvrissement des personnes démunies et marginalisées, le multiculturalisme est devenu une fin en soi.

Dépouillés de leur vocabulaire socialiste, privés de leurs espoirs utopiques, les progressistes et les gauchistes ont battu en retraite, au nom du progrès, pour célébrer la diversité, écrit Russell Jacoby. N'ayant presque plus d'idées sur la façon d'envisager l'avenir, ils ont adhéré à toutes les idées. Sous les habits du multiculturalisme, le pluralisme est devenu un fourre-tout, l'alpha et l'oméga de la pensée politique, l'opium des intellectuels désillusionnés, l'idéologie d'une époque dépourvue d'idéologie^[140].

Au débat politique s'est substitué le discours du multiculturalisme. Les valeurs relatives au bien commun ont été subordonnées à de tortueuses analyses de textes : au-delà du texte, insistent les poststructuralistes, rien ne mérite d'être étudié. Parmi les membres les plus typiques de cette nouvelle école de théoriciens « critiques », mentionnons la spécialiste de la littérature et de la décolonisation Gayatri Chakravorty Spivak, le professeur d'études anglaises et directeur de la revue *Boundary 2*, Paul Bové, le professeur de littérature J. Hillis Miller, le professeur d'anglais

Gregory Ulmer et l'historien de la culture et marxiste Fredric Jameson. Ces savants présentent leurs thèses dans une langue si hermétique qu'elles sont incompréhensibles pour le non-initié. Ils ne font aucun effort pour élargir leur auditoire ou contribuer au débat public. En comparaison de la dernière génération d'intellectuels publics indépendants (dont faisaient partie Jane Jacobs, Paul et Percival Goodman, William H. Whyte, Lewis Mumford, C. Wright Mills et Dwight Macdonald), ils n'ont rien produit de valable. Leurs travaux sont dénués de vision, à part peut-être leurs appels à une plus grande diversité des voix à l'université. Leurs écrits sont techniques, alambiqués, autoréférentiels, tissés d'un jargon qui les rend proprement illisibles. Voici un exemple, ici la prose d'un Jameson, de ce que les poststructuralistes considèrent comme une pensée lucide :

La périodisation d'un phénomène de ce type nous oblige à compliquer le modèle de toutes sortes d'épicycles supplémentaires. Il est nécessaire de distinguer, d'un côté, la mise en place progressive des diverses conditions préalables à la nouvelle structure (souvent indépendantes), et, de l'autre, le « moment » (pas exactement chronologique) où elle se soudent et se combinent en un système fonctionnel. Ce moment est lui-même moins une question de chronologie que de quasi *Nachträglichkeit* ou rétroactivité freudienne : les gens deviennent conscients de la dynamique d'un système nouveau dans lequel ils se trouvent eux-mêmes pris que plus tard et progressivement^[141].

Malgré ses airs de mouvement pour le changement social, la campagne pour la diversité culturelle ne cherche pas vraiment à ébranler l'élite du pouvoir. Elle ne conteste pas les structures économiques et politiques qui dépossèdent la classe ouvrière de son autonomie et de son influence. Au fond, veiller à ce que la télévision et la publicité montrent des gens de toute origine et de toute orientation sexuelle a simplement pour effet d'élargir le bassin des consommateurs. Le multiculturalisme plaide pour une hiérarchie du pouvoir plus inclusive. Cet appel a connu son aboutissement politique avec l'élection de Barack Obama et a mené à la constitution de départements multiculturels dans bon nombre d'universités. Il s'agit cependant d'un appel « au clientélisme, et non à la révolution », observe Jacoby. « Les adeptes

les plus radicaux du multiculturalisme, du postcolonialisme et des autres théories sophistiquées du genre se répandent en discours sur la marginalité avec l'objectif implicite, voire parfois explicite, de rentrer dans le rang. Ils se spécialisent en marginalité dans le but d'augmenter leur valeur sur le marché. On peut les comprendre : les pauvres et les exclus aimeraient bien être riches et inclus. Mais en quoi cela est-il multiculturel ou subversif^[142] ? »

Ces théoriciens critiques ont intériorisé la règle en vigueur à l'université : écrivez ou enseignez ce que vous voulez, mais, si vous défendez publiquement une position contraire aux conventions ou contestant les structures établies, vous risquez votre carrière. Lors des colloques et des séminaires, tant qu'un professeur emploie le jargon à l'aide duquel il ne peut avoir la moindre influence sur le débat public, il est libre de défendre toute théorie bizarre ou « critique ». Attachés à leurs analyses « scientifiques », les nouveaux professeurs marxistes n'ont pas plus d'énergie à consacrer à des impératifs moraux que leurs collègues des grandes écoles de gestion, avec lesquels ils cassent d'ailleurs la croûte à la même cafétéria. À l'université, les décisions d'embauche reviennent à des comités de pairs. Ceux-ci accordent une plus grande importance à l'esprit de coopération et au conformisme d'un candidat qu'à la qualité de ses recherches ou à la valeur de ses idées. Ceux qui finissent par obtenir un poste de professeur titulaire (au bout de sept ans en moyenne, c'est-à-dire après avoir eu amplement le temps de s'intégrer à la culture dominante) sont récompensés pour leur conformisme, et non pour leur originalité. « Le problème, c'est que les professeurs obtiennent leur permanence lorsqu'ils cessent d'exprimer des idées impopulaires, et non pour se voir confier une tribune qui leur permettrait de le faire », écrit Jacoby. « Par son inertie toute conservatrice, l'université contemporaine est devenue l'endroit le plus réfractaire à la recherche de la vérité. La notion de poste permanent, à laquelle on accordait jadis une grande valeur, n'est plus qu'un concept vide de sens^[143]. »

Les professeurs titulaires connaissent un sort comparable à celui des syndiqués de l'acier. De moins en moins de postes d'enseignement mènent à la permanence (c'est aujourd'hui le cas de seulement 35 % d'entre eux). La course effrénée d'enseignants prêts à tout pour devenir professeurs titulaires, que ce soit en satisfaisant aux exigences des administrateurs ou en se conformant aux critères des presses universitaires afin qu'elles publient leurs travaux, n'a fait que prendre de l'ampleur avec la baisse du nombre d'emplois permanents. La majorité des universitaires sont des chargés de cours itinérants, dont bon nombre enseigneront dans une variété d'établissements pendant leur carrière, parfois dans deux ou trois écoles à la fois, et ce, sans la moindre sécurité d'emploi. Les chargés de cours sont généralement embauchés pour un an ou moins. On les considère comme des employés à temps partiel, et ils n'ont pas accès aux avantages sociaux. Nombre d'entre eux ne reçoivent que 1 000 dollars pour un cours d'un trimestre. Cette insécurité d'emploi inhibe d'autant plus leur volonté de s'exprimer sur des sujets à connotation politique ou sociale. S'ils tiennent à leur carrière, ils ont intérêt à fuir la politique et à se complaire dans l'univers ésotérique du charabia savant et des intrigues intrafacultaires.

Comme les universités, les médias d'information sont tenus de garder une distance avec les grands enjeux de l'heure en jouant un rôle d'observateurs impartiaux. Pour les journalistes, dont j'étais, qui devaient couvrir les guerres en Amérique centrale, au Moyen-Orient ou dans les Balkans, c'était impossible. Comment peut-on témoigner de la souffrance humaine sans ressentir quoi que ce soit ? Néanmoins, quiconque exprime ses émotions dans une salle de rédaction, par exemple en faisant part de son indignation devant les atrocités commises par les escadrons de la mort au Salvador, les assassinats perpétrés par les Serbes de Bosnie ou la brutalité des soldats israéliens à Gaza, risque d'être réaffecté à un autre sujet ou d'être mis de côté par son rédacteur en chef, qui exige de ses journalistes qu'ils fassent preuve de détachement. Ceux qui

s'émeuvent manqueraient d'objectivité et ne seraient pas dignes de confiance. Ainsi, comme bien d'autres journalistes, j'ai joué le jeu en dissimulant mes émotions et en me posant en observateur neutre.

J'ai passé sept ans au Moyen-Orient, dont cinq à titre de correspondant du New York Times et quatre comme chef du bureau régional du même quotidien. J'ai vécu plusieurs mois en Irak sous la dictature de Saddam Hussein ; pendant la première guerre du Golfe, j'ai accompagné les marines alors qu'ils entraient sur le territoire du Koweït occupé ; j'ai couvert l'après-conflit, où des inspecteurs de l'ONU ont détruit beaucoup plus d'équipements militaires et de stocks d'armes que n'en avait anéantis la guerre elle-même. Ceux d'entre nous qui se trouvaient en Irak après la guerre du Golfe savaient que, bien qu'il fût certes un tyran, Saddam Hussein ne représentait aucune menace pour les États-Unis ou les pays voisins. Laïc, son régime réprimait impitoyablement les islamistes et avait Al-Qaïda en aversion. L'Irak était à ce point déchiré par les antagonismes interethniques que toute volonté d'y instaurer la démocratie dans la foulée d'une invasion ne pouvait être que farfelue. Pour tous les spécialistes du monde arabe, y compris pour ceux du département d'État, des milieux du renseignement et du Pentagone, il allait de soi que les Américains ne seraient pas accueillis en libérateurs s'ils envahissaient le pays, que les revenus tirés du pétrole ne suffiraient jamais à financer la reconstruction, et que la démocratie ne fleurirait pas à Bagdad pour se répandre ensuite dans le reste du Moyen-Orient.

Toutefois, parce que je me suis fait l'écho de ces vérités toutes simples avant le déclenchement de la guerre, j'ai nui à ma carrière au point de finir par être renvoyé du New York Times, l'une des plus respectables institutions de l'élite progressiste. Diffusées à l'échelle nationale lors d'émissions comme Charlie Rose ou Fresh Air with Terry Gross, mes prises de position contre la guerre irritaient au plus haut point la direction du journal, selon laquelle

j'avais, en ma qualité de reporter, le devoir de rester neutre.

C'est un incident survenu en mai 2003 à l'université de Rockford (Illinois), où l'on m'avait invité à prononcer le discours de remise des diplômes, qui a donné lieu à mon ultime confrontation avec la direction du New York Times. Devant un auditoire de 1 000 personnes, je me suis prononcé contre la guerre. Deux semaines plus tôt, un George W. Bush arborant un uniforme de bombardier s'était posé sur le pont du porte-avions USS Lincoln et avait fait une déclaration sous une banderole ornée des mots «Mission accomplie».

Basé sur mon livre intitulé *War Is a Force That Gives Us Meaning*, mon discours consistait en une virulente dénonciation de l'impérialisme et de la guerre. Je me suis installé au lutrin, au bout de la rangée de dignitaires. Je portais une toge noire ornée d'une épitoge, que j'avais empruntée, faite d'une étoffe suffisamment cramoisie pour évoquer les couleurs de la Harvard Divinity School, où j'ai fait mes études. C'était une journée venteuse. Je tenais avec fermeté les feuilles sur lesquelles était imprimée mon allocution. Les étudiants, qui occupaient les premières rangées, et le reste de l'auditoire étaient assis sur des chaises pliantes disposées de manière ordonnée. Des haut-parleurs noirs étaient montés sur des perches. J'ai pris la parole :

Je suis venu vous parler de la guerre et de l'empire.

Les tueries, du moins les pires d'entre elles, sont terminées en Irak, même si le sang, tant le leur que le nôtre, va continuer à couler : soyez-en avisés. Nous entamons une occupation qui, si l'on peut le moindrement se fier à l'histoire, aura des effets dévastateurs tant sur nos âmes que sur notre prestige, notre puissance et notre sécurité. Mais cela n'arrivera que plus tard, quand notre empire prendra de l'expansion. Tout cela nous vaudra le mépris des peuples plus faibles que nous, qui nous verront comme des tyrans. L'isolement altère toujours le jugement, et nous sommes aujourd'hui très isolés.

Nous avons dilapidé la bienveillance et l'empathie que le monde nous avait manifestées dans la foulée du 11-Septembre. Nous nous sommes repliés sur nous-mêmes, et nous avons considérablement affaibli les alliances, fragiles, qui sont essentielles au maintien et à la promotion de la paix. Nous faisons désormais partie de cette troïka qui mène une guerre fort discutable contre le terrorisme, en compagnie de Vladimir Poutine et d'Ariel Sharon, des dirigeants qui n'hésitent pas à commettre des actes d'une violence gratuite et insensée en Tchétchénie ou en Palestine. Qui se

ressemble s'assemble.

La réprobation et, sans aucun doute, la rage d'une bonne partie du monde (je vous rappelle que les musulmans représentent un cinquième de la population mondiale et que la plupart d'entre eux ne sont pas arabes) vont s'abattre sur nous. Regardez ce qui s'est passé hier soir à Casablanca, où 14 personnes ont été tuées dans une série d'explosions. Sur une planète où près de la moitié des gens vivent avec moins de deux dollars par jour, c'est contre nous que se déchaînera toute cette colère. Le terrorisme est en passe de devenir un mode de vie.

À ce moment, un murmure de protestations s'est élevé d'un public de plus en plus mal à l'aise, voire agité. Un cri s'est fait entendre : « Non ! »

Quand on nous attaque, nous répliquons, tels nos alliés Poutine et Sharon, avec une fureur encore plus grande. L'escalade de la violence est une spirale funeste dont personne ne peut s'échapper, et dans laquelle nous tournoyons si vite que nous serons probablement incapables de nous arrêter. Pendant que nous nous enorgueillissons de nos prouesses militaires (en fait, du degré de sophistication de notre matériel et de nos technologies militaires, dans la mesure où il s'agit de l'essentiel de ce dont la presse a témoigné en Irak), nous oublions que notre capacité de faire la guerre ne nous donne pas pour autant le droit de faire la guerre. Dans le passé, une telle capacité a fait tomber des empires.

« La civilisation occidentale moderne pourrait périr parce qu'elle vénère, à tort, la technologie en tant que fin en soi », prévenait Reinhold Niebuhr.

Les véritables injustices (l'occupation des territoires palestiniens par Israël, les dictatures cruelles et corrompues que nous finançons au Moyen-Orient) montrent que ce n'est pas avec des bombes que nous viendrons à bout des extrémistes qui nous haïssent. Nous ferons plutôt grossir leurs rangs.

À ce moment, un concert de huées s'est élevé dans l'amphithéâtre.

« Une puissance qui conquiert un peuple par la force est contrainte de recourir à la force pour le gouverner, ai-je poursuivi. Dans son isolement, elle commettra inévitablement des erreurs.

— Où étiez-vous le 11 septembre ? a crié un homme.

— La peur engendre la cruauté, ai-je répondu. La cruauté... la peur, la folie, puis la paralysie. »

Railleries et huées ont repris de plus belle.

« Qui veut entendre cet imbécile ? a hurlé quelqu'un.

— Du cœur des cercles de Dante, ai-je lancé, les damnés ne peuvent s'échapper. »

La colère du public se déchaînait.

J'ai poursuivi :

Nous nous sommes immiscés de façon hasardeuse dans la vie d'une nation dont nous savons peu de chose, et nous devons composer avec des rivalités et des conflits opposant des ethnies et des factions politiques que nous ne comprenons pas.

Nous essayons de transplanter un système politique moderne, d'origine européenne, se caractérisant entre autres par une répartition des terres entre des États laïcs, indépendants et fondés sur la citoyenneté nationale, dans une région où une telle notion est perçue comme étrangère. L'Irak a été un cloaque pour les Britanniques lorsqu'ils l'ont occupé en 1917, et il sera un cloaque pour nous.

« Que Dieu bénisse l'Amérique ! » a tempêté une femme. J'ai poursuivi :

Couvre-feux, attaques armées contre des foules en colère, avec leur lot de morts du côté irakien, gouvernement militaire, groupes évangélistes qu'on autorise à suivre les troupes d'occupation pour prêcher la bonne parole aux musulmans, occupation des champs pétrolifères...

On a coupé le son. Debout, fouetté par le vent qui soufflait sur l'amphithéâtre, j'observais la foule en colère, de plus en plus emportée. Des gens se dressaient devant moi. Une femme pleurait. Plusieurs personnes se sont levées pour entonner God Bless America.

« Qui veut écouter ce crétin ? » a hurlé une femme.

J'ai dû couper court à mon allocution. Les gardiens de sécurité m'ont expulsé des lieux avant la remise des diplômes. L'événement a suscité une logorrhée chez les commentateurs de droite des médias-poubelles, de Rush Limbaugh aux analystes de Fox News. Des extraits vidéo me montrant hué et interpellé par le public ont passé en boucle dans les émissions diffusées sur le câble. Le Wall Street Journal a publié un éditorial me dénonçant comme élitiste et pacifiste et condamnant mes propos. Le journal local, le Rockford Register Star, a rapporté mon discours sous le titre « Un orateur gâche la cérémonie de remise des diplômes ».

Les guerres, en particulier celles qui déchirent le Moyen-Orient, n'étaient pas des abstractions pour moi. J'avais parlé haut et fort d'une réalité que peu d'Américains comprennent. Mais la direction

du New York Times n'en était pas moins furieuse. J'avais franchi les limites une fois de trop. J'avais osé ressentir quelque chose, émettre un jugement, penser par moi-même. Le directeur adjoint de la rédaction, Bill Schmidt, m'a convoqué aux bureaux du journal, sis au 229, 43^e Rue Ouest, afin de me réprimander pour « des remarques formulées en public qui pourraient miner la confiance du lectorat dans l'impartialité du quotidien ». En vertu des règles établies conjointement avec la Newspaper Guild de New York, ce blâme signifiait que, si je me prononçais une fois de plus contre la guerre, je pouvais perdre mon emploi.

Si mon discours avait nourri le mythe de l'Amérique (auquel souscrivent l'élite du pouvoir et les institutions progressistes à son service), il serait passé inaperçu. Si j'avais seriné aux diplômés que les États-Unis forment une grande et noble nation, qu'ils répandent la démocratie et la vertu aux quatre coins du monde, que la mondialisation enrichit les pauvres en les rendant maîtres de leur destin, et que les soldats américains se sacrifient pour la liberté et la sécurité, personne n'aurait jugé mes propos controversés ou politisés. Les prises de position de mon collègue John Burns pour l'invasion de l'Irak ne lui ont pas valu d'être congédié du journal. Le récit mythique officiel est considéré comme « neutre » et « apolitique » parce qu'il sert les classes dirigeantes. Ceux qui l'entretiennent conservent leur statut de membres estimés de l'élite progressiste. Les autres sont bannis.

Les médias pataugent dans la même médiocrité, le même corporatisme et le même carriérisme que les universités, les syndicats, le monde des arts, le Parti démocrate et les institutions religieuses. À l'instar de l'université, ils brandissent les idéaux factices de l'impartialité et de l'objectivité pour occulter leur complicité avec le pouvoir. Ils postulent la thèse absurde selon laquelle on ne peut accéder au savoir et à la compréhension que par l'observation, en se contentant d'être spectateurs du monde. Réduire ainsi les citoyens à de vulgaires spectateurs revient à nier le rôle politique des médias et de leur public. Rendre compte

fidèlement des affaires de l'État (pour autant que ce soit possible) ne suffit pas à former une opinion publique, soulignait John Dewey. Celle-ci prend forme par le débat public. Cependant, le confinement des médias et de la population au rôle passif de spectateurs écarte toute possibilité de conversation^[144].

Vérité et nouvelles ne sont pas synonymes, écrit James W. Carey. Les nouvelles sont un signal annonçant qu'il se passe quelque chose. Elles proposent « un regard tendancieux ou une pseudo-réalité faite de stéréotypes. Elles ne s'approchent de la vérité que si celle-ci peut être décrite à l'aide de statistiques : résultats sportifs, cotes boursières, naissances, décès, mariages, accidents, décisions judiciaires, résultats électoraux ou données économiques comme la balance commerciale^[145] ».

« Le divorce entre, d'une part, la vérité et, d'autre part, le discours et l'action, qu'on peut résumer à l'instrumentalisation de la communication, n'a pas seulement permis la généralisation de la propagande », poursuit Carey. Il a également « ébranlé la notion même de vérité, détruisant de ce fait le jugement par lequel nous entretenons notre rapport au monde^[146] ».

Contrairement aux professeurs d'université, toutefois, les journalistes sont tenus de s'adresser au grand public. Ils parlent et écrivent dans le but de se faire comprendre. Pour cette raison, ils sont à la fois plus puissants et plus étroitement surveillés que les autres orateurs et rédacteurs. Les médias commerciaux, observe C. Wright Mills, sont la pierre angulaire du conformisme ambiant. Ils infusent au grand public sa conscience de soi. Ils disent aux gens qui ils sont, leur expliquent quelles devraient être leurs aspirations et leur promettent de les aider à les concrétiser en leur proposant une variété de techniques, de conseils et de stratégies menant à la réussite.

Les médias commerciaux, poursuit Mills, aident aussi le citoyen à sentir qu'il a réussi, qu'il a concrétisé ses aspirations, et ce, même si ce n'est pas le cas. Ils tendent à occulter la réalité (ils ne publient pas de reportages montrant à quel point la vie est dure, la gloire et

la fortune sont difficiles d'accès ou des espoirs sont déçus), préférant célébrer ces identités idéalisées qui, dans la culture de la consommation, découlent du statut social, de l'argent, de la notoriété, du pouvoir ou de leur illusion. Autrement dit, les médias aident la culture de la consommation à « créer des besoins » en incitant les consommateurs à désirer des biens dont ils n'ont pas besoin ou dont ils n'ont jamais envisagé d'avoir besoin. La volonté des consommateurs de satisfaire ces désirs, qui leur est inculquée par les annonceurs et la culture d'entreprise, est fort lucrative. Une bonne partie du travail des grands médias consiste à leur vendre des images et des techniques leur permettant de « se réaliser », ou à leur proposer des moyens d'évasion attrayants, à savoir le divertissement et le spectacle. L'information se faufile dans ce cocktail, mais ne constitue pas la principale préoccupation des grands médias.

Prenons n'importe quel quotidien. Au mieux, seulement 15 % de son contenu est consacré aux nouvelles. Le reste porte sur les manières de réussir ou d'en avoir l'impression. « C'est probablement la formule psychologique fondamentale des médias de masse à notre époque, écrit Mills. Mais cette formule n'est pas en harmonie avec le développement de l'être humain. C'est la formule d'un pseudo-univers que les médias inventent et entretiennent^[147]. »

Même si les grands médias n'ont de cesse de se vanter de leur courage, de leur honnêteté et de leur indépendance, leurs employés sont parfaitement conscients de cette manipulation. Cela ne signifie pas qu'il ne se fait jamais de bon journalisme, pas plus que la dégénérescence de l'université n'interdit les travaux de recherche pertinents. Seulement, d'innombrables pressions internes, soustraites à la vue du public mais ressenties quotidiennement par les artisans des médias, rendent très difficile la production d'un journalisme ou d'une recherche de qualité. Les reporters qui persistent à poser des questions embarrassantes, tout comme les professeurs qui s'entêtent dans leur indépendance morale, limitent

leurs chances d'obtenir de l'avancement au sein des institutions progressistes.

« Je venais d'écrire un article sur la société Colgate-Palmolive, qui avait procédé au repositionnement d'une marque de dentifrice acquise en Asie, Darkie », se souvient Doug McGill, journaliste au New York Times pendant dix ans. « En fait, Colgate-Palmolive avait acheté l'entreprise qui fabriquait ce dentifrice, la Hawley & Hazel Chemical Company. Darkie était la marque la plus populaire d'Asie. Le problème, c'est que son emballage était orné d'un minstrel^[148] : la firme ne pouvait manifestement pas offrir ce produit tel quel sur le marché américain. Elle a donc entrepris d'en renouveler le nom et l'image de marque, mais en prenant soin de ne pas trop les modifier vu leur grande valeur marchande. Il s'agissait essentiellement de les débarrasser de leur connotation raciste. Elle lui a trouvé un nouveau nom, Darlie, et a décidé d'illustrer l'emballage par la silhouette d'un dandy de l'ère victorienne ressemblant tout de même au minstrel au visage noirci qu'était Darkie. Cette nouvelle a fait la une du cahier affaires. Le matin même de sa parution, alors que je travaillais à mon bureau de la rédaction, j'ai reçu un coup de téléphone : c'était le directeur des relations publiques de Colgate-Palmolive. Il y avait de la friture sur la ligne. Je lui ai demandé où il se trouvait. Il m'a répondu : "Je suis dans une limousine. Je m'en vais à l'aéroport avec M. Mark." Il parlait de Reuben Mark, le PDG de la société. "Je voulais simplement vous dire que nous avons vraiment apprécié l'article que vous venez de publier. Nous aimons les journalistes comme vous. Tant que vous écrirez des articles comme celui-là, nous serons très heureux de travailler avec vous. M. Mark aimerait savoir si vous souhaiteriez déjeuner avec lui un de ces jours." Il a conclu en me donnant le numéro de téléphone personnel de Reuben Mark. Je lui ai répondu : "Très bien, merci, nous aurons l'occasion de nous reparler", puis j'ai raccroché^[149].

« C'est l'un des premiers articles que j'ai écrits pour le cahier affaires, se souvient McGill. Jamais je n'avais entendu quelque

chose d'aussi franc, une promesse de récompense faite si crûment : “Si vous continuez à écrire de bons articles, vous aurez accès à notre PDG, sans parler des privilèges que sont les déjeuners et les numéros de téléphones personnels grâce auxquels vous pourrez écrire d'autres articles.” Voilà un exemple frappant de ce sur quoi repose une bonne partie du journalisme de haut vol.

« En 1983, alors que j'étais reporter au New York Times, j'ai rédigé un article sur un projet de hausse des tarifs téléphoniques dans l'État de New York, poursuit McGill. L'information était d'un grand intérêt pour la population de la région de New York, que cette hausse allait toucher directement. À l'époque, je couvrais la région métropolitaine. J'ignorais tout des hausses de tarifs ou des compagnies de téléphone, mais j'étais assez malin pour poser des questions et écrire des réponses. Je savais d'instinct traiter l'information de manière fidèle et équitable, du moins assez pour pondre un article. Je me suis renseigné auprès de la compagnie de téléphone, qui m'en a appris suffisamment pour que je puisse contacter ceux qui s'opposaient à la hausse, c'est-à-dire les groupes de défense des consommateurs. Ils m'ont dit ce qu'ils en pensaient, puis j'ai rappelé les gens du téléphone pour connaître leur réaction à ces critiques. Leurs propos tenaient de la formule. C'était l'habituelle parole de l'un contre celle de l'autre. L'article a été publié à la une. Ce soir-là, je marchais vers la Grand Central Station en compagnie du rédacteur en chef, qui m'a demandé, à la blague : “As-tu vraiment compris l'article que tu as écrit ce matin ?” “Je n'en ai pas saisi le moindre mot”, ai-je répondu. Puis nous nous sommes esclaffés.

« Cependant, en mon for intérieur, je n'étais pas si fier. C'était une forme d'arrogance. J'appliquais une recette. Pour faire mon article, j'avais parlé à des parlementaires [siégeant à la commission de réglementation des services publics] qui appuyaient le projet, j'avais ensuite contacté les comités de citoyens qui le voyaient comme une calamité, puis j'étais revenu interroger les parlementaires pour connaître leur réaction. J'avais ensuite

rassemblé toutes ces citations en un tout plutôt ronflant, et voilà le travail ! J'avais consciencieusement fait preuve d' "objectivité" en allant chercher les points de vue des deux camps et en rédigeant un article "juste et équilibré" pour la une du New York Times . Le problème, c'est que, si les parlementaires, les lobbyistes ou les comités de citoyens s'étaient livrés à quelque manigance injuste ou malhonnête, je ne m'en serais même pas rendu compte. Les principaux acteurs cités dans l'article auraient pu, sous mon nez, verser ou toucher des pots-de-vin, débiter des mensonges, profiter de lacunes dans la loi ou simplement tolérer une injustice, et je n'aurais rien soupçonné. Pour faire la une, je n'avais qu'à appliquer la recette : citer les paroles de l'un contre celles de l'autre.

« Au cours des dernières années que j'ai passées au New York Times, ma femme et moi disions à la blague que mon travail avait essentiellement pour but de créer un monde dans lequel les millionnaires se sentent en sécurité. Pendant les années où j'apprenais encore à devenir journaliste, à écrire des articles, à ce que ceux-ci soient publiés, etc., je n'éprouvais pas de tourments moraux. C'est quand j'ai fini par prendre conscience de ce que le journal défendait en tant que structure organisationnelle et politique, bref, de son utilité pour les castes privilégiées, que je me suis demandé si je voulais vraiment mettre mes compétences et ma vie au service de ces intérêts particuliers, de ces valeurs. Il n'en était plus question.

« Au départ, je n'étais pas conscient du fait que je servais de puissants intérêts. Je n'avais jamais pris la peine de me demander si je souhaitais servir le pouvoir de cette façon. Au cours de mes dix années au New York Times , il m'est arrivé d'écrire des articles sur le gouvernement. Dans de tels papiers, il est possible d'interpréter les intentions du pouvoir, mais, comme journaliste, j'ai longtemps été affecté aux arts, puis à la grande région de New York et aux affaires. Au fond, je n'étais qu'un pion sur le grand échiquier. Je ne m'étais jamais demandé sérieusement si je mettais mes

compétences au service des meilleures fins possible. Je connaissais des membres de la rédaction qui tombaient littéralement malades aussitôt qu'ils en franchissaient les portes tournantes. J'ai fini par devenir comme eux. Je ne savais pas ce que j'avais. Je me sentais physiquement malade. C'était ma conscience. J'étais assez fort pour comprendre qu'il fallait que je parte. Travailler au New York Times, c'est comme travailler à la Maison-Blanche. Personne ne devrait disposer d'un tel pouvoir sur une base permanente. On ne devrait le détenir que pour un temps seulement, puis y renoncer. On y est loin du monde réel. Je m'étais trop habitué à ce que des maires, des gouverneurs, des PDG me téléphonent comme si j'étais leur ami, me paient le déjeuner et me remettent eux-mêmes leurs communiqués de presse en m'incitant à parler d'eux en termes élogieux. C'était mon lot quotidien. J'ai tout de même écrit quelques articles critiques. Le président de [la maison de vente aux enchères] Christie's a perdu son emploi par ma faute. L'ancien directeur de la Société historique de New York a aussi été congédié à la suite d'un reportage dans lequel je révélais qu'il avait dilapidé les fonds de l'organisme et laissé la pluie endommager ou détruire des artefacts d'une valeur inestimable. J'ai fait ma contribution. J'ai fait un peu de journalisme d'enquête. Mais, dans l'ensemble, le New York Times est un lieu de pouvoir bien établi qui fait peu de cas des citoyens les plus démunis (s'il s'y intéresse le moins !). Quiconque possède un tel pouvoir devrait réfléchir davantage aux gens qui ont vraiment besoin d'aide.»

Malgré tous ses problèmes avec le journal, McGill s'empresse pourtant d'ajouter que, « dans un monde privé de New York Times, il manquerait quelque chose d'important ». C'est dans la couverture du gouvernement des États-Unis ou de la mairie de New York que les problèmes moraux qu'il éprouvait de plus en plus à titre de reporter ont atteint leur comble, car il constatait là « les conflits d'intérêts les plus graves ». Selon lui, la nécessité d'avoir accès aux puissants fait passer l'information « à travers un prisme déformant, si bien qu'il devient difficile pour les lecteurs

d'en connaître la source ».

Malgré toutes ces lacunes, McGill craint comme moi la disparition de ces « contrepoids aux pouvoirs de l'État et de la grande entreprise » que sont les journaux et institutions progressistes. Les journaux se sont généralement montrés assez forts pour faire face aux poursuites judiciaires, au harcèlement et aux menaces, explique-t-il. « Même pris comme un tout, jamais les multiples blogues et autres sites web ne pourront égaler en force ce genre de contrepoids. C'est ce qui est en train de se perdre. Le journalisme est né et a grandi dans les salles de rédaction des journaux. Pas à la télé. Pas à la radio. Les journaux sont dépositaires d'une telle mémoire institutionnelle, ont été le creuset de tant de pratiques et sont à l'origine de tant de bonnes choses que leur disparition serait une tragédie. Et ils sont en train de disparaître.

« En s'éloignant de ces prismes déformants que sont les centres du pouvoir comme New York ou Washington, les journalistes peuvent faire des reportages essentiels sur des sujets d'intérêt national ou international, explique McGill. L'objectivité peut prendre deux formes. L'une consiste à s'en tenir aux propos recueillis, l'autre à aller au-delà de ceux-ci. L'exigence de s'en tenir aux propos recueillis correspond à la forme dénaturée de l'objectivité que prônent les courants dominants du journalisme. Il s'agit d'une idéologie. Dépourvue de rigueur sous-jacente, elle peut prendre une diversité de significations, dont plusieurs sont contradictoires. Elle peut effectivement consister en une couverture neutre, juste, équilibrée, impartiale. Néanmoins, un article peut s'avérer injuste même s'il s'en tient aux faits. Un autre peut être impartial, mais ne pas s'en tenir aux faits. Dans ce grand concept d'objectivité ont été incluses différentes pratiques journalistiques apparues au fil du temps.

« Quand on y regarde d'un peu plus près, cependant, on constate que cette idéologie encourage la paresse et la rationalisation et, par-dessus tout, sert les objectifs commerciaux d'un journal, tout

cela au détriment de la recherche et du dévoilement de la vérité. L'autre forme d'objectivité, celle qui va au-delà des propos recueillis, correspond quant à elle à une méthode d'enquête permettant au journaliste de s'approcher le plus possible de la vérité. Elle a pour modèle l'objectivité scientifique et impose ses propres règles et sa propre discipline. Elle exige du journaliste qu'il vérifie l'information dont il dispose, que ce soit par corroboration, par observation directe ou par d'autres moyens. Pour découvrir la vérité d'une situation, celui-ci doit respecter certains principes et faire preuve de la plus grande humilité devant la notion même de vérité. L'énonciation d'une vérité est la toute dernière étape de son travail, qui exige avant tout une grande rigueur méthodologique et une intense réflexion. Quelles que soient ses révélations, il ne peut prétendre à l'"objectivité", peu importe le sens qu'on donne à ce terme. Son article sera le fruit de ses plus grands efforts, mais ne révélera pas la vérité et pourra être jugé aussi bâclé et méthodologiquement simpliste que s'il ne faisait que citer les paroles de l'un contre celles de l'autre. Bref, il existe deux formes d'objectivité. Comme dans le cas du cholestérol, on aimerait qu'il y en ait plus de bonne et moins de mauvaise. Peut-être les journaux n'ont-ils jamais accordé assez de place à la bonne objectivité pour qu'on puisse craindre de la voir disparaître avec eux, mais on est tout de même en voie de perdre une foule de grands reporters. Malgré leurs conflits avec leurs employeurs et tout ce dont nous venons de parler, les grands journalistes d'enquête qui couvraient la scène politique souhaitaient que leurs journaux dévoilent la vérité. Parce que les médias sont en train de renoncer aux formes coûteuses de journalisme, les meilleurs d'entre eux perdent leur emploi. Notre culture en sort perdante.»

Après avoir visité des campements peuplés de travailleurs migrants appauvris dans la vallée de San Joaquin en Californie, John Steinbeck a produit une série d'articles pour le San Francisco News. La misère et la saleté qui y régnaient l'avaient scandalisé. Les gens étaient abattus, désespérés, au bord de la famine. Un des

articles décrivait une famille qu'il avait rencontrée. La mère et le père avaient bâti une cabane à l'aide de branches de saule et de torchis contre lesquels ils avaient aplati des boîtes de conserve et du papier. Les parents et leurs trois enfants, dont l'un, âgé de trois ans, avait le ventre gonflé par la malnutrition, y dormaient sur un vieux tapis. Le benjamin ne portait qu'un sac en jute en guise de vêtements, n'avait pas bu de lait depuis deux ans et réagissait avec lenteur. Steinbeck écrit :

Il mourra sous peu. Les enfants plus âgés, eux, survivront peut-être. Il y a quatre nuits, la mère a accouché dans la cabane, sur le tapis crasseux. Le bébé était mort-né, ce qui valait peut-être mieux, car elle n'aurait pu le nourrir au sein : l'insuffisance de son régime l'empêche de produire du lait.

Après l'accouchement, quand elle a constaté que le nouveau-né était mort, elle s'est retournée et n'a pas bougé pendant deux jours. Aujourd'hui, elle erre, titubant. Son bébé précédent, né il y a moins d'un an, a vécu une semaine. Cette femme a le regard vitreux, absent, comme celui d'un somnambule.

Elle ne fait plus la lessive. Elle a perdu tout intérêt pour la propreté, elle n'en a plus l'énergie. Son mari, jadis métayer, n'arrivait pas à suivre le rythme. Maintenant, il n'a plus rien, même plus la volonté de parler.

Il ne vous regarde pas dans les yeux, car cela demande de la volonté, et la volonté requiert de la force. Pour la même raison, il n'est pas un bon ouvrier agricole. Comme il prend un temps fou à se décider, il part toujours en retard et arrive donc en retard au champ. Lorsqu'il parvient à trouver du travail, il ne gagne jamais plus d'un dollar par jour.

Les enfants ne se rendent même plus à la cabane en saule. Ils tassent un peu de terre et se tapissent là où ils sont. Le père est vaguement conscient de la présence d'une colonie de nématodes sur les rives boueuses de la rivière. Il sait que ses enfants y marchent pieds nus.

Il n'a cependant ni la volonté ni l'énergie de résister. Trop de malheurs se sont abattus sur lui^[150].

C'est de cette rencontre d'un Steinbeck plein d'empathie avec la souffrance et l'injustice que sont nés *Les raisins de la colère*. Sa série d'articles était un acte de journalisme, le meilleur journalisme qui soit. C'est tout naturellement qu'il en a tiré une œuvre de fiction, comme l'ont fait d'autres grands reporters tels Charles Dickens ou George Orwell. Dans *Les raisins de la colère*, Steinbeck relate le destin de la famille Joad, qui, contrainte de quitter le Dust Bowl des grandes plaines, s'en va dans l'Ouest. Au sens journalistique, les Joad ne sont pas inspirés d'une seule famille : il

s'agit d'un portrait composite. Néanmoins, grâce à son habileté à marier une diversité de faits pour en faire une œuvre marquée par l'empathie, Steinbeck a réussi à rendre compte d'une réalité, d'une expérience qui fait maintenant partie de la mémoire collective des Américains. Ce roman, qui combine allégories et faits avérés, est la chronique d'une famille qui lutte pour la survie. Comme le faisaient les artisans du Federal Theatre Project, Steinbeck a transformé le réel en œuvre d'art. Il a su ébranler des mythes et des stéréotypes éculés (de nombreux Américains méprisaient ceux qui fuyaient le Dust Bowl) en faisant appel aux émotions.

*

* *

Les institutions progressistes ont été créées dans le but de rendre le monde meilleur, de donner une voix à ceux que la société exclut, malmène, ignore. Tout au long de leur histoire, elles se sont engagées à protéger le bien commun, à éduquer la population et à combattre l'injustice. Lorsqu'elles remplissaient adéquatement leur mission, elles véhiculaient des valeurs qui défiaient l'insatiable avidité du capitalisme débridé. Je suis un pur produit de ces institutions, en particulier de l'Église, de l'université (où j'ai étudié huit ans) et des médias. En tant que journaliste, j'ai été membre d'un syndicat. Les sermons que prononçait mon père, tout comme mon étude de la littérature, de l'histoire, de la théologie, des classiques et de la philosophie morale à l'université, m'ont transmis un langage grâce auquel je peux donner un sens au monde et y trouver ma place. Le journalisme, lui, m'a permis pendant 20 ans de parcourir le monde ; chaque nouvelle affectation à l'étranger m'a procuré l'équivalent d'un diplôme universitaire. Sans les institutions progressistes, jamais je n'aurais acquis les langues que je parle, ma culture artistique et ma connaissance des systèmes politiques et économiques. Même si je les critique depuis un certain temps, j'éprouve pour elles une profonde reconnaissance. Ma

colère ne vise pas tant ces institutions que ceux qui, en leur sein, se sont tus lorsqu'on avait besoin de leurs voix, trahissant leurs principes pour protéger leurs carrières et leur accès aux puissants. Les progressistes ont fait trop de concessions à l'élite du pouvoir. Ils ont succombé à l'opportunisme puis à la peur en entraînant avec eux leurs institutions. Ils ont renoncé à leur fonction morale. Ils n'ont pas dénoncé les abus des milieux d'affaires quand ils en avaient l'occasion, et ont banni de leurs rangs ceux qui osaient le faire. En se mettant hors d'état de nuire, ils ont non seulement éliminé toute barrière au néoféodalisme et à la domination de la grande entreprise, mais ont aussi créé les conditions de leur propre exclusion.

L'élite progressiste est malade de son insistance spécieuse et prétendument « professionnelle » à défendre l'objectivité. Avant la montée en puissance des médias commerciaux, les journaux d'opinion contribuaient au débat public en usant d'arguments plutôt qu'en assommant leurs lecteurs à coups de faits. Les premières universités américaines ont été fondées dans le but de former des pasteurs et d'inculquer à leurs étudiants la primauté du bien commun. Les syndicats défendaient un projet de société égalitaire sur le chemin duquel la lutte des classes était inévitable. De Mark Twain à John Steinbeck, les artistes ne cherchaient pas seulement à saisir la réalité sociale, politique, économique et culturelle, mais aussi à mettre leur lucidité au service du combat pour la justice sociale. Les mouvements qui contestaient l'élite du pouvoir ont mis sur pied et soutenu bon nombre d'institutions progressistes, qu'ils concevaient comme des outils de réforme sociale. L'une après l'autre, ces institutions ont succombé à l'appât du gain, aux harangues patriotiques, à l'idéologie de la guerre permanente, à la peur des ennemis de l'intérieur comme de l'extérieur et à la méfiance à l'égard des militants de gauche, à qui l'élite progressiste devait jadis son honnêteté. À la fin, l'élite progressiste n'avait plus rien à dire.

En 1834, le New York Sun rapportait l'histoire d'une femme

dont le mari, trop souvent, rentrait saoul à la maison et la brutalisait. L'article était rédigé sur un ton qu'on ne rencontre plus, les journaux d'aujourd'hui privilégiant les faits relatés de manière froide et dépouillée : « Comme toute femme sensée ayant un mari ivrogne devrait le faire, elle a ensuite refusé d'avoir tout rapport avec lui, et on a envoyé l'homme au pénitencier. » En comparaison, voici la dernière phrase d'un article paru en 1995 dans le Ann Arbor News à propos d'un homme ayant agressé une prostituée qui se refusait à lui : « Les employés du Ramada Inn d'Ann Arbor, sis au 3750, avenue Washtenaw, ont vu l'homme et la femme se présenter à la réception vendredi vers deux heures^[151]. »

Le credo de l'« impartialité » et de l'« objectivité » qui a contaminé l'élite progressiste prône en dernière analyse la nécessité de ne pas nuire au statu quo. Le « professionnalisme » exigé dans les salles de classe, dans les journaux, dans le monde des arts ou dans le discours politique est en fait un code de désengagement moral. Le juste courroux des religieux qui luttaient pour l'abolition de l'esclavage ou les droits civils, les journalistes d'enquête qui exaspéraient la Standard Oil ou les propriétaires des abattoirs de Chicago, les pièces de théâtre qui, comme *The Cradle Will Rock*, déboulonnaient les mythes perpétués par la classe dominante et donnaient une voix aux citoyens ordinaires, les syndicats, qui ont rendu dignité et espoir aux Afro-Américains, aux immigrants et aux travailleurs, les grandes universités publiques comme le City College de New York, qui offraient aux enfants d'immigrés la chance de poursuivre des études de haut niveau, les démocrates du New Deal, qui savaient qu'une démocratie ne peut durer si elle n'accorde pas à ses citoyens un niveau de vie acceptable et n'empêche pas les puissances privées de s'emparer de l'État... Tout cela appartient à une époque révolue. Ce qui reste de l'élite progressiste et de ses institutions vidées de leur sens fuit maintenant comme la peste ceux qui parlent l'étrange langage de la liberté et de la justice.

Chapitre 5

Dissidence

Mais le secret de la supériorité intellectuelle étant l'esprit critique, l'indépendance d'esprit, il en résulte des difficultés insurmontables pour toute forme d'autoritarisme, car l'autoritariste choisit en général des êtres dociles et malléables et, par conséquent, des médiocres. Il ne peut admettre que ceux qui ont le courage intellectuel de contester son pouvoir puissent être les meilleurs. Bien entendu, il se croira capable de déceler les qualités d'initiative, mais il n'entendra par là que la capacité de deviner les intentions des dirigeants.

Karl POPPER, *La société ouverte et ses ennemis*^[152]

CE N'EST PAS D'HIER que l'élite progressiste exclut maladivement de ses rangs ceux qu'elle juge trop indépendants et hardis. Tant que l'élite du pouvoir assumait ses engagements envers les citoyens, exerçait son autorité avec un certain sens des responsabilités, de la justice et du bien commun, et acceptait de mettre en œuvre certaines des réformes proposées par les progressistes, ces derniers pouvaient se permettre de telles purges. Toutefois, à mesure que la grande entreprise faisait main basse sur l'État (un processus amorcé après la Première Guerre mondiale, intensifié pendant la guerre froide et mené à terme avec une impitoyable efficacité au cours des 30 dernières années), l'élite progressiste s'est débarrassée des seuls de ses membres qui avaient assez de force morale et de discernement pour l'empêcher de perdre toute raison d'être. Pendant la dernière phase, entamée sous

Ronald Reagan, de cette progression vers une mainmise totale des milieux d'affaires sur l'État, la pensée progressiste s'est peu à peu imprégnée de l'idéologie affairiste. Cette contamination a contraint l'élite progressiste à renoncer aux principes mêmes du progressisme. Une fois ses institutions tombées sous la coupe de la grande entreprise, celle-ci s'est mise à réciter le mantra capitaliste selon lequel seuls les profits et les marchés – et non les êtres humains – doivent orienter les choix politiques et économiques. Désormais, l'idéologie du libre marché, qui n'a rien de très progressiste, donnerait le ton à la pensée progressiste.

Quand on s'est rendu compte que les supposées promesses de la mondialisation (les travailleurs de toutes les régions du monde s'enrichiront, le marché sortira les pays sous-développés de la pauvreté, l'élimination des barrières tarifaires profitera aux citoyens des pays riches comme des pays pauvres, l'intégration des économies nationales amènera la paix et la prospérité) n'étaient qu'une vue de l'esprit, il était trop tard : l'élite progressiste avait déjà proscrit ceux qui ne croyaient pas en cette utopie. Elle s'était faite complice de la montée en puissance d'une nouvelle oligarchie planétaire ainsi que de l'appauvrissement des travailleurs et des démunis sous l'effet de la mondialisation. Elle avait contribué au déclin de la classe moyenne, dont l'existence est essentielle à la démocratie. Elle avait avalisé, au nom du progrès, le démantèlement du secteur manufacturier, qui a transformé des régions entières en poches de pauvreté et de désespoir.

Il est cependant faux de croire que l'élite progressiste s'est simplement laissé séduire par les promesses utopiques de la mondialisation : elle était aussi envoûtée par le carriérisme. On récompensait ceux qui serinaient les bonnes formules, qui ne contestaient pas les structures mises en place par l'État-entreprise et qui rassuraient la classe ouvrière en lui expliquant que ses souffrances n'étaient qu'éphémères, que le nouvel ordre mondial y mettrait fin. On leur a offert des tribunes à la télévision et dans l'arène politique. On les a qualifiés d'experts, de sages, de

spécialistes. On en a fait une classe de gens éclairés, habiletés à nous expliquer ce qui nous arrivait, au pays comme à l'étranger. Thomas Friedman, chroniqueur au New York Times et apologiste de la guerre contre l'Irak et de la mondialisation, est devenu la coqueluche des nouveaux mandarins du monde des affaires. Bien qu'il se soit lourdement trompé dans ses pronostics sur les résultats de l'invasion (et de la mondialisation), il domine encore aujourd'hui l'espace médiatique avec une poignée de courtisans de son espèce.

« Mon soutien initial à la guerre [en Irak] était symptomatique de cette fâcheuse propension des acteurs du milieu de la politique étrangère à appuyer les guerres afin de conserver leur crédibilité politique et professionnelle », a écrit Leslie Gelb dans un mea culpa concernant l'ensemble de l'élite progressiste publié dans Foreign Policy à la suite de l'invasion. « En tant qu'« experts », nous devons nous améliorer sur bien des plans, et ce, même si nous avons pour rôle de donner plus de crédibilité aux médias. Nous devons redoubler d'ardeur dans notre défense d'une pensée autonome, et accepter (au lieu de rejeter) les opinions et les faits contraires aux idées reçues (qui sont souvent erronées). Pour notre démocratie, il s'agit là d'un minimum vital. »

Gelb et bon nombre de ceux qui appuyaient la guerre l'avaient bien compris : en exprimant une pensée autonome, on ruine instantanément sa carrière. Les portes se ferment. Finies les invitations aux talk-shows, les subventions, finis les honneurs de l'université, les passages à CNN, les sièges au Council on Foreign Relations, les postes de professeur titulaire, les textes d'opinion publiés par le New York Times. Si l'on se trompe, mais qu'on le fait en vantant les politiques de l'élite du pouvoir, on ne risque pas grand-chose. En revanche, si l'on s'inscrit en faux contre ces politiques, on est puni, et ce, même si l'on voit juste. Les membres de l'élite progressiste, qui cherchent à obtenir de l'avancement et à conserver leurs entrées dans les cercles du pouvoir, n'obéissent pas à des impératifs moraux, mais bien à des considérations

pragmatiques. Edward Said, dans son livre *Des intellectuels et du pouvoir*, écrit :

Rien n'est plus répréhensible à mes yeux que cette disposition à fuir, cette désertion si caractéristique d'une position de principe difficile dont on sait pertinemment qu'elle est juste. Cette peur de paraître trop politique et revendicatif, ce besoin d'approbation de la part d'un tenant de l'autorité ; ce désir de maintenir une réputation d'objectivité et de modération dans l'espoir d'être sollicité, consulté, ou de siéger dans quelque comité prestigieux, afin de se maintenir au sein du courant dominant, et de recevoir peut-être un diplôme, un prix, une ambassade.

Ce mode de pensée et de comportement est corrupteur par excellence ; et si quelque chose peut dénaturer, neutraliser et finalement tuer une vie intellectuelle passionnée, c'est bien l'intériorisation de telles pratiques. J'en ai fait personnellement l'expérience avec l'une des questions les plus difficiles des temps modernes, celle de la Palestine ; quand la peur de parler ouvertement de l'une des plus grandes injustices de l'histoire moderne entrave, aveugle, muselle un si grand nombre de ceux qui savent la vérité et sont en position de la servir. Malgré la désapprobation et le dénigrement que s'attire tout partisan affiché des droits et de l'autodétermination des Palestiniens, la vérité n'en mérite pas moins d'être dite sans peur et sans réserve^[153].

Dans *La trahison des clercs*, Julien Benda affirme que c'est seulement lorsqu'ils ne sont pas mus par des considérations pragmatiques ou la quête d'avantages matériels que les intellectuels peuvent contribuer à l'éveil des consciences ou être des agents de changement. « Et, en fait, depuis plus de 2 000 ans jusqu'à ces derniers temps, j'aperçois à travers l'histoire une suite ininterrompue de philosophes, de religieux, de littérateurs, d'artistes, de savants – on peut dire presque tous au cours de cette période – dont le mouvement est une opposition formelle au réalisme des multitudes^[154] », écrit-il.

Dès qu'un intellectuel décide de collaborer à la concrétisation des objectifs du pouvoir en échange d'avantages matériels, il perd toute consistance en tant qu'intellectuel. Afin d'influencer les cercles du pouvoir ou d'y trouver sa place, il ferme les yeux sur les vérités qui dérangent et renonce à la moralité. Dans « *An American Social Science: International Relations* », article paru en 1977 dans la revue *Daedalus*, Stanley Hoffman dénonçait les liens, entretenus par l'élite progressiste, entre le monde universitaire et les hautes sphères du pouvoir. Professeurs et chercheurs, écrivait-il,

fréquentent « non seulement les allées du pouvoir, mais aussi ses cuisines ». Aux échanges intellectuels se sont substitués les échanges professionnels. Les fondations progressistes, poursuivait-il, sont devenues « de confortables foyers de transition entre Washington et l'université ». Les professeurs se considèrent eux-mêmes comme des Machiavel efficaces, voués à conseiller « le prince sur les meilleures manières d'exercer son pouvoir et de servir l'intérêt national ». Leur enseignement s'adresse directement à cette élite restreinte dont ils cherchent à façonner les politiques. Plus ils s'approchent des centres du pouvoir, plus ils sont tentés « de déprécier la recherche et de dénigrer l'engagement politique pour des raisons relevant soit de leur carrière personnelle, soit d'opportunités politiques ou bureaucratiques ». Bref, l'intellectuel « peut s'avérer très utile en tant que décideur intelligent et compétent, mais pas en tant qu'intellectuel ». Aux yeux de Hoffman, « le plus grand espoir pour la science réside dans l'éventuelle explosion du pont enjambant les douves de la citadelle du pouvoir^[155] ».

Benda écrit que les intellectuels d'antan restaient indifférents aux passions populaires. « [P]ropriement moralistes et penchés sur le conflit des égoïsmes humains, ils prêchaient [...], sous les noms d'humanité et de justice, l'adoption d'un principe abstrait, supérieur et directement opposé à ces passions. » Ils ont rarement su empêcher les laïcs qui détenaient le pouvoir « de remplir toute l'histoire du bruit de leurs haines et de leurs tueries », reconnaît-il, « mais ils les ont empêchés d'avoir la religion de ces mouvements, de se croire grands en travaillant à les parfaire ». Bref, « pendant 2 000 ans, l'humanité faisait le mal mais honorait le bien », soutient-il. Quand « les clercs se mettent à faire le jeu des passions politiques », ceux qui opposent un contrepoids « au réalisme des peuples s'en font les stimulants^[156] ».

Les membres de l'élite progressiste qui contestent l'orthodoxie et refusent de s'abandonner aux passions politiques dominantes se font généralement chasser des institutions. Longue est la liste des

progressistes qui, après avoir été louangés, ont été frappés d'anathème par leurs pairs. Y figurent tous ceux qui ont refusé d'« être pragmatiques » et de servir le pouvoir.

Sydney Schanberg est arrivé au New York Times en 1959 après avoir fréquenté Harvard grâce à une bourse d'études. Il a vite été promu journaliste aux nouvelles locales, puis reporter au bureau d'Albany, et enfin correspondant à l'étranger. En avril 1973, après avoir couvert la guerre du Vietnam et le conflit indo-pakistanaï, il a mis sur pied le bureau du journal à Singapour. Il s'est rendu en Indonésie, au Japon, aux Philippines et, à maintes reprises, au Cambodge. C'est là, en 1975, qu'il a frôlé la mort en effectuant un reportage sur la conquête de Phnom Penh par les Khmers rouges, reportage qui lui a valu le prix Pulitzer. Il raconte son histoire dans son livre *The Death and Life of Dith Pran*, à l'origine du film *La déchirure*. Témoin de massacres, affligé par l'internement de son assistant et ami Dith Pran dans les camps de travail des Khmers rouges, il ne pouvait que ressentir colère et désarroi devant l'immense fossé qui séparait, d'une part, les déclarations officielles et l'indifférence de Washington et, d'autre part, la misère humaine qu'il constatait sur place. Revenu à la salle de rédaction, il est devenu un problème pour l'entreprise.

« Au travail, il avait l'air malade ; malade des mensonges officiels, malade de ces hommes de peu d'envergure, confortablement installés dans leurs bureaux de Washington à jouer, tels des dieux, avec la vie de citoyens d'autres pays, malade de trop de souffrances, de stupidités, de morts », écrit Pete Hamill dans un portrait de Schanberg publié dans le *Village Voice*. « Il était de plus rongé par la culpabilité, cette culpabilité communément ressentie par les survivants d'une catastrophe, mais aussi celle, plus spécifique, qui le hantait en raison de la disparition de son ami Dith Pran^[157]. »

Schanberg a été muté aux affaires métropolitaines, d'abord au poste de rédacteur adjoint, puis de rédacteur en chef de la section. Il a affecté ses journalistes à la couverture des sans-abri, des

démunis et des victimes des promoteurs immobiliers. À ce moment, les mouvements sociaux qui avaient pris forme dans la foulée de l'opposition à la guerre du Vietnam étaient déjà chose du passé. Avec eux avaient disparu bon nombre de publications parallèles. La presse commerciale, enfin débarrassée de l'humiliation quotidienne que lui infligeaient, par la grande qualité de leurs reportages, des périodiques contestataires comme Ramparts, avait de moins en moins de raisons de critiquer l'élite du pouvoir. De nombreux collègues de Schanberg considéraient ses préoccupations comme des reliques d'une époque révolue. Ainsi, on l'a démis de ses fonctions pour lui confier la rédaction d'une chronique sur New York. Il s'est une fois de plus servi de celle-ci comme tribune pour dénoncer les abus commis par les puissants (en particulier les promoteurs immobiliers) à l'encontre des pauvres. Le rédacteur en chef, Abe Rosenthal, s'est mis à le désigner d'un ton caustique comme « notre communiste attitré » et à s'adresser à lui sèchement en l'appelant « saint François ». Rosenthal (qui déjeunait presque chaque semaine avec l'intellectuel conservateur William F. Buckley) et l'éditeur du New York Times, Arthur « Punch » Sulzberger, étaient de plus en plus contrariés par les attaques de Schanberg contre leurs riches et puissants amis. Celui-ci est vite devenu un paria. On ne l'a pas invité à la table du journal lors de deux éditions consécutives de l'Inner Circle, spectacle annuel de parodies donné par et pour les journalistes de New York. Les rédacteurs en chef et l'éditeur n'ont pas assisté à l'avant-première du film La déchirure. Les jours de Schanberg au New York Times étaient comptés.

La ville que Schanberg s'acharnait à décrire dans sa chronique n'avait rien de celle que montraient les publicités sur papier glacé du cahier mode ou du New York Times Magazine. Sa ville était peuplée de milliers de sans-abri contraints de dormir dans la rue. De longues files d'attente s'étiraient devant les soupes populaires. Les personnes atteintes de maladie mentale étaient abandonnées sur le trottoir ou jetées en prison. Faute d'argent, des gens étaient

incapables de se loger convenablement tandis que d'autres se faisaient évincer de leurs appartements par des promoteurs avides et zélés. Des propriétaires réclamaient des loyers exorbitants, chassant de la ville les membres de la classe ouvrière et de la classe moyenne. La direction du journal lui ayant finalement retiré sa chronique, Schanberg a démissionné pour devenir collaborateur au New York Newsday, puis au Village Voice. Il connaissait la règle. Mais il refusait de travailler en fonction de ses intérêts carriéristes ou des considérations « pragmatiques » de ses supérieurs.

« Au fil des ans, j'ai entendu toutes sortes de rumeurs voulant que les riches mécènes du Metropolitan Museum of Art profitent du dédouanement accordé au musée pour importer des biens à usage personnel, dont des bijoux », me confie Schanberg à son appartement de l'Upper West Side de Manhattan. « Je ne suis pas en mesure de le prouver, mais je crois que c'est vrai. Le New York Times aurait-il enquêté sur ces allégations ? Jamais de la vie ! À l'époque, son éditeur présidait le conseil d'administration du musée. Ces gens-là étaient ses amis^[158]. »

« Et pourtant, ils en font plus que quiconque, même s'ils laissent bien des choses de côté », explique Schanberg à propos des artisans du journal. « Bien que certaines questions soient écartées d'office, il importe que ce journal existe, car il investit dans la couverture de sujets choisis. Le problème du journalisme dominant tient essentiellement à ce qu'il décide d'ignorer. Pourtant, si l'on fait exception des articles passe-partout ou des communiqués de presse, ce qui est publié est d'une importance cruciale pour le processus démocratique.

« Les journaux servent de guide aux nouveaux arrivants, aux immigrants, en les renseignant sur l'éthos de la société, ses règles, les manières de se comporter, ajoute Schanberg. Évidemment, ce n'est pas toujours bon, car il s'agit du consensus de la classe dominante. Mais les journaux, bien que peut-être moins que dans le passé, publient des textes décrivant des réalités que ces personnes ne pourraient jamais découvrir autrement. Ils leur expliquent

comment voter. Ils décrivent des procédures comme la prestation de serment des immigrants. Bref, ils jouent un rôle positif. Je crois que le New York Times ne s'est jamais consacré à rendre compte de la réalité de manière exhaustive ; d'ailleurs, je ne suis pas certain qu'un journal l'ait jamais fait. Je ne sais d'où vient l'expression "afghanistanisme", mais elle s'applique parfaitement à la presse : vous pouvez révéler toute la corruption qui gangrène l'Afghanistan, mais ne vous avisez pas de couvrir celle qui sévit dans votre propre cour. Le Washington Post ne couvre pas Washington : il couvre le Washington officiel. Le New York Times ignore bien des négligences commises par des membres de l'élite du pouvoir, et pire encore.

« Les journaux n'effacent pas les mauvaises choses, poursuit Schanberg. Les journaux empêchent le marais de déborder. Nous le faisons par à-coups. Par exemple, nous découvrons le mouvement des droits civils ou le mouvement des femmes. Nous couvrons alors ces sujets de manière frénétique puisqu'il est soudain devenu cachère d'écrire sur des groupes qui ont été négligés, traités en citoyens de seconde zone. Une fois la poussière retombée, il est facile d'arrêter d'en parler. »

Le juge sud-africain Richard Goldstone est un autre proscrit de haut rang de l'élite progressiste. Comme l'ont fait un Michael Moore à Hollywood ou un Schanberg au New York Times, il a contrarié ses pairs, mais cette fois à l'échelle internationale.

En 2009, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a mis sur pied une mission d'enquête en vue de documenter les violations des droits de la personne commises pendant le conflit à Gaza. Goldstone, qui est juif, a été mandaté pour la diriger ; le rapport qu'elle a produit pour les Nations Unies porte son nom. Le gouvernement israélien a refusé toute collaboration avec la mission, dont les conclusions ne correspondent pas à ce que l'orthodoxie progressiste israélienne jugeait acceptable. Bien que le rapport rende compte de violations des droits de la personne perpétrées par les Palestiniens, il attribue la responsabilité du gros

des pertes de vie à l'État d'Israël. La mission Goldstone s'est penchée sur la campagne aérienne et terrestre menée contre Gaza pendant 32 jours, soit du 27 décembre 2008 au 18 janvier 2009. Selon le rapport, Israël a usé d'une force militaire disproportionnée contre les militants du Hamas de la bande de Gaza, tout en omettant de protéger adéquatement les civils de ses attaques. Selon le Centre palestinien pour les droits de la personne, l'offensive israélienne a entraîné la mort de 1 434 personnes, dont 960 civils, et a endommagé ou détruit plus de 6 000 logements, les dégâts se chiffrant à quelque 3 milliards de dollars dans l'une des régions les plus pauvres de la planète. Quant aux roquettes lancées sur Israël par le Hamas, elles n'ont fait aucune victime.

Le rapport Goldstone ne se limite toutefois pas aux 32 jours de l'offensive : il critique aussi l'occupation en tant que telle, en remontant à ses origines et en condamnant Israël pour les fermetures de frontières, le blocus de Gaza et le mur (ou « barrière de sécurité ») érigé en Cisjordanie. La question du droit au retour (le droit reconnu aux Palestiniens déplacés et à leurs descendants de revenir en Israël pour s'y installer) y est mentionnée à deux reprises, et on s'y penche sur la torture pratiquée par les Israéliens. Le rapport reproche aussi à Israël sa destruction délibérée de l'économie palestinienne. À l'instar de Moore, Goldstone a immédiatement déclenché la furie de l'élite progressiste. On l'a traîné dans la boue. En avril 2010, devant les menaces puis la tentative d'un groupe sioniste de lui en interdire l'accès, il a décidé de ne pas prendre le risque d'assister à la bar-mitsvah de son petit-fils en Afrique du Sud. Un arrangement lui a finalement permis de prendre part à l'événement, non sans susciter la controverse, et ce, tant en Afrique du Sud qu'en Israël.

Champion des droits de la personne et du droit international, Goldstone est le juif progressiste type. Il montre depuis longtemps un profond attachement à l'État hébreu. Sa mère militait dans le mouvement sioniste, et sa fille vit en Israël. Il a fait partie du conseil d'administration de l'université hébraïque de Jérusalem, qui

lui a d'ailleurs décerné un doctorat honoris causa. Cependant, comme Moore et Schanberg, il a osé placer sa conscience au-dessus de sa carrière. Les membres de l'élite progressiste qui l'ont abreuvé de leur fiel sont ceux qui, par sa faute, ont vu leur complicité avec le pouvoir et l'injustice mise au jour.

« L'adjectif progressiste a une connotation particulière », m'explique le politologue Norman Finkelstein^[159]. « Il implique la défense de l'État de droit, des institutions internationales, des droits de la personne. Amnistie internationale et Human Rights Watch sont des organismes progressistes. L'affaire Goldstone a révélé puis catalysé l'impossibilité de concilier les principes progressistes et le comportement d'Israël. On en sait trop peu aujourd'hui sur le conflit, le bilan en matière de droits de la personne et le prétendu processus de paix. Il est néanmoins impossible d'être à la fois progressiste et favorable aux politiques israéliennes. Voilà l'antinomie à laquelle Goldstone s'est trouvé confronté. Je doute fort qu'il ait voulu condamner Israël.

« Les progressistes remplissent une fonction précise dans la société israélienne », poursuit Finkelstein, dont l'essai intitulé *This Time We Went Too Far* se penche sur l'attaque israélienne contre Gaza en 2008. « Quand je parle des progressistes, je pense à A.B. Yehoshua, à David Grossman ou à Amos Oz, qui avaient pour fonction de critiquer Israël en s'en faisant la conscience tourmentée. Non seulement ceux-ci atténuaient-ils les crimes commis par leur pays, mais ils les exaltaient. “Comme elle est belle, l'âme israélienne ! Comme elle est tourmentée par ce qu'elle a fait !” Voilà un cas typique d'une mentalité où l'on veut avoir le beurre et l'argent du beurre. Soudain, quelque chose d'étrange est survenu ; un juif progressiste a débarqué en déclarant : “Épargnez-moi vos larmes. Tout ce qui m'intéresse, c'est le droit.”

« Goldstone ne jouait pas son rôle de juif progressiste, qui consiste à être tourmenté mais sans assumer la moindre conséquence. Tout à coup, les intellectuels juifs progressistes découvraient que le fait de commettre des crimes de guerre

entraînait des conséquences. Qu'on ne pouvait pas simplement s'en aller, l'air altier, vers le soleil couchant. Ils étaient incrédules, estomaqués : "Nos larmes ne sont-elles pas des conséquences suffisantes ? Nos yeux rougis et nos cœurs brisés ne suffisent-ils pas ?" "Non, leur a-t-il répondu. Vous devrez être jugés par un tribunal." »

La campagne contre Goldstone a pris la forme de dénonciations hargneuses de la part de tous les militants et juristes. La Knesset (le Parlement israélien) a adopté un projet de loi autorisant l'emprisonnement des dirigeants d'organismes israéliens de défense des droits de la personne qui refusent de satisfaire à des conditions d'agrément paralysantes. Les militants des droits de la personne étrangers qui travaillaient dans les territoires palestiniens ont été cernés, puis expulsés. Le gouvernement a refusé d'accorder des visas de travail aux employés de 150 ONG œuvrant en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, dont Oxfam, Aide à l'enfance et Médecins sans frontières. Les visas de touriste qu'on leur a remis leur bloquent l'accès aux territoires palestiniens occupés. La professeure Naomi Chazan, directrice israélienne du New Israel Fund (NIF), fondation ayant des donateurs aux États-Unis, s'est fait traîner dans la boue par des groupes ultranationalistes comme Im Tirtzu. Elle s'était prononcée sur des enjeux relatifs aux droits de la personne en Israël, et Im Tirtzu prétendait que le NIF était lié à des groupes ayant fourni à la mission Goldstone des renseignements compromettants pour Israël. Des hauts fonctionnaires israéliens ont fait pression sur les donateurs du NIF et d'autres groupes de défense des droits de la personne pour qu'ils mettent fin à leurs contributions. Chazan tenait une chronique dans le Jerusalem Post ; le journal l'a remerciée. À Tel-Aviv et à Jérusalem, des groupes comme Im Tirtzu l'ont grossièrement caricaturée sur des panneaux publicitaires, ornés du slogan « Naomi Goldstone-Chazan », la montrant affublée d'une corne et la présentant comme un agent du Hamas et de l'Iran. Im Tirtzu compte parmi ses donateurs les Églises du pasteur chrétien de droite John Hagee et le New York

Central Fund, qui soutient par ailleurs des organisations de colons extrémistes.

«C'est la première fois que la question des droits de la personne dans le conflit israélo-palestinien passe à l'avant-plan, observe Finkelstein. Elle a provisoirement pris la place de l'inepte processus de paix. C'est la première fois que des rapports sur les droits de la personne sont pris en compte. De la première intifada [soulèvement palestinien de 1987 à 1993 contre le joug israélien] à nos jours, des dizaines, voire des centaines de milliers de pages de rapports sur les droits de la personne condamnant Israël se sont accumulées, et je peux en témoigner, car je les ai lues. Depuis les années 1990, les organismes de défense des droits de la personne ont émis des critiques cinglantes à l'endroit des politiques d'Israël, mais personne ne lit leurs rapports. Sauf en de rares exceptions, les grands médias n'en parlent jamais. Avec le rapport Goldstone, pour une première fois, les observations de ces organismes ont pris le devant de la scène. On a cessé de parler du processus de paix pour se concentrer sur le bilan d'Israël en matière de droits de la personne.»

Dès le début de sa carrière universitaire, Finkelstein s'est fait barrer la route par l'élite progressiste. Sa thèse de doctorat portait sur l'ouvrage de Joan Peters intitulé *From Time Immemorial*, publié en 1984, dont des intellectuels juifs comme Barbara Tuchman, Saul Bellow et Martin Peretz ont fait l'éloge. Ses recherches ont révélé que ce document est en fait un canular, fondé sur l'assertion fallacieuse selon laquelle la Palestine était en grande partie inhabitée à l'arrivée des colons juifs. Finkelstein conteste la validité d'un document juridique, essentiel à l'argumentaire de Peters, niant aux Palestiniens leur droit au retour dans leur pays. Finkelstein s'est vite attiré les foudres du puissant lobby israélien. Il a cependant refusé de reculer, poursuivant des recherches qui déboulonnaient les mythes entourant Israël et mettant au jour l'exploitation politique et financière de l'Holocauste nazi par l'État hébreu. Ses travaux l'ont vite réduit au

rang de paria. De nombreux établissements l'ont écarté, dont l'université de New York, l'université Hunter et l'université DePaul de Chicago, malgré que le comité de révision de cette dernière eût recommandé son embauche comme professeur titulaire.

Finkelstein a passé le gros de sa carrière universitaire comme professeur auxiliaire, gagnant de 15 000 à 18 000 dollars par an. Pourtant, ses travaux, dont fait partie l'essai *Image and Reality of the Israel-Palestine Conflict*, publié en 1995, sont à classer parmi les plus rigoureuses et les plus importantes études sur les relations israélo-palestiniennes. Le politologue est mû par une infatigable quête de vérité et par sa compassion à l'égard des Palestiniens et de leurs souffrances. Il dit souvent que cette compassion découle du fait qu'il est le fils de survivants de l'Holocauste. Dans la souffrance des Palestiniens, il reconnaît celle que ses parents ont endurée dans le ghetto de Varsovie et, plus tard, dans les camps de la mort nazis. Contrairement à bon nombre de ses contempteurs, il a compris les leçons de l'Holocauste et de la guerre, qu'il applique à sa lutte contre les exactions subies par d'autres peuples, et ce, même si celles-ci sont commises par Israël.

L'élite du pouvoir attend des progressistes qu'ils fassent régner l'ordre dans leurs propres rangs. Alan Dershowitz, professeur de droit à Harvard, est l'un de leurs hommes de main. Il s'est servi de son poste pour mener des campagnes contre des dissidents progressistes tel Finkelstein et contre les départements d'études sur le Moyen-Orient d'universités comme Columbia. Le recours par l'élite du pouvoir à des progressistes influents pour accomplir ses sales besognes est une tactique efficace qui remonte à loin. À la fin des années 1940 et dans les années 1950, le philosophe Sidney Hook, un ex-trotskiste, soutenait avec enthousiasme les purges menées contre les professeurs d'université communistes, qui, affirmait-il, « font le jeu de la réaction, qui rêve d'en finir avec toute dissidence progressiste ». Pour Hook, les gauchistes, les communistes, les extrémistes et ceux qu'il qualifiait de

«progressistes ritualistes» constituaient une menace pour la liberté. Il va sans dire que l'élite du pouvoir n'accepte la critique que si celle-ci ne met pas en cause l'idéologie et les structures du capitalisme. Jamais elle ne tolérerait que des penseurs critiques radicaux occupent des postes importants au sein d'institutions progressistes. Si l'élite progressiste ne veillait pas au respect d'une doctrine convenable, elle entrerait en conflit avec l'élite du pouvoir, craignait Hook. Celui-ci défendait les purges en les qualifiant de « mesures visant l'application de normes professionnelles adéquates » et en les assimilant « à l'hygiène éthique plutôt qu'à l'hérésie ou à la persécution politiques ». Pendant la chasse aux sorcières des années 1950, le philosophe, qui comparait les communistes à des trafiquants de drogue, encourageait ses collègues à « nommer des noms ». Il a mis sur pied plusieurs groupes, tel le Congress for Cultural Freedom, qui, financé par la CIA, avait pour mission de dissuader les intellectuels américains de promouvoir la coopération avec l'Union soviétique. L'élite du pouvoir l'a récompensé pour ses services. Chaque année, la très conservatrice National Association of Scholars décerne le prix Sidney Hook afin de souligner l'« excellence de services rendus en matière de défense de la liberté et de l'intégrité intellectuelles ».

Schanberg, Goldstone et Finkelstein ont violé une loi non écrite, une entente implicite conclue entre l'élite du pouvoir et l'élite progressiste pendant la vague d'hystérie anticomuniste du XX^e siècle. On attend de l'élite progressiste qu'elle dissimule la violence de la guerre impérialiste et les malversations des milieux d'affaires ; pour ce faire, elle est autorisée à condamner les excès les plus patents, mais doit prendre soin de ne pas contester la légitimité de l'ordre social et des choix de l'élite du pouvoir. Les dissidents qui ne respectent pas ces limites deviennent des parias. On peut critiquer une décision en particulier, mais pas les motivations, les intentions et la probité morale de l'élite du pouvoir.

*

* *

L'élite progressiste s'est sclérosée. Elle est devenue partie prenante du système qu'elle tentait jadis de réformer. Elle persiste néanmoins à employer son jargon technique et à proposer de modestes réformes, et ce, même s'il y a belle lurette que l'État-entreprise a éviscéré les mécanismes permettant la mise en œuvre de réformes concrètes. Incapable de s'adapter à l'implacable montée en puissance des milieux d'affaires et à l'économie de la guerre permanente, inconsciente de sa propre impuissance, l'élite progressiste s'est retrouvée isolée, méprisée. Elle s'est éteinte parce qu'elle a persisté à se comporter comme si rien n'avait changé. Elle a ignoré les signes annonciateurs de la dégradation de l'environnement et de l'effondrement de l'économie. Elle a fait fi des voix discordantes qui pourraient nous aider à éviter les terribles conséquences des changements climatiques ou d'une dépression économique mondiale. L'élite du pouvoir et ses laudateurs progressistes ne possèdent pas les idées et le vocabulaire qui pourraient donner un sens à l'horrificante réalité d'aujourd'hui.

Nous sommes entrés dans un vide historique. Les systèmes fondés sur les vieilles croyances ne fonctionnent plus, mais de nouvelles solutions restent encore à trouver. Plus l'élite du pouvoir et l'élite progressiste s'entêtent à parler un langage qui ne correspond plus à la réalité, plus une population aigrie, trahie, perd sa foi dans les modes classiques d'exercice du pouvoir. L'incapacité des élites à tenir compte de la réalité du plus grand nombre rend les dépossédés vulnérables à la manipulation par des démagogues. Le nihilisme moral que craignait Dostoïevski devant l'effondrement de l'élite progressiste ne peut que mener au chaos social.

En 2008, Alan Greenspan, ex-président de la Réserve fédérale, que l'élite du pouvoir et l'élite progressiste ont longtemps écouté

avec déférence, a déclaré : « J'ai fait une erreur en pensant que les opérateurs économiques, en particulier les banques, étaient eux-mêmes capables de protéger leurs propres intérêts et ceux de leurs actionnaires^[160]. »

Greenspan mettait ainsi au grand jour la sottise des experts et des économistes qui ont véhiculé une croyance non fondée dans la capacité du libre marché à régler les problèmes du monde. En s'accrochant à ce qui n'était rien de plus qu'une utopie, les dirigeants ont bafoué 3 000 ans d'histoire pour servir l'idéologie de la grande entreprise. Toutes les promesses du libre marché se sont avérées mensongères.

Malgré cet aveu d'échec, les mécanismes de contrôle, généralement utilisés pour maintenir les craintes de la population à un niveau élevé, ont engendré le « citoyen patriote », hanté par les pertes d'emploi, ruiné par les frais médicaux, évincé de sa maison pour cause de saisie, angoissé par la perspective d'attaques terroristes. En cette ère du vide, le « citoyen patriote » s'accroche à son privilège de patriote, voire à son double privilège de patriote blanc. En se repliant dans une identité tribale, il tente désespérément de maintenir sa propre valeur et sa propre importance en des temps de grande confusion identitaire et idéologique. Bien qu'il se fasse malmener par les politiques de l'État, le « citoyen patriote » approuve la surveillance généralisée et la guerre permanente. Il ne met nullement en cause le fait que les dépenses militaires atteignent 1 000 milliards de dollars par an. Il tolère que les 18 agences de renseignement civiles et militaires, qui sous-traitent maintenant le gros de leurs tâches à des entreprises privées, soient au-dessus des lois. Il est d'accord avec l'idée voulant que les États-Unis aient besoin de plus de policiers, de prisons, de détenus, d'espions, de mercenaires, d'armes et de soldats que tout autre pays industrialisé. Il s'oppose à quiconque suggère de réduire le budget militaire, de rapatrier des soldats ou d'accorder une plus grande attention aux enjeux nationaux qu'à la poursuite de la guerre permanente. Le lobby militaro-industriel

s'assure ainsi de l'impossibilité de s'en prendre aux dépenses militaires. Le « citoyen patriote » vénère l'armée, considérant en quelque sorte qu'elle ne fait pas partie de l'État. Au nom du patriotisme, on a réussi à exclure du débat public les outils les plus puissants dont dispose l'État pour asseoir son pouvoir. Jamais dans l'histoire des États-Unis le peuple n'a-t-il été soumis à un tel contrôle. L'élite progressiste, jadis vouée à surveiller et à contester les excès de l'élite du pouvoir, a contribué à ce naufrage.

À l'heure de la crise écologique, l'incapacité de l'élite progressiste à énoncer un projet de société laisse le champ libre aux valeurs militaristes de l'hypermasculinité, de l'obéissance aveugle et de la violence. Désorientée, la culture contemporaine méprise l'empathie et la compassion, traditionnellement véhiculées par le progressisme. Tel un courant électrique, la cruauté alimente la radio-poubelle et la télé-réalité, dont les concurrents doivent endurer souffrances et humiliations tout en trahissant et en manipulant leurs pairs dans une compétition sans merci. Voilà les valeurs que célèbre une société de plus en plus militarisée et qu'exacerbe Wall Street par ses agissements et sa malhonnêteté. L'amitié, la confiance, la solidarité, l'honnêteté et la compassion ont été évacuées au profit de la lutte de tous contre tous.

Fondement de la pornographie, cette hypermasculinité amalgame violence et érotisme tout en encourageant la dégradation de la femme sur les plans physique et psychologique. Son langage est aussi celui de l'État-entreprise, qui réduit les êtres humains à de la marchandise. Les grandes entreprises, ces enclaves despotiques et autoritaires, vouées à la maximisation des profits, dont tous les employés sont contraints de parler d'une seule voix, ont intoxiqué la société avec leurs valeurs. L'hypermasculinité est un frein à l'autonomie morale et à la diversité. Elle isole les gens les uns des autres. Elle a pour aboutissements logiques la prison d'Abou Ghraib et les guerres en Irak et en Afghanistan, de même qu'un manque de compassion à l'égard des sans-abri, des démunis, des personnes atteintes de maladie mentale, des chômeurs et des

malades, sans parler des gais, des lesbiennes, des transgenres et des bisexuels. Bref, elle est l'antithèse du progressisme.

Dans son étude en deux volumes publiée en 1987 et intitulée *Male Fantasies*, qui se penche sur l'amertume et l'aliénation ressenties par les soldats allemands démobilisés à la suite de la Première Guerre mondiale, Klaus Theweleit affirme qu'une culture militarisée s'en prend à tout ce qui est considéré comme féminin, dont l'amour, la douceur, la compassion et la tolérance. Une telle culture juge toute ambiguïté sexuelle comme une menace à la « virilité » et aux rôles que l'État exige de chacun. L'élévation des valeurs militaristes au rang d'idéaux contribue à la perversion de l'éthique, à la rigidité des rôles sociaux et à la torpeur psychique, phénomènes étudiés par Theweleit. Il fut un temps où l'élite progressiste combattait ce cancer moral. Son effondrement a laissé le champ libre à l'hypermasculinité pour redéfinir le pays. Elle invoque maintenant des métaphores sexuelles d'agression et de viol pour justifier le pouvoir impérialiste et militaire. En ayant recours à l'impitoyable langage de la violence sexuelle, l'élite progressiste moribonde donne en fait son assentiment à la loi de l'avidité et de la violence propre à la grande entreprise, et ce, qu'elle en soit consciente ou non.

Interviewé par Charlie Rose en 2003, Thomas Friedman a utilisé de ce langage hypermasculin, violent et lourd de connotations sexuelles pour justifier l'invasion et l'occupation de l'Irak. Ses propos offraient un bon aperçu du déclin moral et intellectuel de l'élite progressiste. Les vieux chroniqueurs progressistes du *New York Times* comme Anthony Lewis ne se seraient jamais abaissés à une telle crudité. Bien qu'ils aient été domestiqués par le capitalisme, ils ont conservé une certaine indépendance morale et intellectuelle, notion étrangère à Friedman et à la nouvelle élite progressiste.

Ce dont les extrémistes islamistes avaient besoin, expliquait Friedman à Rose, c'était de voir « de jeunes Américains allant de maison en maison, de Bassorah à Bagdad, et disant

essentiellement : “Quelle partie de cette phrase ne comprenez-vous pas ? Vous savez que nous tenons à notre société ouverte. Cette bulle imaginaire, vous croyez que nous allons la laisser grossir ? Vous pouvez vous la mettre où je pense ! ” C’est ça, la guerre, Charlie. Nous aurions pu frapper l’Arabie saoudite, qui fait partie de la bulle. Nous aurions pu frapper le Pakistan. Nous avons frappé l’Irak parce que nous étions en mesure de le faire^[161]».

Lorsqu’il affaiblit l’État et se libère de ses entraves réglementaires, le capitalisme devient une force révolutionnaire, avait compris Marx. Cette force pousse la société dans le néoféodalisme et la guerre permanente, et lui inflige des formes de plus en plus sévères de répression. L’élite progressiste n’a ni la force morale ni les idées nécessaires au maintien d’un système en déclin. Sa rhétorique dépassée ne correspond plus à la réalité. La fiction que constitue la démocratie demeure tout de même utile, non seulement pour la grande entreprise, mais aussi pour cette élite progressiste en faillite. Le jour où cette fiction apparaîtra comme un mensonge en bonne et due forme, les progressistes seront contraints d’envisager la résistance, qui n’a rien d’agréable ni de facile. Tant que subsistera le vernis démocratique, les progressistes pourront persister dans leur vaine affectation morale, qui n’exige ni sacrifice ni engagement de leur part. Ils pourront continuer à jouer leur rôle de sermonneurs autoproclamés du Parti démocrate et à agir comme s’ils prenaient vraiment part aux débats en se justifiant par leurs pitoyables cris de protestation.

*

* *

Les meilleures chances de voir s’accomplir un changement social radical se trouvent du côté des pauvres, des sans-abri, des ouvriers, des indigents. Alors que se multiplie le nombre de dépossédés, nous ne pourrions rien espérer sans prendre conscience des injustices que subissent quotidiennement les faibles et les exclus, sans se

solidariser avec eux. Sur cette solidarité, nous pourrions bâtir, en repartant de zéro, une éthique sociale, un nouveau mouvement. Nous devons servir des bols de soupe, persuader des sans-abri de prendre une douche, veiller à ce que les personnes atteintes de maladie mentale, lâchement abandonnées sur les trottoirs des villes, prennent leurs médicaments. Nous devons nous impliquer à nouveau dans les écoles et les prisons gangrenées par la ségrégation. Nous devons protester, apprendre à vivre dans la simplicité et, en cette période de déclin de l'empire, réapprendre l'humilité. C'est dans un travail concret, à la fois banal et difficile, de formation de communautés et de groupes voués à prendre soin d'autrui que nous nourrirons l'indignation et la conscience morale nécessaires à la riposte et que nous façonnerons un projet de société.

Au cœur de la Grande Dépression, Dorothy Day (1897-1980) a fondé le mouvement Catholic Worker en compagnie de Peter Maurin. C'est le 1^{er} mai 1933, à Union Square, que ces deux anarchistes catholiques ont lancé le premier numéro du journal Catholic Worker. Ils en ont eux-mêmes distribué les 2 500 exemplaires, qui coûtaient 1 cent chacun. Son prix n'a pas changé depuis. Peu de temps après, ils ont ouvert deux maisons d'accueil dans le Lower East Side. Day et Maurin défendaient une éthique radicale dans laquelle s'inscrivait un pacifisme inconditionnel. Ils condamnaient le capitalisme, qu'il soit privé ou étatique, pour son injuste répartition de la richesse. Pour eux, la soif de profit était immorale. Ils appuyèrent sans réserve le mouvement ouvrier, le mouvement des droits civils et tous les mouvements antiguerre, et invitaient leurs partisans à choisir de vivre dans la pauvreté. Dans les années 1950, alors que les purges battaient leur plein et que le vieux Parti communiste faisait l'objet d'assauts répétés, Day, qui n'était pas communiste, comptait parmi les rares militants qui dénonçaient la répression et participaient à des manifestations communistes.

Le mouvement Catholic Worker refuse le statut d'organisme à

but non lucratif. Il n'a jamais accepté de subvention et n'a jamais payé d'impôt. Ses soupes populaires de New York fonctionnent sans permis de la municipalité. La nourriture qu'il offre aux sans-abri provient de dons des gens du voisinage. Le mouvement possède environ 150 maisons d'accueil dans tout le pays et même à l'étranger, et ce, même s'il ne dispose d'aucune direction centralisée. Certaines maisons sont administrées par des bouddhistes, d'autres par des presbytériens. L'appartenance à une confession ou à une autre est sans importance. Les positions radicales défendues par le mouvement, affirmait Day, sont inspirées des Évangiles et ne visent pas la réussite temporelle. Bref, elles ne sont motivées par aucune considération utilitaire. Le sacrifice et la souffrance, écrivait-elle, sont des composantes inévitables de la vie religieuse. Religion, morale et résistance ne devraient jamais avoir la réussite pour objectif ultime. La spiritualité prend racine dans la lutte incessante pour la justice et la compassion, en particulier pour les personnes dans le besoin. Le maintien d'un tel engagement est déjà assez difficile sans qu'on doive se préoccuper de ses résultats. Ultiment, on est sauvé par la foi, la foi dans la valeur intrinsèque des actes de compassion et de justice, même si ceux-ci n'ont pas d'effets mesurables.

Aujourd'hui, les membres du mouvement Catholic Worker craignent que le dérèglement de l'économie ne profite aux organisations d'extrême droite, aux groupes nationalistes et à la frange « apocalyptique » de la droite chrétienne. Cette fois, expliquent-ils, le pays est dépourvu des réseaux de syndicats, de médias indépendants, d'associations locales et de groupes sociaux et religieux qui appuyaient le mouvement au moment de sa fondation par Day et Maurin. Catholic Worker compte de moins en moins de jeunes bénévoles. Ses deux maisons d'accueil du Lower East Side sont tenues par autant d'hommes et de femmes dans la cinquantaine et la soixantaine que de diplômés universitaires de fraîche date.

« Notre société est plus violente qu'avant », m'explique Martha

Hennessy, petite-fille de Day, devant un thé, à la maison d'accueil du mouvement à New York. « C'est Reagan qui est à l'origine de cet endurcissement. Clinton, lui, l'a consolidé, et la technologie aussi. Les Américains se sont retranchés dans un narcissisme collectif. Ils ont perdu tout contact avec eux-mêmes et autrui. Si l'économie s'effondrait, bien des problèmes pourraient trouver de mauvaises solutions. La société contemporaine présente plus d'aspects du fascisme que celle des années 1930. Ce n'est pas seulement le sens de la communauté qui nous fait défaut : nous manquons aussi d'information^[162]. »

Dans cette société qui commence à ressentir les effets désastreux du pillage du système financier, du démantèlement de l'empire, des changements climatiques et de l'appauvrissement accéléré de la classe ouvrière, l'espoir ne pourra naître que du contact direct avec les démunis. Cet espoir ne sera ni impartial ni objectif. L'éthique qui naîtra de cette solidarité sera bien ancrée dans le réel et dans le possible. Fermement attachée au caractère sacré de la vie, elle nous forcera à regarder la souffrance et la désolation en face.

« Plusieurs familles viennent nous voir, des familles démunies. Incroyablement démunies. On ne peut rien faire de plus que les aimer », écrivait Day à propos des personnes hébergées à la maison d'accueil du mouvement Catholic Worker :

Ce que je veux dire, c'est qu'elles n'ont aucune chance de se réinsérer dans la société, que nous ne voyons pas comment nous pourrions les changer ; elles n'ont manifestement aucune possibilité de s'adapter à ce monde abominable qui les entoure. De toute manière, qui voudrait qu'elles s'y adaptent ?

Ce que nous voulons, c'est changer le monde, en faire un endroit où il est plus facile de se nourrir, de se vêtir et de se loger, comme Dieu l'a voulu. En luttant pour de meilleures conditions de vie, en défendant inlassablement les droits des travailleurs, des pauvres, des dépossédés (autrement dit, autant ceux des pauvres utiles que des pauvres inutiles), on peut dans une certaine mesure changer le monde. On peut créer une oasis, une petite bulle de joie et de paix dans un monde tourmenté^[163].

Le 17 mai 1968, le poète et prêtre catholique Daniel Berrigan est entré dans le bureau d'incorporation de Catonsville (Maryland) avec huit autres militants, dont son frère Philip. Afin de protester

contre la guerre du Vietnam, le groupe y a saisi les registres de conscription de centaines de jeunes hommes qu'on allait envoyer au front, puis les a emportés à l'extérieur et les a fait brûler dans deux poubelles avec du napalm artisanal. Après avoir été jugé coupable, le père Berrigan s'est enfui et a gagné la clandestinité. Au bout de quatre mois, le FBI l'a débusqué. Il a passé 18 mois en prison. Après sa libération, il a pris part à de nombreuses « actions », dont plusieurs lui ont valu la prison. Le 9 septembre 1980, par exemple, avec sept autres militants, il a pénétré illégalement dans une usine de missiles nucléaires de la General Electric à King of Prussia (Pennsylvanie) afin de verser du sang et d'endommager légèrement des coiffes d'ogives nucléaires Mark 12A.

Lorsque nous nous rencontrons à son appartement du nord de Manhattan, Berrigan, toujours insoumis à 87 ans, s'assoit bien droit sur une chaise en bois. La lumière oblique de l'après-midi entre par les fenêtres, irradiant la collection d'aquarelles et d'icônes religieuses qui orne les murs. Le temps n'a pas émoussé la critique féroce de l'empire américain formulée par ce jésuite, ni son interprétation radicale des Évangiles. « C'est la pire époque de toute ma longue vie, soupire-t-il. Jamais je n'ai nourri si peu d'attentes à l'égard du système. Chaque jour qui passe me le confirme^[164].

« Même avec les longues années que j'ai vécues, je parle du court terme, précise-t-il. C'est très important de maintenir ce genre de perspective. Ce n'est pas parce que nous avons perdu aujourd'hui que nous avons tout perdu. La Bible n'offre pas beaucoup d'exemples d'empires qui durent ; en fait, on y constate plutôt le contraire. Ils s'effondrent tous. Selon l'Apocalypse, Babylone s'est autodétruite. Il n'y avait même pas l'ombre d'un ennemi à ses portes. “Elle est tombée, elle est tombée, Babylone la grande !” Je crois que nous vivons aujourd'hui quelque chose de semblable, que la chute des tours jumelles était tout aussi symbolique qu'affreusement réelle. Tout s'écroule en raison d'un

ahurissant aveuglement volontaire. J'adhère pleinement à la notion bouddhiste selon laquelle on doit faire le bien pour le bien, et non pour ce qu'il permet d'accomplir. Je conserve cette idée secrètement dans un coin de mon âme. Selon moi, si c'est dans cet esprit qu'on fait le bien, il en naîtra nécessairement quelque chose, mais je ne sais pas quoi. Je ne crois pas que la Bible nous apprenne où la bonté nous mène, quelle force elle libère. L'ignorance de la Bible à cet égard est très révélatrice. [...] J'en ai conclu que plus une série d'événements ayant lieu au cours d'une vie respecte les enseignements de la Bible, moins on peut en connaître les fruits. On constate cela d'Abraham à Jésus. Je ne me suis jamais vraiment intéressé aux résultats. Pour moi, l'important a toujours été d'agir avec soin, humanité et non-violence, et de laisser les choses aller. J'ai toujours eu l'impression que les tactiques étaient une question secondaire. Pour parler vrai, je dirais qu'il s'agit de vivre en communauté d'esprit, de lire la Bible en cherchant à en faire une interprétation commune. Dans notre monde, les forces de mort sont terribles. Nous devons néanmoins prendre en compte la résurrection^[165]. »

Le procès des « Neuf de Catonsville » a donné une nouvelle tournure à la lutte contre la guerre du Vietnam : les militants ont troqué les manifestations pour une série d'actes de désobéissance civile, dont l'incinération d'avis de conscription. Il a également donné lieu à un important virage de l'Église catholique, propulsant les prêtres et religieuses de gauche, menés par les frères Berrigan, Thomas Merton et Dorothy Day, à l'avant-scène d'un mouvement social d'inspiration chrétienne qui contestait non seulement les autorités ecclésiastiques et politiques, mais aussi les mythes et les idéologies entretenus par les Américains pour se définir, s'enrichir et asseoir leur pouvoir.

« J'en ai appris davantage de Dorothy Day que de tous les théologiens, confie Berrigan. Elle m'a fait prendre conscience de liens auxquels je n'avais jamais pensé ou qu'on ne m'avait jamais enseignés, les liens entre la misère humaine et la guerre. À la base,

elle croyait que Dieu a créé un monde dans lequel il y a assez de place pour tous les humains, mais pas assez pour tous les humains et la guerre. » Grâce à sa relation avec Day, Berrigan est devenu un ami proche de l'écrivain et moine trappiste Thomas Merton. « La plus grande contribution [de Merton] à la gauche religieuse, explique-t-il, a été de nous réunir dans des retraites de prière et de discussion sur la vie sacramentelle. Il nous disait : “N’y renoncez pas, n’y renoncez pas, elles sont vos outils, la source de votre discipline, de votre force.” »

« Il était parfois très dur », constate Berrigan à propos de Merton. « Il nous disait : “Vous ne survivrez pas à la réalité des États-Unis si vous n’êtes pas fidèles à votre discipline et à vos traditions.” » La mort de Merton à 53 ans, quelques semaines après le procès des Neuf de Catonsville, a plongé Berrigan « dans l’isolement et mutisme ».

« Pendant dix ans, je n’ai plus été capable de parler de lui ou d’écrire à son propos, se souvient-il. Il était avec moi quand on m’a expulsé du pays ; il était avec moi en prison. Il était avec son ami. »

Pour Berrigan, les distractions qu’offre le monde ne sont que cela, des distractions. La campagne électorale à la présidence opposant Barack Obama et John McCain, qui avait cours au moment de notre entretien, ne le préoccupait pas le moins du monde. Quand je lui ai demandé ce qu’il en pensait, il m’a répondu en citant son frère Philip, qui, un jour, a dit : « Si les élections pouvaient changer quelque chose, elles seraient illégales. » Il n’est pas plus tendre envers l’Église catholique, affirmant que Jean-Paul II, après avoir marginalisé les prêtres et religieuses de gauche comme les Berrigan, « a instauré dans l’Église des pratiques dignes de l’Union soviétique », dont « la délation anonyme, la révocation, la surveillance et le secret, et a placé des courtisans à des postes très influents ». Selon lui, « il faudra attendre au moins une génération pour venir à bout des nominations effectuées par Jean-Paul II ».

Les universités désespèrent Berrigan. Il donne pour exemple

celle de Boston, qui a décerné un doctorat honoris causa à Condoleezza Rice et a invité le procureur général d'alors, Michael Mukasey, à prononcer un discours à sa faculté de droit. « On présente des êtres médiocres comme s'ils étaient exemplaires, dignes des plus grands honneurs », déplore-t-il. Par ailleurs, il n'a pas de temps à perdre avec ses anciens partenaires de lutte, ces gauchistes laïcs et membres de l'élite progressiste qui, au cours des 40 dernières années, « se sont égarés dans les dédales de l'argent et du travail ou ont renoncé à leur discipline d'autrefois ».

« Aux États-Unis, la facilité avec laquelle la gauche s'emporte est typique des hauts et des bas de la psyché américaine, constate-t-il. Rares sont les mouvements dépourvus de quelque assise spirituelle qui durent en restant fidèles à eux-mêmes. »

Tous les empires connaissent une montée et un déclin, alors que les valeurs morales et religieuses, la compassion, la simplicité, l'amour et la justice traversent le temps et invitent à ce qu'on leur soit fidèles, observe Berrigan. L'actuel déclin de la puissance américaine s'inscrit dans le cycle des civilisations. Hélas ! constate-t-il avec regret, « nous entraînon beaucoup de monde dans notre chute, ce qui est une tragédie. Nous ne périson pas avec grâce. Une multitude de gens le paient de leur vie ».

Berrigan invite les personnes qui se battent pour une société juste, contestent la guerre et la violence, dénoncent la déferlante de la mondialisation, déplorent la dégradation de l'environnement et s'inquiètent du triste sort des démunis à ne pas se préoccuper des effets concrets et immédiats de leur résistance.

Il dit trouver son soutien dans l'Eucharistie, dans sa foi, dans sa communauté religieuse. Aucun mouvement de résistance ne peut subsister sans une discipline fondée sur de solides assises spirituelles : « Si, 40 ans après Catonsville, nous sommes encore debout (du moins ceux d'entre nous qui sont toujours en vie), si nous avons pu traverser de telles épreuves et nous en sortir indemnes, c'est grâce à la discipline spirituelle que nous avons observée pendant des mois avant de mener nos actions. En cour,

en prison, dans la clandestinité, nous avons vécu des situations qui auraient très bien pu nous détruire ; c'est d'ailleurs ce qui est arrivé à ceux qui étaient moins bien préparés que nous.»

Le déclin de l'Église catholique, des confessions protestantes traditionnelles et des synagogues juives progressistes, institutions qui avaient accueilli des radicaux comme Martin Luther King, Abraham Heschel, Dorothy Day ou les frères Berrigan, a porté un dur coup à l'élite progressiste. En évinçant leurs éléments progressistes tout aussi impitoyablement que l'ont fait leurs pendants séculiers, ces institutions religieuses sont devenues des coquilles vides, comme les autres piliers de l'establishment progressiste.

« Les universalistes unitariens, éléments marginaux de la mouvance de l'Évangile social, ont un défaut fondamental très facile à déceler », reconnaît le révérend Davidson Loehr, qui œuvre au sein de cette confession à Austin (Texas). « À la fin des années 1970, les universalistes unitariens se sont rendu compte que leurs enfants ne savaient pas comment expliquer leurs croyances à leurs amis. Quand, à l'école des études supérieures de l'université de Chicago, j'ai eu vent de cette prise de conscience, je me suis dit : non, en fait, le problème, c'est que ni les adultes ni les ministres du culte n'ont idée de ce qui compte. L'universalisme unitarien a alors entrepris un virage fatal. Grosso modo, l'Église a mené un sondage auprès de ses membres et de ses fidèles afin de connaître leurs croyances. De cet étrange processus sont nés les “Sept Principes”, les “Croyances des universalistes unitariens”. En y jetant un simple coup d'œil, on n'y décèle rien d'autre que les convictions partagées par tous les progressistes culturels, qu'ils soient religieux ou non. Les universalistes unitariens, eux, les ont inscrites dans une charte puis se sont mis à les vénérer. L'adoption de ces “sept nains” en 1985 les a fait sombrer dans un narcissisme qui, depuis, n'a eu de cesse de les affaiblir.

« Comme tous les chrétiens et juifs le moindrement progressistes, les unitariens s'étaient donné le rôle de porte-parole

des opprimés. Il faut admettre que le mouvement des droits civils naissant n'aurait pas pu prendre son envol sans le soutien des progressistes blancs. Dans les années 1960 et 1970, cependant, les choses avaient changé : Martin Luther King et Malcolm X, entre autres leaders très charismatiques, ne souhaitaient pas que des Blancs parlent en leur nom. Il s'est passé la même chose avec le mouvement des femmes. Betty Friedan, Gloria Steinem et Germaine Greer avaient des idées très avancées et voulaient s'exprimer par elles-mêmes. À partir de Stonewall^[166], les homosexuels se sont aussi mis à faire entendre leurs propres revendications. Ces gains d'autonomie ont fait perdre aux progressistes leur utilité sociale. Ils pouvaient toujours appuyer les leaders noirs, féministes ou homosexuels, mais ne devaient plus parler en leur nom. Ne pouvant plus revendiquer quoi que ce soit au nom de qui que ce soit, ils (j'entends par « ils » les progressistes des facultés de sciences humaines, de lettres et d'études féministes) ont donné naissance à la rectitude politique. Grâce à une astuce peu subtile consistant à inventer des groupes défavorisés, ils se sont prémunis contre les arguments de quiconque voudrait contester leur droit de s'exprimer au nom de ces groupes.

« En ramenant le “Ciel” sur Terre au nom de l'Évangile social, les progressistes religieux et politiques ont perdu tout cadre dans lequel ils auraient pu critiquer leurs propres croyances. La responsabilité envers le bien commun doit faire contrepoids aux droits individuels. Mais pourquoi ? Au nom de quoi ? Le manque de force morale est devenu le trait distinctif des religions plus ou moins progressistes.

« Même au Moyen Âge, les théologiens distinguaient sagesse et savoir. Nombre d'entre eux ont écrit sur la différence catégorique entre sapientia et scientia. Le mot latin sapientia signifie sagesse, comme en fait foi, non sans complaisance, le nom de notre espèce, Homo sapiens. Les théologiens d'il y a sept siècles considéraient que le seul savoir vraiment nécessaire est celui qui mène à la sagesse en nous apprenant ce que nous sommes essentiellement, en

nous expliquant comment vivre et en nous enseignant les exigences de l'amour et la nature de la fidélité et de la responsabilité. Le mot grec ancien philosophia (amour de la sagesse) évoquait d'ailleurs la sagesse menant à une vie épanouissante, et non l'accumulation de faits sans importance ou l'articulation de syllogismes.

« On a toujours attribué des qualités humaines à Dieu. On dit des choses comme “Dieu affirme” ou “Dieu nous a dit”, comme si Dieu était un humanoïde ne pouvant s'exprimer que par la bouche des prêtres, des prophètes et des chamanes. Aujourd'hui, les journaux et la télévision diffusent quotidiennement des affirmations comme “la science dit” ou “la science nous apprend”. Soyons clairs : la science avec un grand S, ça n'existe pas. Il existe diverses sciences et une multitude de scientifiques. Ceux-ci ne s'entendent pas toujours. En formulant une phrase qui commence par “La science dit”, on crée une entité humanoïde fictive, appelée Science, en laquelle on croit comme jadis on croyait en Dieu. Les deux mots sont des idoles linguistiques.

« D'un côté, religieux et laïcs diront : “Dans une Église, des prêtres en soutane transmettent les révélations divines, nous enseignant ainsi les croyances et la sagesse nécessaires à notre salut.” De l'autre, scientifiques et laïcs diront : “Dans un laboratoire, sous des conditions contrôlées, suivant le rituel de la méthode scientifique, des savants en sarrau transmettent les nouvelles théories et découvertes de la Science, nous enseignant ainsi les connaissances et l'entendement nécessaires à une bonne vie et au progrès.”

« A u XX^e siècle, les Églises ont aussi perdu d'autres responsabilités fondamentales. Ainsi, la confession et le pardon tant des laïcs que des clercs sont devenus l'apanage des psychologues. La fonction consistant à offrir des œuvres de fiction convaincantes a quant à elle échoué à la littérature, au cinéma, à la radio et à la télévision. Pratiquement tous les meilleurs films américains traitent du bien et du mal, ces créations humaines à propos desquelles tout le monde se pose des questions. Longue est

la liste des romans et des scénarios ayant permis aux gens de vivre leurs fantasmes, d'incarner de nouveaux rôles : Star Trek, Star Wars ("Que la force soit avec toi"), Rocky, Rambo, les personnages de durs à cuire de Clint Eastwood, Le seigneur des anneaux, Harry Potter, Superman, Batman, Iron Man, etc. Avec le gigantesque pas en avant qu'a constitué Avatar, les meilleurs professionnels de la narration des États-Unis ont su brouiller la frontière entre fantasme et réalité, étendant ainsi les possibilités de se laisser prendre au jeu de la fiction.

«Le public, il faut le souligner, sait bien que toutes ces histoires sont fictives. Si on lui disait qu'elles sont authentiques, il les rejetterait. Sachant cela, on reconnaît plus aisément que les récits bibliques sont, eux aussi, fictifs, mais pas aussi attrayants que les meilleurs films. Le théologien catholique David Tracy a suscité quelques remous à l'école d'études supérieures lorsqu'il a écrit que nos récits religieux et théologiques étaient des "fictions utiles", voire des "fictions nécessaires". Si tel est le cas, la route sera longue avant qu'ils ne deviennent aussi attrayants que les œuvres de fiction publiées de nos jours.

«Grâce aux enseignements de Jésus et des plus grands prophètes hébreux, le christianisme est assurément porteur d'une sagesse profonde. Néanmoins, si l'on prétend s'inscrire dans la tradition de la sagesse, comme le font les membres du Séminaire sur Jésus, on n'a aucune raison de s'en tenir au christianisme. On doit se pencher sur toutes les formes de sagesse (ou de prétendue sagesse). Dès lors, on est à même d'établir des constats impossibles à envisager d'un point de vue chrétien. "Jésus était si jeune ! Quel dommage qu'il n'ait pas vécu jusqu'à 70 ou 80 ans comme Socrate, Platon, Aristote, Bouddha, Lao Tseu et Confucius ! Il aurait ainsi pu devenir moins idéaliste, plus réaliste." De telles questions font sortir le débat du christianisme (ou de toute autre religion) en l'amenant sur un terrain qu'on pourrait qualifier d'humaniste, dans le meilleur sens du terme (à la Shakespeare ou à la Montaigne). Pour bien des raisons, prendre une telle initiative serait toutefois

difficile pour des professeurs et des pasteurs payés pour être chrétiens.

« Les ministres du culte qui veulent prononcer un prêche fondé sur un récit biblique savent qu'ils doivent préalablement le raconter à leurs ouailles, celles-ci ne l'ayant pour la plupart jamais lu. Je me rappelle Borges qui disait que nous mourons deux fois, une première quand notre corps cesse de vivre, puis une seconde, définitive celle-là, quand il ne reste plus personne pour raconter notre histoire. Je crois que la plupart des Églises chrétiennes sont aujourd'hui dans cette situation^[167]. »

Pendant toute sa vie, et sans doute plus que tout autre journaliste du XX^e siècle, I.F. Stone est demeuré fidèle aux valeurs considérées par Day et Macdonald comme la seule source possible de changement réel. Né et élevé à Philadelphie dans une famille d'immigrants russes, Stone était à la fin de la Seconde Guerre mondiale l'un des plus célèbres journalistes des États-Unis. Invité régulier des journaux télévisés, il avait un accès facile aux détenteurs du pouvoir. Ayant accompagné des survivants juifs de l'Holocauste nazi qui, dans la clandestinité, cherchaient à gagner la Palestine sous mandat britannique par des moyens de transport de fortune, il a écrit une série de reportages qui ont fait grimper de manière spectaculaire le tirage du quotidien new-yorkais PM. Il bénéficiait de la confiance d'une bonne partie des membres de l'administration Roosevelt. Plus tard, il couvrirait la guerre d'indépendance d'Israël.

Soudain, après qu'il eut contesté le programme de loyauté du président Truman et la création de l'OTAN, Stone a disparu du paysage médiatique, emporté par la vague d'hystérie anticomuniste. On l'a privé de son statut de personne. En février 1950, lors d'une manifestation contre la bombe H, il a prononcé un discours s'ouvrant par ces mots : « Agents du FBI, compagnons subversifs^[168]... »

Le FBI l'a vite placé sous surveillance constante. Les autorités ont refusé de renouveler son passeport et l'ont inscrit sur une liste

noire de journalistes. Même The Nation, vaisseau amiral de l'intelligentsia progressiste, n'a pas donné suite à ses demandes d'emploi. Alors âgé de 44 ans, il a écrit que ces sanctions lui donnaient « l'impression d'être un fantôme^[169] ».

En 1953, avec le soutien d'une poignée de fidèles lecteurs de ses anciens journaux et magazines (bien que cela n'ait pas suffi à couvrir ses dépenses), Stone a lancé le bulletin I.F. Stone's Weekly. Jusqu'en 1971, il y a effectué un travail comparable à celui des journalistes d'enquête d'avant-guerre, mais, au lieu d'envoyer ses articles à des hebdomadaires à grand tirage, il les éditait lui-même dans son sous-sol. La qualité de ses enquêtes illustre l'ampleur des dommages causés au journalisme par la culture de masse, et la plupart des organisations ont fermé les yeux sur ses révélations. C'est Stone qui a réfuté les prétentions de l'administration Johnson voulant que des vaisseaux américains aient été attaqués dans le golfe du Tonkin. « Les preuves que l'attaque a bel et bien eu lieu se résument à une simple balle incrustée dans la coque d'un destroyer^[170] », a-t-il fait valoir. Dans l'annexe d'un livre blanc du département d'État qui devait servir à justifier l'expansion de la guerre, il a découvert que, de juin 1962 à janvier 1964, seules 179 des 7 500 armes confisquées au Vietcong provenaient du bloc soviétique. Le reste, soit 95 %, était constitué d'armes que les Américains avaient fournies aux Vietnamiens du Sud.

Stone a effectué ce reportage alors qu'il était exclu des grandes conférences de presse et des réunions d'information confidentielles auxquelles étaient systématiquement conviés les journalistes bien placés de Washington. Il reconnaissait que ces reporters savaient des choses qu'il ignorait, mais, disait-il, « une bonne partie de ce qu'ils savent est faux^[171] ». Ce qu'ils appelaient « objectivité » correspondait « en général au fait d'appréhender la réalité sous le même angle que tout le monde^[172] », jugeait-il. Quand Stone a mis fin aux activités du bulletin près de 20 ans après sa fondation, celui-ci comptait 70 000 abonnés, et son rédacteur avait accédé au

rang d'icône du journalisme.

Stone était un curieux hybride d'intellectuel et de journaliste. Il était tout aussi versé en théâtre, en arts visuels, en littérature, en poésie et dans les classiques (il connaissait le latin et, à la fin de sa vie, a appris le grec ancien pour écrire un ouvrage sur le procès de Socrate) qu'il était au fait des subtilités du New Deal, de l'économie de la guerre permanente et du mouvement ouvrier. Sa fière indépendance d'esprit et sa vive intelligence, dignes d'un George Orwell, lui ont souvent valu d'être considéré comme une nuisance par l'élite progressiste comme par la droite. Il détestait l'orthodoxie et se montrait toujours solidaire de ceux qui, sans lui, seraient restés sans voix. Il soutenait certes Israël, mais, en 1949, il a eu le courage d'écrire que Deir Yassin, village arabe dont plus de 100 habitants ont été tués lors d'une attaque de paramilitaires sionistes en 1948, était un lieu « dont les Arabes ont été massacrés par des membres de l'Irgoun qui, avec une férocité biblique, ont écrit une page honteuse de l'histoire de la guerre de libération du peuple juif^[173] ». Les organisations juives américaines envisageaient de faire la promotion de son livre sur la guerre d'indépendance d'Israël, mais à la condition qu'il en retirât un passage où il appelait à la création d'un État binational judéo-arabe constitué de la Palestine et de la Transjordanie. Stone a refusé. Son livre est resté dans l'ombre.

Stone n'a jamais abandonné. Il n'a jamais oublié, comme il l'avait dit dans une de ses célèbres formules sarcastiques, que « tout gouvernement est dirigé par des menteurs^[174] ». Un jour, il s'est fait expulser du National Press Club après qu'on eut refusé de leur servir à déjeuner, à lui et à un ancien juge noir de la Cour fédérale en compagnie duquel il se trouvait. Il s'est alors empressé de rejoindre les rangs du club des journalistes noirs. À la suite de l'assassinat de Malcolm X, il a déclaré que celui-ci avait été un homme « féroce et intransigeant » ; sans doute se reconnaissait-il un peu dans ce leader d'exception qui lisait *Le paradis perdu* et *Hérodote* en prison. À ses yeux, Malcolm X « avait parfaitement

compris la réalité de la situation des Noirs aux États-Unis. Celle-ci n'était peut-être pas très agréable, mais elle devait être regardée en face. [...] Personne d'autre n'a mieux exprimé que lui le désarroi dans lequel son peuple était enfermé^[175] ». Au cours des années 1960, quand la nouvelle gauche, s'éparpillant dans tous les sens, a vu certains de ses éléments les plus radicaux sombrer dans la violence, Stone s'est montré tout aussi critique envers ceux-ci qu'il l'était à l'égard du gouvernement que leur mouvement contestait.

Une vie entière passée dans la dissidence m'a permis de m'acclimater à la défaite, a-t-il écrit. J'en suis venu à me méfier de la victoire. L'idée même de mouvement me rend mal à l'aise. Je vois toutes les intuitions dégénérer en dogmes, toutes les idées nouvelles se figer en lignes de parti stériles. Celui qui se fait le noble défenseur de son frère finit parfois par devenir son geôlier. Toute émancipation porte en elle le germe d'un nouvel esclavage, toute vérité se transforme sans peine en mensonge^[176].

Ce n'est que par l'action de radicaux comme Stone que les médias commerciaux sortent de leur torpeur. Humiliés, ces derniers sont contraints de faire du bon journalisme. C'est ainsi que les médias ont pu connaître leur âge d'or dans les années 1960 et 1970, avec la publication des Pentagon Papers, le scandale du Watergate et la couverture de la guerre du Vietnam. Tous ces reportages ont été réalisés sur fond d'agitation sociale (dans laquelle s'inscrivaient le mouvement des droits civils et le mouvement antiguerre), alors que les centres du pouvoir étaient frappés de discrédit. Les médias commerciaux n'ont fait état de la réalité de la guerre du Vietnam et des excès de la CIA et du FBI qu'à partir du moment où l'opinion publique a commencé à s'opposer à ladite guerre. Sans acquérir un pouvoir politique formel, les mouvements de masse sont devenus assez puissants pour exiger qu'on tienne compte de leur voix. Le cadre du débat opposant les deux composantes de l'élite du pouvoir a ainsi volé en éclats. La presse parallèle, dont faisaient partie des magazines comme Ramparts, a mis au jour de graves violations, ignorées par l'élite progressiste, des libertés civiles de citoyens qui ne gravitaient pas dans les cercles du pouvoir. Ces pressions offrent un bon exemple de l'importance des mouvements radicaux pour la vitalité de l'élite

progressiste.

Les médias commerciaux ont ignoré le harcèlement dont faisait preuve le gouvernement à l'endroit de la presse parallèle, en particulier à partir de l'arrivée au pouvoir de Richard Nixon en 1969. Le FBI faisait pression sur des maisons de disques pour qu'elles annulent leurs contrats de publicité dans ces périodiques. Les rédactions de magazines comme le Rat de New York ou le NOLA Express de La Nouvelle-Orléans étaient constamment surveillées par les enquêteurs fédéraux. En 1969 et en 1970, le rédacteur en chef du Daily Planet de Miami s'est fait arrêter 29 fois et a été acquitté 28 fois, une aventure qui l'aura contraint à verser 93 000 dollars en cautionnements. Parmi les méthodes de harcèlement employées par le FBI, mentionnons le lancement de fausses campagnes de lettres ainsi que la création de trois faux journaux parallèles et de trois fausses agences de nouvelles. Les bureaux du Free Press de Washington ont été cambriolés par les services de renseignement de l'armée^[177].

Cependant, dès que Nixon s'est mis à user de ces tactiques illégales contre l'élite progressiste, la riposte de la presse commerciale ne s'est pas fait attendre. La révélation du scandale du Watergate, devenu l'exemple mythique d'une presse libre et vigoureuse, illustre plutôt la déférence de l'élite progressiste pour les privilégiés et les puissants, comme l'ont montré Edward Herman et Noam Chomsky dans leur essai intitulé La fabrication du consentement. Nixon se livrait depuis longtemps à de semblables illégalités à l'encontre de groupes antiguerre, de dissidents comme Daniel Ellsberg et de journaux parallèles comme Ramparts, mais l'élite progressiste ne réagissait guère. Dans le cas du Watergate, le président a commis l'erreur fatale de s'en prendre à l'élite progressiste elle-même. Aussitôt que celle-ci est devenue, avec le Parti démocrate, l'objet de ses délits, les grands médias se sont permis de dénoncer des agissements sur lesquels ils avaient préalablement fermé les yeux.

L'histoire a bien voulu nous offrir une « expérimentation contrôlée », permettant de

déterminer ce que fut le véritable enjeu de la période du Watergate, alors que la fronde des médias était à son apogée. La réponse est nette et précise : les groupes les plus puissants ont les moyens de se défendre, ce qui ne surprendra personne. Et pour les médias, si leur position et leurs droits sont menacés, il s'agit d'un scandale. En revanche, tant que les violations des lois et des fondements de la démocratie concernent des groupes marginaux, ou les lointaines victimes de quelque agression militaire américaine, ou se traduisent par un coût diffus imposé à l'ensemble de la population, l'opposition des médias est réduite au silence ou inexistante. C'est précisément la raison pour laquelle Nixon put aller aussi loin, leurré par une sensation fausse de sécurité, précisément parce que le chien de garde n'aboia pas avant qu'il ne s'en prenne aux privilégiés^[178].

Dans *Une histoire populaire des États-Unis*^[179], Howard Zinn raconte l'histoire du point de vue des Amérindiens, des immigrants, des esclaves, des femmes, des chefs syndicaux, des socialistes, des anarchistes et des communistes persécutés, des abolitionnistes, des militants antiguerre, des leaders du mouvement des droits civils et des pauvres. Ses travaux lui ont valu des critiques sévères de la part de nombreux collègues historiens, essentiellement parce qu'il dérogeait à la coutume d'écrire sur les grands de ce monde. Zinn relate les événements tels qu'ils ont été vécus par les gens du peuple et déboulonne de nombreux mythes entourant la fondation des États-Unis. Il décrit entre autres le détournement de la Révolution par l'élite fortunée des propriétaires d'esclaves, ou encore la perfidie des colons européens envers les Amérindiens. Il révèle aussi les côtés moins reluisants de pères fondateurs comme George Washington, qui était l'homme le plus riche du pays au lendemain de la Révolution, et de héros nationaux comme Abraham Lincoln, dont l'opposition à l'esclavagisme n'avait rien d'empathique et ne reposait sur aucun principe. Son honnêteté intellectuelle explique sans doute pourquoi le FBI, qui, en juillet 2010, rendait public un dossier de 423 pages sur Zinn, considérait celui-ci comme une menace.

Mort en janvier 2010 à l'âge de 87 ans, Zinn ne prônait pas la violence ou la nécessité de renverser le gouvernement. Il l'a d'ailleurs répété à maintes reprises lors d'interrogatoires menés par le FBI. Son approche montrait plutôt à quel point une pensée

indépendante interfère avec les mythes entretenus par l'élite du pouvoir. Ses travaux étaient nourris par son inébranlable autonomie morale et son grand courage. C'est pour cette raison qu'on les considérait comme « politiques ». Zinn représentait une menace non pas parce qu'il était un révolutionnaire violent ou un communiste, mais parce qu'il refusait d'avoir peur et disait la vérité.

Rédigé sur un ton froid, le dossier du FBI sur Zinn englobe la période allant de 1948 à 1974. Pendant un certain temps, l'historien est suivi par cinq agents. Les enquêteurs appellent régulièrement ses employeurs, ses collègues et ses propriétaires en vue d'obtenir des renseignements. Bien qu'il ne l'ait jamais soupçonné du moindre crime, le FBI juge que Zinn est un risque élevé pour la sécurité. Le 10 janvier 1964, J. Edgar Hoover, qui a fait de la surveillance de ses activités une affaire personnelle, rédige une note de service demandant son inscription « dans la section A de l'index de réserve », une catégorie permettant son arrestation et sa détention immédiates en cas d'urgence nationale. Les militants musulmans d'aujourd'hui, qu'il s'agisse du Dr Sami Al-Arian ou de Syed Fahad Hashmi, vous diront que rien n'a changé depuis ce temps.

Le dossier Zinn met en lumière l'absurdité, la propension au gaspillage et la mesquinerie d'un État obsédé par la sécurité. Il montre aussi que les agences chargées de la sécurité et du renseignement semblent portées sur l'embauche de gens médiocres et peu avisés, à l'intelligence limitée et à la moralité douteuse. En fait foi ce petit bijou de lettre envoyée par un informateur à Hoover. Il y est question des écrits de Zinn : « Alors que j'étais chez mon dentiste à Michigan City, Indiana, on a déposé dans mon auto ce pamphlet que je vous envoie. Je constate que c'est un appel des colombes, et non des faucons. Ces dernières années, beaucoup de groupes ethniques se sont installés dans la région. Nous sommes en guerre ! Je ne pense pas que ce pamphlet va aider notre gouvernement à atteindre ses objectifs. »

Le compte rendu d'une rencontre entre un agent et une personne désignée sous le nom de Doris Zinn est tout aussi éloquent. Présentée par l'agent comme étant la sœur de Zinn, elle est interrogée « sous un prétexte valable ». Elle admet que son frère « travaille au siège de l'American Labor Party à Brooklyn ». Il s'agit du seul renseignement utile que mentionne le rapport. Le fait qu'Howard Zinn n'ait jamais eu de sœur donne une idée de la qualité des enquêtes et du calibre des agents qui les mènent.

En novembre 1953, des agents du FBI relatent leur tentative maladroite de recruter Zinn comme informateur en admettant que celui-ci « ne nous fournirait pas de renseignements spontanément » et que « des interrogatoires supplémentaires ne le feraient pas changer d'idée ». L'année suivante, à la suite d'un autre interrogatoire, un agent écrit que Zinn « a conclu l'entrevue en déclarant que jamais il ne témoignerait ni ne donnerait de renseignements à propos des opinions politiques d'autrui, et ce, quelles que soient les circonstances ».

Pendant des années, le FBI talonne l'historien, collectionne les articles publiés à son propos, récolte des renseignements dont la banalité n'a d'égale que l'ineptie. Le 22 février 1952, une voisine, Mme Matthew Grell, confie aux agents qu'elle soupçonne Zinn et une autre voisine, Mme Julius Scheiman, d'être « soit des communistes, soit des sympathisants communistes ». Mme Grell, écrivent les agents, « a vu des exemplaires du Daily Worker chez Mme Scheiman et a constaté que celle-ci était une bonne amie d'Howard Zinn ».

Le FBI, qui prétend que Zinn a déjà été membre du Parti communiste (affirmation niée à maintes reprises par le principal intéressé), amorce sa surveillance au tournant des années 1960, alors que celui-ci commence à militer dans le mouvement des droits civils. À l'époque, Zinn enseigne à l'université Spelman, institution traditionnellement ouverte aux femmes noires. Engagé dans le Student Nonviolent Coordinating Committee (SNCC), il invite ses étudiantes à manifester pour les droits civils, ce qui n'a

pas l'heur de plaire au recteur.

« On m'a congédié pour insubordination, se souvient Zinn. C'était effectivement le cas. »

En 1962, Zinn condamne « les violations flagrantes des droits constitutionnels [des Noirs] perpétrées par la police locale » en soulignant que « le FBI n'a procédé à aucune arrestation dans l'intérêt des citoyens noirs ». L'agent qui rapporte ces propos ajoute que l'opinion de l'historien est « tendancieuse ». En 1970, Zinn est invité à prononcer un discours lors d'une manifestation pour la libération du militant des Black Panthers Bobby Seale devant le quartier général de la police de Boston. « Il était temps que nous manifestions au poste de police ! » aurait-il déclaré à la foule, selon un informateur qui, semble-t-il, travaille avec lui à l'université de Boston. « Dans tous les pays, la police est un véritable fléau, et les États-Unis ne font pas exception à la règle. »

« Les États-Unis sont un État policier depuis fort longtemps, aurait-il poursuivi. Selon moi, les policiers ne devraient pas porter d'arme. Les policiers armés représentent un danger pour la collectivité et pour eux-mêmes. »

Dans le dossier, les agents se demandent comment aider leur informateur non identifié à mener une campagne visant à faire perdre à Zinn son poste de professeur d'histoire à l'université de Boston :

[Caviardé] a indiqué à [caviardé] qu'il avait l'intention de convoquer une réunion du conseil d'administration de l'université de Boston dans le but de congédier Zinn. Pour aider [caviardé] à obtenir ce congédiement, Boston propose, en vertu du programme d'identification du contre-espionnage et avec la permission du FBI, de remettre à [caviardé] des données de source publique relatives aux nombreuses activités de Zinn contre la guerre, dont son voyage à Hanoï du 31 janvier 1968.

En janvier 1968, Zinn se rend au Nord-Vietnam en compagnie du père Berrigan afin de ramener trois prisonniers de guerre au pays. Le FBI surveille étroitement leur périple. Par télex codé, Hoover en informe le président, le secrétaire d'État, le directeur de la CIA, celui de la Defense Intelligence Agency (DIA), le département de l'Armée, le département de l'Armée de l'air et la

salle de gestion de crise de la Maison-Blanche. Plus tard, quand Berrigan est incarcéré pour avoir détruit des registres de conscription, Zinn se porte régulièrement à sa défense lors de manifestations qui, rapporte le FBI, attirent peu de gens. Des enquêteurs surveillent Zinn lorsqu'il rend visite à Berrigan et à son frère Philip à la prison fédérale de Danbury, au Connecticut.

En 1972, Zinn, qui a été bombardier pendant la Seconde Guerre mondiale, déclare : « Des massacres ont lieu – c'est là l'essence de la guerre – parce que les gens sont divisés et ne réfléchissent pas [...]. Quand un gouvernement n'est plus au service de la population, il ne mérite plus qu'on lui obéisse. [...] Un patriote a le devoir de s'opposer à son gouvernement. » Ces propos sont rapportés dans le dossier du FBI.

En 1973, l'historien témoigne au procès de Daniel Ellsberg, cet analyste qui a remis un exemplaire des Pentagon Papers à Zinn et à Chomsky. En 1971, les deux professeurs ont publié en quatre volumes ces documents secrets dont des extraits sont aussi parus dans le New York Times.

« Lors du procès des Pentagon Papers, Zinn a déclaré que la "guerre du Vietnam mettait en jeu des intérêts particuliers, et non la défense des États-Unis" », peut-on lire dans le dossier.

À la lecture de l'ensemble du rapport, on ne peut qu'éprouver un profond respect pour Zinn et un immense dégoût pour les parfaits abrutis du FBI chargés de sa surveillance. Compte tenu de l'expansion considérable qu'a connue depuis ce temps l'appareil de sécurité intérieure des États-Unis, on n'a aucune raison de croire que les choses se sont améliorées. Selon une enquête de Dana Priest et William M. Arkin publiée en 2010 dans le Washington Post^[180], 1 271 agences d'État et 1 931 entreprises privées, établies dans environ 10 000 lieux un peu partout au pays, participent aujourd'hui à des programmes liés au contre-terrorisme, à la sécurité intérieure et au renseignement. Les deux journalistes estiment que ces agences comptent un total de 854 000 employés détenant tous une habilitation de sécurité. À Washington et dans

ses environs, depuis septembre 2001, on a entamé ou terminé la construction de 33 complexes immobiliers voués au renseignement ultrasecret. Ceux-ci, rapporte l'article, abritent des locaux dont la superficie totale dépasse 1,5 million de mètres carrés, soit l'équivalent de près de 3 Pentagone ou de 22 Capitole.

Des quantités inouïes de dossiers secrets s'accumulent. Surveillance et harcèlement sont pratiqués à grande échelle, et ce, de manière aussi stupide et inutile qu'au temps de Zinn. Peut-être pourra-t-on, dans quelques décennies, analyser le travail de cette nouvelle génération d'enquêteurs à l'esprit obtus, lâchés sur la population par dizaines de milliers et dans le plus grand secret. Les agents qui tenaient Zinn à l'œil réalisent-ils à quel point ils perdaient leur temps ? Leurs successeurs se rendent-ils compte de l'ampleur de la manipulation dont ils sont l'objet ? Comprennent-ils que leur rôle premier ne consiste pas à prévenir le terrorisme, mais à discréditer et à écraser les mouvements sociaux tout en protégeant l'élite contre ceux qui cherchent à la démasquer ?

Zinn savait que, si l'on reste sourd aux voix de ceux qui n'ont aucun pouvoir, souffrent de discrimination, subissent l'injustice ou luttent pour la justice, on est condamné à répéter, tel un perroquet, les mythes fabriqués pour défendre les intérêts des privilégiés. Zinn a choisi d'écrire l'histoire, et non d'entretenir des mythes. En les mettant en question, on devient un paria, a-t-il constaté, même si l'on est un historien.

La chute de Ralph Nader, relégué au rang de persona non grata après avoir été l'une des personnalités les plus respectées et les plus influentes des États-Unis, constitue sans doute la meilleure illustration de l'envergure du coup d'État mené par les milieux d'affaires avec la complicité de l'élite progressiste. La marginalisation de Nader n'a rien eu de fortuit. Agacées par son militantisme, les grandes entreprises ont orchestré une campagne dans le but de l'écraser. Elles souhaitaient en finir avec les lois visant à restreindre les pratiques abusives, les supercheries et le trop grand pouvoir des entreprises, que Nader arrivait à faire

adopter avec le soutien de ses alliés du Parti démocrate et de l'élite progressiste. Nader a fini par être banni des médias et, avec l'élection de Ronald Reagan, du processus politique ; à ce moment, la grande entreprise avait déjà fait main basse sur l'État.

« La presse a découvert le phénomène des citoyens-investigateurs vers le milieu des années 1960 », me raconte Nader par un après-midi de printemps, à Princeton. « J'étais l'un d'eux. À des journalistes, je transmettais des communiqués de presse, les résultats de diverses recherches, des suggestions de sujets à couvrir et des documents internes. Je me rendais au Congrès pour susciter la tenue d'audiences publiques, dont je finissais souvent par être le témoin principal. Le plus intéressant, c'était la nouveauté. La presse carbure à la nouveauté. Elle a accompli de grandes choses, elle collaborait avec nous. Nous lui fournissions matière à reportage, elle couvrait le sujet, une loi était votée, une réglementation était adoptée, puis des vies étaient sauvées. D'autres mouvements citoyens du genre se sont mis à foisonner^[181].

« Ralph Nader a débuté en faisant du journalisme sérieux, comme en témoignent des livres tels que *Ces voitures qui tuent*^[182] », se souvient le journaliste d'enquête David Cay Johnston. « Ses livres étaient le fruit d'un travail journalistique de haut niveau. Les milieux d'affaires étaient terrorisés. Ils ont donc entrepris d'étudier ses méthodes, si bien qu'ils ont pu dire : “Nous savons comment vous vous y prenez. Vous recueillez des informations, vous trouvez des personnes qui s'expriment bien et vous peaufinez votre argumentation.” Les entreprises l'ont donc imité, mais à une importante différence près : leur absence de respect pour la vérité. Comme défenseur des consommateurs, Nader était certes imprégné d'une idéologie, mais il n'avait aucun produit à vendre. Il faisait de son mieux pour établir la vérité et la dévoiler. Ses révélations n'étaient pas nécessairement vraies, mais avaient le mérite de découler des efforts qu'il déployait, avec son équipe, pour s'en approcher le plus possible. Et il en indiquait la

provenance^[183].»

De 1966 à 1973, le Congrès a adopté 25 lois relatives à la protection des consommateurs. Nader a contribué à presque chacune d'elles. Les lois sur la sécurité routière et automobile, sur l'inspection des viandes et de la volaille, sur la sécurité des oléoducs, sur la sécurité des produits et sur la santé et la sécurité au travail, la révision des lois sur l'inflammabilité des tissus, de la loi sur la qualité de l'air et de la loi sur la pollution de l'eau ainsi que la création de l'Environmental Protection Agency (EPA) et d'un conseil de l'environnement à la Maison-Blanche ont transformé le paysage politique américain. En 1973, Nader occupait le quatrième rang des personnalités les plus influentes du pays, derrière Richard Nixon, le juge de la Cour suprême Earl Warren et le président de l'AFL-CIO George Meany.

« Il s'est alors produit quelque chose de très intéressant, me raconte Nader. En même temps que de grandes entreprises comme General Motors, des sociétés pétrolières et l'industrie pharmaceutique exerçaient des pressions sur les rédactions des journaux (et probablement sur leurs directions), une force qui s'avérerait dévastatrice pour le mouvement citoyen a émergé : Abe Rosenthal. Homme de droite originaire du Canada, Rosenthal venait d'être nommé directeur du New York Times. Depuis qu'il vivait aux États-Unis, cet anticommuniste de longue date avait appris à détester le progressisme. À cette époque, les affaires n'allaient pas très bien pour le journal. On avait mandaté Rosenthal pour développer les sections portant sur la banlieue, ce qui exigeait beaucoup de publicité. Il était très réceptif aux requêtes des grandes entreprises, et il ne m'aimait pas. L'information que je donnais à Jack Morris, du bureau de Washington, ne cheminerait plus jusque dans les pages du journal. »

Après avoir interdit toute citation de penseurs critiques comme Chomsky dans les pages du New York Times, Rosenthal a décrété qu'aucun article basé sur les recherches de Nader ne serait publié sans réplique des entreprises incriminées. Sitôt informées de cette

nouvelle politique, les entreprises ont systématiquement refusé de commenter lesdites recherches, tuant dans l'œuf tout projet d'article ayant pu en faire état. Le New York Times établit l'ordre du jour des médias aux États-Unis. Une fois Nader disparu de ses pages, les autres grands journaux et la presse électronique n'ont plus ressenti l'obligation de rapporter ses enquêtes. Nader éprouvait de plus en plus de difficultés à se faire entendre.

À l'instar du M. Mister de The Cradle Will Rock, General Motors s'est prévalu des services de détectives afin de trouver des squelettes dans le placard de Nader. Ils n'ont rien découvert. Dans le but de le faire chanter, la firme l'a pris en filature et a dépêché une femme séduisante au supermarché de son quartier alors qu'il faisait ses emplettes ; celle-ci a vainement tenté de le charmer. Le stratagème a finalement été mis au jour, et GM a dû présenter des excuses publiques au militant. Nader a obtenu 425 000 dollars en compensation, somme qu'il a utilisée pour financer des comités de citoyens.

Loin d'annoncer la fin de leurs efforts visant à écraser Nader, la défaite de GM n'a fait qu'inciter les grandes entreprises à peaufiner leurs attaques et à mieux les financer. En août 1971, Lewis Powell, avocat-conseil de la Chambre de commerce des États-Unis alors sur le point d'être nommé juge à la Cour suprême, rédige une note faisant état des préoccupations des milieux d'affaires à l'endroit de Nader : « Le plus grand adversaire des milieux d'affaires américains est sans doute Ralph Nader. Figure légendaire de son époque, il est devenu l'idole de millions de citoyens, en grande partie par la faute des médias. » Powell y va ensuite de cette recommandation : « On ne devrait pas hésiter à s'en prendre aux Nader, aux Marcuse et à tous ceux qui prônent ouvertement la destruction du système. On ne devrait pas hésiter à investir vigoureusement toutes les arènes politiques pour défendre le système de l'entreprise. On ne devrait pas hésiter à pénaliser politiquement ceux qui s'y opposent. »

La note se poursuit ainsi :

De plus, la plupart des médias – pour une foule de raisons et à des degrés divers – accordent une tribune de choix à ces « attaquants », ou à tout le moins laissent-ils ces derniers les exploiter à leurs propres fins. Ce constat s'applique tout particulièrement à la télévision, qui joue aujourd'hui un rôle prépondérant dans la construction des idées, de l'état d'esprit et des émotions de la population. Un des paradoxes les plus déconcertants de notre époque est le degré auquel le système de l'entreprise tolère sa propre destruction, voire y participe^[184].

Intitulée « Attaque contre le système américain de la libre entreprise », la note de Powell a inspiré la mise en œuvre d'un programme visant à asseoir la domination de la grande entreprise. C'est dans cet esprit qu'a été créée la Business Roundtable, qui a récolté assez de fonds et acquis assez de pouvoir pour orienter les politiques du gouvernement et façonner l'opinion publique. La note a aussi inspiré la fondation de la Heritage Foundation, du Manhattan Institute, du Cato Institute, de Citizens for a Sound Economy et d'Accuracy in Academia. Powell propose aux grandes entreprises des moyens pour faire taire ceux qui, sur les campus, à l'église, dans les médias et dans les revues littéraires et savantes, se montrent hostiles à leurs intérêts. Il préconise la création de laboratoires d'idées et d'instituts conservateurs qui, bien financés, auraient pour mandat d'attaquer les mesures de réglementation de l'économie et de protection de l'environnement. Sa note a suscité l'embauche d'intellectuels et d'économistes favorables aux milieux d'affaires par les universités et les médias, ainsi que l'expulsion des opposants à la déréglementation et à la montée en puissance de la grande entreprise. On a créé des organismes de surveillance voués à faire pression sur les médias pour que l'information qu'ils diffusent soit conforme aux intérêts des milieux d'affaires. Enfin, on a mis sur pied des organismes à vocation juridique ayant pour mandat de défendre ces intérêts devant les tribunaux et la presse ainsi que de veiller à la nomination de juges sympathiques à la cause.

Les grandes entreprises ont investi des centaines de millions de dollars dans cet assaut. Elles ont créé de toutes pièces des méthodes et des disciplines bidon, comme l'analyse coûts-

avantages et la gestion de risques, afin que le débat public s'éloigne de questions comme le travail, la santé et la sécurité pour se concentrer sur la critique de l'augmentation des dépenses de l'État. Elles ont mené des campagnes de publicité sophistiquées pour séduire l'électorat. À l'aide de généreuses contributions électorales et d'un lobby tout aussi intensif que discret, elles ont fait en sorte que les liens unissant Nader à ses sympathisants du Parti démocrate soient rompus. Une fois leur travail accompli, elles avaient réussi à peupler Washington de 25 000 lobbyistes d'entreprise et de 9 000 comités d'action politique.

En prenant le pouvoir, le bonimenteur des milieux d'affaires, Ronald Reagan, s'est empressé d'abolir une trentaine de règlements, dont la plupart avaient été mis en place grâce à Nader et à ses alliés. Tous encadraient l'activité des entreprises. Sous Reagan, la Maison-Blanche a réduit à néant 20 ans de travail de Nader, qui ne faisait plus partie du décor de Capitol Hill.

Nader n'a pas baissé les bras pour autant. Il s'est tourné vers les associations locales, contribuant à une multitude de campagnes à petite échelle partout aux États-Unis. L'une d'elles visait par exemple à ce que GM retire le benzène, un produit réputé cancérigène, de la peinture employée dans ses usines. Cependant, à l'arrivée au pouvoir de Bill Clinton et d'Al Gore, l'État-entreprise était devenu invulnérable. Nader et ses comités de citoyens n'avaient plus le moindre accès aux démocrates ou aux républicains. Clinton et Gore n'ont jamais daigné rencontrer le militant, bien que le second fût connu pour ses préoccupations environnementales.

« Nous avons tenté par tous les moyens d'amener les démocrates à prendre appui sur des enjeux correspondant aux préoccupations et aux réalités de la vie quotidienne de millions d'Américains, explique Nader dans le documentaire *An Unreasonable Man*, mais les grandes entreprises ne veulent pas qu'on s'attarde à ces questions. Ainsi, quand on me demande pourquoi je me suis présenté à l'élection présidentielle de 2000, je réponds : « Ça fait

22 ans que je cherche sottement à déterminer lequel des deux partis représente un moindre mal.”^[185]»

An Unreasonable Man montre la rage fascinante (rage est vraiment le mot juste) qu'éprouvent les progressistes de l'establishment envers Nader. On y voit Todd Gitlin et Eric Alterman, de même qu'une foule d'anciens Nader's Raiders^[186], attaquer le militant, qu'ils admettent avoir déjà admiré. La plupart lui reprochent son égocentrisme. Leur colère est celle d'êtres qui se sentent trahis. Pourtant, Nader n'y est pour rien : ils se sont trahis eux-mêmes. Ils se sont laissé convaincre par l'argument facile de la politique du « moindre mal » en fermant les yeux sur l'assaut à la fois global et occulte de la grande entreprise contre la démocratie, assaut auquel Nader a toujours voulu résister. Leur colère est donc celle d'une élite progressiste mise à nu.

C'est l'incompétence du Parti démocrate et son infiltration par les milieux d'affaires qui, conjuguées à la fraude électorale orchestrée par le Parti républicain, sont à l'origine de la victoire de George W. Bush en 2000. Nader n'en est nullement responsable. Il n'a obtenu que 2,7 % des voix (et en obtiendrait moins de 0,5 % en 2004). Le nombre de voix recueillies par la demi-douzaine de candidats de tiers partis qui figuraient sur les bulletins de vote en Floride a été supérieur à l'écart de 537 votes entre Bush et Gore. Pourquoi les progressistes ne s'en sont-ils pas pris à ces candidats ? Et que dire des 10 millions de démocrates américains qui ont voté pour Bush ? Que dire de Gore, à qui une campagne timide et sans contenu (pas une fois n'a-t-il fait allusion au réchauffement climatique) n'a même pas permis de conquérir son État d'adoption, le Tennessee ? Que dire du candidat démocrate de 2004, John Kerry, qui, tel un boy-scout, a déclaré qu'il se retrousserait les manches afin d'assurer aux États-Unis une « victoire » en Irak ?

Nader juge qu'il existe peu de différences (jamais il n'affirmera en voir aucune) entre le Parti démocrate et le Parti républicain. Sous l'administration Bush, les démocrates lui ont donné raison. Ils sont restés les bras croisés quand le président a ordonné l'invasion

de l'Irak ou rempli les tribunaux d'idéologues « chrétiens ». Ils l'ont laissé investir des millions de dollars en fonds publics dans des organismes confessionnels pratiquant une discrimination fondée sur les croyances religieuses et l'orientation sexuelle, ce qui est une violation de la Constitution. Ils n'ont pas réagi lorsque des agences fédérales ont commencé à répandre des thèses pseudoscientifiques « chrétiennes » sur le créationnisme, les droits génésiques et l'homosexualité. Ils n'ont pas empêché Bush de poursuivre le démantèlement des organismes de réglementation, de dépouiller les Américains de leurs droits constitutionnels en vertu du Patriot Act et d'autres lois draconiennes, et de jeter à la rue des citoyens appauvris en adoptant une loi sur les faillites conforme aux demandes de la grande entreprise. Sans parler de leur collaboration au transfert de milliards de dollars en fonds publics à Wall Street. Voilà un bilan pour le moins stupéfiant ! Si le Parti démocrate et l'élite progressiste s'en étaient pris au parasitisme des entreprises, aux crimes économiques, aux opérations de sauvetage de Wall Street et aux contre-réformes du droit du travail, s'ils s'étaient tenus debout, au nom de la classe ouvrière et de la classe moyenne, devant ces entreprises géantes plutôt que de véhiculer des clichés larmoyants sur la grandeur de l'Amérique, ils auraient pu rallier une population indignée.

Certains ex-collaborateurs de Nader considèrent qu'en se portant candidat à la présidence, celui-ci ternit l'éclat de sa contribution au bien commun et, par extension, de la leur. Son héritage n'a pourtant rien perdu de sa valeur, et il fait preuve d'une remarquable constance dans sa lutte contre l'avidité sans bornes des entreprises. Nader sait très bien que l'État démocratique voit sa mission détournée au profit d'intérêts affairistes, ceux-là mêmes qui, à une autre époque, vendaient des voitures dangereuses et des produits de qualité douteuse.

« Mon apport à la société m'importe peu », explique Nader dans *An Unreasonable Man*. « Ce qui compte, pour moi, c'est le progrès de la justice aux États-Unis et dans le monde. Je sacrifierais

n'importe quelle "réputation" à cette cause. Qu'en est-il de ma contribution ? Va-t-on se mettre à retirer les ceintures de sécurité ou les coussins gonflables des voitures ? »

« Ils ont redoublé d'ardeur, me raconte Nader. Des groupes de réflexion de droite financés par la grande entreprise se sont mis à voir le jour à un rythme effréné. Et ils se sont spécialisés, en particulier contre le système de responsabilité civile délictuelle ou quasi délictuelle. Il faut dire que nous avons mené nos luttes sous Nixon et au début du mandat de Ford, à une époque où l'inflation était un enjeu de taille. Les conservateurs considéraient que Nixon avait pris des décisions consternantes. Il avait entériné la Loi sur la santé et la sécurité au travail, les lois sur la pollution de l'air et de l'eau et la création de l'EPA parce que, échaudé par le bouillonnement des années 1960, il craignait l'opinion publique. Nixon aura été le dernier président républicain à redouter les progressistes. »

« Avant qu'on ne nous réduise au silence, le journalisme a connu un bref âge d'or », se souvient Nader non sans mélancolie. « De concert avec la presse, nous travaillions à faire la lumière sur les pratiques peu scrupuleuses des entreprises. Ce faisant, nous avons sauvé des vies. Voilà ce que devrait être la mission du journalisme. Celui-ci devrait chercher à rendre le monde meilleur, plus sûr pour nos familles, nos enfants. On a fini par nous museler.

« Nous avons été contraints de nous tenir sur la défensive. Une fois dans cette position, nous pouvions difficilement regagner le terrain perdu, raconte encore Nader. Le point de rupture a été atteint en 1979 avec la déréglementation de l'industrie du gaz naturel. Notre lutte nationale du moment visait la création d'un office de la protection du consommateur. Nous y avons mis toutes nos énergies. Au cours des années 1970, nous avons fait maints allers-retours entre la Chambre des représentants et le Sénat dans un véritable jeu de ping-pong législatif. À chaque étape, nous perdions du terrain, pour finalement perdre la partie : bien qu'il se fût prononcé en faveur de notre projet pendant sa campagne,

Carter, une fois élu, n'a pas levé le petit doigt pour le mettre en œuvre et s'est empressé de déréglementer le gaz. En Chambre, le projet a été battu par 20 voix, et ce, malgré qu'il fût assuré d'obtenir une majorité des deux tiers au Sénat. Cet épisode a marqué le début du déclin. Par la suite, Reagan a été élu. Nous avons essayé de jouer le rôle de chiens de garde. Nous avons publié des rapports d'enquête. Les médias n'en ont pas fait écho.

« Dans les années 1980, la presse nous demandait : “Mais pourquoi devrions-nous vous couvrir ? ” poursuit Nader. “De quels appuis disposez-vous au Congrès ?” J'étais reconnu pour ma capacité à déclencher assez rapidement la tenue d'audiences du Congrès. Les médias ont commencé à s'intéresser aux néoprogressistes et aux néoconservateurs. Ils ont pris part à la frénésie de la déréglementation. Nous avons publié deux rapports sur les bienfaits de la réglementation, qui eux aussi sont passés inaperçus. Aucun média ne les a couverts. Cet épisode a eu lieu peu de temps après que Tony Coelho, président en 1979 du comité de la Chambre des représentants sur le financement des campagnes électorales, a suggéré aux démocrates de solliciter les milieux d'affaires pour leurs collectes de fonds. Les démocrates ont appliqué ses conseils à la lettre. Les conséquences ont été spectaculaires. Je n'ai jamais trouvé meilleur exemple de l'influence de l'argent. Plus ils récoltaient de fonds, moins ils se montraient intéressés par les questions touchant l'ensemble de la population.

« Leurs campagnes de financement ont été encore plus fructueuses après qu'ils eurent défiguré le système fiscal. Nous avons tout de même fait quelques gains ici et là. En 1974 a été adoptée le Freedom of Information Act (loi sur la liberté de l'information). Même dans les années 1980, nous avons réussi à obtenir certaines choses, comme l'achat de voitures équipées de sacs gonflables par l'Administration des services généraux ainsi que l'amorce d'un processus de normalisation des sacs gonflables. Nous sommes aussi venus à bout de quelques aberrations, bloquant

ici quelque échappatoire fiscale, là quelque manœuvre de déréglementation.»

Exclu du processus législatif, Nader a décidé de passer un message aux démocrates devenus redevables aux donateurs des milieux d'affaires. À l'occasion des primaires de 1992, il s'est présenté comme indépendant au New Hampshire et au Massachusetts ; en 1996, il a autorisé le Parti vert à faire imprimer son nom sur les bulletins de vote ; enfin, en 2000, il a bataillé ferme comme candidat à la présidence, donnant des sueurs froides au Parti démocrate. Traumatisés par sa campagne menée à la base, les démocrates lui ont attribué la victoire de Bush. Ces allégations ont trouvé une oreille attentive chez ceux qui, ayant abandonné toute réflexion rationnelle, se nourrissaient de clips diffusés par les journaux télévisés.

Au moment même où Nader tombait en disgrâce, la grande entreprise et ses alliés de l'élite progressiste lançaient leur assaut en règle contre la classe ouvrière. Chômage de longue durée, saisies, dettes étouffantes, faillites personnelles, comptes d'épargne volatilisés, fonds de retraite en débâcle et infrastructures délabrées sont devenus le lot de tout un chacun ; de leur côté, les barons des milieux d'affaires recevaient des milliards de dollars en fonds publics, réalisaient des profits colossaux, bénéficiaient de primes alléchantes et touchaient une rémunération astronomique. Les industries du médicament et de l'assurance, subventionnées à coups de milliards de dollars, profiteront sous peu d'une prétendue réforme de la santé qui forcera les citoyens à acheter leurs produits douteux ; elles demeureront libres d'augmenter les quotes-parts et les primes des assurés, en particulier lorsque ceux-ci tomberont gravement malades. Les industries du pétrole, du gaz, du charbon et de l'énergie nucléaire ont fait perdre toute crédibilité aux engagements d'Obama de développer les énergies renouvelables. Les États-Unis sont en voie de devenir un pays du tiers-monde, cannibalisé par les grandes entreprises, où les deux tiers des citoyens éprouvent de graves difficultés financières ou vivent dans

la pauvreté.

« Nous vivons un match de tir à la corde dont les joueurs sont tous du même côté, reprend Nader. Les milieux d'affaires tirent sur le Parti démocrate comme ils tirent sur le Parti républicain. Si l'on opte pour la politique du "moindre mal", on ne voudra pas nuire à John Kerry dans le dossier de la guerre, alors on annulera les manifestations antiguerre prévues en 2004. On évitera de gêner Obama parce que McCain est pire. Tous les quatre ans, la situation des partis se détériore. Personne ne les tire dans l'autre sens. Voilà le dilemme vécu par The Nation ou The Progressive. Il n'y a pas de point de rupture. Qu'est-ce qui pourrait constituer un point de rupture ? La guerre criminelle contre l'Irak ? L'escalade de la guerre en Afghanistan ? Les 45 000 personnes qui, chaque année, meurent parce qu'elles sont privées d'assurance maladie ? L'agonie de collectivités qui voient leurs emplois délocalisés vers des régimes fascistes ou communistes sachant remettre les travailleurs à leur place ? Il n'y a pas de point de rupture. Une société dépourvue de point de rupture est aussi dépourvue de boussole morale. »

On a détruit le système. Et on a détruit le défenseur des consommateurs qui incarnait ce que la démocratie américaine et l'élite progressiste ont pu produire de mieux. À la suite de la parution en 1965 de *Ces voitures qui tuent*, rappelle Nader, le gouvernement n'a mis que neuf mois pour réglementer l'industrie automobile en matière de sécurité et de rendement énergétique. Aujourd'hui, trois ans après l'effondrement de Bear Sterns, on ne voit toujours pas l'ombre d'une réforme de la finance à l'horizon. De Citibank à Goldman Sachs, les grands gestionnaires de fonds spéculatifs et les banques utilisent des milliards de dollars en fonds publics pour continuer à prendre part aux jeux spéculatifs qui ont déclenché une première crise financière et en provoqueront assurément une deuxième. En grande partie responsables de notre ahurissante amnésie historique, les grands médias ne font rien pour nous aider à comprendre comment on a pu en arriver là, préférant

relayer la langue de bois et les clips sonores des firmes de relations publiques et de leurs bailleurs de fonds.

« En s'organisant dans une perspective progressiste, un groupe composé de 1 % de la population, s'il disposait de l'infrastructure nécessaire, pourrait transformer complètement le pays, explique Nader. Un fort pourcentage de la population se reconnaît dans son discours. Prenons tous ces travailleurs de Wal-Mart qui se disent conservateurs. Combien d'entre eux s'opposeraient à l'existence du salaire minimum ? Prenons tous ces conservateurs qui jouissent de bonnes conditions de travail. Combien d'entre eux appuieraient la mise en place d'un régime public d'assurance maladie ? Un mouvement actif, enraciné dans la communauté, qui soulève des enjeux concrets et sait comment s'y prendre avec les médias peut attirer beaucoup de monde dans ses rangs, sans compter les gens qui n'en seraient que les sympathisants. Le problème, c'est que la plupart des progressistes sont déconnectés de la classe ouvrière. Ce sont eux qui occupent les bons emplois. Ils ne souffrent pas.

« Le plus tragique, c'est que les mouvements citoyens n'ont pas intérêt à se fier aux médias commerciaux, et que la télévision et la radio publiques ne sont vraiment pas à la hauteur. En fait, elles sont pires, juge Nader. En plus de 30 ans, Bill Moyers ne m'a invité que deux fois. On ne peut se fier aux médias publics, mais il y a moyen de tirer quelque chose d'Amy Goodman à Democracy Now ! et des stations du réseau Pacifica Radio^[187]. La presse locale, elle, couvre généralement très bien mes interventions, mais n'a pas l'impact de la presse nationale, même à l'échelle régionale. La portée de la presse nationale est considérable. C'est bien triste à dire. Je ne voudrais pas me plaindre d'être censuré. Mais comment pourrais-je taire cette situation ? La droite a gagné par intimidation. »

L'intimidation s'avère particulièrement efficace dans une culture de guerre permanente. Dans les mois qui ont précédé l'invasion de l'Irak, de nombreux observateurs crédibles, tel

l'ancien inspecteur de l'ONU Hans Blix, ont critiqué et mis en doute les mensonges véhiculés par l'administration Bush pour justifier la guerre et l'occupation, mais les médias n'ont pas voulu relayer leurs propos. Les arguments pour la guerre, toute guerre, sont toujours servis sans critique vigoureuse de la part de l'élite progressiste. Les progressistes sont relégués aux débats d'ordre tactique.

Par exemple, quand Blix a compromis les plans du président Bush et du secrétaire d'État Colin Powell, qui voulaient demander au Conseil de sécurité de l'ONU d'adopter une résolution pour la guerre, le Philadelphia Inquirer a publié une analyse à la une. Blix avait rapporté que le travail des équipes d'inspection de l'ONU progressait. Le journal a réagi en ces mots : « Le président Bush est placé devant une alternative fâcheuse. Soit il se lance dans de nouvelles tractations diplomatiques pour regagner la confiance de nombreux alliés des États-Unis, ce qui lui permettrait d'obtenir un appui plus large à la guerre, soit il tourne le dos aux Nations Unies, fait fi de l'opinion mondiale et procède à l'invasion avec qui voudra bien le suivre^[188]. » Une troisième voie, ne pas déclencher de guerre du tout, n'a jamais été envisagée.

*

* *

Le Martin Luther King Day est devenu un rituel où, chaque année, on tente de transformer un militant radical de la cause noire en icône patriotique. Ce jour-là, les Américains se félicitent d'avoir « vaincu » le racisme et d'avoir « réalisé » le rêve de King. On y entend des enregistrements d'époque où il est question de petits enfants noirs et de petits enfants blancs, des extraits qui, vu l'état actuel de la société américaine, mettraient le militant en colère s'il vivait encore. Quand meurt un grand réformateur social, on aseptise son souvenir pour le rendre conforme aux critères de la culture de masse ; il peut ainsi accéder au panthéon des icônes

inoffensives qui font la gloire de l'Amérique. Pourtant, non seulement King était-il socialiste, mais il s'opposait aussi au militarisme américain. Il savait, en particulier à la fin de sa vie, que la justice raciale est impossible sans justice économique.

« Les mots de King ont été récupérés par ceux-là mêmes qui s'opposaient à lui dans les années 1960 », m'explique James Cone, professeur au Union Theological Seminary de New York et auteur de *Martin & Malcolm & America*^[189]. « Depuis que son anniversaire est un jour férié, bien des gens se réclament de lui alors qu'ils le vouaient aux gémonies quand il était en vie. On a réduit King à son célèbre discours de 1963, "I Have a Dream", le plus facile à manipuler et à mésinterpréter. Pourtant, peu de temps après les marches de Selma à Montgomery et les émeutes de Watts, King avait aussi déclaré : "Ils ont transformé mon rêve en cauchemar!" »

« La culture de masse célèbre l'importance qu'accordait King à l'amour, comme si celui-ci pouvait être isolé de la justice, poursuit Cone. Pour King, la justice est à la base de l'amour. L'un ne va pas sans l'autre. Ils entretiennent des liens complexes. C'est pourquoi il parlait de l'amour en tant qu'agape, et non de l'amour sentimental. Pour lui, l'amour était militant. Il considérait l'action directe et la désobéissance civile contre l'injustice comme l'expression politique de l'amour, celles-ci ayant pour effet de guérir la société en révélant ses blessures, ses souffrances. C'est cette insistance sur la justice pour les pauvres que la culture de masse souhaite éluder du discours de King sur l'amour. Pour King, amour et justice ont toujours été indissociables^[190]. »

Au crépuscule de sa vie, Malcolm X, qui ne deviendrait jamais une icône de l'establishment en raison de son refus d'en appeler à la classe dirigeante blanche et à l'élite progressiste, s'est rapproché des enseignements de King. On ferait toutefois erreur en assimilant cette convergence à une domestication. Malcolm X a influencé King aussi profondément que King a influencé Malcolm X. À la fin de leurs vies respectives, tous deux étaient conscients des multiples

visages du racisme et avaient compris que l'enjeu n'était pas simplement de permettre aux Noirs de s'asseoir au même comptoir que les Blancs pour déjeuner (dans le Nord, ils en avaient formellement le droit), mais plutôt de faire en sorte qu'ils aient les moyens de se payer à déjeuner. King et Malcolm X étaient guidés par leur foi. Les systèmes de croyances auxquels ils adhéraient (le christianisme pour l'un et l'islam pour l'autre) les soumettaient à de stricts impératifs moraux et à une exigence de justice.

Quand il a commencé à lancer ses appels à l'intégration, King soutenait que persévérance et travail acharné pourraient rendre le rêve américain accessible aux pauvres comme aux riches, aux Noirs comme aux Blancs. Sa position correspondait à la mythologie et au discours habituel de l'élite progressiste. King avait grandi dans une famille noire de la classe moyenne. Il avait reçu une bonne éducation et se sentait chez lui dans les milieux culturels et sociaux de l'élite progressiste. Jusqu'au début de sa vingtaine, a-t-il admis, la vie lui avait été offerte comme « un cadeau de Noël ». Il croyait naïvement que la solution passait par l'intégration. En dernière analyse, il imaginait que les institutions blanches et progressistes finiraient par répondre au besoin de justice de l'ensemble des citoyens. Comme la plupart des Noirs ayant fréquenté l'université, il partageait les mêmes valeurs et le même idéal de réussite que l'élite progressiste blanche à laquelle il souhaitait s'intégrer.

Ce ne sont pas là les États-Unis qu'avait connus Malcolm X. Élevé à Détroit dans la pauvreté urbaine, trimbalé d'un foyer d'accueil à l'autre, agressé sexuellement, il avait abandonné l'école à 14 ans, s'était livré au racket et au vol dans les rues de la ville et avait séjourné en prison. Rien dans sa vie difficile ne lui avait permis d'entrevoir l'existence d'un ordre politique qui pût reconnaître son humanité ou sa dignité. Les Blancs qu'il connaissait n'avaient jamais fait preuve de conscience morale ou de compassion. Dans le ghetto, où la survie est une lutte de tous les jours, la non-violence n'était pas une solution crédible.

Non, je ne suis pas un Américain, a déclaré Malcolm X. Je suis l'une des 22 millions de victimes noires de l'américanisme, l'une des [...] victimes de la démocratie, qui n'est rien d'autre qu'hypocrisie. Je ne m'adresse pas à vous en tant qu'Américain, en tant que patriote qui salue ou agite un drapeau, non. Pas moi ! Je m'adresse à vous en tant que victime du système américain. Je vois les États-Unis à travers les yeux d'une victime. Je ne vois aucun rêve américain ; je vois un cauchemar américain^[191] !

King en est venu à partager les perceptions de Malcolm X, en particulier après qu'il eut fait face au racisme insidieux qui gangrenait Chicago. Sa visite du quartier Watts de Los Angeles en 1965, deux jours après les émeutes, l'a ébranlé, de même que ses échanges avec des résidents qui reconnaissaient l'importance du droit de vote, mais jugeaient que des emplois seraient plus nécessaires. Quelques années plus tôt, à l'occasion du deuxième anniversaire du boycott des bus de Montgomery, King avait déclaré : « Toute religion qui prétend se soucier de l'âme des hommes sans se soucier des quartiers misérables qui sont leur enfer et de la situation économique qui les réduit à l'impuissance est une religion spirituellement moribonde qui a besoin de sang neuf ^[192]. » « Vers la fin de sa vie, King a commencé à se rendre compte que les propos de Malcolm X sur les Blancs étaient justes, explique Cone. Malcolm X avait compris que, pour obtenir justice, les Afro-Américains ne pouvaient s'en remettre à la conscience des Blancs. Ayant compris cela, King s'est mis à qualifier la plupart des Blancs de "racistes inconscients". »

Au grossier discours raciste d'antan s'est substituée une rhétorique raffinée, polie. On prétend que règne l'égalité des chances tout en fermant les yeux sur le racisme institutionnel et économique qui mine les quartiers centraux et remplit les prisons, où 1 homme noir de 20 à 34 ans sur 9 est incarcéré. Il y a plus d'Afro-Américains derrière les barreaux que sur les bancs des universités. « Le centre de détention a remplacé le marché aux esclaves », constate le poète Yusef Komunyakaa.

Le fait que les prisons et les ghettos urbains soient surtout peuplés de gens de couleur n'a rien d'accidentel. Il s'agit d'un choix délibéré des détenteurs du pouvoir économique et politique.

Ces dernières décennies, peu de choses ont changé pour le tiers le plus pauvre des Afro-Américains, dont une bonne partie vit dans les enclaves séparées de villes comme Détroit ou Baltimore. En fait, leurs conditions de vie se sont détériorées. Quiconque reconnaît publiquement ces réalités tient cependant un discours inacceptable aux yeux de l'élite progressiste, qui préfère se gargariser des vertus d'une Amérique postraciale. À ses yeux, le travail acharné demeure la voie royale vers une vie meilleure.

Quelques mois avant sa mort, King a fait siens les mots de Malcolm X en rappelant à ses auditeurs que le ghetto était « un système colonial interne ».

« Les quartiers pauvres ont pour fonction d'isoler les sans-voix et de les maintenir dans l'impuissance », a déclaré King au Chicago Freedom Festival de 1966. « Ces quartiers ne sont guère plus que des colonies intérieures dont les habitants sont marqués par la domination politique, l'exploitation économique, la ségrégation et l'humiliation. » Se rapprochant d'un enseignement de longue date de Malcolm X, il en est arrivé à la conclusion que le principal problème était d'ordre économique et que la solution passait par une restructuration en profondeur de la société.

Le droit « à la vie, à la liberté et à la recherche du bonheur » que proclame la Déclaration d'indépendance des États-Unis n'est qu'un slogan creux si tous n'ont pas la possibilité de recevoir une éducation digne de ce nom, de vivre dans un quartier sûr, d'avoir un emploi ou de toucher le salaire minimum. King et Malcolm X l'avaient compris. Ils étaient aussi pleinement conscients du fait que l'économie de la guerre permanente était intimement liée à la persistance du racisme et de la pauvreté, aux États-Unis comme à l'étranger.

Dans un discours intitulé « Beyond Vietnam », prononcé à l'église de Riverside un an avant son assassinat, King a déclaré que les États-Unis étaient les « plus importants propagateurs de violence du monde contemporain ». Il va sans dire qu'on n'entend pas souvent cette citation lors des célébrations du Martin Luther

King Day ! Se faisant le porte-voix d'une élite progressiste indignée, le New York Times a condamné King pour sa prise de position contre la guerre. À la fin de sa vie, ses vues sur la guerre du Vietnam et ses revendications pour la justice économique lui ont aliéné de nombreux progressistes, dont des membres de sa propre équipe, et bon nombre de ses alliés de la classe politique blanche. Dans leurs derniers jours, King et Malcolm X étaient des prophètes solitaires.

« À bien des égards, le message de Malcolm X est encore plus pertinent aujourd'hui », juge Cone, qui est aussi l'auteur de *A Black Theology of Liberation*^[193] :

Presque tout le discours de King reposait sur l'éventualité d'une réponse positive des Blancs à ses appels à la non-violence, à l'amour et à l'intégration. Malcolm X, lui, exhortait les Noirs à se prendre en main. Il leur disait : « Vous n'êtes peut-être pas responsables de votre situation, mais, si vous voulez en sortir, vous ne devez compter que sur vous-mêmes. Les gens qui vous ont placés là ne vous aideront pas. » King, lui, implorait les Blancs d'aider les Noirs. Toutefois, il a progressivement réalisé que les Afro-Américains ne pouvaient se fier aux Blancs autant qu'il l'avait cru. [...]

King ne s'est jamais prononcé sur la haine de soi des Noirs. Malcolm X l'a fait. King menait une révolution politique. Il a transformé la vie sociale et politique des États-Unis. Sans lui, jamais Barack Obama n'aurait pu devenir président. Malcolm X, de son côté, menait une révolution culturelle. Il n'a pas réformé les structures sociales ou politiques, mais a transfiguré la conscience et l'image que les Noirs avaient d'eux-mêmes. Il a révolutionné leur pensée en leur apprenant à cesser de se mépriser, à s'aimer. C'est grâce à lui que les termes Nègre et gens de couleur ont été abandonnés au profit de l'appellation Noir. C'est grâce à lui que les universités ont institué des départements d'études noires et que des ailes parlementaires constituées de Noirs, les black caucuses, ont vu le jour au Congrès. King n'aurait jamais enseigné en études noires. À l'université Morehouse, il a donné un cours de philosophie sociale et politique au programme duquel aucun auteur noir ne figurait, pas même W.E.B. Du Bois ou Frederick Douglass. Aucun. Tous les grands philosophes blancs y étaient, tels Platon et Aristote. Grâce à Malcolm X, les Noirs ont appris à s'aimer.

King et Malcolm X auraient condamné un État qui consacre 3 000 milliards de dollars à des guerres impérialistes au Moyen-Orient et des milliers de milliards supplémentaires aux banques de Wall Street tout en abandonnant ses citoyens démunis à leur triste sort. Ils auraient aussi dénoncé les progressistes qui, tout en débitant des banalités sur la justice, appuient un parti qui veille

servilement aux intérêts de l'élite fortunée. Ces deux hommes parlaient au nom de gens qui n'avaient plus rien à perdre. C'est pour cette raison qu'ils n'ont fait aucun compromis.

« On ne peut qualifier de progrès le fait de retirer du dos de quelqu'un la moitié d'un couteau qu'on y a soi-même planté », affirmait Malcolm X^[194].

« J'ai décidé de ce que j'allais faire », a déclaré King dans un de ses derniers sermons à l'église baptiste d'Ebenezer :

Je ne vais tuer personne au Mississippi [...] [ou] au Vietnam. Je ne m'attarderai plus à la guerre. Et savez-vous quoi ? Peu m'importe qu'on n'apprécie pas mes propos. Peu m'importe qu'on me critique dans un éditorial. Peu m'importe qu'un Blanc ou un Nègre me critiquent. Je vais m'en tenir au plus important. Quand vient le temps de prendre position, la lâcheté inspire cette question : « Est-ce risqué ? » ; l'opportunisme : « Est-ce politique ? » ; l'orgueil : « Est-ce populaire ? » La conscience, elle, inspire celle-ci : « Est-ce juste ? » Vient un temps où un vrai disciple de Jésus Christ doit prendre une position non parce qu'elle est facile, politique ou populaire, mais parce qu'elle est juste. Il nous arrive de psalmodier « Si tu as raison, Dieu combattra à tes côtés ». En cette sombre époque, je vais m'en tenir au plus important^[195].

Parce qu'ils n'ont jamais trahi leurs idéaux et n'ont fait aucune concession, les deux hommes ont été assassinés. S'ils avaient survécu, King et Malcolm X seraient eux aussi devenus des parias, victimes de l'élite progressiste.

*

* *

Encore électrisée par la victoire d'Obama, l'élite progressiste est indifférente au grand désarroi existentiel et économique qui balaie les États-Unis. Elle prétend que d'accorder aux sans-emploi le droit de faire bénéficier leurs enfants de politiques de soins de santé inexistantes constitue un pas en avant. Elle affirme que l'adoption d'une loi sur l'emploi consistant à offrir des crédits d'impôt aux entreprises est une façon rationnelle de faire baisser un taux de chômage réel s'approchant des 20 %. Elle invoque la froide nécessité de l'austérité fiscale pour justifier le refus d'aider les 5,2

millions de personnes évincées de leurs logements pour cause de faillite ou de saisie en 2009 et en 2010.

La carrière de Dean Henderson chez FedEx a pris fin abruptement lorsqu'un conducteur imprudent a embouti sa camionnette, lui estropiant la jambe. Incapable de conduire, privé de toute valeur marchande, il a été abandonné à son sort par son employeur. On a fait de lui un déchet humain. La douleur et l'enflure l'obligent à passer le plus clair de son temps dans une chaise longue, la jambe surélevée, dans le minuscule logement qu'il partage avec sa demi-sœur à Fairfax (Virginie). Il survit sans revenu ni assurance maladie. Il craint pour son avenir.

Henderson n'est pas seul à vivre une telle situation. En ce pays dominé par l'État-entreprise, les travailleurs ayant un emploi touchent de maigres salaires (Henderson gagnait 18 dollars l'heure); dès qu'ils ne peuvent plus contribuer aux profits de leur employeur, ils sont livrés à eux-mêmes. Voilà où mènent l'éthique du libre marché et le capitalisme débridé.

« C'est arrivé alors que je portais cet uniforme et que je conduisais un véhicule de l'entreprise », me raconte Henderson, ancien combattant âgé de 40 ans. « Mon pied a été détruit. J'ai subi une arthrodèse à la cheville ainsi qu'une douzaine d'autres opérations. Mettre une chaussette me fait mal. Au printemps 2008, même si je boitais beaucoup, FedEx m'a intimé de revenir au travail et m'a confié des tâches que je pourrais accomplir en position assise. Cela a permis à la firme d'économiser sur les indemnités. Mon travail consistait à répondre au téléphone dans un centre d'appels. J'ai fait cela pendant trois mois. En janvier 2009, j'ai subi mon arthrodèse, et FedEx m'a congédié. On s'est débarrassé de moi. Je n'étais responsable de rien de ce qui m'était arrivé, mais l'entreprise s'en lavait les mains^[196]. »

La classe ouvrière, dépossédée, a compris que la mielleuse empathie de l'élite progressiste n'est que fumisterie. Les progressistes ne font rien pour empêcher les salaires de chuter, le chômage de grimper, les saisies de déchirer les collectivités, les

emplois d'être délocalisés. L'écart entre la dure réalité et les illusions joyeuses que vendent d'obséquieuses vedettes de la télévision, d'ineptes professeurs, de stupides experts en finance, d'insipides bureaucrates et de mielleux politiciens devient trop important pour qu'on persiste à l'ignorer. Les exclus sont souvent tentés d'écouter le premier tribun qui leur promettra de faire disparaître les parasites et les courtisans de l'État-entreprise, et ce, même si celui-ci est un sinistre imbécile ou un parfait ignorant. De plus en plus, la droite recourt au populisme pour gagner du terrain.

Envoûté par le pouvoir et le prestige, Obama aime mieux courtiser les nantis des milieux d'affaires que d'aider les dépossédés. Lorsqu'on lui a demandé quel dirigeant d'entreprise il admirait le plus, le président a nommé Frederick Smith, de FedEx, pourtant républicain et grand pourfendeur des syndicats. Smith, qui, avec George W. Bush et John Kerry, a été membre de Skull and Bones, l'hermétique société secrète de l'université de Yale, a dirigé le financement de la campagne présidentielle du sénateur John McCain. Fondée en 1971 sous le nom de Federal Express, la société FedEx a déclaré des revenus de 35 milliards de dollars pour l'année fiscale ayant pris fin le 31 mai 2009. Smith est riche et puissant, et aucune éthique, religieuse ou séculaire, ne pourrait en faire un modèle. De tels personnages bâtissent leurs fortunes (ainsi que de médiocres monuments à leur propre gloire) à même les souffrances de gens comme Henderson.

« Il est l'exemple même d'une personne capable de voir à long terme », a déclaré Obama à propos de Smith dans une entrevue accordée à Bloomberg Businessweek, en ajoutant qu'il a « eu beaucoup de plaisir à discuter avec lui » lors d'un déjeuner à la Maison-Blanche, le 4 février 2009^[197].

Smith voit effectivement à long terme. En 1996, son entreprise avait généreusement arrosé des membres du Congrès pour qu'ils adoptent un amendement visant à empêcher le syndicat des Teamsters de représenter les travailleurs de FedEx. Quelques sénateurs intègres, dont Edward Kennedy et Paul Simon, avaient

dénoncé ce cas de corruption manifeste. L'entreprise se payait une exception à la loi. La plupart des membres du Congrès, aujourd'hui comme hier, sont au service des grandes entreprises.

«Honnêtement, pourquoi Federal Express a-t-elle eu droit à un traitement préférentiel en cette chambre?» avait alors demandé le sénateur Simon. «La réponse honnête à cette question, c'est que l'entreprise s'est montrée très généreuse dans ses contributions politiques.»

À la suite du vote des sénateurs, un porte-parole de l'entreprise a déclaré : «Nous avons employé les grands moyens et nous avons gagné.»

Qu'est-il advenu de notre mémoire historique? Comment avons-nous pu oublier que les bâtisseurs de notre démocratie et les défenseurs des droits des travailleurs américains n'étaient pas des gens comme Smith, qui usent de leur pouvoir et de leur argent pour protéger les intérêts étroits et égoïstes de l'élite, mais plutôt ces légions de grévistes en lutte dans les mines de charbon, les usines, les aciéries, qui ont rendu possibles la syndicalisation, des salaires décents et la semaine de 40 heures? Comment la loi Taft-Hartley, qui a astucieusement réduit le mouvement ouvrier à l'impuissance, a-t-elle pu être adoptée? Comment peut-elle toujours être en vigueur? Les travailleurs syndiqués, parfois au prix de leur vie, avaient mis fin à la soumission du pays à la voracité des riches. Aujourd'hui, maintenant que les syndicats ont été écrasés, des entreprises rapaces comme FedEx sont en train d'asservir la classe ouvrière avec la complicité de leurs valets du Congrès et de la Maison-Blanche.

Au contraire de ceux de sa concurrente FedEx, les salariés de la société UPS sont syndiqués. De toutes les firmes où travaillent des membres des Teamsters, UPS est la plus importante. Ses coûts de main-d'œuvre comptent pour près des deux tiers de ses dépenses d'exploitation, tandis que ceux de FedEx n'en représentent qu'un tiers. Comment ne pas voir quelque chose de malsain dans un pays qui abandonne un travailleur comme Henderson à sa douleur et à

sa dépression, et dont le président célèbre son ancien patron milliardaire en le qualifiant d'être visionnaire et en l'invitant à déjeuner à la Maison-Blanche ? Un pays qui cesse de prendre soin des siens, qui n'est plus capable de la moindre compassion, qui consume des êtres humains avant de les jeter par-dessus bord sitôt qu'il n'a plus besoin d'eux, un tel pays porte en son sein de redoutables monstres idéologiques qui finiront inévitablement par prendre assez de vigueur pour dévorer la sphère politique.

FedEx a investi 17 millions de dollars en contributions à des membres du Congrès pour contrecarrer les efforts d'UPS et des Teamsters visant à faire abroger l'amendement que Smith s'était fait tailler sur mesure pour bloquer la syndicalisation de son personnel. Toujours inspiré par sa vision « à long terme », Smith compte continuer à embaucher des milliers d'employés à plein temps en leur conférant le statut d'entrepreneurs indépendants. Ce faisant, il n'est pas tenu de cotiser à la sécurité sociale, à Medicare et à l'assurance chômage. Quand un de ses travailleurs tombe malade, se blesse ou se fait trop vieux, il peut le jeter à la rue.

Selon Henderson, FedEx traite son équipement aussi chichement que son personnel. Pour ces entreprises qui considèrent tout comme de la marchandise, camions et personnes ont exactement la même valeur. Elles exploitent les êtres humains comme elles exploitent leurs biens d'équipement et les ressources naturelles : jusqu'à leur épuisement.

« Les camions sont en mauvais état, conclut Henderson. De vieilles poubelles. Leurs pneus sont usés, leurs moteurs s'éteignent à tout bout de champ. Ils ont beaucoup de problèmes mécaniques. Leurs toits coulent. On y est ballotté. Le chauffage ne fonctionne pas. L'entreprise traite ses employés de la même façon. Le premier Noël que j'ai passé là, j'ai travaillé 13 heures consécutives, sans pause ni repas. »

Chapitre 6

Révolte

L'une des seules positions philosophiques cohérentes, c'est ainsi la révolte. Elle est un affrontement perpétuel de l'homme et de sa propre obscurité. [...] Elle n'est pas aspiration, elle est sans espoir. Cette révolte n'est que l'assurance d'un destin écrasant, moins la résignation qui devrait l'accompagner.

Albert CAMUS, *Le mythe de Sisyphe*^[198]

VERS LE MILIEU du XIX^e siècle, dans un discours sur les moyens de faire tomber le régime tsariste, Alexandre Herzen rappelait à ses auditeurs, un groupe d'anarchistes, que leur tâche n'était pas de sauver un système à l'agonie, mais de le remplacer par autre chose : « Nous ne sommes pas les médecins, nous sommes la maladie. »

Tout résistant devrait aujourd'hui reconnaître que le coup d'État perpétré par la grande entreprise est un fait accompli, et qu'il serait vain de tenter de réformer le système ou d'en appeler à la conscience des détenteurs du pouvoir. Il ne s'agit nullement de renoncer à la résistance, mais plutôt d'en envisager de tout autres formes.

La dévastation de l'économie qu'a provoquée le capitalisme mondialisé sera bientôt rattrapée par celle de l'environnement. La complicité de l'élite progressiste dans la ruine de l'économie mondiale va de pair avec son soutien tacite à la destruction, par le capitalisme, des écosystèmes dont dépend la vie humaine. En

prévision de la conférence de Copenhague sur le climat de décembre 2009, des militants progressistes de partout dans le monde, dont l'écologiste américain Bill McKibben, ont organisé des manifestations afin d'exhorter les décideurs politiques et industriels à lutter contre les changements climatiques. Leurs revendications sont restées lettre morte. L'élite progressiste persiste à défendre un système qui, sur le plan théologique, voue une dévotion à la mort.

Les transformations radicales que subit l'environnement compromettent la survie de l'humanité. Pour échapper à la crise imminente, nous devons canaliser nos énergies vers la formation de communautés durables : sans coopération, nous ne pourrions ni survivre ni résister. En s'accrochant aux idéologies délétères par lesquelles on justifie la mondialisation et l'impérialisme, en refusant de critiquer la surexploitation des écosystèmes et d'encourager les militants qui luttent pour y mettre fin, l'élite progressiste démontre qu'elle n'est plus qu'un appendice oiseux de la hiérarchie capitaliste. La désindustrialisation, la montée de l'État-entreprise et la contamination de l'environnement auraient pu être endiguées par les mouvements sociaux et les militants de gauche ; en marginalisant ces voix, on a éliminé l'obstacle qui freinait la montée en puissance de la grande entreprise.

Au lieu de résister, l'élite progressiste s'est montrée obéissante et a réaffirmé son attachement à des positions consensuelles tout en continuant à claironner sa foi puérile dans le progrès. Non sans naïveté, elle persiste à croire que la science et la technologie propulseront l'humanité dans une ère de prospérité et la protégeront contre elle-même. Cependant, l'activité humaine n'est pas – et ne sera jamais – guidée par la raison tant célébrée au siècle des Lumières. Bientôt, l'humanité prendra brusquement conscience de la fragilité de la vie et des dangers de sa propre démesure. Par leur soif irrationnelle de pouvoir et d'argent, ceux qui exploitent l'humanité et la nature sont en train de nous mener au suicide collectif.

L'élite progressiste s'est imaginé qu'elle pourrait atténuer les pires excès du capitalisme et la dégradation de l'environnement en collaborant avec l'élite du pouvoir. Sans doute parce qu'ils n'ont pas suffisamment lu Marx, les progressistes sont restés aveugles à la nature révolutionnaire et autodestructrice du capitalisme débridé. La société américaine croit encore se reconnaître dans ses vieux symboles et son discours traditionnel. Libérés de toute contrainte, aidés par la crédulité des progressistes, les milieux d'affaires lui ont pourtant fait subir une transformation si radicale qu'il ne lui reste plus beaucoup de points communs avec l'image qu'elle a d'elle-même. À Copenhague comme au Congrès, la grande entreprise se moque des besoins et des souhaits des citoyens. Elle a fait main basse sur tous les mécanismes du pouvoir, du gouvernement à la propagande. Elle ne peut être battue aux élections ni se laisser influencer par les mouvements populaires. La classe ouvrière a été rayée de la carte. L'économie tombe en ruine. L'impérialisme est au bord de l'effondrement. Les écosystèmes connaissent des changements tout aussi terrifiants qu'inédits. Cette spirale de la mort, qui emportera dans son tourbillon de vastes pans de l'humanité, nous contraint de renouer avec un militantisme radical et à nous poser une question difficile, à savoir s'il n'y aurait pas lieu de désobéir à ces lois qui, si l'on persiste à les respecter, contribueront de toute évidence à notre anéantissement.

L'État-entreprise est acculé à la même impasse que la population. L'extinction de la classe ouvrière et, de plus en plus manifestement, de la classe moyenne fait en sorte que les entreprises doivent plus que jamais recourir à la corruption et à la coercition pour voir leurs profits continuer d'augmenter. De plus en plus de gens s'enfoncent dans la misère. Celle-ci, en fait, est elle-même considérée comme une source de profit. Des firmes comme Bechtel cherchent à s'approprier et à contrôler l'approvisionnement en eau potable à l'échelle mondiale. Tous les éléments essentiels à l'existence constituent pour elles de potentielles occasions d'affaires. Le capitalisme ne peut se passer

de la croissance ; en cette ère de raréfaction des ressources et de dégradation de l'environnement, l'humanité devra donc subir des atteintes à ses droits et une répression encore plus impitoyables.

En faisant taire ceux de ses membres qui sont restés fidèles à leurs principes, l'élite progressiste s'est privée du vocabulaire et du discernement dont elle aurait eu besoin pour comprendre la signification de la destruction en cours. Les progressistes ont cru pouvoir convaincre les moteurs du capitalisme de se contrôler rationnellement et d'agir en fonction du bien commun, une idée qui, en d'autres temps, aurait exposé son auteur à la risée générale dans une assemblée syndicale. Séduite par la formule voulant que le marché soit le meilleur arbitre de toute activité politique et économique, l'élite progressiste a renoncé à défendre les droits de la classe ouvrière et de la classe moyenne. Même depuis que les effets des changements climatiques sont connus, elle laisse les entreprises continuer à empoisonner la planète. Avec une étonnante naïveté, elle n'hésite pas à collaborer avec elles. Les bénéfices à court terme qu'elle tire de cette complicité seront bientôt éclipsés par un effondrement du système.

Dans les États-Unis du xx^e siècle, les vrais militants, dont les syndicalistes communistes, avaient bien saisi, contrairement à l'élite progressiste, la dynamique du capitalisme et de la cruauté humaine. Ils savaient qu'ils devaient agir à tous les niveaux. Ils se considéraient comme des êtres politiques. Ils plaidaient pour un changement social radical qui aurait inclus un régime public d'assurance maladie, une politique de logement social, des réformes sociales et l'autogestion. C'est pour cette raison qu'on les a écrasés. Ils ont été remplacés par une élite progressiste accommodante, dont le discours apolitique, centré sur ses propres intérêts, était propice à la mise sur pied de pitoyables campagnes pour l'achat de biens produits sur le territoire américain. L'effondrement économique et environnemental du pays n'aurait sans doute pas pu être empêché par les anarchistes ou d'autres militants radicaux, mais au moins quelqu'un l'aurait-il combattu.

L'élite progressiste, elle, n'a été d'aucun secours.

Le coup d'État que nous avons subi commence à susciter mécontentement et agitation. Avec ses valeurs réformistes fondées sur la collaboration avec les classes dirigeantes, l'élite progressiste n'a ni l'aptitude ni l'imagination nécessaires pour canaliser cette indignation. C'est pourquoi la rébellion viendra de la droite, comme ce fut le cas lors d'autres faillites du progressisme, que ce soit en Allemagne nazie, en Italie fasciste ou en Russie tsariste. Par une autre de ces tragiques ironies de l'histoire, ce sont les forces capitalistes à l'origine de l'effondrement qui financeront, organiseront et manipuleront la révolte. La responsabilité de la situation incombera cependant à l'élite progressiste, qui, en se taisant, rend possible la montée du totalitarisme inversé et, peut-être bientôt, d'un totalitarisme classique.

Pulvérisées par le chaos et les changements radicaux engendrés par le réchauffement climatique et la débâcle économique, les collectivités se retrouveront devant un choix difficile. Elles pourraient se replier dans une forme de survivalisme extrême, un tribalisme primitif qui romprait tout lien avec les autres sphères de la société et le reste de l'humanité. Les groupes optant pour un tel repli tomberaient dans un vide moral et spirituel aussi profond que celui des forces capitalistes dominantes. Mais les communautés pourraient au contraire saisir, comme l'avaient fait les moines au Moyen Âge, l'importance cruciale de nourrir les traditions intellectuelles et artistiques sur lesquelles reposent la société civile, l'humanisme et la notion de bien commun. Il n'est plus possible d'agir sur la société et la culture au sens large, du moins pas à court terme, mais nous pourrions tenter, à la manière des abbayes médiévales, de préserver les codes moraux et la culture afin que, dans l'avenir, d'autres générations puissent y avoir accès. Comme pour ceux qui ont su conserver leur identité à l'époque de l'esclavage ou, au XX^e siècle, sous les régimes fascistes et communistes, la résistance se résumera pour un temps à de petits gestes de défi, souvent imperceptibles. La musique, le théâtre, les

beaux-arts, la poésie, le journalisme, la littérature et la danse, sans oublier l'étude des langues, de la philosophie et de l'histoire, seront les remparts qui protégeront ceux qui auront opté pour l'humanité plutôt que pour la barbarie.

Nous sommes au seuil de ce qui s'annonce comme l'une des périodes les plus sombres de l'histoire. Le flambeau de la civilisation vacillera puis s'éteindra, et nous nous enfoncerons dans la barbarie pour des décennies, voire des siècles. Après avoir réussi à nous convaincre que nous ne sommes en mesure ni d'interpréter les vérités révélées qu'elles nous assènent ni de résister au chaos engendré par l'effondrement de l'économie et la destruction de l'environnement, les élites affecteront leurs ressources à la création d'îlots où elles jouiront de la sécurité et des biens dont le reste de la population sera privée. Dans ce monde barbare, les masses de gens affolés, terrifiés et nourris des faux-semblants servis à l'infini par les organes de propagande pourront parfois déchaîner leur fureur contre la répression, la pauvreté et les pénuries alimentaires. Cependant, elles n'auront ni la force ni la confiance en soi nécessaires pour s'insurger contre les structures d'oppression, que ce soit sur une petite ou une grande échelle. Le fantasme d'une révolte populaire générale, d'un mouvement de masse mettant fin à l'hégémonie de l'État-entreprise, est précisément cela : un fantasme.

La majorité des anarchistes radicaux sont conscients du degré de putréfaction des institutions culturelles et politiques. Ils savent qu'il est impératif d'en finir avec la société de consommation. Toutefois, bon nombre d'entre eux croient naïvement qu'on peut la combattre par la résistance physique et la violence. Le mouvement anarchiste est le théâtre de débats sur le degré de violence acceptable. Certains considèrent par exemple qu'il faut se limiter à la destruction de la propriété. Une telle position mène cependant à un cul-de-sac. À partir du moment où l'on utilise des explosifs, on peut tuer des innocents. Aussitôt que des gestes violents, même insignifiants, commencent à perturber les mécanismes de la

gouvernance, l'élite du pouvoir les invoque pour justifier l'emploi d'une force disproportionnée contre les agitateurs réels ou présumés, ce qui a pour seul effet de nourrir la peur et la colère des dépossédés.

En certaines circonstances, des personnes peuvent être contraintes de répondre à la répression par la violence (il est d'ailleurs probable que l'époque actuelle annonce de telles circonstances). J'étais à Sarajevo pendant la guerre de Bosnie-Herzégovine. Nous étions conscients du sort que nous réserveraient les forces serbes si elles arrivaient à franchir les lignes de défense et les tranchées qui protégeaient la ville assiégée. Nous avons en mémoire les événements survenus dans la vallée de la Drina et dans la ville de Vukovar, dont environ le tiers des résidents musulmans avaient été abattus et les deux autres tiers parqués dans des camps de réfugiés ou de déplacés. Quiconque voulait défendre sa famille et sa communauté n'avait qu'un seul choix : celui de prendre les armes.

La violence comporte toutefois des risques intrinsèques. Les gens qui se sont avérés les plus doués pour défendre Sarajevo provenaient des milieux criminels. Quand ils n'étaient pas en train de tirer sur les forces serbes de Bosnie, ils pillaient les appartements des Serbes de Sarajevo, qu'ils allaient souvent jusqu'à abattre, ou terrorisaient leurs compatriotes musulmans. Le poison de la violence pervertit celui qui le boit, et ce, même si sa cause est noble.

La violence est aussi une drogue. Les plus intoxiqués sont ceux qui ont accès à des armes et sont portés à employer la force. Des assassins émergent de tous les mouvements armés, même de ceux qu'on peut considérer comme justes. Le pouvoir de séduction que leur confère leur capacité de tuer et de détruire finit par les contaminer. J'ai constaté ce phénomène d'une guerre à l'autre. En empruntant cette voie, un mouvement finit par opposer ses propres monstres à ceux de son adversaire. Et tant pis pour les sensibles, les empathiques, les doux, tous ceux qui veulent protéger la vie. Au

mieux, on les exclut, au pire, on les assassine.

La vision romantique de la guerre et de la violence à laquelle adhèrent certains gauchistes radicaux diffère peu de celle que propose la culture de masse. Jamais on ne renversera l'État-entreprise en lui résistant par la force. Ceux qui s'y hasardent tirent une croix sur des valeurs et une culture qu'il faudra maintenir si l'on souhaite bâtir un avenir dans lequel il fera bon vivre. Les mouvements de résistance armée héritent toujours de la violence qui les a engendrés. Néanmoins, je ne suis pas assez naïf pour penser que je n'aurais jamais adhéré à de tels mouvements si j'avais été un Salvadorien sans terre, un paysan guatémaltèque, un Palestinien de Gaza ou un musulman de Sarajevo. Cerné de tous côtés par la violence et la destruction, j'aurais fort probablement pris les armes. Néanmoins, toute riposte violente à la répression est contre-productive, et ce, qu'elle atteigne ou non ses objectifs. Invariablement, elle se solde par le sacrifice d'innocents et la destruction de la culture et des traditions qui font de nous des êtres humains. Nous devons donc éviter de recourir à la violence, mais pas aux dépens de notre propre survie. L'assaut des milieux d'affaires contre l'humanité et la nature doit être contré par la désobéissance civile non violente et la transgression de lois. Cette stratégie nous permettra de rester intègres. Recourir à la violence contre la violence ne nous mènerait qu'à un vide moral.

Conçue pour mettre en cause le statu quo, la démocratie a été dévoyée ; elle est désormais au service du statu quo. Les militants et l'élite progressiste ont lamentablement échoué dans leurs tentatives d'inciter les États industrialisés, soumis aux milieux d'affaires, à mettre en œuvre d'ambitieuses politiques environnementales, à contrer l'aventurisme impérialiste et à lutter contre la pauvreté dans le monde. Cet échec est le résultat de leur incapacité à confronter les nouvelles formes de pouvoir.

Notre passivité découle en partie de notre refus d'envisager la sombre perspective de notre disparition, qu'il s'agisse de notre mort inévitable ou de l'extinction de l'espèce humaine. Regarder la

mort en face est douloureux. Nous préférons nous complaire dans l'illusion. Dans les cafés de Sarajevo ou, plus tard, de Pristina, au Kosovo, j'ai rencontré des gens intelligents et bien instruits qui avaient cru fermement que la guerre n'éclaterait pas. Comme nous, ils ne s'étaient pas rendu compte que le paradigme du pouvoir avait changé et que, de ce fait, il fallait réinventer celui de la résistance. Comme nous, ils avaient été incapables d'envisager la mort de leur société et le danger qu'ils encouraient eux-mêmes, et ce, même si l'édifice était en train de s'effondrer, concrètement, devant leurs yeux. C'est cette faiblesse, commune à toute l'humanité, qui empêche les citoyens des civilisations en déclin de prendre conscience du fait qu'elles sont en phase terminale.

L'élection de Barack Obama offre un autre bon exemple du triomphe de l'illusion sur le fond. L'élite du pouvoir a habilement manipulé la population en lui faisant prendre un style et une origine ethnique pour des idées progressistes et une authentique volonté de changement (une technique publicitaire dont Calvin Klein et Benetton ont été les pionnières). Comme toutes les marques, la marque Obama a fait croire à des consommateurs passifs qu'elle était synonyme d'expérience. Le magazine *Advertizing Age* a même couronné le candidat « marketeur de l'année 2008 », loin devant Apple et Zappos.

Dans les faits, Obama n'avait pratiquement pas d'expérience, à part deux années passées au Sénat, où son bilan dénote une lamentable capitulation devant la puissance des milieux d'affaires. Encore une fois, les hallucinations électroniques dont les électeurs sont les jouets ont rendu la plupart d'entre eux incapables de réfléchir et de réagir. Le superficiel, le futile et le sensationnel masquent la désintégration culturelle, économique, politique et environnementale du pays, de même que les nouvelles diversions opérées par l'État-entreprise. La population demeure hypnotisée par des images qu'elle confond avec la réalité. Comme l'écrit Chris Rojek :

Le culte de la célébrité repose sur une exaltation du faux : les passions qu'il génère

dérivent d'une vérité mise en scène et non de formes relationnelles authentiques de reconnaissance et d'appartenance.

Le matérialisme et la révolte contre le matérialisme sont les seules réactions possibles. Il lui est de même impossible de générer les croyances et les pratiques unificatrices liées au sacré qui entourent la foi religieuse. Le culte du divertissement permet quant à lui à la fois de masquer la vacuité de la vie moderne et de renforcer l'emprise de la consommation. La star fournit une imagerie de l'élévation et de la magie qui enjoint notre psychisme de faire face aux circonstances matérielles de l'existence et d'oublier que la vie n'a pas de sens^[199].

Qui fait preuve de pensée positive visualise ses désirs, puise dans sa force intérieure et prend conscience de son caractère exceptionnel peut réaliser ses souhaits, dit-on. Cette croyance, véhiculée dans toutes les sphères de la culture, d'Oprah Winfrey à la droite chrétienne, relève de la pensée magique. Ainsi, il serait toujours possible de gagner plus d'argent, d'atteindre de nouveaux quotas, de consommer davantage et d'obtenir de l'avancement. Cette pensée magique, qui correspond à l'idée voulant que le progrès individuel et collectif soit en quelque sorte inévitable, mène à la passivité politique. Elle pousse les sociétés à s'attacher à l'absurde, comme en fait foi la popularité des sports professionnels ou de la culture de la célébrité, et à fermer les yeux sur les vrais problèmes. Elle exacerbe le désespoir. Elle maintient la population dans un état d'aveuglement. Cette forme de pensée magique rend impossible toute mise en cause de la raison d'être, de la structure et des fins de l'État-entreprise. Toute critique du système est dès lors considérée comme négative, voire nuisible. Ces illusions culturelles ont complètement déformé l'image que nous avons de nous-mêmes, de notre pays et de la nature. Conjuguée à l'étrange idéologie du progrès sans limites, la pensée magique fait miroiter la promesse d'un bonheur pourtant impossible, inaccessible. Elle a fait de pays entiers, dont les États-Unis, des machines vouées à précipiter leur propre mort.

Nous pouvons certes manifester pour Copenhague, participer à la Journée internationale de mobilisation pour le climat, fabriquer notre propre compost dans notre cour, faire sécher nos vêtements sur la corde à linge, écrire à nos élus et voter pour Obama en

scandant « Oui, on peut ! », mais nos aspirations ne touchent plus l'élite du pouvoir. En appeler à sa bienveillance ou chercher à l'influencer ne peut plus donner de résultats.

Le cancer de l'impérialisme, incompatible avec la démocratie, tend à militariser la politique intérieure. Comme l'écrit Sheldon Wolin, la militarisation se conjugue au culte du héros, de l'exploit individuel, de la jeunesse éternelle, de la beauté (acquise grâce à la chirurgie esthétique) et de l'action (mesurée en nanosecondes), ainsi qu'au rêve d'une maîtrise du monde de plus en plus poussée, source de possibilités infinies. Nourris de ces fantasmes culturels, de vastes segments de la population sont ainsi détachés de la réalité. Qui contrôle les images contrôle ceux qui les regardent. Pendant que nous nous laissons hypnotiser par ces ombres projetées sur les murs de la caverne de Platon, les milieux d'affaires sont parvenus à démanteler la sécurité sociale, les syndicats, l'aide sociale, les services publics de santé et les programmes de logement social, bref, les institutions de la social-démocratie. Nous les avons laissés polluer la planète, et ce, même si nous avons pris conscience des conséquences funestes du réchauffement climatique.

La civilisation vit actuellement un profond bouleversement. À l'instar de toutes les utopies « inévitables » qui l'ont précédée, l'idéologie de la mondialisation a implosé. Perplexe, désorientée, l'élite du pouvoir tente de masquer le vide politique et économique en s'accrochant à ses fantasmes utopistes et au langage dépassé de la mondialisation. Les sauvetages massifs, les mesures de relance, les allègements fiscaux et les emprunts à court terme, combinés à des guerres impérialistes qu'ils n'ont plus les moyens de se permettre, confrontent les États-Unis à un endettement se chiffrant en milliers de milliards de dollars. Quand la Chine et les riches États pétroliers vont commencer à se désintéresser de la dette américaine, ce qui est inéluctable, les taux d'intérêt vont grimper en flèche. La Réserve fédérale pourrait en devenir l'acheteur de dernier recours. En 2008 et en 2009, elle ne s'est pas privée de

faire tourner la planche à billets en créant jusqu'à 2 000 milliards de nouveaux dollars. Si elle finit par être contrainte de racheter cette dette, dont une bonne partie est assez récente, elle devra en créer des milliers de milliards de plus. À ce moment, l'inflation, ou plutôt l'hyperinflation, réduira le dollar à l'état de camelote. C'est alors que le système entier, aussi malmené par les effets de la crise environnementale, s'effondrera.

Préoccupée par sa propre survie, notre élite médiocre et corrompue consacre toutes ses énergies et toutes nos ressources à la sauvegarde d'un système qui ne pourra pas se maintenir. Quand le citoyen moyen n'aura plus accès au crédit, quand le chômage massif aura engendré un sous-prolétariat permanent et enragé, quand les rayons des magasins ne regorgeront plus des produits bon marché constituant l'opium de notre culture de la consommation, quand l'eau et les sols seront devenus trop pollués ou dégradés pour nourrir des collectivités entières, nous glisserons probablement vers un régime très semblable au totalitarisme classique, avec ses fiefs despotiques. La répression deviendra plus sommaire et plus violente à mesure que les méthodes plus douces du totalitarisme inversé se révéleront inopérantes. Comme ce fut le cas lors de l'effondrement des civilisations du passé, la lourde bureaucratie qui soutient l'empire cessera de fonctionner tandis que les collectivités se replieront sur elles-mêmes. Telles les ruines des temples de Tikal, les grands monuments du capitalisme ne seront alors plus que les reliques abandonnées d'une autre ère.

Au cours de son bref séjour sur Terre, l'humanité a fait montre d'une remarquable aptitude à s'entretuer. Les hommes de Cro-Magnon ont déplacé les Néandertaliens ou les ont exterminés. À l'aide de la variole et de leurs armes à feu, les colons européens ont décimé les populations autochtones des Amériques. La guerre moderne du ^exx siècle a fait au moins 100 millions de morts, des civils pour la plupart. Aujourd'hui, nous restons muets devant les grandes entreprises et les dirigeants des pays industrialisés, qui font tout pour amplifier les changements climatiques jusqu'à un point

où notre espèce pourrait être menacée. Homo sapiens est un « mangeur d'avenir », observe le biologiste Tim Flannery dans son essai intitulé *The Future Eaters : An Ecological History of the Australasian Lands and People*^[200].

Dans le passé, quand une civilisation s'effondrait par avidité, gabegie et épuisement de ses ressources naturelles, sa population pouvait migrer puis entreprendre le pillage d'une autre région. Aujourd'hui, ce n'est plus possible. Il n'y a nul autre endroit où aller. Au cours du dernier siècle, les pays industrialisés se sont approprié la moitié de la planète et en ont dominé presque toute l'autre moitié. Dans la plus grande insouciance, ils ont épuisé les ressources naturelles, en particulier le pétrole, afin de se livrer à une orgie de consommation et de gaspillage qui a empoisonné la Terre et dégradé les écosystèmes sur lesquels repose la vie humaine.

Cette fois, l'effondrement sera mondial et l'annihilation, collective. Vieille de 10 000 ans, l'expérience de la vie sédentaire prendra fin brusquement. L'humanité, qui a cru qu'elle était vouée à dominer la Terre et tous ses êtres vivants, recevra une douloureuse leçon sur la nécessité de l'équilibre, de la retenue et de l'humilité. On ne trouve pratiquement aucune ruine d'un monument ou d'une ville remontant à plus de 5 000 ans. Dans *Brève histoire du progrès*, Ronald Wright constate que la civilisation « n'occupe que 0,2 % des 2,5 millions d'années qui se sont écoulées depuis que le premier de nos ancêtres a affûté une pierre^[201] ».

Nous nous considérons comme des créatures douées de raison. Néanmoins, est-il rationnel de rester cois, comme les brebis d'une bergerie, alors que les sociétés pétrolières, gazières et minières, l'industrie des produits chimiques, du plastique, de l'automobile et de l'armement, de concert avec les dirigeants des pays industrialisés, nous mènent vers une extinction de masse ? Il est trop tard pour empêcher des changements climatiques radicaux, mais pourquoi laisser une élite du pouvoir assoiffée de profit

accélérer cette course à la mort ? Pourquoi continuer d'obéir aux lois et aux décrets de nos bourreaux ?

Les nouvelles sont loin d'être réjouissantes. La fonte des glaces de mer de l'océan Arctique s'accélère à un point tel qu'il se peut que les glaces d'été aient complètement disparu d'ici dix ans. Plus sombre que la glace, l'eau libre absorbe plus de rayonnement solaire, ce qui a pour effet de hâter le rythme du réchauffement. Le pergélisol sibérien dégèlera, dégageant le méthane qui y est emprisonné. La calotte glaciaire du Groenland et les glaciers himalayens du Tibet fondront. En décembre 2007, Jay Zwally, climatologue de la NASA, a déclaré : « En ce qui a trait au réchauffement climatique, l'Arctique est souvent comparé aux canaris jadis employés dans les mines de charbon pour annoncer les coups de grisou. Aujourd'hui, le canari est mort. Il est temps de commencer à quitter la mine^[202] ! »

Mais il est rare que la réalité fasse obstacle à la folie humaine. Depuis la déclaration de Zwally, les émissions de gaz à effet de serre ont continué d'augmenter. Depuis 2000, les émanations de dioxyde de carbone provenant des combustibles fossiles ont grimpé de 3 % par an. À ce rythme, les émissions annuelles doubleront tous les 25 ans. Selon James Hansen, directeur du Goddard Institute for Space Studies de la NASA et l'un des plus éminents climatologues du monde, si le réchauffement climatique se poursuit, « tous les ingrédients d'une catastrophe planétaire seront réunis^[203] ». Hansen estime que, pour ne présenter aucun risque, la concentration en CO₂ de l'atmosphère ne doit pas dépasser 350 parties par million (ppm). Le niveau actuel est de 385 ppm et continue de grimper. Les conséquences en seront assurément terribles, et ce, même si nous réduisons immédiatement les émissions de gaz carbonique. Au cours des trois derniers millions d'années, le cycle naturel du carbone a stabilisé la concentration en CO₂ de l'atmosphère à moins de 300 ppm, ce qui a permis le maintien d'une riche biodiversité. Conscients de la réalité des changements climatiques, certains membres de l'élite du pouvoir

soutiennent aujourd'hui qu'on peut dépasser volontairement le plafond de 350 ppm si l'on envisage de procéder ultérieurement à une diminution rapide et draconienne des émissions pour rétablir un climat sain. Cette thèse a bien sûr été imaginée pour décharger l'élite de sa responsabilité d'agir immédiatement.

Dans son essai intitulé *Requiem for a Species : Why We Resist the Truth About Climate Change*, Clive Hamilton lance un cri d'alarme :

Même si les émissions sont réduites à zéro, la température moyenne continuera d'augmenter pendant au moins 100 ans si la concentration en dioxyde de carbone s'élève à 550 ppm. De plus, une fois atteints ces 550 ppm, certains points de non-retour auront été franchis, si bien que tous les efforts de réduction des émissions seront neutralisés par les sources « naturelles » de gaz à effet de serre. Dans ce cas, plutôt que de se stabiliser à 550 ppm, la hausse de la concentration se maintiendrait pour se rendre Dieu sait jusqu'où, jusqu'à 1 000 ppm, peut-être^[204].

La conférence de Copenhague de 2009 aura sans doute été celle de la dernière chance. Obama et les autres dirigeants des pays riches l'ont carrément fait dérailler. La réalité de changements climatiques radicaux ne fait plus aucun doute. Si les émissions de dioxyde de carbone cessaient subitement, celles qui ont déjà eu lieu suffiraient tout de même à faire augmenter la température moyenne du globe. La seule question qui reste en suspens est donc celle de l'ampleur du réchauffement à venir. Les moteurs de changements climatiques entraîneront bientôt un effet domino qui pourrait plonger la Terre dans le chaos pour des milliers d'années, préviennent les climatologues. « Rien ne garantit que l'humanité jouera encore un rôle important sur la planète » au moment où celle-ci retrouvera l'équilibre, écrit Hamilton. « Une chose est sûre, toutefois : nous serons nettement moins nombreux^[205]. »

Nous sommes en proie à l'illusion voulant qu'il soit possible de modifier et de maîtriser notre environnement, que l'ingéniosité humaine soit un gage de progrès et que le dieu séculier de la science puisse nous sauver. La « croyance enivrante en notre capacité de tout conquérir se bute à une force plus grande : la Terre elle-même, écrit Hamilton. La perspective de changements

climatiques impossibles à maîtriser remet en cause notre orgueil technologique démesuré, notre foi dans la raison héritée des Lumières et l'ensemble du projet moderne. La Terre pourrait bientôt démontrer qu'on ne peut la domestiquer et que le désir des humains de dominer la nature n'a eu pour effet que de réveiller une bête endormie^[206] ».

L'humanité est actuellement confrontée à une terrible réalité politique. Les détenteurs du pouvoir n'agissent pas avec l'empressement qu'exigerait la protection de la vie humaine et des écosystèmes. Les décisions relatives au sort de la planète et de la civilisation sont entre les mains de fauteurs de trouble, comme l'ex-président de BP Tony Hayward. Les maîtres de la politique et de la grande entreprise sont mus par le désir irrésistible d'accumuler des richesses aux dépens de la vie humaine. C'est ce qu'ils font dans le golfe du Mexique ou dans les usines du Guangdong, dans le sud de la Chine. La destinée de l'humanité est désormais entre les mains des dirigeants des grandes entreprises, qui sont dépourvus d'intégrité et de compassion. Ce sont leurs lobbyistes qui font les lois tandis que les firmes de relations publiques à leur service conçoivent la propagande et les futilités véhiculées par les systèmes de communication de masse. Leur fortune détermine l'issue des élections. Leur avidité asservit les travailleurs et transforme la planète en dépotoir.

L'accélération des changements climatiques nous place devant une alternative : soit nous obéissons aux règles imposées par les grandes entreprises, soit nous nous révoltons. Les ennemis sont ceux qui épuisent des êtres humains dans les usines surpeuplées de Chine ou font du golfe du Mexique une zone morte. Comment leur faire confiance ? Jamais ils ne changeront leur comportement.

La crise climatique est une crise politique. Soit nous affrontons l'élite du pouvoir par la désobéissance civile, le rejet de la politique classique, l'adoption d'un nouveau radicalisme et la dérogation systématique à certaines lois, soit nous nous écroulons. Le temps joue contre nous. Plus nous attendrons, plus inexorable sera notre

destruction. Si nous restons passifs, nous serons privés de tout avenir.

En formant de petites structures autonomes ayant un impact minime sur l'environnement, peut-être survivrons-nous à l'effondrement. Il s'agirait de créer des communautés qui, grâce à une agriculture écologiquement viable, emprunteraient la voie de l'autosuffisance, devenant ainsi de plus en plus indépendantes du marché. Ces communautés devront se prémunir contre la propagande et la peur qui envahiront les ondes. Le Canada est sans doute un lieu plus propice à de tels projets que les États-Unis, déjà marqués par une violence sous-jacente. Néanmoins, quel que soit le pays où ils vivent, les survivants auront besoin de terres agricoles isolées et éloignées des grandes villes, dont les quartiers centraux connaîtront des pénuries et où régnera une violence exacerbée alors que les biens de consommation seront hors de prix et que la répression sera de plus en plus féroce.

Les actes de résistance sont des actes moraux. Ils sont le fait de personnes conscientes qui saisissent la nécessité morale, et non matérielle, de la révolte : elles les accomplissent non parce qu'ils donnent des résultats, mais parce qu'ils sont justes. Les précurseurs de la révolte ne sont jamais nombreux. Ils essuient le mépris d'une élite progressiste qui dissimule sa lâcheté sous le masque du cynisme. Bien que marginale, la résistance affirme le caractère sacré de la vie dans un monde baignant dans la mort. Elle est l'acte de foi suprême ; elle représente la plus haute forme de spiritualité. Ceux qui, dans le passé, ont accompli les plus grands actes de résistance ont sacrifié leur sécurité et leur confort ; bon nombre d'entre eux ont été incarcérés, voire tués. Pour eux, vivre au sens le plus fort du terme et exister en tant qu'être humain libre et indépendant, même dans les nuits les plus noires de la répression, impliquait de combattre l'injustice. Tout acte de résistance contient sa propre justification. Il ne peut être jugé à l'aune de ses résultats concrets. Les actes de résistance qui procurent la plus grande satisfaction morale sont ceux qui, tout en perturbant les

mécanismes du pouvoir, ne violent pas le caractère sacré de la vie humaine, y compris de celle des responsables de notre asservissement.

En avril 1945, quand le dissident et pasteur luthérien Dietrich Bonhoeffer a été emmené de sa cellule vers la potence par ses geôliers nazis, il a prononcé ces dernières paroles : « C'est la fin pour moi, mais c'est aussi le commencement^[207]. » Bonhoeffer était conscient que, par leur collaboration ou leur silence, la plupart des citoyens allemands étaient complices d'une gigantesque machine de mort. Quelque désespérée que fût sa situation, il affirmait là ce que nous devrions tous affirmer. Il ne fuyait pas la mort. Il n'allait pas survivre comme individu, mais il savait que sa résistance et même sa mort auraient contribué à la vie. Il offrait au monde, y compris à ceux qui ne s'étaient pas joints à lui, une autre interprétation des faits. Son attitude de défi et son exécution condamnaient ses bourreaux.

Nous ne verrons pas de changements structurels de notre vivant. La résistance en est d'autant plus difficile. Ses objectifs passent du concret, de l'immédiat, à l'imprécis, à l'indéterminé. Arrêter de résister entraînerait cependant notre mort spirituelle et intellectuelle, notre reddition à l'idéologie déshumanisante du capitalisme totalitaire. Grâce aux actes de résistance, une autre manière d'être reste possible. Ceux-ci nourrissent notre intégrité et encouragent d'autres personnes, que nous ne rencontrerons probablement jamais, à se tenir debout et à reprendre le flambeau. Aucun acte de résistance n'est vain, qu'il s'agisse de refuser de payer ses impôts, de lutter pour l'instauration d'une taxe sur les transactions financières, de travailler au dépassement du paradigme néoclassique en science économique, de réclamer la révocation de la charte d'une société par actions, de faire signer une pétition à l'échelle mondiale sur internet ou d'utiliser Twitter pour catalyser une réaction en chaîne contre l'ordre néolibéral. Notre résistance est un devoir et vaut à elle seule les efforts que nous y consacrons. Nos communautés nous soutiendront, tant psychologiquement que

matériellement. Elles seront la clé d'une existence vouée à la désobéissance.

Les résistants, qui auront conservé leur autonomie morale, viendront grossir les rangs des exclus. Les vestiges des institutions progressistes traditionnelles, dont les médias, les syndicats, les églises, les universités, le monde des arts et les partis politiques, se confondront avec les instruments de l'oppression capitaliste. Tant que ces institutions collaboreront avec l'élite du pouvoir, elles continueront d'offrir de confortables postes de prestige à une poignée de gens. De plus en plus, toutefois, ceux qui souhaiteraient travailler comme artistes, journalistes, professeurs, organisateurs syndicaux, politiciens ou membres du clergé dissidents seront privés d'assurance maladie ou de revenus suffisants. Ils n'auront pas les moyens de faire étudier leurs enfants dans les universités d'élite. Leurs maisons feront l'objet de saisies hypothécaires. On leur refusera l'accès au crédit. Ils recevront des salaires de misère, du moins ceux qui en recevront un. Ils ne feront plus partie de l'élite progressiste.

L'affaiblissement de l'élite progressiste a coïncidé avec le passage de la culture de l'imprimé à celle de l'image. Le déclin des journaux et des livres, conjugué à la dégradation du système d'éducation, a favorisé l'émergence d'une culture où le discours public et la mémoire collective ne reposent plus sur ces faits vérifiables qui constituaient la pierre angulaire du travail complexe et rigoureux de la presse. Les journaux ont été supplantés par les blogues, les médias sociaux et la télévision par câble. La culture de l'imprimé, qui permettait de révéler les faits et de les distinguer des hypothèses, a cédé le terrain à une culture du récit faisant appel à l'émotion, où faits, opinions, mensonges et fantasmes sont interchangeable. Cette mutation a privé bon nombre de citoyens des outils intellectuels nécessaires à la pensée critique et à la participation au débat public, bref, de la capacité d'agir en citoyens informés. Sortis de leur contexte, les images et les mots ne se prêtent pas à la complexité inhérente à la presse.

« Le langage n'a de sens que quand il se présente comme une suite de propositions. La signification est déformée si on extrait un mot ou une phrase de son contexte ou si le lecteur ou l'auditeur se trouve privé de ce qui a été dit avant ou après », observe le théoricien des médias Neil Postman. Malgré son réalisme apparent, l'image déforme la réalité, la démembré. Elle « recrée le monde comme une série d'événements idiosyncrasiques ». Il est difficile de communiquer avec des gens gavés d'images chargées d'émotion et accompagnées de mots isolés de leur contexte^[208]. Et les médias, déconnectés de la culture écrite, ne situent plus la réalité dans son contexte. C'est pourquoi le langage des dissidents est souvent incompris du reste de la société.

Hypnotisée par un spectacle constitué de fragments et d'images, ne trouvant plus les mots pour décrire ce qui lui arrive, la population n'a plus accès au discours rationnel. Elle appréhende la réalité à partir de faits choisis et isolés, de demi-vérités ou de mensonges, tous dépourvus de sens. L'illusion devient réalité. Les reliques de la culture de l'imprimé, tels les journaux, les livres ou le théâtre classique, persistent de leur côté à montrer, à comprendre et à expliquer la réalité dans toute sa complexité, en insistant sur les liens intimes qu'elle entretient avec le passé. La culture de l'imprimé repose sur le postulat selon lequel on ne peut comprendre le présent si l'on ignore le passé. C'est un tout autre langage que véhiculent les images et les faits alimentant l'incessant caquetage et les larmoyants mélodrames vomis par les médias. En engendrant un torrent d'émotions et de clichés, ce discours entretient la confusion et favorise l'amnésie collective. Le triomphe de l'image a rendu les reliques de la culture de l'imprimé aussi obscures que des hiéroglyphes. Les résistants ne pourront arriver à leurs fins que s'ils se tiennent à l'écart des nouvelles formes de communication et restent attachés à la complexité de l'imprimé. Ce faisant, ils deviendront toutefois des étrangers en leur propre pays.

Considéré par plusieurs comme une panacée, internet accentue

ce déclin de la culture, comme le démontre Matthew Hindman dans son essai intitulé *The Myth of Digital Democracy*^[209]. Le réseau est dominé par une poignée de sites commerciaux comme Yahoo, Bing ou Google, des agrégateurs de contenu reproduisant des articles et des œuvres émanant d'autres sources. Leur objectif est bien sûr de générer des profits. Le web diffuse une abondance de contenus, mais ne respecte pas les droits d'auteur. C'est ainsi qu'il a entraîné la ruine de nombreux journalistes, chercheurs, musiciens et artistes. Des diffuseurs de contenu sur le web utilisent les œuvres comme appât pour attirer des annonceurs, et ce, sans rémunérer leurs créateurs, contraints de se contenter de peu, voire de rien du tout.

Les grandes promesses d'internet, soit l'ouverture d'un dialogue, la rupture des barrières culturelles, l'avancée de la démocratie et la libération de l'innovation et de la créativité, n'auront été qu'un autre rêve utopique. En fait, internet ne fait qu'accélérer la fragmentation de la société en clans antagonistes, où tous se retrouvent dans leur tribu à scander les mêmes slogans et à détester les mêmes ennemis. À l'instar de certaines chaînes d'information, le web crée des foules anonymes en vue de canaliser la rage, l'intolérance et le sectarisme des uns et des autres. Ces ghettos virtuels ne favorisent en rien la communication ou le dialogue. En amplifiant le nouveau langage de l'absurde, ils n'enrichissent nullement la culture. Il s'y forge une mentalité de troupeau au nom de laquelle quiconque manifeste de l'empathie envers quelque «ennemi» présumé (soit-il de gauche ou de droite) est dénoncé par ses pairs. Le web a corrompu tant l'élite progressiste que la droite. Le racisme antimusulman et l'antisémitisme ont beau être tout aussi abjects l'un que l'autre, il serait difficile d'exprimer cette vérité toute simple sur un site internet pro-palestinien ou pro-israélien. C'est ce genre de vérités, qui font état de la complexité humaine, que l'élite progressiste s'activait autrefois à protéger. Des sociologues ont donné un nom à ce repli dans des ghettos d'intolérance et de pureté idéologique : la

cyber-balkanisation.

J'ai discuté avec Jaron Lanier, pionnier de la réalité virtuelle et auteur de l'essai *You Are Not a Gadget* [210]. Selon lui, les habitudes nées de l'utilisation d'internet ont transformé les relations sociales. Les phénomènes du web 2.0, de la culture de communication ouverte, du logiciel libre ou de la longue traîne sont les catalyseurs d'une nouvelle forme de collectivisme. Il cite les exemples de Wikipédia (qui masque ouvertement les voix individuelles) et de Google Wave (un projet mort-né qui aurait permis à ses utilisateurs de réviser les propos d'un de leurs pairs tout en surveillant l'apport de chacun en temps réel), des technologies qui favorisent la pensée collective de masse et les émotions de masse. La vie privée, l'honnêteté et l'introspection y sont abolies au profit de l'image.

Sur internet comme dans la société en général, la valeur et le statut des goûts et de l'information sont déterminés par la masse, en vertu de ce que Lanier appelle l'« esprit de la ruche ». Le degré de pénétration des œuvres musicales, des livres, du journalisme, de la publicité, des extraits d'émissions de télévision ou de films et des stupides vidéos YouTube sur les écrans et dans la conscience nationale varie selon leur popularité sur internet. Une des plus grandes erreurs de Lanier et des autres pionniers du développement d'internet est d'avoir fait en sorte qu'on puisse accéder gratuitement aux œuvres qui s'y trouvent, admet-il. Selon lui, cette décision a nui aux créateurs, qui, plus que jamais, peinent à gagner leur vie et à être reconnus pour leur travail. De plus, elle a accéléré le recul de l'expression individuelle.

Pour chaque œuvre musicale achetée en ligne, 20 sont téléchargées illégalement. Le cinéma et la photographie connaissent un sort comparable. On trouve aisément des versions piratées des derniers films, de même que des livres figurant sur la liste des best-sellers du *New York Times*. Les journalistes, qui autrefois pouvaient vendre leurs articles à des publications étrangères, voient aujourd'hui le fruit de leur travail faire le tour du

monde sans espoir d'être rémunérés. On affame les critiques et les artistes en confiant la couverture des arts et de la culture à des dilettantes à temps partiel. Le déclin progressif des créateurs et des journalistes va de pair avec celui des éditeurs et des producteurs qui soutiennent et diffusent leur expression. Ne subsisteront que les formes de journalisme et d'art qui appâtent des annonceurs. L'expression artistique et culturelle se verra remplacée par les distractions clinquantes, banales et souvent débiles qui attirent de nombreux visiteurs sur YouTube, ainsi que par la propagande élaborée dans les cabinets de relations publiques. Les œuvres qui n'auront pas bénéficié du soutien de la grande entreprise ou ne seront pas source de revenus publicitaires seront ignorées.

Tandis que le mépris du droit d'auteur empêche les créateurs de vivre de leur art, les agrégateurs comme Google engrangent des profits grâce aux annonceurs qu'ils attirent en glanant des contenus et en les diffusant. Sur internet, observe Lanier, les œuvres originales sont presque toujours tronquées, adaptées. Elles sont « copiées, digérées, analysées puis transformées en briques servant à édifier les forteresses d'entreprises se livrant à des campagnes publicitaires ». Si la tendance se maintient, prévient Lanier, « notre pays finira par être privé de sources de revenus ». Internet a lancé l'assaut final, sans doute le plus meurtrier jamais mené, contre les arts et le travail intellectuel.

« On a soudainement oublié que les gens ont besoin d'être rémunérés pour leur travail », m'explique Mark Kurlansky, auteur de *Un poisson à la conquête du monde*, de *Salt* et de *1968*, l'année qui ébranla le monde^[211]. « Je tenais une séance de signature, à Boston, pour mon essai *The Food of a Younger Land*, qui présente les publications de la Works Progress Administration (WPA)^[212] sur l'alimentation. J'y expliquais au public que le livre recensait les meilleures d'entre elles et que j'en avais rejeté la moitié. Après mon exposé, un jeune homme est venu me voir et m'a demandé : "Pourquoi n'avez-vous pas publié sur internet les textes que vous n'avez pas retenus ?" J'ai réfléchi : une telle décision aurait soulevé

quelques problèmes. Comment pouvait-il ne pas les voir ? Si je n'ai pas choisi ces textes, c'est d'abord parce que je ne les trouvais pas bons du tout. Ensuite, et je serai franc, qu'est-ce que ça m'aurait apporté ? Le public ne tient pas compte de la dimension pécuniaire de ces questions. Ce n'est pas un hasard que le seul média imprimé encore rentable est la presse financière. Elle émane d'un milieu qui vénère l'argent. Tu paies et tu obtiens ton article. »

Le collectivisme numérique, observe Lanier non sans inquiétude, est en train de détruire les derniers vestiges du journalisme, de la créativité et de l'innovation authentiques, disciplines qui exigent temps, engagement et introspection. Pour s'assurer un revenu, la plupart des créateurs en sont maintenant réduits à faire de l'autopromotion et à mettre en scène leur célébrité. La culture est ainsi transformée en une forme de publicité, constate-t-il. Il en résulte une éthique sociale où la capacité de manipuler les foules et l'art de la séduction sont tenus en plus haute estime que la vérité, la beauté ou l'intelligence. Pour gagner de l'argent, les écrivains, les musiciens, les artistes, les journalistes et les cinéastes doivent devenir des célébrités. Ceux qui ne le font pas demeurent d'illustres inconnus.

« Financer une civilisation par la publicité, c'est comme essayer de nourrir quelqu'un en reliant son anus à sa bouche par un tube, poursuit Lanier. Le corps commence alors à se nourrir de lui-même. C'est ce qu'on est en train de faire sur internet. Alors que les agrégateurs ratissent de plus en plus large, les créateurs s'agglutinent dans les dernières oasis offrant rémunération. Les musiciens d'aujourd'hui, par exemple, arrivent à être payés pour des musiques de jeux vidéo parce qu'on y joue encore sur des consoles fermées, qu'on ne les a pas encore collectivisés. »

Lanier n'a rien contre internet en soi. Il critique plutôt la façon dont le réseau a évolué. Il craint que, si l'économie s'effondre, internet (à l'instar d'autres systèmes de communication novateurs comme la télévision) ne soit utilisé pour exacerber les conflits sociaux.

« J'entrevois un scénario où les États-Unis vivent un certain déclin économique, qu'ils semblent déterminés à connaître en raison de leur incapacité à procéder au moindre ajustement, et où beaucoup de gens sont malheureux, explique Lanier. Ceux-ci se concentrent essentiellement dans les zones rurales et les États républicains, c'est-à-dire les anciens États esclavagistes. De plus en plus en colère, ils forment des réseaux. Que font-ils exactement ? Marchent-ils sur les cliniques d'avortement ? Probablement. Marchent-ils sur les assemblées législatives en vue d'en prendre le contrôle ? Je ne sais pas, peut-être. Je ne me prononcerai pas là-dessus. Imaginer de telles choses est presque blasphématoire. Pourtant, toute personne intelligente devrait pressentir une telle possibilité. Des choses horribles pourraient se produire aux États-Unis. »

Les laudateurs utopistes d'internet insistent pour dire que l'« esprit de la ruche », ce vaste collectif virtuel, fera de la société le meilleur des mondes. Lanier rejette cette vision des choses, la considérant comme un pur fantasme amenant trop de gens de bonne volonté à se laisser séduire par un cauchemar en constante évolution.

« La psychologie des foules existe, mais pas l'esprit de la ruche, explique Lanier. Seule compte la psychologie des foules, qui peut s'avérer dangereuse. Ceux qui croient à la ruche, ce qui n'est assurément pas mon cas, comparent celle-ci au bébé de la fin de 2001, l'odyssée de l'espace, une supercréature qui dépasse l'humanité. Je considère qu'il s'agit d'une mauvaise interprétation, agrémentée d'un vernis numérique, de la vieille notion de psychologie des foules. Elle est porteuse des mêmes dangers. Aujourd'hui comme hier, un rien peut faire sombrer une foule dans l'hystérie collective.

« Les foules peuvent accomplir certaines choses, comme calculer le nombre de billes dans une bouteille ou deviner le poids d'un bœuf, poursuit Lanier. Je l'admets. Toutefois, j'envisage autrement la distinction entre une foule apte à réfléchir de manière

efficace et une foule incapable d'y arriver. Dans *La sagesse des foules*^[213], [James] Surowiecki affirme, comme d'autres théoriciens, que la meilleure façon de stimuler l'intelligence d'une foule est de limiter la communication entre ses membres afin d'éviter qu'ils ne s'influencent mutuellement. On garantit ainsi leur indépendance et la singularité de leurs points échantillons. Cette thèse soulève un intéressant paradoxe. Ceux qui s'enthousiasment à l'idée d'une foule virtuelle partent de l'hypothèse selon laquelle tout lien est fondamentalement bon et tous les individus devraient être reliés les uns aux autres. Cependant, si on leur demande ce qui peut favoriser l'intelligence d'une foule, ils soutiennent que ses membres ne devraient pas discuter entre eux, que chacun devrait s'isoler. Il y a là une contradiction. Qu'est-ce qui rend une foule intelligente ? Telle est la question qu'il faut poser. Si l'on demande à un groupe de gens bien informés de déterminer une valeur numérique en particulier, comme le poids d'un bœuf, et qu'ils croient tous disposer d'une théorie le moins juste, ils se concentreront sur la réponse et on obtiendra quelque chose d'utile.

«C'est ce phénomène qui est à l'œuvre dans la fixation des prix en régime capitaliste, et qui permet aux marchés de fonctionner. Par contre, si l'on demande au groupe de créer quelque chose, d'accomplir un geste constructif, de faire une synthèse ou de tenir un raisonnement complexe, il échouera. On obtiendra quelque chose d'insipide, d'inférieur à la moyenne. Parmi les dangers de la foule se trouve la violence, que l'on constate lors d'une émeute. Mentionnons aussi la banalité propre à ce qui est conçu en comité.»

Comme bon nombre d'autres espèces, constate Lanier, l'être humain dispose d'un commutateur cognitif lui permettant d'être soit un individu, soit un membre d'une foule. Dès qu'il entre dans les limites de ce que Lanier appelle un clan, même d'un clan virtuel, l'individu est emporté par ses plus bas instincts. La technologie évolue, mais la nature humaine, elle, demeure inchangée. Si le xx^e siècle a connu les épisodes les plus sanglants

de l'histoire, c'est parce que les humains ont marié les outils dernier cri de la bureaucratie efficace, de la propagande et de l'abattage industriel avec de sombres pulsions tapies en eux depuis la nuit des temps. Dans un clan virtuel, « on devient très sensible à la hiérarchie et au statut social », explique Lanier.

« Un clan se choisit presque toujours un perdant, l'ennemi d'en dessous, et un ennemi extérieur. Ce faisant, il crée deux classes privées de droits. Ses membres doivent constamment défendre leur statut, toujours menacé. Faire partie d'un clan demande beaucoup de temps. J'en vois beaucoup sur internet qui s'inscrivent dans cette logique, dont la séquence est facile à reconnaître, qu'il soit question de piano, de caniches ou de djihad. En formant des clans, on joue avec le feu. L'histoire regorge certes d'exemples de personnages répugnants n'ayant aucun rapport avec ce phénomène, comme Jack l'Éventreur, qui agissait en solitaire, mais la plupart des cas où des humains ont fait preuve d'un comportement immonde mettaient en jeu la dynamique du clan. Personne n'est à l'abri d'une telle dérive. Les fanatiques d'informatique ne sont pas moins à risque que les Allemands, les Russes, les Japonais ou les Mongols. L'esprit de clan fait partie de la nature humaine. Il peut se manifester spontanément, sans direction ni structure politique. Notre commutateur ne demande qu'à être actionné, et on peut apprendre à manipuler celui d'autrui^[214]. »

La machine s'arrête, nouvelle d'E.M. Forster parue en 1909, dépeint un monde futuriste dont la population est envoûtée par une réalité virtuelle. Dans cette dystopie, chaque personne vit isolée dans une petite chambre souterraine rappelant l'alvéole d'une ruche, et captivée par des messages instantanés et son « cinématophote », une machine qui projette des images. Cette masse de troglodytes est complètement coupée du monde extérieur, absorbée qu'elle est par une étrange pseudoréalité constituée de voix, de sons, d'images évanescentes et de sensations abstraites induites sur pression d'un bouton. L'accès au monde de

la Machine, qui a remplacé le monde réel, passe par la voix impersonnelle d'un être omniscient^[215].

D'abord séduits par une technologie, les humains en deviennent ensuite les esclaves. Forster l'avait compris. Du moteur à combustion interne au robot, en passant par l'ordinateur, les fruits de l'ingéniosité humaine sont invariablement détournés par les maîtres. Ceux-ci emploient les plus récentes technologies pour maintenir leurs sujets dans la pauvreté, la confusion identitaire et la passivité. Conçu à l'origine par des stratèges militaires afin d'assurer le maintien des communications en cas d'attaque nucléaire, internet est aujourd'hui le dernier cri en matière de technologie de contrôle. Sur le plan moral, la technologie est neutre. Elle sert les intérêts de qui en tient les rênes. Ses maîtres du moment sont en train d'anéantir le journalisme, la culture et l'art tout en regroupant la population en clans, encourageant ainsi l'isolement, l'aveuglement, l'intolérance et la haine.

« À l'époque où la culture numérique en était à ses balbutiements, nombre d'observateurs croyaient que nous entrions dans une période de transition, de calme avant une inévitable tempête créative », écrit Lanier dans le Harper's Magazine. « Or, nous n'avons pas connu ce calme momentané : nous sommes plutôt tombés dans une somnolence persistante, dont je crois que nous ne pourrions nous échapper qu'en détruisant la ruche^[216]. »

Les médias, les arts, l'université et les mouvements sociaux devront se faire les porteurs d'une indignation morale dénuée de complaisance. Il leur faudra défier les systèmes, voire les lois, qui permettent aux grandes entreprises de ruiner la culture et la nature. Les personnes qui s'expriment en termes moraux et s'attachent aux faits plutôt qu'aux illusions seront cependant jugées anormales. En cette ère nihiliste, vivre selon sa conscience ne sera pas facile. À l'instar des pièces d'Aristophane ou de Racine, le journalisme authentique ne touchera plus qu'un public restreint. L'art et le journalisme seront en quête de riches clients dont l'intérêt variera au gré de leur fortune et de leurs fantaisies, et ne toucheront plus la

société en général, noyée sous le déluge de l'illusion et du spectacle. Une culture qui ne sait plus reconnaître la valeur du vrai et du beau condamne ses membres les plus créatifs et les plus vertueux à la pauvreté et à la marginalité. Voilà notre destinée.

Albert Camus considérait que la vie n'a aucun sens, que nous n'avons aucune prise sur le destin. Nous finissons tous par mourir et notre individualité s'efface inévitablement. Cependant, nous pouvons choisir comment nous vivons : « On peut asservir un homme vivant et le réduire à l'état historique de chose. Mais s'il meurt en refusant, il réaffirme une nature humaine qui rejette l'ordre des choses^[217]. »

Pour Camus, le révolté prend le parti des opprimés, qu'il s'agisse des chômeurs condamnés à la pauvreté par l'État-entreprise, des Palestiniens de Gaza, des civils d'Irak ou d'Afghanistan, des personnes détenues dans les prisons secrètes de la CIA, des démunis des quartiers populaires et des zones rurales en déclin ou des exclus enfermés dans des centres de détention.

L'élite du pouvoir et ses courtisans taxent invariablement le révolté d'irréalisme. Ils dénigrent sa position, la qualifiant de contre-productive. Ils le fustigent pour sa colère. L'élite et ses laquais lancent des appels au calme, à la raison, à la patience. Ils emploient le langage hypocrite du compromis, de la générosité et de la bonne entente pour affirmer qu'il faut s'incliner devant les instances du pouvoir et collaborer avec elles. Cependant, le révolté est lié par un engagement moral lui interdisant tout compromis. Il refuse de se laisser acheter par des subventions, des invitations à la Maison-Blanche, des interviews à la télévision, des contrats d'édition, des postes de professeur ou une rhétorique creuse. Le révolté ne se soucie pas de son autopromotion ou de l'opinion publique. Comme saint Augustin, il sait que « l'espoir a deux filles de toute beauté : la colère et la bravoure. La colère face aux choses telles qu'elles sont, et la bravoure nécessaire pour les changer ». Il sait que la vertu ne lui vaut nulle récompense. L'acte de rébellion contient sa propre justification.

On « ne devient pas “dissident” parce qu’un jour, on choisit cette carrière originale », écrivait Vaclav Havel alors qu’il luttait contre le régime communiste tchécoslovaque. « On le devient parce que notre responsabilité intérieure combinée à toute une série de circonstances extérieures nous projette dans cette position : on est rejeté des structures existantes et placé en situation de confrontation avec elles. Au commencement, il n’y avait rien de plus ni de moins que l’intention de bien faire son travail – à la fin, il y a l’étiquette d’ennemi^[218]. »

Car les dissidents n’opèrent pas dans la sphère du pouvoir réel, ils ne tendent pas au pouvoir, ne cherchent pas à accéder à des fonctions de pouvoir ni à recueillir les voix des électeurs ; ils ne cherchent pas à charmer leur public, ils ne proposent ni ne promettent rien à personne. Et s’ils proposent quelque chose, alors c’est leur propre peau et ils ne la proposent que parce qu’ils n’ont pas d’autre moyen d’affirmer la vérité avec laquelle ils font corps. Ils n’articulent leur activité que par leur dignité civique, sans se préoccuper des conséquences^[219].

L’élite du pouvoir et les milieux d’affaires ne vont pas jusqu’à affirmer que le système actuel est juste et bon – qui pourrait le faire ? –, mais ils ont convaincu une majorité de citoyens de l’impossibilité d’en envisager un autre. Cependant, nous ne sommes pas des esclaves. Nous avons le choix. Nous pouvons refuser d’être victimes ou bourreaux. Nous avons la liberté morale de dire non, de refuser de collaborer. Boycottage, manifestation, occupation, sit-in, grève, obstruction, sabotage, refus de payer ses impôts, jeûne, mouvement populaire, désobéissance civile... Tous ces gestes embrasent l’âme du révolté et révèlent le caractère oppresseur de l’autorité.

« Oui, il y a la beauté et il y a les humiliés. Quelles que soient les difficultés de l’entreprise, je voudrais n’être jamais infidèle ni à l’une, ni aux autres », écrivait Camus^[220].

« Vient un temps où la machine devient si odieuse qu’elle vous rend malade, que vous ne pouvez plus collaborer à son fonctionnement, même passivement, que vous devez, avec votre propre corps, en enrayer l’engrenage, en bloquer les leviers, en perturber la bonne marche, bref, l’arrêter », déclarait Mario Savio

lors d'un sit-in du Free Speech Movement à Berkeley, en 1964. « Vous devez alors faire comprendre à ceux qui la gèrent, à ceux qui la possèdent, que vous l'empêcherez de fonctionner tant que vous ne serez pas libres^[221]. »

La possibilité de refuser de collaborer est le seul chemin menant à la liberté individuelle et à une vie qui ait un sens. Camus voyait juste à propos de l'absurdité de l'existence. Il avait aussi raison d'affirmer que des actes de rébellion où les principes moraux l'emportent sur les considérations pratiques permettent à celui qui les accomplit de trouver un sens à la vie et de prendre conscience de sa propre valeur.

« Ô mon âme, n'aspire pas à la vie immortelle, mais épuise le champ du possible », écrivait le poète grec Pindare^[222].

La révolte rend libre, indépendant. Elle ébrèche, bien qu'imperceptiblement, l'édifice de l'opresseur. Elle nourrit la solidarité. En des temps de profond désespoir et de grande misère, elle permet de rester humain : l'empathie doit être une priorité. Révolte ne signifie pas révolution. La révolution mène à la mise en place d'une nouvelle structure de pouvoir. La révolte, elle, est une rébellion permanente, un rejet définitif du pouvoir. Elle seule permet de maintenir vivants les impératifs moraux qui nous empêchent de sombrer dans la tyrannie. Une mort spirituelle et morale guette ceux qui, à l'instar de l'homme du sous-sol de Dostoïevski, se replient dans le cynisme ou le désespoir. Tant qu'à s'éteindre, mieux vaut le faire sur ses propres bases.

En adhérant au credo de l'impartialité et de l'objectivité, l'élite progressiste s'est cantonnée au rôle de simple observatrice. Le révolté n'a que faire d'une telle posture, qui s'inscrit dans l'idéologie de ceux-là mêmes qu'il doit affronter. Contre tout espoir, les quelques militants toujours actifs dans notre société en déclin lancent un appel à la raison, à la logique et à la vérité, un appel à faire des choix reposant sur des faits plutôt que sur des illusions, et à bâtir des structures sociales et politiques en fonction du bien commun. C'est ce qu'avait fait Cicéron à Rome. À la fin

de sa vie, cet orateur était méprisé tant par le public que par l'élite du pouvoir. Quand sa tête et ses mains ont été exposées sur les Rostres du Forum Romanum et que Marc Antoine, qui avait ordonné son assassinat, a déclaré que l'homme ne parlerait ni n'écrirait plus, les dizaines de milliers de spectateurs présents ont bruyamment manifesté leur approbation. En période de chaos, la tyrannie est souvent accueillie avec un soulagement palpable. Elle ne soulève aucun tollé. Pour cette raison, le révolté doit s'attendre à être perçu comme un ennemi, y compris par ceux qu'il cherche à défendre.

L'État-entreprise cherche à nous inculquer l'indifférence au sort d'autrui et le culte du soi. Pour étouffer la compassion, il fait appel au plaisir comme à la peur. Nous devons poursuivre la lutte contre les mécanismes de la culture dominante, ne serait-ce que pour préserver, par de petits gestes, notre commune humanité. Nous devons résister à la tentation du repli sur soi et refuser de fermer les yeux sur l'injustice, notamment celle que subissent des gens que nous ne connaissons pas. Nous ne perdurerons comme êtres moraux et distincts que par de tels gestes de défi, modestes et parfois imperceptibles. Cette résistance, cette aptitude à dire non, est précisément ce que la culture de masse et la propagande cherchent à éradiquer. Tant que nous voudrons tenir tête à ces forces, il restera de l'espoir ; peut-être pas pour nous-mêmes, mais au moins pour les générations futures. Tant que nous leur tiendrons tête, nous resterons vivants. Pour l'instant, il s'agit de la seule victoire possible.

Remerciements

EUNICE WONG est ma critique la plus éclairée, la réviseuse pour laquelle j'ai le plus d'estime, en qui j'ai le plus confiance. Sa maîtrise de l'écriture n'a d'égal que son talent de comédienne. Ensemble, nous avons disséqué chaque idée et chaque sujet qu'aborde ce livre et en avons débattu. Tout ce que j'écris passe entre ses mains, généralement plus d'une fois. Notre mariage repose sur une combinaison exceptionnelle d'affinités intellectuelles, psychologiques, physiques et spirituelles. J'aimerais parfois que le temps s'arrête pour que se prolongent les moments passés en sa compagnie.

Le Nation Institute, la fondation Ford et la fondation Lannan m'ont généreusement accordé leur soutien. Je tiens à remercier Hamilton Fish, Ruth Baldwin, Taya Grobow et Jonathan Schell, ainsi que Roane Carey et Katrina van den Heuvel, du magazine The Nation. Carl Bromley, de Nation Books, a une fois de plus amélioré la qualité de mes écrits. Son travail d'édition est toujours marqué par son intelligence vive, sa plume remarquable et sa grande érudition. Michele Jacob, avec qui j'avais déjà travaillé pour plusieurs livres, s'est occupée de la publicité et des salons du livre avec le charme, la patience et l'efficacité dont elle sait toujours faire preuve. Patrick Lannan et Jo Chapman, de la fondation Lannan, m'ont en tout temps apporté leur soutien inconditionnel. Je vois mal comment je survivrais en tant qu'écrivain sans leur appui constant et précieux. Calvin Sims, de la fondation Ford, a tout de suite compris ce que je voulais faire, ce

qui est peu surprenant vu la compétence et l'intelligence dont il a fait montre lorsqu'il était reporter puis correspondant à l'étranger pour le New York Times ; c'est grâce à lui que la fondation a financé mon travail.

Je soumetts toutes mes idées et réflexions au révérend Coleman Brown, qui fut mon professeur d'éthique et de religion à l'université Colgate. Cela fait plus de 30 ans qu'il est mon mentor moral et intellectuel. Ses avis sont pour moi d'une valeur inestimable.

Cette fois encore, c'est John Timpane qui a établi la version finale du manuscrit. Sa grandeur d'esprit, sa passion contagieuse pour l'apprentissage et l'ampleur de son érudition sont aussi monumentales qu'intimidantes. Brillant écrivain, poète et musicien, il est doué d'une multitude de talents au point que c'en est injuste pour les autres.

Écrivaine de talent et journaliste têtue dont la conscience la protégera toujours de la contamination par le journalisme commercial, Deena Gudzer a effectué une bonne partie de la recherche pour ce livre. Jake Willard-Crist m'a fourni une aide précieuse à la préparation de la version finale. J'aimerais remercier Robert Scheer, l'un des journalistes les plus courageux et les plus talentueux du pays, et Zuade Kaufmann, avec lequel il publie le webmagazine Truthdig, où j'écris une chronique hebdomadaire. Ce qu'ils offrent à leur lectorat n'a pas de prix. Au fil des années, j'ai bénéficié de l'encouragement, du soutien et des conseils d'Henry Giroux, qui a collaboré à certains passages du livre, de Dud et Jean Hendrick, qui nous ont prêté leur cottage de l'île Deer, dans le Maine, de Bernard Rapoport, de Peter Lewis et de Jean Stein, de Ralph Nader, dont j'ai fièrement soutenu la campagne à la présidence, de Robert Jensen, de Larry Joseph, de Steve Kinzer, de Sami et Laila al-Arian, de Peter Scheer, d'Ann et Walter Pincus, de Maria-Christina Keller, de Lauren B. Davis, de June Ballinger, de Michael Goldstein, de Gerald Stern, d'Anne Marie Macari, de Robert J. Lifton et de Tom Artin, de James Cone, l'un des plus

importants théologiens du pays, de Ray Close, du révérend Michael Granzen, du révérend Karen Hernandez, de Joe et Heidi Hough, de Mark Kurlansky, de Margaret Maurer, d'Irene Brown, de Sam Hynes, du grand bédéiste Joe Sacco, de Dennis Kucinich, d'Ernest Logan Bell, de Sonali Kolhatkar, de Francine Prose, de Russell Banks, de Celia et Bernard Chazelle, d'Esther Kaplan et de James Ridgeway, du révérend Jeremiah Wright, qui est devenu mon ami lorsque nous avons reçu ensemble des doctorats honoris causa de la Starr King School for the Ministry, de Paul Woodruff, de Sheldon Wolin, plus grand philosophe politique vivant des États-Unis, de « Rocky » Anderson, de Tom Cornell, de Noam Chomsky, qui établit pour nous tous la norme intellectuelle, des pères Michael Doyle et Daniel Berrigan, deux prêtres catholiques qui nous rappellent que l'Église est parfois capable de produire des prophètes, de Pam Diamond, de James Kane, du révérend Davidson Loehr et de Karen Malpede, de Stuart Ewen, dont les essais ont été essentiels à ma compréhension de la montée de l'État propagandiste, de Norman Finkelstein, dont j'admire le courage moral, de John Ralston Saul, philosophe qui m'a fourni le vocabulaire nécessaire à la compréhension de ce qui arrive à la culture contemporaine, de l'intransigeante Cindy Sheehan, de Sydney Schanberg, de Malalaï Joya, de Michael Moore, de Jeremy Scahill, de Sam Smith, de Rob Shatterly, d'Alan Magee, de Doug McGill, de Jaron Lanier, de Mae Sakharov, de Kasia Anderson et de Charlie et Catherine Williams, ainsi que de Dorothea von Moltke et Cliff Simms, qui tiennent une des meilleures librairies indépendantes des États-Unis.

Merci aussi à ma talentueuse, brillante et généreuse agente Lisa Bankoff, d'International Creative Management, qui, comme elle le fait pour tous mes livres depuis plus de dix ans, a négocié mes contrats et navigue avec une remarquable aisance dans ce secteur de l'industrie qui me laissera toujours perplexe.

J'ai la chance d'avoir trois enfants profondément sensibles, curieux et aimants : Thomas, Noëlle et Konrad. Quand ils frappent

à la porte de mon bureau, mon travail en souffre peut-être un peu, mais ma vie ne s'en porte que mieux. Malgré toute la souffrance humaine dont j'ai été témoin, je trouve auprès d'eux et d'Eunice une joie indicible et un sens à la vie.

Notes et références

Notes du chapitre 1

- [1] George Orwell, « Préface inédite à Animal Farm », Essais, articles, lettres, vol. 3, 1943-1945, Paris, Ivrea et Encyclopédie des nuisances, 1995, p. 511.
- [2] Karl Polanyi, La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps, Paris, Gallimard, 2007, p. 108.
- [3] Ernest Logan Bell, interview accordée à l'auteur, Norwich (NY), 30 mars 2010.
- [4] Candidat à l'investiture présidentielle en 2008, le représentant Dennis Kucinich fait partie de l'aile gauche du Parti démocrate. Pacifiste, pro-choix, opposant à la peine de mort, il a voté contre la guerre en Irak et souhaite que les États-Unis appliquent le protocole de Kyoto. [NdT]
- [5] John Gray, Liberalism, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1995, p. 86.
- [6] C. Wright Mills, The Politics of Truth : Selected Writings of C. Wright Mills, New York, Oxford University Press, 2008, p. 126-128.
- [7] Écoles publiques ou privées, financées par l'État et des dons du secteur privé, et bénéficiant d'une grande autonomie de gestion et d'enseignement. Leur financement est assorti d'une obligation de résultats. [NdT]
- [8] Russell Jacoby, The End of Utopia : Politics and Culture in an Age of Apathy, New York, Basic Books, 1999, p. 10-11.
- [9] Loi restreignant les prérogatives des syndicats, limitant le droit de grève et forçant les dirigeants syndicaux à déclarer sous serment qu'ils ne sont pas communistes. [NdT]
- [10] Sobriquet de la loi intitulée Uniting and Strengthening America by Providing Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism Act (d'où le rétro-acronyme USA PATRIOT Act), soit en français : Unir et renforcer l'Amérique à l'aide d'outils permettant de déceler et de contrer le terrorisme. [NdT]
- [11] Irving Howe, « This Age of Conformity », dans William Phillips et Philip Rahv

(dir.), *The Partisan Review Anthology*, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1962, p. 148.

[12] *Ibid.*, p. 148-149.

[13] Fédor Dostoïevski, *Les carnets du sous-sol*, Paris, Gallimard, 1995, p. 13.

Notes du chapitre 2

[14] Reinhold Niebuhr, *Beyond Tragedy : Essays on the Christian Interpretation of History*, New York, Scribner's Sons, 1965, p. 39.

[15] Dwight Macdonald, *The Root Is Man*, Brooklyn, Autonomedia, 1995, p. 81.

[16] Richard Rorty, *L'Amérique : un projet inachevé. La pensée de gauche dans l'Amérique du vingtième siècle*, Pau, Publications de l'Université de Pau, 2001, p. 91.

[17] Sheldon S. Wolin, *Democracy Incorporated : Managed Democracy and the Specter of Inverted Totalitarianism*, Princeton, Princeton University Press, 2008.

[18] Chris Hedges, *L'empire de l'illusion. La mort de la culture et le triomphe du spectacle*, Montréal, Lux, 2012.

[19] Les Oath Keepers (littéralement « gardiens du serment » ou « fidèles au serment ») sont un mouvement ultraconservateur de militaires, de vétérans, de réservistes et de policiers ayant prêté serment de défendre la Constitution contre tout ennemi extérieur ou intérieur, par les armes s'il le faut. Ils tiennent une liste de dix ordres auxquels ils s'engagent à refuser d'obéir, ceux-ci violant selon eux la Constitution. Leur devise est « Not on Our Watch » (« Rien n'arrivera tant que nous serons là »). [NdT]

[20] Fondée en 1958, la John Birch Society est un des plus importants mouvements d'extrême droite aux États-Unis. Isolationniste, elle prône notamment le retrait des États-Unis de l'Organisation des Nations Unies. Elle doit son nom à John Birch, militaire et missionnaire protestant tué par des communistes chinois en 1945 et considéré comme la première victime de la guerre froide. [NdT]

[21] « Austin Plane Crash : Full Text of Joe Stack Online Suicide Note Posted on Website embeddedart.com », New York Daily News, 18 février 2010, www.nydailynews.com/news/national/austin-plane-crash-full-text-joe-stack-online-suicide-noteposted-website-embeddedart-article-1.195510

[22] Ching Kwan Lee, *Against the Law : Labor Protests in China's Rustbelt and Sunbelt*, Berkeley, University of California Press, 2007.

[23] *Ibid.*, p. 162.

[24] *Ibid.*, p. 164.

[25] *Ibid.*

[26] Ibid., p. 264.

[27] Ibid., p. 265.

[28] Palagummi Sainath, « Series on farmers' Suicides in Andhra », India Together, de juin 2004 à mars 2006, www.indiatogether.org/opinions/psainath/suiseries.htm

[29] Palagummi Sainath, « Neo-Liberal Terrorism in India : The Largest Wave of Suicides in History », Counterpunch, 12 février 2009, www.counterpunch.org/2009/02/12/the-largest-wave-of-suicides-in-history/

[30] Noam Chomsky, « The Center Cannot Hold : Rekindling the Radical Imagination », discours au Left Forum, Pace University, New York, 21 mars 2010, www.democracynow.org/2010/5/31/noam_chomsky_the_center_cannot_hold

[31] Le Congress of Industrial Organizations (CIO) est une centrale syndicale nord-américaine née en 1938 d'une scission avec l'American Federation of Labor (AFL). Les deux centrales se regrouperont en 1955 pour former l'AFL-CIO. [NdT]

[32] Noam Chomsky, Le pouvoir mis à nu, Montréal, Écosociété, 2002 ; Edward S. Herman et Noam Chomsky, La fabrication du consentement. De la propagande médiatique en démocratie, Marseille, Agone, 2008.

[33] Norman Finkelstein, interview accordée à l'auteur, New York, 9 mars 2010.

[34] Noam Chomsky, interview accordée à l'auteur, New York, 13 avril 2010.

[35] Extraits de Foreign Affairs, vol. 63, n° 4, printemps 1985, cités dans Edward S. Herman et Noam Chomsky, op.cit., p. 355.

[36] Lee Feinstein et Anne-Marie Slaughter, « A Duty to Prevent », Foreign Affairs, vol. 83, n° 1, janvier-février 2004, p. 136-150.

[37] Michael Ignatieff, « Friends Disunited », The Guardian, 24 mars 2003, www.guardian.co.uk/politics/2003/mar/24/iraq.world

[38] Fresh Air with Terry Gross, National Public Radio, 18 mars 2003.

[39] L'Academy of Motion Picture Arts and Sciences a sa chaîne officielle sur YouTube, qui propose des discours « importants » livrés lors de cérémonies de remise des Oscars. Le discours de Michael Moore n'y figure pas. On peut visionner celui-ci à www.dailymotion.com/video/x3rxr6_michael-moore-speech-oscars-2003_news

[40] Tony Judt, « Bush's Useful Idiots », London Review of Books, vol. 28, n° 18, 21 septembre 2006, p. 3-5.

[41] Jeremy Scahill, interview accordée à l'auteur, Washington, 28 avril 2010.

[42] Josh Stieber, interview accordée à l'auteur, Washington, 28 avril 2010.

- [43] Malalai Joya, interview accordée à l'auteur, New York, 28 octobre 2009.
- [44] Cité dans Michelle Nichols, « Afghan Opium Feeding Europe, Russia, Iran Addicts », Reuters, 21 octobre 2009, www.reuters.com/article/idUSN20440001
- [45] Matthew Hoh, lettre de démission remise à l'ambassadeure Nancy J. Powell, 10 septembre 2009, www.docstoc.com/docs/13944018/Matthew-Hoh-Resignation-Letter
- [46] Peter van Agtmael, 2nd Tour, Hope I Don't Die, Portland (OR), Photolucida, 2009, p. 88.
- [47] Lori Grinker, Afterwar : Veterans from a World in Conflict, Milbrook (NY), de.MO, 2005, p. 58-59.
- [48] Ibid., p. 63.
- [49] Ibid., p. 96-107.
- [50] Ibid., p. 120-121.
- [51] Ibid., p. 124-125.
- [52] Peter van Agtmael, op. cit., p. 64-65.

Notes du chapitre 3

- [53] Randolph Bourne, War and the Intellectuals : Collected Essays 1915–1919, Indianapolis, Hackett, 1964, p. 3.
- [54] Woodrow Wilson, cité dans Robert Lansing, Mémoires de guerre, Paris, Nouvelle revue critique, s.d., p. 217.
- [55] Le mouvement populiste américain est un mouvement politique de masse qui, vers la fin du XIX^e siècle, s'opposait à la puissance financière des compagnies de chemin de fer et à leur collusion avec l'État. Émanant de la classe des agriculteurs, il s'est étendu à une partie du mouvement ouvrier. L'adjectif populiste n'a pas ici la connotation péjorative qu'il a d'ordinaire en français. [NdT]
- [56] « Capper of Kansas Now Backs Wilson », The New York Times, 25 mars 1917.
- [57] Lettre de David Starr Jordan à William Kent, 1^{er} avril 1917, archives de William Kent, bibliothèque de l'université Yale.
- [58] Randolph Bourne, op. cit., p. 3-4.
- [59] Voir Ernest Freeberg, Democracy's Pioneer : Eugene Debs, the Great War, and the Right to Dissent, Cambridge, Harvard University Press, 2009, p. 136.
- [60] Jane Addams, Peace and Bread in Times of War, New York, The Macmillan

Company, 1922, p. 37.

[61] Le settlement movement (littéralement « mouvement d'habitation ») était un mouvement réformiste ayant pour but de réunir riches et pauvres sous un même toit, dans les grandes villes, afin de créer des communautés solidaires et de partager des connaissances. En 1913, les États-Unis comptaient plus de 400 maisons d'accueil. Le mouvement existe encore de nos jours, mais ses animateurs ne vivent plus sous le même toit que les bénéficiaires. [NdT]

[62] Albert Edwards [Arthur Bullard], « Under the White Terror », Collier's, 28 avril 1906.

[63] Arthur Bullard, Mobilizing America, Whitefish (MT), Kessinger Publishing, 2008 [1917].

[64] Cité dans Ronald Steel, Walter Lippmann and The American Century, New York, Atlantic-Little, Brown, 1980, p. 125.

[65] Cité dans United States Committee on Public Information, National Service Handbook, Red, White and Blue Series, n° 2, Washington, 1917, page titre.

[66] George Creel, Rebel at Large : Recollections of Fifty Crowded Years, New York, G.P. Putnam's Sons, 1947, p. 157.

[67] Robert Lansing, op. cit.

[68] En décembre 1915, l'industriel Henry Ford affrète un navire réunissant l'intelligentsia pacifiste américaine en vue de convaincre les nations européennes de mettre fin aux hostilités. [NdT]

[69] « Radicals at Work for German Peace », The New York Times, 24 juin 1917, p. 7.

[70] Stuart Ewen, Consciences sous influence. Publicité et genèse de la société de consommation, Paris, Aubier-Montaigne, 1983, p. 72.

[71] John Dos Passos, La guerre de M. Wilson. L'intervention américaine dans la Première Guerre mondiale, Paris, Stock, 1971, p. 296.

[72] Cité dans ibid.

[73] « Debs Urges Strike if Nation Fights », The New York Times, 8 mars 1917, p. 3.

[74] George Sylvester Viereck, Spreading the Germs of Hate, New York, Horace Liveright, 1930, p. 178-179.

[75] George Creel, How we Advertised America, New York, Harper & Brothers, 1920.

[76] John Dos Passos, op. cit., p. 298.

[77] Jane Addams, op. cit., p. 134.

[78] John Dos Passos, op. cit., p. 295-296.

[79] Junkers est un important avionneur allemand de la première moitié du XX^e siècle. Pendant la Première Guerre mondiale, l'entreprise accorde plusieurs licences d'exploitation de ses innovations à la société allemande Fokker, pionnière de l'aviation de guerre. [NdT]

[80] Alexander Berkman et Emma Goldman, *Deportation : Its Meaning and Menace, Last Message to the People of America*, New York, M.E. Fitzgerald, 1919 ; en ligne : www.archive.org/download/deportationitsme00berkuoft/deportationitsme00berkuoft.pdf

[81] Jane Addams, op. cit., p. 182.

[82] Edward Bernays, *Propaganda. Comment manipuler l'opinion en démocratie*, Paris et Montréal, La Découverte et Lux, 2007 et 2008, p. 18 [Lux].

[83] John Dewey, « The New Paternalism », *The New Republic*, vol. 17, 1918, p. 216.

[84] Randolph Bourne, op. cit., p. 11.

[85] « Senators Tell What Bolshevism in America Means », *The New York Times*, 15 juin 1919, p. 40 ; U.S. Senate Subcommittee on the Judiciary, *Brewing and Liquor Licenses*, vol. 3, n° 114, p. 123, p. 146 et p. 147.

[86] Sidney Pollard, *The Idea of Progress : History and Society*, Londres, C.A. Watts, 1968, p. 9 et suiv.

[87] Walter Rauschenbusch, *Le christianisme et la crise sociale*, Paris, Fischbacher, 1919, et *Theology for the Social Gospel*, New York, The Macmillan Company, 1917.

[88] Cité dans Sidney Lens, *Labor Wars : From the Molly Maguires to the Sitdowns*, New York, Doubleday, 1973, p. 152.

[89] Dwight Macdonald, *The Root Is Man*, Brooklyn, Autonomedia, 1995, p. 67.

[90] E.P. Thompson, *Temps, discipline du travail et capitalisme industriel*, Paris, La Fabrique, 2004 [1967].

[91] Richard Sennett, *Les tyrannies de l'intimité*, Paris, Seuil, 1979, p. 173.

[92] Dwight Macdonald, op. cit., p. 146.

[93] Michael Gold, *Juifs sans argent*, Paris, Éditions sociales internationales, 1932.

[94] Composée de neuf représentants, la HUAC (commission de la Chambre sur les activités antiaméricaines) a eu pour mandat, de 1946 à 1969, d'enquêter sur des cas allégués de subversion. Elle a fixé son attention sur les communistes, réels ou présumés, se livrant à ce qu'on a qualifié de « chasse aux sorcières ». [NdT]

- [95] Mise en place par le président Franklin Roosevelt en 1935, la WPA était une agence ayant pour objectif de fournir travail et revenus aux chômeurs victimes de la Grande Dépression. Elle a notamment mis en place un programme voué aux arts, le Federal Project Number One, dans lequel s'inscrivait le Federal Theatre Project. [NdT]
- [96] John Houseman, *Unfinished Business*, Londres, Chatto and Windos, 1986, p. 87.
- [97] La pièce a été traduite en français par Raymond Queneau : *Impossible ici*, Paris, Gallimard, 1937.
- [98] Marc Blitzstein, *The Cradle Will Rock*, New York, Random House, 1938, scène 31, sketch 6.
- [99] *Ibid.*, scène 13, sketch 3.
- [100] Hallie Flanagan, *Arena : The History of Federal Theatre*, New York, Benjamin Blom, 1940, p. 202-203.
- [101] Marc Blitzstein, *op. cit.*, scène 15, sketch 4.
- [102] Karen Malpede, interview accordée à l'auteur, New York, 6 juin 2010.
- [103] Hallie Flanagan, *op. cit.*, p. 364-365.
- [104] *Ibid.*, p. 366.
- [105] *Ibid.*
- [106] Le NEA (fonds national pour les arts) est une agence culturelle fédérale ayant pour mandat d'aider financièrement les artistes et les institutions culturelles des États-Unis. [NdT]
- [107] Karen Malpede, *op. cit.*
- [108] Victor Klemperer, *Je veux témoigner jusqu'au bout. Journal 1942-1945*, Paris, Seuil, 2000.
- [109] Malcolm Cowley, *Exile's Return : A Literary Odyssey of the 1920s*, New York, Penguin, 1994, p. 58.
- [110] Lawrence Lipton, *The Holy Barbarians*, New York, Messner, 1959, p. 283.
- [111] Russell Jacoby, *The Last Intellectuals : American Culture in the Age of Academe*, New York, Basic Books, 1987, p. 67-68.
- [112] *Ibid.*, p. 71.
- [113] Malcom Cowley, *op. cit.*, p. 60-61.
- [114] *Ibid.*, p. 62-63.

[115] Ibid., p. 66-67.

[116] Ibid., p. 149.

[117] Irving Howe, *World of Our Fathers*, New York, Simon and Schuster, 1983, p. 501.

[118] Cité dans Victor Navasky, *Naming Names*, New York, Viking, 1980, p. 48.

[119] Walter Bernstein, *Inside Out : A Memoir of the Blacklist*, New York, Alfred A. Knopf, 1996, p. 185.

[120] Rubrique « Drama Mailbag », *The New York Times*, 16 octobre 1955, p. X3.

[121] Walter Bernstein, *op. cit.*, p. 186.

[122] Ellen Schrecker, *Many Are the Crimes : McCarthyism in America*, Boston, Little, Brown, 1998, p. 412.

Notes du chapitre 4

[123] Philip Roth, « On the Air, A Long Story », *New American Review*, vol. 10, 1970, p. 20.

[124] Cité dans Peter B. Levy, *The New Left and Labor in the 1960s*, Urbana (IL), University of Illinois Press, 1994, p. 47-48.

[125] Sharon Smith, *Subterranean Fire : A History of Working-Class Radicalism in the United States*, Chicago, Haymarket Books, 2006, p. 216-217.

[126] Timothy Leary, *La politique de l'extase*, Paris, Fayard, 1973.

[127] Murray Bookchin, *Towards an Ecological Society*, Montréal, Black Rose Books, 1980, p. 11-12.

[128] Irving Howe, « The Age of Conformity », *op. cit.*, p. 151.

[129] Ibid., p. 152.

[130] Neal Gabler, *Life, The Movie : How Entertainment Conquered Reality*, New York, Vintage, 1988, p. 132.

[131] Ibid., p. 135.

[132] Eva Cockroft, « Abstract Expressionism, Weapon of the Cold War », dans Francis Frascina (dir.), *Pollock and After : The Critical Debate*, New York, Harper & Row, 1985, p. 132.

[133] Carol Becker, *Zones of Contention : Essays on Art, Institutions, Gender, and*

Anxiety, Albany (NY), SUNY Press, 1996, p. 9.

[134] Alan Magee, interview accordée à l'auteur, New York, 30 mars 2010.

[135] Rob Shetterly, interview accordée à l'auteur, New York, 11 juillet 2010.

[136] Ben Fulton, « Calling on Artists to Lead the Way ; Fine Arts : Columbia University Dean Carol Becker to Speak at U », Salt Lake Tribune, 27 mars 2010.

[137] C. Wright Mills, L'élite du pouvoir, Paris, Maspero, 1969, p. 325-326.

[138] C. Wright Mills, Les cols blancs. Essai sur les classes moyennes américaines, Paris, Seuil, 1966, p. 140-141 et p. 153.

[139] Ellen Schrecker, op. cit., p. 413.

[140] Russell Jacoby, The End of Utopia, op. cit., p. 32-33.

[141] Frederick Jameson, Le postmodernisme, ou la logique culturelle du capitalisme tardif, Paris, Beaux-Arts de Paris, 2012, p. 28.

[142] Russell Jacoby, The End of Utopia, op. cit., p. 63-64.

[143] Zachary Karabell, What's College For ? The Struggle to Define American Higher Education, New York, Basic Books, 1998, p. 94-95.

[144] James W. Carey, Communication as Culture : Essays on Media and Society, New York, Routledge, 1992, p. 81.

[145] Ibid., p. 77.

[146] Ibid., p. 84.

[147] C. Wright Mills, L'élite du pouvoir, op. cit., p. 321.

[148] Le minstrel show est un spectacle populaire du XIX^e siècle dans lequel des acteurs blancs se noircissaient le visage pour incarner des Noirs ignorants et stupides, mais heureux et bons musiciens. [NdT]

[149] Doug McGill, interview téléphonique accordée à l'auteur depuis Rochester (MN), 8 janvier 2010.

[150] John Steinbeck, « The Harvest Gypsies », 2^e partie, San Francisco News, 6 octobre 1936, cité dans Jackson J. Benson, The True Adventures of John Steinbeck, New York, Viking, 1984, p. 333.

[151] Cité par Doug McGill dans The McGill Report.

Notes du chapitre 5

- [152] Karl Popper, *La société ouverte et ses ennemis*, t. 1, *L'ascendant de Platon*, Paris, Seuil, 2009, p. 114.
- [153] Edward W. Said, *Des intellectuels et du pouvoir*, Paris, Seuil, 1996, p. 116-117.
- [154] Julien Benda, *La trahison des clercs*, Paris, Grasset, 2003, p. 166.
- [155] Stanley Hoffman, « An American Social Science : International Relations », *Dædalus*, vol. 106, n° 3, été 1977, p. 49-55.
- [156] Julien Benda, *op.cit.*, p. 166-167.
- [157] Pete Hamill, « Fear and Favor at The New York Times », *The Village Voice*, 1^{er} octobre 1985.
- [158] Sydney Schanberg, interview accordée à l'auteur, New York, 18 janvier 2010.
- [159] Norman Finkelstein, interview accordée à l'auteur, New York, 14 mars 2010.
- [160] Alan Greenspan, cité dans Anne Robert, « Quand Greenspan perd des plumes », *Les Affaires*, 23 octobre 2008.
- [161] Thomas Friedman, interview accordée à Charlie Rose, Public Broadcasting System, 29 avril 2003, http://www.youtube.com/watch?v=ZwFaSpca_3Q.
- [162] Martha Hennessy, interview accordée à l'auteur, New York, 24 septembre 2008.
- [163] Dorothy Day, *By Little and By Little : The Selected Writings of Dorothy Day*, New York, Alfred A. Knopf, 1983, p. 98.
- [164] Daniel Berrigan, interview accordée à l'auteur, New York, 7 mai 2009.
- [165] *Ibid.*, 13 mai 2008.
- [166] En 1969, un raid de la police contre des homosexuels au Stonewall Inn de New York a donné lieu à une série d'émeutes qui ont marqué le début du mouvement pour les droits des gais et lesbiennes aux États-Unis et ailleurs dans le monde. [NdT]
- [167] Davidson Loehr, interview accordée à l'auteur, Austin, 19 juin 2010.
- [168] D.D. Guttenplan, *American Radical : The Life and Times of I.F. Stone*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2009, p. x.
- [169] *Ibid.*
- [170] *Ibid.*, p. 232.
- [171] *Ibid.*, p. 475.
- [172] *Ibid.*, p. 473.

- [173] Ibid., p. 232.
- [174] Ibid., p. xiii.
- [175] Ibid., p. 408-409.
- [176] Ibid., p. 431.
- [177] Abe Peck, *Uncovering the Sixties : The Life and Times of the Underground Press*, New York, Citadel Press, 1991, p. 142.
- [178] Edward Herman et Noam Chomsky, op. cit., p. 589-590.
- [179] Howard Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis*, Marseille et Montréal, Agone et Lux, 2006.
- [180] Dana Priest et William M. Arkin, « A Hidden World, Growing Beyond Control » et « National Security Inc. », *Washington Post*, 19 et 20 juillet 2010, <http://projects.washingtonpost.com/top-secret-america/articles/a-hidden-world-growing-beyond-control/1/>
- [181] Ralph Nader, interview accordée à l'auteur, Washington, 30 mars 2010.
- [182] Ralph Nader, *Ces voitures qui tuent*, Paris, Flammarion, 1966.
- [183] David Cay Johnston, interview téléphonique accordée à l'auteur depuis Rochester (NY), 7 mars 2010.
- [184] Lewis F. Powell, *Attack on the American Free Enterprise System*, U.S. Chamber of Commerce, 23 août 1971, http://reclaimdemocracy.org/corporate_accountability/powell_memo_lewis.html
- [185] Ralph Nader, cité dans Henriette Mantel et Steve Skrovan (dir.), *An Unreasonable Man*, Submarine Entertainment, 2006.
- [186] Les Nader's Raiders étaient de jeunes militants qui, dans les années 1970, prêtaient main-forte à Nader dans ses recherches et ses démarches législatives. On leur doit des enquêtes sur la corruption et de nombreux livres. [NdT]
- [187] Produite par un organisme à but non lucratif, Democracy Now ! est une émission d'information à laquelle souscrivent plus de 950 médias indépendants. Pacifica Radio est un réseau de stations de radio libres, indépendantes et non commerciales. [NdT]
- [188] Warren P. Strobel, « Dealt a Setback, Bush Now Faces a Difficult Choice », *Philadelphia Inquirer*, 15 février 2003, p. A01.
- [189] James Cone, *Martin & Malcolm & America : A Dream or a Nightmare*, Maryknoll (NY), Orbis Books, 1992.

[190] James Cone, interview accordée à l'auteur, Princeton (NJ), 16 janvier 2010.

[191] Malcolm X, église méthodiste Corey, Cleveland, 3 avril 1964.

[192] Voir le discours donné par King le 5 décembre 1957 à l'occasion du deuxième anniversaire de la campagne de boycott des bus de Montgomery, intitulé « Some Things We Must Do ».

[193] James Cone, *A Black Theology of Liberation*, Maryknoll (NY), Orbis Books, 1990.

[194] Malcolm X, table ronde à la station de télévision WNDT, New York, 1963.

[195] Martin Luther King, « Standing By the Best in an Evil Time », sermon du 6 août 1967 à l'église baptiste Ebenezer d'Atlanta.

[196] Dean Henderson, interview accordée à l'auteur, Fairfax (VA), 20 février 2010.

[197] « Obama's Corporate Messaging », Bloomberg Businessweek, 10 février 2010.

Notes du chapitre 6

[198] Albert Camus, *Le mythe de Sisyphe. Essai sur l'absurde*, Paris, Gallimard, 1942, p. 76-77.

[199] Chris Rojek, *Cette soif de célébrité !*, Paris, Autrement, 2003, p. 86-87.

[200] Tim Flannery, *The Future Eaters : An Ecological History of the Australasian Lands and People*, New York, George Braziller, 1995.

[201] Ronald Wright, *Brève histoire du progrès*, Montréal, Hurtubise HMH, 2006, p. 85.

[202] Seth Borenstein (Associated Press), « Data Show "Arctic Is Screaming", Scientists Say », New York Sun, 12 décembre 2007, <http://www.nysun.com/foreign/data-show-arctic-is-screaming-scientists-say/67928>

[203] James Hansen, « Global Warming Twenty Years Later : Tipping Points Near », conférence au National Press Club, Washington, 23 juin 2008, http://www.columbia.edu/~jeh1/2008/TwentyYearsLater_20080623.pdf

[204] Clive Hamilton, *Requiem for a Species : Why We Resist the Truth About Climate Change*, Washington, Earthscan, 2010, p. 27-28.

[205] Ibid., p. 22.

[206] Clive Hamilton, « Is It Too Late to Prevent Catastrophic Climate Change ? », conférence à la Royal Society of the Arts, Sydney (Australie), 21 octobre 2009, <http://clivehamilton.com/video/is-it-too-late-to-prevent-catastrophic-climate-change>

- [207] Lettre du 13 octobre 1953 de Payne Best à George Bell, citée dans Dietrich Bonhoeffer Works, vol. 16, Conspiracy and Imprisonment, 1940–1945, Minneapolis, Fortress Press, 2006, p. 468.
- [208] Neil Postman, *Se distraire à en mourir*, Paris, Nova, 2010, p. 116-117.
- [209] Matthew Hindman, *The Myth of Digital Democracy*, Princeton (NJ), Princeton University Press, 2008.
- [210] Jaron Lanier, *You Are Not a Gadget : A Manifesto*, New York, Alfred A. Knopf, 2010.
- [211] Mark Kurlansky, *Un poisson à la conquête du monde ou la fabuleuse histoire de la morue*, Paris, J.-C. Lattès, 1999 ; *Salt : A World History*, New York, Walker and Co., 2002 ; *1968, l'année qui ébranla le monde*, Paris, Presses de la Cité, 2002 ; *The Food of a Younger Land*, New York, Riverhead Books, 2009.
- [212] Voir note 95
- [213] James Surowiecki, *La sagesse des foules*, Paris, J.-C. Lattès, 2008.
- [214] Jason Lanier, interview accordée à l'auteur, San Francisco, 12 février 2010.
- [215] E.M. Forster, « La machine s'arrête », *De l'autre côté de la haie*, Paris, Christian Bourgois, 1995, p. 99 et p. 111.
- [216] Jaron Lanier, « The Serfdom of Crowds », *Harper's Magazine*, février 2010, p. 15.
- [217] Albert Camus, *L'homme révolté*, dans *Œuvres complètes*, t. 3, 1949-1956, Paris, Gallimard, 2008, p. 266.
- [218] Vaclav Havel, « Le pouvoir des sans-pouvoir », dans *Écrits politiques*, Paris, Calmann-Lévy, 1989, p. 116.
- [219] Vaclav Havel, « Anatomie d'une réticence », dans *Écrits politiques*, op. cit., p. 217.
- [220] Albert Camus, « Retour à Tipasa », *L'été*, Paris, Gallimard, 1954, p. 160.
- [221] Mario Savio, discours devant l'entrée du Sproul Hall de l'université de Californie à Berkeley lors d'un sit-in du Free Speech Movement, 2 décembre 1964.
- [222] Pindare, cité dans Albert Camus, *Le mythe de Sisyphe*, op. cit., épigraphe.

Bibliographie

- ADDAMS, Jane, *Peace and Bread in Times of War*, New York, The Macmillan Co., 1922.
- ADORNO, Theodor, *The Culture Industry*, Londres, Routledge, 1991.
- ARENDT, Hannah, *Essai sur la révolution*, Paris, Gallimard, 1967.
- , *Les origines du totalitarisme*, 3 vol., Paris, Le Seuil, 2005, 2006.
- ARONOWITZ, Stanley, *The Death and Rebirth of American Radicalism*, Londres, Routledge, 1996.
- ARONSON, James, *The Press and the Cold War*, Indianapolis, Bobbs-Merrill, 1970.
- BARTH, Karl, *L'Épître aux Romains*, Genève et Montréal, Labor et Fides, 1972.
- BAUMAN, Zygmunt, *In Search of Politics*, Stanford (CA), Stanford University Press, 1999.
- BECKER, Carol, *Zones of Contention : Essays on Art, Institutions, Gender, and Anxiety*, Albany (NY), SUNY Press, 1996.
- BENDA, Julien, *La trahison des clercs*, Paris, Grasset, 2003.
- BENSON, Jackson J., *The True Adventures of John Steinbeck*, New York, Viking, 1984.
- BERNAYS, Edward, *Propaganda. Comment manipuler l'opinion en démocratie*, Paris et Montréal, La Découverte et Lux, 2007 et 2008.
- BERNSTEIN, Walter, *Inside Out : A Memoir of the Blacklist*, New York, Alfred A. Knopf, 1996.
- BLITZSTEIN, Marc, *The Cradle Will Rock*, Fairfax (VA), Library of Congress Federal Theatre Project Collection at Fenwick Library, George Mason University.
- BONHOEFFER, Dietrich, *Works*, vol. 16, *Conspiracy and Imprisonment, 1940–1945*, Minneapolis, Fortress Press, 2006.
- BOOKCHIN, Murray, *Post-Scarcity Anarchism*, Édimbourg, AK Press, 2004.

- , *Towards an Ecological Society*, Montréal, Black Rose Books, 1980.
- BOORSTIN, Daniel J., *Le triomphe de l'image. Une histoire des pseudo-événements en Amérique*, Montréal, Lux, 2012.
- BOURNE, Randolph, *The Radical Will : Selected Writings 1911–1918*, Berkeley, University of California Press, 1977.
- , *War and the Intellectuals : Collected Essays 1915–1919*, Indianapolis, Hackett, 1964.
- BRIGGS, Asa et Peter Burke, *A Social History of the Media : From Gutenberg to the Internet*, Cambridge, Polity Press, 2005.
- BUCHANAN, Ian, *Fredric Jameson : Live Theory*, New York, Continuum, 2007.
- CAMUS, Albert, *Les Cahiers Albert Camus*, t. 1 à 7, Paris, Gallimard, 1971.
- , *L'homme révolté*, Paris, Gallimard, 2007.
- , *Le mythe de Sisyphe. Essai sur l'absurde*, Paris, Gallimard, 1942.
- , « Retour à Tipasa », *L'été*, Paris, Gallimard, 1954.
- CAREY, James W., *Communication as Culture : Essays on Media and Society*, New York, Routledge, 2009.
- CHOMSKY, Noam, *The Essential Chomsky*, New York, New Press, 2008.
- , *Futurs proches*, Montréal, Lux, 2010.
- , *Letters from Lexington : Reflections on Propaganda*, Boulder (CO), Paradigm Publishers, 2004.
- COCKROFT, Eva, « Abstract Expressionism, Weapon of the Cold War », dans Francis Frascina (dir.), *Pollock and After : The Critical Debate*, New York, Harper & Row, 1985, p. 125-133.
- COWLEY, Malcolm, *Exile's Return : A Literary Odyssey of the 1920s*, New York, Penguin, 1994.
- CREEL, George, *How We Advertised America : The First Telling of the Amazing Story of the Committee on Public Information that Carried the Gospel of Americanism to Every Corner of the Globe*, New York, Harper & Brothers, 1920.
- , *Rebel at Large : Recollections of Fifty Crowded Years*, New York, G.P. Putnam's Sons, 1947.
- DAY, Dorothy, *By Little and By Little : The Selected Writings of Dorothy Day*, New York, Alfred A. Knopf, 1983.
- DONOGHUE, Frank, *The Last Professors, The Corporate University and the Fate of the Humanities*, New York, Fordham University Press, 2008.
- DOS PASSOS, John, *La guerre de M. Wilson. L'intervention américaine dans la*

- Première Guerre mondiale, Paris, Stock, 1971.
- DOSTOÏEVSKI, Fédor, Les carnets du sous-sol, Paris, Gallimard, 1995.
- ELLUL, Jacques, Propagandes, Paris, A. Colin, 1962.
- EWEN, Stuart, All Consuming Images : The Politics of Style in Contemporary Culture, New York, Basic Books, 1988.
- , Consciences sous influence. Publicité et genèse de la société de consommation, Paris, Aubier-Montaigne, 1983.
- , PR ! A Social History of Spin, New York, Basic Books, 1996.
- , Typecasting : On the Arts of Sciences of Human Inequality, New York, Seven Stories Press, 2006.
- FEINSTEIN, Lee et Anne Marie Slaughter, « A Duty to Prevent », Foreign Affairs, vol. 83, n° 1, janvier-février 2004, p. 136-150.
- FLANAGAN, Hallie, Arena : The History of Federal Theatre, New York, Benjamin Blom, 1940.
- FORSTER, E.M., « La machine s'arrête », De l'autre côté de la haie, Paris, Christian Bourgois, 1995.
- FREEBERG, Ernest, Democracy's Pioneer : Eugene Debs, the Great War, and the Right to Dissent, Cambridge, Harvard University Press, 2009.
- FROMM, Erich, La peur de la liberté, Lyon, Parangon/Vs, 2010.
- FUREDI, Frank, Where Have All the Intellectuals Gone ? : Confronting 21st Century Philistinism, Londres, Continuum, 2004.
- GABLER, Neal, Life, The Movie : How Entertainment Conquered Reality, New York, Vintage Books, 1998.
- GIROUX, Henry, Impure Acts : The Practice of Politics of Cultural Studies, New York, Routledge, 2000.
- , The University in Chains : Confronting the Military-Industrial-Academic Complex, Boulder (CO), Paradigm Publishers, 2007.
- GRAY, John, Black Mass : Apocalyptic Religion and the Death of Utopia, New York, Penguin, 2007.
- , Enlightenment's Wake : Politics and Culture at the Close of the Modern Age, New York, Routledge, 1995.
- , Heresies : Against Progress and Other Illusions, Londres, Granta Books, 2004.
- , Liberalism, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1995.
- , Straw Dogs : Thoughts on Humans and Other Animals, Londres, Granta Books,

2002.

GREIDER, William, *Fortress America : The American Military and the Consequences of Peace*, New York, Public Affairs, 1998.

GRINKER, Lori, *Afterwar : Veterans from a World in Conflict*, Milbrook (NY), de.MO, 2005.

GUTTENPLAN, D.D., *American Radical : The Life and Times of I.F. Stone*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2009.

HAMILTON, Clive, *Requiem for a Species : Why We Resist the Truth About Climate Change*, Washington, Earthscan, 2010.

HAVEL, Vaclav, *The Power of the Powerless : Citizens Against State in Central Europe*, Armonk (NY), M.E. Sharpe, 1990.

HERMAN, Edward S., et Noam Chomsky, *La fabrication du consentement. De la propagande médiatique en démocratie*, Marseille, Agone, 2008.

HOFFMANN, Stanley, « An American Social Science : International Relations », *Dædalus*, vol. 106, n° 3, été 1977, p. 41-60.

HOGGART, Richard, *La culture du pauvre*, Paris, Éditions de Minuit, 1970.

HOUSEMAN, John, *Run Through : A Memoir*, New York, Simon & Schuster, 1972.

—, *Unfinished Business*, Londres, Chatto and Windos, 1986.

HOWE, Irving, « This Age of Conformity », dans William Phillips et Philip Rahv (dir.), *The Partisan Review Anthology*, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1955, p. 145-164.

—, *Le monde de nos pères. L'extraordinaire odyssée des juifs d'Europe de l'Est en Amérique*, Paris, Michalon, 1997.

JACKALL, Robert et Janice M. Hirota, *Image Makers : Advertising, Public Relations, and the Ethos of Advocacy*, Chicago, University of Chicago Press, 2000.

JACOBY, Russell, *The End of Utopia : Politics and Culture in an Age of Apathy*, New York, Basic Books, 1999.

—, *The Last Intellectuals : American Culture in the Age of Academe*, New York, Basic Books, 1992.

—, *Social Amnesia : A Critique of Conformist Psychology from Adler to Laing*, Boston, Beacon Press, 1975.

JOHNSON, Chalmers, *The Sorrows of Empire : Militarism, Secrecy, and the End of the Republic*, New York, Henry Holt, 2004.

JUDT, Tony, « Bush's Useful Idiots », *London Review of Books*, vol. 28, n° 18, 21 septembre 2006.

- KARABELL, Zachary, *What's College For ? The Struggle to Define American Higher Education*, New York, Basic Books, 1998.
- KINDLEBERGER, Charles P. et Robert Aliber, *Manias, Panics, and Crashes*, Hoboken (NJ), John Wiley & Sons, 1978.
- KORTEN, David C., *Quand les multinationales gouvernent le monde*, Gap (Hautes-Alpes), Yves Michel, 2006.
- LANIER, Jaron, *You Are Not a Gadget : A Manifesto*, New York, Alfred A. Knopf, 2010.
- LANSING, Robert, *Mémoires de guerre*, Paris, Nouvelle revue critique, s.d.
- LASCH, Christopher, *La culture du narcissisme. La vie américaine à un âge de déclin des espérances*, Castelnau-le-Lez, Climats, 2000.
- , *The New Radicalism in America 1889–1963 : The Intellectual as a Social Type*, New York, W.W. Norton, 1965.
- , *Le seul et vrai paradis. Une histoire de l'idéologie du progrès et de ses critiques*, Paris, Flammarion, 2006.
- LE BON, Gustave, *Psychologie des foules*, Paris, Presses universitaires de France, 2003.
- LEE, Ching Kwan, *Against the Law : Labor Protests in China's Rustbelt and Sunbelt*, Berkeley, University of California Press, 2007.
- LENS, Sidney, *Labor Wars : From the Molly Maguires to the Sitdowns*, New York, Doubleday, 1973.
- LEVY, Peter B., *The New Left and Labor in the 1960s*, Urbana (IL), University of Illinois Press, 1994.
- LIPPMANN, Walter, *Public Opinion*, New York, Simon & Schuster, 1997.
- MACDONALD, Dwight, *Against the American Grain : Essays on the Effects of Mass Culture*, Londres, Victor Gollancz, 1963.
- , *The Memoirs of a Revolutionist : Essays in Political Criticism*, New York, Farrar, Straus and Cudahy, 1957.
- , *The Root Is Man*, Brooklyn, Autonomedia, 1995.
- MACKAY, Charles, *Extraordinary Popular Delusions and the Madness of Crowds*, Middletown (RI), BN Publishing, 2008.
- MCCHESENEY, Robert et John Nichols, *The Death and Life of American Journalism : The Media Revolution That Will Begin the World Again*, New York, Nation, 2009.
- MELMAN, Seymour, *The Permanent War Economy : American Capitalism in Decline*, New York, Simon & Schuster, 1985.
- MILLS, C. Wright, *L'élite du pouvoir*, Paris, Maspero, 1969.

- , Les cols blancs. Essai sur les classes moyennes américaines, Paris, Seuil, 1966.
- , The Politics of Truth : Selected Writings of C. Wright Mills, New York, Oxford University Press, 2008.
- NAVASKY, Victor, Naming Names, New York, Viking, 1980.
- NIEBUHR, Reinhold, Beyond Tragedy : Essays on the Christian Interpretation of History, New York, Scribner's Sons, 1965.
- NOBLE, David, America by Design : Science, Technology, and the Rise of Corporate Capitalism, Oxford, Oxford University Press, 1977.
- ORTEGA Y GASSET, José, La révolte des masses, Paris, Les Belles Lettres, 2010.
- OSTERTAG, Bob, People's Movements, People's Press : The Journalism of Social Justice Movements, Boston, Beacon Press, 2006.
- PECK, Abe, Uncovering the Sixties : The Life and Times of the Underground Press, New York, Citadel Press, 1991.
- POLANYI, Karl, La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps, Paris, Gallimard, 2007.
- POLLARD, Sidney, The Idea of Progress : History and Society, Londres, C.A. Watts, 1968.
- POPPER, Karl, La société ouverte et ses ennemis, Paris, Seuil, 2009.
- POSTMAN, Neil, Se distraire à en mourir, Paris, Nova, 2010.
- RIESMAN, David, La foule solitaire. Anatomie de la société moderne, Paris, Arthaud, 1964.
- ROJEK, Chris, Cette soif de célébrité !, Paris, Autrement, 2003.
- RORTY, Richard, L'Amérique : un projet inachevé. La pensée de gauche dans l'Amérique du vingtième siècle, Pau, Presses Universitaires de Pau et des Pays de l'Adour, 2001.
- ROSS, Stewart Halsey, Propaganda for War : How the United States Was Conditioned to Fight the Great War of 1914–1918, Joshua Tree (CA), Progressive Press, 2009.
- ROTH, Philip, « On the Air, A Long Story », New American Review, vol. 10, 1970, p. 7-49.
- SAID, Edward W., Des intellectuels et du pouvoir, Paris, Seuil, 1996.
- SAUL, John Ralston, Les bâtards de Voltaire. La dictature de la raison en Occident, Paris, Payot, 1993.
- , La civilisation inconsciente, Paris, Payot, 1997.
- SCHRECKER, Ellen, Many Are the Crimes : McCarthyism in America, Boston, Little,

- Brown, 1998.
- , No Ivory Tower : McCarthyism and the Universities, New York, Oxford University Press, 1986.
- SENNETT, Richard, Les tyrannies de l'intimité, Paris, Seuil, 1979.
- SMITH, Sharon, Subterranean Fire : A History of Working-Class Radicalism in the United States, Chicago, Haymarket Books, 2006.
- SNOW, C.P., Les deux cultures, Paris, J.J. Pauvert, 1968.
- STEEL, Ronald, Walter Lippmann and The American Century, New York, Atlantic-Little, Brown, 1980.
- THEWELEIT, Klaus, Male Fantasies, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1987.
- THOMPSON, E.P., Temps, discipline du travail et capitalisme industriel, Paris, La Fabrique, 2004.
- VAN AGTMAEL, Peter, 2nd Tour, Hope I Don't Die, Portland (OR), Photolucida, 2009.
- VIERECK, George Sylvester, Spreading the Germs of Hate, New York, Horace Liveright, 1930.
- WHYTE, William H., L'homme de l'organisation, Paris, Plon, 1959.
- WOLIN, Sheldon S., Democracy Incorporated : Managed Democracy and the Specter of Inverted Totalitarianism, Princeton, Princeton University Press, 2008.
- WRIGHT, Ronald, Brève histoire du progrès, Montréal, Hurtubise HMH, 2006.

Table

Avertissement du traducteur

1 Résistance

2 Guerre permanente

3 Agonie

4 Politique-spectacle

5 Dissidence

6 Révolte

Remerciements

Notes et références

Bibliographie

La révision du texte a été réalisée
par Geneviève BOULANGER

L'epub a été créé
par Claude BERGERON

Lux Éditeur
c.p. 129, succ. de Lorimier
Montréal, Qc H2H 1V0
www.luxediteur.com

« Les progressistes ont fait trop de concessions à l'élite du pouvoir. Ils ont succombé à l'opportunisme puis à la peur en entraînant avec eux leurs institutions. Ils ont renoncé à leur fonction morale. Ils n'ont pas dénoncé les abus des milieux d'affaires quand ils en avaient l'occasion, et ont banni de leurs rangs ceux qui osaient le faire. [...] L'une après l'autre, ces institutions ont succombé à l'appât du gain, aux harangues patriotiques, à l'idéologie de la guerre permanente, à la peur des ennemis de l'intérieur comme de l'extérieur et à la méfiance à l'égard des militants de gauche, à qui l'élite progressiste devait jadis son honnêteté. »

De plus en plus puissant, l'État-entreprise n'a même plus à répondre à ses détracteurs progressistes. Les médias, les syndicats, les universités, les artistes et le Parti démocrate se sont tous inclinés devant la grande entreprise et, bardés de leur prétendue neutralité, défendent désormais les intérêts de celle-ci dans une consternante pantomime de démocratie. L'élite progressiste américaine, détachée du monde, dépourvue de toute crédibilité, a déserté la tribune politique, cédant la place au populisme d'extrême droite. À la fois récit du naufrage volontaire du contre-pouvoir, depuis la Première Guerre mondiale jusqu'à l'invasion de l'Irak, et constat d'un alarmant vide idéologique, ce livre salue aussi les révoltés, libres parias, qui persistent à épuisier le champ du possible.

Récipiendaire d'un prix Pulitzer, Chris Hedges fut correspondant de guerre pour le *New York Times* pendant 15 ans. Reconnu pour ses analyses en profondeur de la politique et de la société américaines, ses articles paraissent dans la presse indépendante, dont *Harper's*, *The New York Review of Books*, *Mother Jones* et *The Nation*. Il a également enseigné le journalisme aux universités Columbia et Princeton. Il est l'auteur de *L'empire de l'illusion*, le premier de ses livres traduit en français.